

كلمة اليوم

« Arts et Spectacles » : les Transmusicales de Rennes

# Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14877 - 7 F

JEUDI 26 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

## Le boulet allemand

Le gouvernement allemand vient de décider en catastrophe d'accroître à nouveau les aides fédérales pour les nouveaux Länder de l'est. Plus de 12 milliards de marks viendront s'ajouter aux 91 milliards déjà prévus dans le budget de 1993, pour des aides supplémentaires à l'investissement et au logement. En même temps, sur pression de l'opposition sociale démocrate, le gouvernement accepte de modifier radicalement sa stratégie de privatisation.

La Treuhänder, l'organisme fiduciaire chargé des ventes au privé, va pouvoir assainir les firmes qu'elle ne parvient pas à vendre. Autrement dit, l'Allemagne vient de se doter d'un immense secteur nationalisé - la Treuhänder emploie encore 700 000 personnes - pour un temps indéfini. Les conséquences sur les politiques industrielles et les politiques de concurrence en Europe en seront très importantes.

CETTE décision souligne l'échec du redressement économique rapide de l'est. Deux ans et demi après l'union monétaire, les cinq nouveaux Länder restent sous perfusion. Alors que la RDA était un pays sur-industrialisé dans le bloc de l'est, la région est devenue, après son aspiration dans l'économie ouest-allemande, une zone de consommation. Les 17 millions d'Allemands à l'est consomment deux fois plus qu'ils ne produisent. L'ouest doit verser plus de 150 milliards de DM par an et on ne voit pas comment ce montant pourrait diminuer dans un avenir proche.

Surévaluation de la situation de la RDA, sous-évaluation des difficultés, union monétaire trop généreuse : les raisons du désastre industriel de l'unification sont nombreuses. Aujourd'hui, le ralentissement des économies occidentales atteint l'Allemagne. La rapide remontée du niveau des salaires de l'est sur celui de l'ouest, exigé par les syndicats qui craignent un dumping social, freine les investissements des firmes ouest-allemandes.

Le sauvetage est désespéré. Et l'incapacité du gouvernement de Bonn à imposer des sacrifices l'oblige à tirer en permanence des traites sur l'avenir. Personne n'a la moindre idée sur la manière de financer les 12 milliards de dépenses proposées en 1993. Elles s'ajoutent à un projet de déficit fédéral qui se creuse chaque mois et qui dépassera de beaucoup les 43 milliards de marks annoncés par M. Theo Waigel. L'opposition sociale-démocrate, qui réclame une hausse des impôts sur les riches, n'a pas tort de crier au « choc budgétaire ».

L'unification allemande devait être payée par un eurocroît de croissance. Cela a pu être le cas pendant deux ans, et les autres pays européens ont bénéficié de quelques retombées. Mais cette stratégie se retourne désormais. L'unification est un boulet économique que traîne l'Allemagne et toute l'Europe avec elle. Le maintien des taux d'intérêt très élevés et les crises monétaires à répétition qui en résultent soulignent combien la situation allemande affecte ses partenaires. Sans l'acceptation des sacrifices nécessaires par les 80 millions d'Allemands, qui doit passer par le soutien de tous les partenaires politiques et sociaux au « pacte de solidarité » proposé par le chancelier Kohl, il est à craindre que l'unité allemande n'entraîne gravement celle de l'Europe.

Lire nos informations page 22

M0147 - 1126 0 - 7.00 F



Tout en approuvant la fermeté du gouvernement sur le GATT

## L'opposition ne veut pas cautionner l'action de M. Bérégovoy

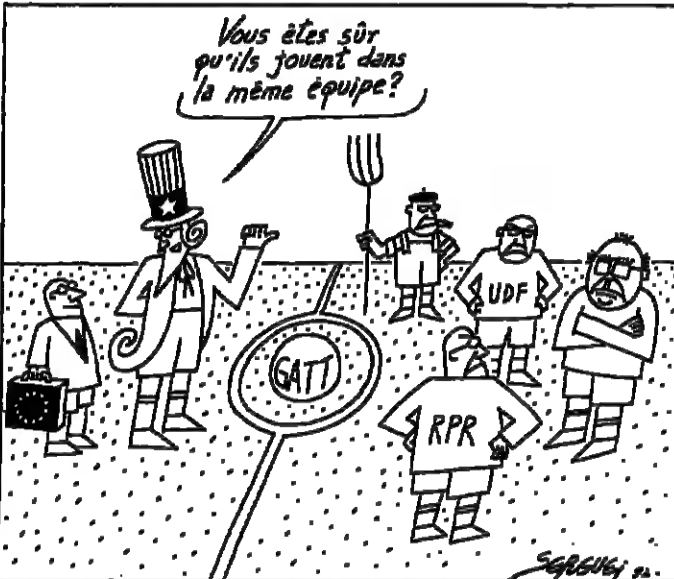
M. Pierre Bérégovoy devait inviter les députés, mercredi 25 novembre, à approuver le refus par le gouvernement français du projet d'accord agricole conclu entre les États-Unis et les représentants de la CEE dans le cadre des négociations du GATT. Afin de convaincre l'opposition de lui apporter ses suffrages, le premier ministre se proposait de répondre

aux deux conditions posées par celle-ci, en précisant, d'une part, qu'il ne demandait pas un vote de confiance sur l'ensemble de sa politique et, de l'autre, qu'il n'excluait pas, le moment venu, l'exercice par la France de son droit de veto. La droite semblait encore divisée, mercredi matin, sur la réponse à lui apporter.

par Daniel Carton

Les agriculteurs eux-mêmes risquent de ne plus s'y retrouver dans la petite guerre de procédure qui s'est engagée depuis mardi à l'Assemblée nationale entre l'opposition et le gouvernement. M. Bérégovoy n'avait pas d'autre solution, pour requérir le soutien de la représentation nationale dans les difficiles négociations du GATT, que de s'appuyer sur l'article 49-1 de la Constitution lui permettant d'engager la responsabilité sur une déclaration de politique générale. L'opposition le savait, mais elle s'est immédiatement méfiée des intentions, selon elle, politiciennes de Maitignon. Moyennant quoi, elle a passé toute sa journée de mardi à tenter d'imaginer une parade pour à la fois ne pas tomber dans « le piège » du premier ministre et pour préserver l'union des trois groupes, RPR, UDF et UDC.

Lire la suite page 8



Lire également page 8 les articles de THIERRY BRÉHIER et FRÉDÉRIC BOBIN

## Nouvel excédent pour le commerce extérieur

La balance commerciale de la France a enregistré un excédent de 1,085 milliard de francs en octobre, selon les résultats en données corrigées des variations saisonnières publiés mercredi 25 novembre. En septembre, l'excédent s'était déjà élevé à 3,511 milliards de francs. L'objectif du gouvernement est un excédent de 25 à 30 milliards de francs pour l'ensemble de l'année.

page 28

## Le franc se raffermît par rapport au mark

Les tensions sur le système monétaire européen, qui avaient été atténuées par la mise en flottement de la couronne suédoise le 19 novembre, semblaient se calmer mercredi 25 novembre. Le franc, qui avait été un peu ébranlé, se raffermît par rapport à la monnaie allemande, le cours du mark étant revenu en fin de matinée en dessous de 3,39 francs.

page 28

## M. François Mitterrand à Jérusalem

M. François Mitterrand était attendu à Jérusalem, mercredi 25 novembre, en fin d'après-midi. Ses entretiens avec les dirigeants israéliens porteront, bien sûr, sur le processus de paix mais, d'un côté comme de l'autre, l'importance du renforcement de la coopération économique entre la France et Israël a été soulignée. De même, les dirigeants palestiniens « de l'intérieur » estiment qu'un soutien politique à leur cause ne suffit pas, et que Paris devrait augmenter sensiblement son aide au développement des territoires occupés.

page 3

## Menace de pollution radioactive en mer du Nord

L'épave d'un sous-marin soviétique, qui avait coulé le 7 avril 1989 au large des côtes norvégiennes, menacerait, selon un ingénieur russe, de laisser échapper des matières radioactives. Du bâtiment, froissé comme une feuille de papier, et qui gît par 1 600 mètres de fond, sortirait du césium, et certains craignent que les torpilles nucléaires contenant du plutonium ne fuient elles aussi. Ce drame rappelle le naufrage d'un autre sous-marin nucléaire soviétique, le 12 avril 1970, au large des côtes britanniques, et celui d'un sous-marin américain en 1968, dont deux américains.

page 5

POINT

## Les crimes contre l'humanité

■ Des clarifications successives. ■ 1984 : le Parlement unanime. ■ Les dispositions du nouveau code pénal.

page 12

Le sommaire complet se trouve page 28

A l'approche du Congrès des députés

## M. Eltsine propose un « armistice » politique

A moins d'une semaine de l'ouverture du Congrès des députés, le président russe, M. Boris Eltsine, multiplie les signes de conciliation à l'adresse du camp conservateur. Après avoir évoqué la nécessité d'un « armistice » politique pour une période de « stabilisation » de douze à dix-huit mois, M. Eltsine a limogé, mardi 24 novembre, le directeur de la télévision, M. Egor Iakovlev, réputé pour son anti-conformisme, officiellement en raison d'erreurs dans la couverture des conflits ethniques.

## Gouverner tranquillement...

MOSCOU

de notre correspondant

« Si ça peut calmer les appétits de l'opposition, alors tant mieux. » C'est en ces termes philosophiques que le directeur de la télévision centrale, Egor Iakovlev, a accueilli mardi 24 novembre la nouvelle de son limogage, aux termes d'un décret signé le jour même par Boris Eltsine. Ce qui ne l'a pas empêché d'émettre aussitôt une autre hypothèse, moins optimiste : « Si cela doit signifier l'institutionnalisation du mensonge, alors c'est une tragédie. »

En apparence, le congédiement inopiné du directeur de la télévision n'a rien à voir avec l'ouverture, dans moins d'une semaine, d'un Congrès des députés présenté depuis des mois comme une échéance majeure de la vie

politique de la nouvelle Russie. M. Iakovlev « tombe » pour une raison simple et clairement définie : la diffusion, tard la veille au soir, d'un reportage sur le drame vécu récemment par les Ingouchs, principales victimes des affrontements qui les ont opposés, aux Ossètes, soutenus par l'armée russe. L'émission a bien entendu suscité la colère du président du Parlement d'Ossétie du Nord, présent à Moscou pour une réunion des responsables des Républiques autonomes, qui s'en est plaint à M. Boris Eltsine, lequel a immédiatement décidé de sévir. Une sanction justifiée, à en croire le porte-parole du président, par les « sérieuses erreurs » commises par la télévision centrale dans « la présentation des conflits ethniques ».

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

## Grandes manœuvres sur les retraites

La création du Fonds de solidarité ne résoudra pas les déséquilibres structurels des régimes d'assurance-vieillesse

par Jean-Michel Normand

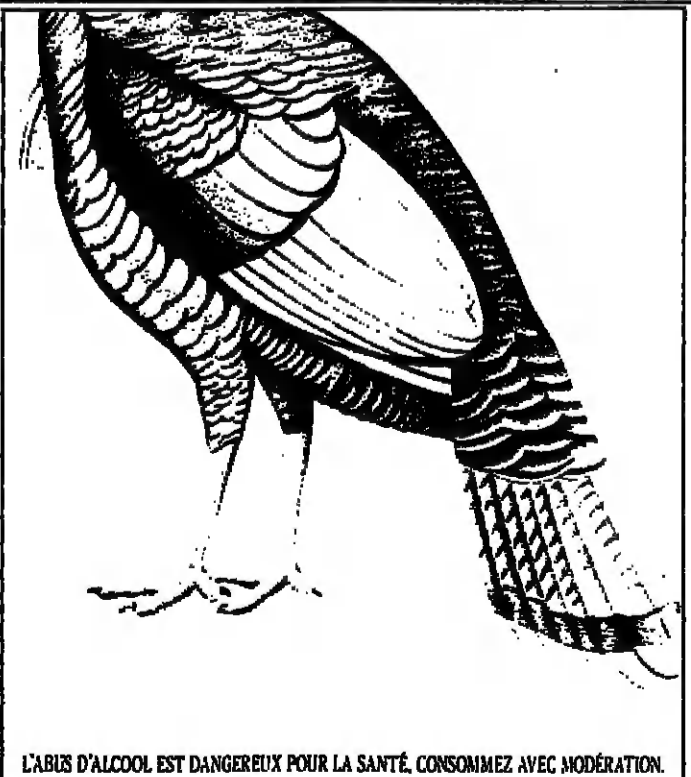
Perpétuellement renvoyé aux calendes grecques, le dossier des retraites est, cet automne, le théâtre de grandes manœuvres. Les socialistes, qui ont beaucoup parlé et fort peu agi depuis 1988, s'apprêtent à clarifier le financement des régimes d'assurance-vieillesse en instaurant un Fonds de solidarité qui ne résout en rien les déséquilibres structurels

dont la facture atteint 20 milliards de francs par an. En revanche, cette initiative peut permettre au gouvernement de responsabiliser les partenaires sociaux et de présenter sous un jour plus avantageux les comptes de la Sécurité sociale, lourdement pénalisés par le ralentissement de l'activité et l'aggravation du chômage. Quant aux régimes de retraite complémentaire, gérés par le CNPF et les syndicats, ils sont à la veille de discussions que

la montée de conflits d'intérêts internes au patronat rend incertaines.

Présenté au conseil des ministres du mercredi 25 novembre, le projet de loi créant le Fonds de solidarité sera soumis au Parlement avant la fin de la session d'automne. Ce nouvel établissement public prendra en charge 62,9 milliards de francs correspondant à des dépenses liées à la solidarité nationale.

Lire la suite page 23



## ARTS ET SPECTACLES

### Le cinéma mexicain fait de la résistance

Le Centre Pompidou présente, jusqu'au 1<sup>er</sup> février, cent quarante films mexicains. Le Mexique est un des rares pays d'Amérique latine où le cinéma demeure commercialement vivace et artistiquement créatif. ■ Opéra subaquatique à Grenoble. ■ La sélection de la semaine. pages 29 à 40

## ÉDUCATION ♦ CAMPUS

### A l'école des Nobel

L'Ecole supérieure de physique et chimie industrielles de Paris (ESPCI) vient d'être, pour la deuxième fois en deux ans, distinguée par l'Académie royale de Suède. ■ Etudiants au rendez-vous européen. ■ Les lycées réifiés au préservatif. ■ Le prestigieux cocon d'Amos Tuck. pages 15 à 17

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRÖ; Espagne, 190 PTA; Grèce, 65 n; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRÖ; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Singapour, 450 F CFA; Suède, 15 KRÖ; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

## Bioéthique

## Sélection humaine

par Jacques Testart

**A**YANT développé depuis plusieurs années une analyse critique des applications potentielles de la génétique à la procréation médicalement assistée (PMA), j'ai montré comment le tri des embryons, avant même la grossesse, permettrait une pratique eugéniste d'un type nouveau, non autoritaire et efficace, mais contraire à la dignité humaine (1). En effet, l'œuf acquiert des propriétés eugéniques singulières quand l'espèce devient multiovulaire, la génétique discriminatoire, la société compétitive et les personnes intolérantes. Alors il devient possible de choisir de mieux en mieux, et sans douleur, l'enfant à venir, nous amenant à palier l'image de l'humain à mesure qu'on en codifie le corps et à refuser l'étrangeté de l'autre d'autant plus qu'il eût pu ne pas être. Cependant, la proposition que j'ai formulée en désespoir de cause et qui consiste à interdire la sélection génétique des œufs fécondés semble mal acceptée : pour beaucoup, la solution raisonnable ne serait pas de prohiber une technique, le diagnostic préimplantatoire (DPI), dont certains aspects sont positifs, mais d'en contrôler l'usage pour empêcher ses dérives. Dans ce but, deux formules sont souvent avancées, dont l'une consisterait à établir la liste des handicaps justifiant le DPI et l'autre à créer une commission *ad hoc* qui éviterait le recours abusif au DPI.

Dans la première formule, on (qui ?) devrait donc définir précisément ce qu'est l'anormalité, sous les différentes formes qui la rendent intolérable. Ce jugement, à vocation consensuelle, amènerait à rejeter hors de l'humanité les individus ainsi désignés, diabolisés, et dont il existerait toujours certains représentants malgré tout. Si cette démarche d'exclusion était acceptable dans notre culture, elle serait déjà appliquée pour éviter les avortements abusifs après diagnostic prénatal (DPN) ou, pourquoi pas, pour définir les bonnes raisons de stériliser, comme font les Japonais, qui en dénombrent cinquante-cinq... La loi espagnole sur les PMA promettait, en 1988, d'établir une telle liste « dans un délai de six mois ». On l'attend toujours. L'inventaire des indésirables n'est ni souhaitable ni réalisable, mais il laisserait aussi ouvert l'inventaire des couples susceptibles de procréer ces indé-

sirables et potentiellement demandeurs du DPI, puisque certains handicaps graves, comme la trisomie 21, peuvent apparaître dans n'importe quelle famille.

Ainsi, sauf à définir arbitrairement le niveau du risque intolérable (un pour mille, ou un pour cent, ou davantage ?), on ne pourrait refuser à quiconque l'accès au DPI et on ouvrirait très vite à chacun le bénéfice d'indicateurs multiples pour sélectionner les enfants potentiels. Remarquons que, dans le cas du DPN, le recours au diagnostic génétique est toujours autorisé, seul l'acte d'interruption de grossesse étant réglementé. Dans le cas du DPI, la production d'embryons le plus souvent en excès, grâce aux PMA, implique que leur sélection accompagnerait « naturellement » le diagnostic et que c'est donc l'accès au diagnostic lui-même qui devrait être réglementé.

## Une commission garde-fou

La deuxième formule recueille davantage l'assentiment des professionnels : une commission garde-fou donne l'apparence de la démocratie et de la réglementation à la fois, sans sérieusement menacer la liberté d'action des praticiens. A cet égard, il faut rappeler qu'il existe une commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction, créée par décret en 1988, dont l'une des attributions est d'adresser au ministre de la Santé un rapport annuel portant notamment sur « l'application des avis et recommandations formulés par le Comité national d'éthique et les autres instances officielles compétentes en éthique biomédicale, au sujet du diagnostic prénatal et de la PMA ». La commission a été jusqu'ici incapable d'assurer cette part de ses missions pour les raisons suivantes. Dans le cas le plus fréquent où il n'existe aucun texte réglementaire séparant le licite et l'interdit, la commission n'a pas encore interrogé les équipes biomédicales sur leurs pratiques, car les réponses n'auraient pu être interprétées à la lumière d'un jugement autorisé. En revanche, dans les rares cas où un texte réglementaire précède certaines pratiques, la commission a estimé qu'interroger les équipes sur leur attitude reviendrait à les inciter au non-respect de la loi... Il ne servirait à rien d'imaginer une

structure plus policière que cette commission si les interdits ne peuvent être désignés et que les positions creuses alternent avec les définitions vagues : à la « stérilité », qui justifie la FIV, font écho les « maladies particulièrement graves et incurables », qui justifient le don de gamètes ou le diagnostic prénatal. Ces imprécisions, qui donnent carte blanche aux spécialistes, vont devenir de plus en plus redoutables avec le progrès rapide des techniques et les besoins ainsi stimulés dans la population.

Le récent scandale de la transfusion sanguine et quelques autres affaires moins dramatiques ont montré le danger de laisser à des professionnels, fussent-ils médecins, le pouvoir de régulation des actes qu'ils exercent. C'est parce qu'il sera vite impossible d'empêcher les dérives du DPI que j'en ai proposé l'interdiction. Si cet interdit devait lui-même se révéler impossible, il faudrait convenir que notre devoir est limité comme un destin.

(1) *Le Dilemme du génie* (éditions François Bourin), 281 pages, 129 F.

► Jacques Testart est biologiste à l'INSERM (unité 355) à Clamart.

## Du bon usage de la Haute Cour

Un paragraphe ayant malencontreusement sauté dans l'article d'Olivier Duhamel et Georges Vedel publié dans nos éditions du 25 novembre, nous reproduisons ci-dessous le dernier paragraphe paru en première page, et la phrase qui aurait dû suivre au paragraphe 2 :

« Essayons pourtant de limiter les dégâts... Pour tenir le plus qu'il se peut l'Union hors de la République, trois règles, commandées tout à la fois par la morale, par l'hygiène politique et par la prudence, doivent être formulées. La première tend à faire droit à une évidence. En la forme, la mise en accusation énonce une présomption de responsabilité pénale. Payons cette rançon à l'absurde.

Mais les chambres, [etc.] »

## Toujours quelqu'un sait...

par Muriel Flis-Trèves

**L**A tradition française est lourde de secrets. Certains sont pourtant depuis longtemps devenus publics, mais plus de violence irremédiable, irréparable, que l'affirmation, si brutale soit-elle, d'une vérité.

Au nom de la bioéthique, le code de la santé publique doit s'adapter. L'heure serait venue de légiférer. L'incertitude demeure quant à l'opportunité de cet acharnement législatif (1), mais, après tout, peut-être les avantages l'emportent-ils aujourd'hui sur les inconvénients. Nous nous contenterons ici de nous interroger sur le bien-fondé d'une des règles énoncées, qui a trait au strict anonymat qui devrait désormais entourer toute procréation médicalement assistée et le don de gamètes. En effet, le nouvel article 66-5 est rédigé sans ambiguïté : « Aucune information permettant d'identifier à la fois celui qui fait don d'un élément ou d'un produit de son corps ou de sang et celui qui l'a reçu ne peut être divulguée... »

Cet article de loi est inséré dans un chapitre relatif aux principes généraux qui président à l'ensemble du projet de loi et prétendent lui donner son unité philosophique et éthique. Qu'il s'agisse de don d'éléments du corps humain, de don de gamètes ou de procréation médicalement assistée, les principes généraux sont les mêmes : gratuité, consentement et anonymat.

Il n'est pas certain tout d'abord que l'anonymat mérite d'être cité au rang des principes généraux au même titre que le consentement ou la gratuité. On peut en effet douter que l'anonymat préserve le donateur de toute revendication ultérieure, le receveur de tout rappel et l'enfant, adulte futur, de toute interrogation douloureuse et troublante. Encore une fois, c'est un choix défendable, mais il faut savoir que d'autres pays, d'autres législations s'engagent dans une autre voie.

En rendant obligatoire l'anonymat, la loi fait alliance avec le secret et interdit la recherche sur ses origines.

Un choix disparaît, et c'est un espace psychique de liberté qu'on efface. C'est aussi, par voie de conséquence, un accès à la mémoire qu'on gomme. Deviennent-nous des « fabricants de trous de mémoire » ?

L'anonymat impose le secret au receveur et au donneur. Alors que le don d'ovocytes non anonyme permet à des couples désireux de ce choix d'envisager un don, en toute connaissance de personnes. Le projet de loi qui tend à rendre « tout anonyme » interdira désormais les expériences de don non anonyme en cours depuis plusieurs années et qui ont un sens pour ceux qui s'occupent. Traitement de la stérilité féminine, le don d'ovocytes est toujours volontaire et gratuit.

Jusqu'à maintenant, le choix existait, le don d'ovocytes pouvait être anonyme (entre deux femmes qui ne se connaissent pas) ou direct, à visage découvert. Entre deux femmes qui décident de ce don par conviction personnelle.

Le don direct a été étudié depuis plusieurs années, et les couples sont suivis en entretien psychologique. Les enfants nés de ce don sont aussi suivis psychologiquement. A aucun moment, il n'a été décidé dans cette aventure des femmes manipulées ou contraintes. L'évaluation de la liberté de donner et de recevoir a toujours été au centre de nos préoccupations.

Après réflexion sur les conséquences de leur choix, certains couples ont choisi dans l'intimité de leur conscience et la clarté de leur pensée de donner et de recevoir de leur idée ce mode direct de don d'ovocytes.

Le don d'ovocytes direct nous met au cœur des questionnements sur le secret, la filiation, la sexualité et l'identité. S'il est vrai que vouloir donner ses ovocytes directement à quelqu'un de proche correspond à un désir de perpétuer la filiation, de continuer la souche familiale et de ne pas rompre la chaîne de l'appartenance familiale ou amicale, il est clair aussi que ce choix de donner ainsi sous-entend que le secret n'existera pas quant au mode de procréation et que l'on dira à l'enfant devenu grand l'identité de celle qui a présidé à sa vie.

Si celle qui mène une grossesse sait l'origine des ovocytes qu'on met dans son ventre, l'enfant qui naîtra et sera adulte un jour saura le nom de celle qui a donné ses ovocytes pour qu'il existe.

Interdire le droit à un savoir sur ses origines, c'est barrer pour l'enfant un droit à penser : « De qui je viens ? »

L'anonymat lui interdit un droit fondamental : celui d'un savoir sur ses origines.

Ce savoir fragile, approximatif et fervent semble indispensable à tout être humain : désormais une loi va interdire à certains êtres humains, ceux nés d'une PMA, la possibilité de se chercher, de se trouver, de se retrouver ou de se perdre en affrontant cette quête de filiation. Demain, si la société évolue dans un autre sens, elle pourra changer une modalité, pas un principe général.

Il n'y a que lorsque le savoir est possible que l'on peut choisir d'y renoncer. « En Angleterre, les enfants adoptés peuvent avoir des informations sur leurs géniteurs biologiques. 10 % cherchent à obtenir ces informations et seulement 1 % parmi ceux-ci souhaitent réellement rencontrer leurs géniteurs... » Il est estimé que les pourcentages seraient plus bas pour le cas des enfants nés par insémination artificielle (IAD) et pour ceux nés d'une fécondation *in vitro* (FIV) ou d'un don. Qu'en serait-il (2) ?

Pour renoncer au savoir, encore faut-il pouvoir se dire qu'il est à portée de main ? La possibilité de savoir suffit parfois au désir des enfants adoptés sans que cela implique une recherche réelle avec les géniteurs biologiques.

Toujours quelqu'un sait : les consentements sont écrits, la loi l'exécute formellement, et elle a raison de le faire, mais cela signifie qu'ils sont prononcés devant tiers, enregistrés et archivés. Qui ne ressent l'insupportable d'une telle situation, même si elle ne met en cause ni la bonne volonté médicale ni la bonne intention législative : le futur adulte ne saura pas, mais il saura que quelqu'un sait ou a su. Il pourra en vouloir à ceux qui involontairement l'auront ainsi à jamais infantilisé et manipulé.

## BIBLIOGRAPHIE

« L'Empire des mouchards » de Luc Rosenzweig et Yacine Le Forestier

## Un pays mis à nu

Notre collaborateur Luc Rosenzweig vient de publier, avec Yacine Le Forestier, aux Editions Jacques Bertoin, un livre intitulé *L'Empire des mouchards*. Nous avons demandé à Roger de Weck, rédacteur en chef du *Tagesanzeiger* de Zurich d'en rendre compte.

Imaginez que la France vive une nouvelle révolution et que s'installe, du jour au lendemain, un nouveau régime. L'équipe au pouvoir déciderait de faire table rase. Elle ouvrirait les archives des renseignements généraux, elle publierait les fichiers des services secrets. Tout le monde, ou presque, aurait accès aux dossiers les plus confidentiels des grands groupes industriels. Vous apprendriez ce que pensent et disent de vous vos meilleurs amis. Vous liriez la liste des amis ou des maîtresses de votre copain. Vous ouvririez le livre de votre vie.

Or il ne s'agit pas de la France, mais de l'Allemagne de l'Est. C'est un pays et c'est aujourd'hui une contrée qui a été mise à nu. La police politique y avait tenu le tout de tout le monde. Au fil des ans, les agents de la Staatssicherheit – la Sécurité d'Etat – ont accumulé des tonnes de rapports et des kilomètres de fiches qui, désormais, nourrissent les colonnes des journaux et les ressentiments de la population allemande. La RDA était probablement l'Etat le mieux observé du monde. Quand les Allemands s'y mettaient, ils sont grandiloquents – ils vont au fond des choses.

Cela est précisément le mérite de la grande enquête qu'ont menée Luc Rosenzweig et Yacine Le Forestier sur *L'Empire des mouchards*. L'ouvrage vient de paraître aux Editions Jacques Bertoin. Le Forestier, qui est journaliste à Berlin, et Rosenzweig, dont les lecteurs du *Monde* savent qu'il est un des meilleurs connaisseurs des deux Allemagnes (car il en reste deux), ne se sont pas contentés d'éplucher d'innombrables dossiers de la Stasi. Ils décryptent avec minutie le mécanisme de cette grande machine de la mort des âmes. Et, surtout, ils expliquent.

Comment se fait-il que la Stasi ait compté, sur une population de dix-sept millions d'Allemands de l'Est, quelque cinq cent mille indices et mouchards ? Bien sûr, il y a la perversion du sens moral dans une société qui a subi, pendant plus d'un demi-siècle, le joug de deux totalitarismes. De surcroît, il y a l'hystérie sécuritaire d'un Etat artificiel et qui, aux avant-postes de la guerre froide, ne cessera de res-

sentir sa fragilité. Tels antifascistes revenus de Moscou à la fin de la guerre n'ont-ils été accueillis au cri de « traîtres » ? Ils avaient peur et ils ont voulu faire peur.

Mais, manifestement, les structures d'oppression staliniennes ne suffisent pas à élucider le phénomène de la Stasi. De fait, les auteurs tentent de déconstruire ce qui fait la spécificité du modèle totalitaire allemand et d'explorer les racines historiques et idéologiques de cette prédisposition à l'« Anpassung » – concept difficilement traduisible en français, car il résume à lui seul deux passions allemandes essentielles, le conformisme et la faculté de s'adapter aux normes les plus absurdes ou monstrueuses.

De l'avis des auteurs, le luthérianisme, dont relèvent peu ou prou quatre-vingt-dix pour cent de la population est-allemande, en est l'une des clefs. « Mais je vous aime tous », s'écrie le chef de la Stasi, Erich Mielke, lors d'une séance de la Chambre du peuple le 11 novembre 1989. A la veille de sa chute, le vieillard octogénaire s'accroche à l'illusion d'un bonheur général administré par l'Etat tout-puissant. Comme si la RDA avait tenu la synthèse du marxisme et du luthérianisme. Réforme n'est pas révolution, et Luther ne cherchait que le salut de l'individu. Marx voulait, c'est peu dire, « améliorer » la société. Mais il est des points de rencontre entre les deux doctrines. Et les auteurs de citer l'un des grands historiens du protestantisme, Emile G. Léonard : « Dans ce monde où chaque homme trouve sa vocation divine dans ses devoirs d'Etat, l'ordre voulu par Dieu est assuré par les autorités pour lesquelles Luther, s'appuyant sur saint Paul, enseigne le respect de leur absolu, quels que soient leurs agissements. »

On rétorquera qu'en France, terre catholique, la délation avait pris sous l'occupation allemande des proportions effrayantes. Et d'ailleurs, les auteurs concluent que la RDA n'a fait que démontrer « à l'allemand », c'est-à-dire avec constance et sans état d'âme, qu'en chaque être humain sommeille un délateur potentiel. Mais Rosenzweig et Le Forestier nuancent le propos. Le « perfectionnisme toujours plus subtil » de la Stasi et l'ampleur de son réseau de mouchards restent un phénomène unique en son genre. Les Allemands l'ont bien compris, qui s'inquiètent à nouveau du passé autant que de l'avenir.

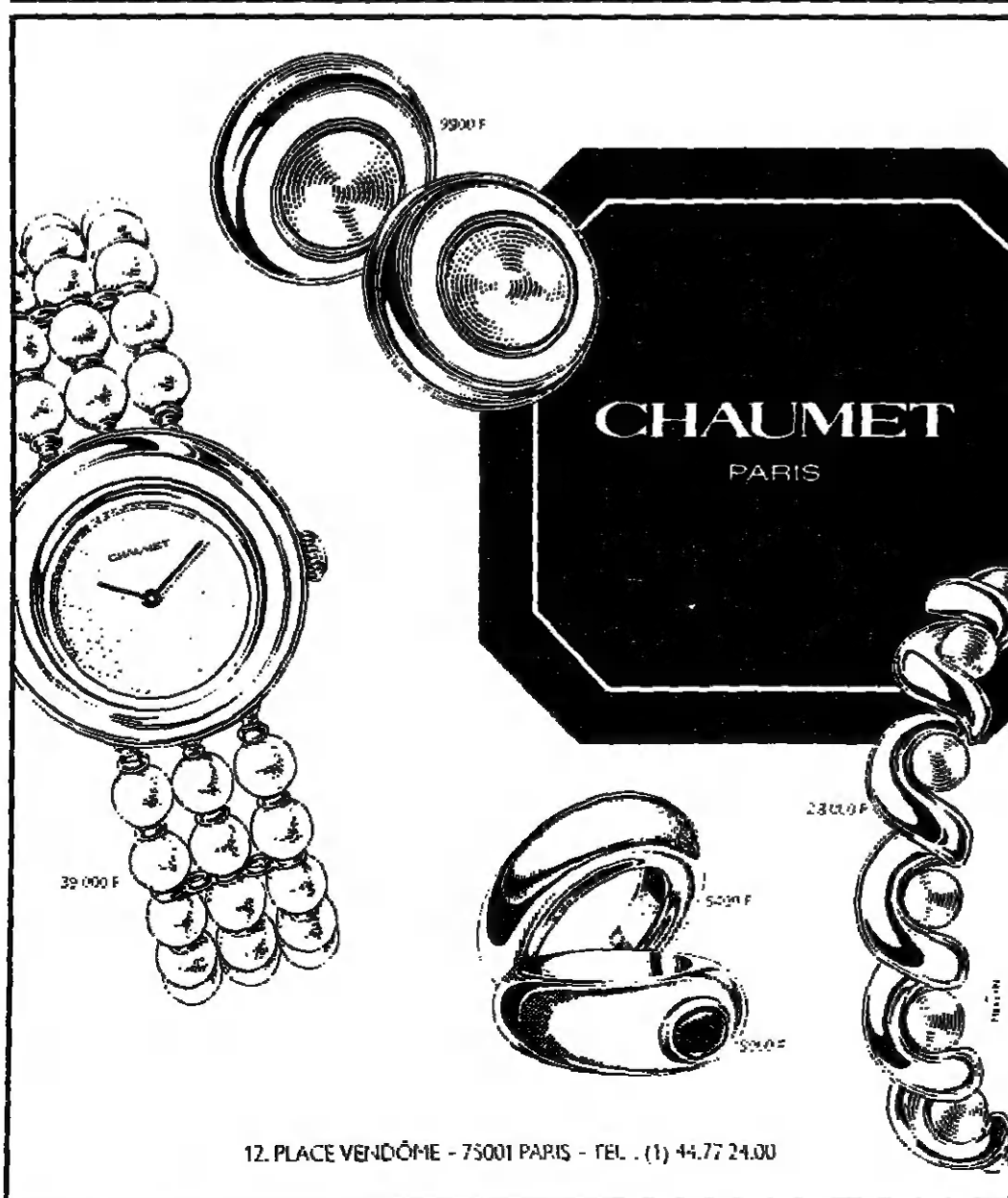
« Mais de quel secret s'agit-il ? »

Toujours quelqu'un sait...

(1) *Revue Pouvoirs*, n° 56 : « Contre l'acharnement législatif », E. Pisier, D. Mehl, M. Flis-Trèves.

(2) *Désir d'enfant*, enfant de ses rêves. Droits de l'enfant, G. Delais de Parvay, Colloque du 24 juin 1989 (Sénat).

► Muriel Flis-Trèves est psychanalyste, attachée à la psychiatrie de l'hôpital Antoine-Béchère, à Clamart.



12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TEL. (1) 44.77.24.00



# ÉTRANGER

La visite de M. Mitterrand à Jérusalem

## Les Palestiniens voudraient être eux aussi traités en véritables partenaires économiques

M. François Mitterrand était attendu en Israël, mercredi 25 novembre, dans l'après-midi, pour une visite de deux jours. Le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Pérès, s'est réjoui de ce déplacement qui va permettre « un retour à la grande amitié » entre Paris et Jérusalem. Une amitié qui, selon lui, « se fonde, aujourd'hui, sur des relations économiques alors qu'autrefois elle reposait sur une coopération militaire ». Pour leur part, les Palestiniens des territoires occupés mettent, eux aussi, l'accent sur l'aspect économique.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Vous les Français, faites de beaux discours. Mais quand il s'agit de mettre la main à la poche, il n'y a plus personne. » C'est dit sans aménagements, avec un petit sourire en coin, et sous couvert d'anonymat. Mais l'opinion de cet universitaire palestinien, proche de M. Fayçal Hussein, le chef des modérés de « l'intérieur », est assez largement répandue dans les cercles politiques des territoires occupés. La France, dit-on – et le premier ministre, M. Itzhak Rabin, est paradoxalement du même avis. « N'aurait pas les moyens de sa politique palestinienne ».

Bien sûr, les intéressés n'ont pas trop de puissants amis dans le monde pour se permettre de froisser un visiteur comme M. Mitterrand. « La visite du président français en Israël nous paraît tout à fait normale », nous a déclaré M. Ziad Abou Ziad, « coordinateur des relations étrangères ». Nous n'attendons rien de particulier de la rencontre que nous aurons, jeudi, avec M. Mitterrand. Nous savons qu'il a

toujours été attentif à notre cause et qu'il n'a jamais rompu le contact avec l'O.L.P. et le président Arafat. Nous lui en sommes grés. Peut-être le chef de l'Etat français pourra-t-il nous aider à sauver le processus de paix, qui paraît en danger ces temps-ci, et nous lui demanderons d'intervenir dans ce sens ».

Pour le reste, même si M. Ziad estime que les pays occidentaux, « et notamment l'Europe », devraient « intensifier » leur aide aux « territoires », il n'est pas question de presser le président de la République française sur ce point. Pour l'heure, l'aide économique et financière concédée par Paris aux presque deux millions d'habitants arabes des territoires occupés par Israël revêt diverses formes. La France participe à 20 % de l'aide directe versée, chaque année, par la CEE (12 millions d'euros), soit environ 84 millions de francs.

La même proportion a été respectée pour ce qui concerne l'aide exceptionnelle de 420 millions de francs accordée, cet été, par la CEE pour alléger les difficultés nées de la guerre du Golfe. Paris aurait joué un rôle moteur dans les débats internes qui ont précédé, à Bruxelles, l'attribution de cette enveloppe, et les Palestiniens ne l'ignorent pas. Comme un grand nombre de pays riches, la France participe aussi au financement annuel de l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui s'occupe des réfugiés palestiniens à travers le monde, à commencer par ceux des « territoires » (un million de personnes environ).

Paris y participe à deux titres : multilatéral via la CEE, laquelle a donné 380 millions de francs en 1991, et bilatéral pour une somme limitée à 12 millions de francs cette année et 17 millions prévus en 1993. En clair – et les milieux palestiniens ne manquent jamais de le faire remarquer – l'effort direct de la France pour les réfugiés est de cinq à dix fois inférieur

à celui consenti par d'autres pays membres de la CEE comme la Suède, l'Italie ou l'Allemagne. Ce n'est donc pas un hasard si aucun Français ne figure ici dans le personnel de l'UNRWA.

### Un protocole financier

Mais les « amicales critiques », régulièrement adressées à la France, concernent aussi ce qu'elle fait, ou plutôt ne fait pas, pour aider les populations palestiniennes qui ne sont pas estampillées « réfugiés ». En fait, mis à part les frais et salaires d'une vingtaine de jeunes coopérants linguistiques et techniques qui travaillent dans les territoires – animation culturelle et enseignement du français essentiellement – le budget de coopération dévolu par Paris aux Palestiniens est assez restreint. Moins de 12 millions de francs précises, au Quai d'Orsay, un fonctionnaire syndicaliste. Encore faut-il retrancher un bon tiers de ce fonds, lequel sert surtout à subventionner des organismes de recherche ou des établissements religieux qui contribuent certes au rayonnement de la France et de sa langue dans les territoires, mais qui ne sont pas spécialement affectés à l'aide aux Palestiniens.

Aide humanitaire ou coopération ? Beaucoup de Palestiniens estiment qu'il est temps de passer à la vitesse supérieure et de les aider à mettre en place une véritable infrastructure politique et économique. « Cessez de nous considérer comme des sous-développés », répètent souvent les intéressés. La plupart des spécialistes européens de la question sont du même avis. « Il y a chez les Palestiniens un véritable tissu industriel qui ne demande qu'à se développer », résume un expert italien.

Ses homologues français sont d'accord et citent plusieurs exemples de projets industriels palestiniens.

En revanche, l'encours de cet organisme, en Israël même, dépasse le milliard de francs et, pour soutenir le développement du commerce entre les deux pays, il a été annoncé que le taux d'intérêt qui sert à garantir les contrats franco-israéliens va baisser de 5 % à 3 %. La France peut-elle continuer dans cette voie tout en soutenant le « droit des Palestiniens à une patrie », sans jamais donner l'impression de croire à son éventuel avènement ? Telle est bien l'une des questions que les Palestiniens entendent évoquer devant leur visiteur français.

Or que fait Paris pour s'y préparer et répondre, le moment venu, aux demandes des entrepreneurs français qui pourraient être intéressés ? Pour l'heure, pas grand-chose. Les spécialistes sur le terrain ont suggéré, cet été, au Trésor français que soit d'ores et déjà accordé aux Palestiniens un véritable protocole financier qui pourrait être, dans un premier temps, de l'ordre de 20 millions de francs. Ils n'ont jamais reçu de réponse. Aucun investissement ou contrat, conclu par une société française dans les territoires occupés n'est, pour l'heure, garanti par la COFACE, l'organisme d'assurance des exportations à l'étranger.

En revanche, l'encours de cet organisme, en Israël même, dépasse le milliard de francs et, pour soutenir le développement du commerce entre les deux pays, il a été annoncé que le taux d'intérêt qui sert à garantir les contrats franco-israéliens va baisser de 5 % à 3 %. La France peut-elle continuer dans cette voie tout en soutenant le « droit des Palestiniens à une patrie », sans jamais donner l'impression de croire à son éventuel avènement ? Telle est bien l'une des questions que les Palestiniens entendent évoquer devant leur visiteur français.

PATRICE CLAUDE

## Paris veut augmenter sensiblement les échanges commerciaux avec Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Renouer des liens politiques et affectifs quelque peu distendus ces dernières années, profiter de « l'entracte » américain – dû à un long interrègne à Washington – pour réaffirmer la présence de la diplomatie française au Proche-Orient : tels seraient les principaux objectifs de la visite d'Etat de M. François Mitterrand en Israël, puis en Jordanie. Pour autant, à en juger par la présence, dans la suite présidentielle, de plusieurs chefs d'entreprises ainsi que de MM. Dominique Strauss-Kahn et Hubert Curien, respectivement ministres de l'industrie et du commerce extérieur, et de la recherche et de l'espace, ainsi que de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, il est clair que la tournée du président français comporte aussi une dimension économique.

Lors d'une visite à Jérusalem au mois de mai dernier, M. Strauss-Kahn, s'était fixé comme objectif de doubler les échanges avec Israël en cinq ans. Le ministre du commerce extérieur avait promis d'étudier l'octroi de crédits d'un montant de 2,5 milliards de francs à Israël pour financer de grands travaux d'infrastructures.

### Informatisation scolaire

Parmi les « grands » contrats convoités par les industriels français, il y a d'abord les projets ferroviaires, l'Etat hébreu souhaitant doubler la ligne existant entre Haïfa et Tel-Aviv et prolonger la ligne Tel-Aviv-Bersheba jusqu'à Eilat au bord de la mer Rouge. Bien que ce soit une société française, la SOFRETU, filiale de la RATP, qui a obtenu naguère le contrat d'études du schéma directeur des chemins de fer locaux, rien ne dit que les Français soient mieux placés que leurs concurrents allemands, italiens et américains pour emporter le contrat de réalisation de travaux évalués à au moins 4 milliards de francs. A cet égard, l'absence de M. Jean-Louis Bianco,

ministre de l'équipement, des transports et du logement, dans la délégation présidentielle, n'augurait rien de très encourageant.

Même interrogation pour ce qui concerne un projet d'autoroute à péage qui traverserait Israël du nord au sud, un projet de tramway à Tel-Aviv et un troisième contrat pour la réhabilitation d'une centrale électrique, non nucléaire. Des discussions sont aussi en cours avec Alcatel à propos de la fabrication d'un satellite de communication civile dont le lancement pourrait être effectué par la fusée européenne Ariane. La Russie et les Etats-Unis sont sur les rangs dans cette affaire.

Le seul projet qui peut paraître bien avancé – une mission de haut niveau de l'entreprise Bull était encore très récemment en Israël à ce sujet – porte sur l'informatique à l'école. Il s'agit pour la société française de fournir au ministère de l'éducation près de quatre-vingt-dix mille ordinateurs personnels. Ce contrat est évalué à environ 1 milliard de francs.

Redevenus excédentaires pour la France en 1991 (357 millions de francs), les échanges commerciaux avec Israël augmentent lentement et devraient s'établir à près de 8 milliards de francs, cette année. Les ventes des industriels français qui avaient augmenté de plus de 800 millions de francs, l'an dernier, devaient, pour la première fois, dépasser, en 1992, la barre des 4 milliards de francs (4,1 milliards prévus contre 3,98 en 1991).

Pour autant, la France n'en reste pas moins, avec 4,6 % seulement du marché, le huitième fournisseur de l'Etat juif, loin derrière les Etats-Unis (19 %), l'Allemagne (11 %), la Belgique et la Suisse – grâce à leurs exportations de diamants bruts – le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon. Au total, les pays de la CEE fournissent environ la moitié des importations d'Israël et repoussent le tiers de ses exportations.

P. C.

Le Conseil de sécurité indisposé par l'attitude de Bagdad

## L'ONU maintient l'embargo contre l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

On se demande pourquoi M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, s'est donné la peine de venir à New-York. Ses propos au Conseil de sécurité, réuni à la demande de Bagdad, ont largement servi sa cause et ont provoqué une déclaration très dure des quinze membres du Conseil. Il faut dire qu'avant même son arrivée à New-York, la décision était prise de ne pas lever, ni même alléger, les sanc-

tions en vigueur depuis vingt-huit mois. Dans une longue déclaration, le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur hongrois, M. André Erdos, avait énuméré les raisons qui militaient en faveur d'un maintien de l'embargo : les refus de Bagdad d'accepter la surveillance à long terme, par l'ONU, de son industrie d'armement, de renoncer aux revendications territoriales sur le Koweït, de vendre du pétrole – sous contrôle – pour nourrir la population, de cesser la répression contre les Kurdes et

les Chiites. L'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, jugeant « scandaleuse » l'attitude de Bagdad, a affirmé que « si les civils ne sont pas nourris, c'est parce que le régime de Bagdad a détourné les ravitaillements pour son armée ». Le représentant adjoint de la mission française, M. Hervé Ladous, a invité le régime irakien à « vivre en paix avec ses voisins et avec son peuple ». « Il est tout de même surprenant », s'est étonné un diplomate, que l'Irak n'ait pas réussi à trouver un seul ami au sein de

notre Conseil. Répondant à ces accusations, M. Aziz a dénoncé les « quelques membres influents » du Conseil qui ont adopté une attitude despotique à l'encontre de son pays. Il a accusé les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'avoir lancé « la campagne la plus féroce de l'histoire de l'ONU » contre l'Irak et comparé les inspecteurs de la commission spéciale du désarmement à des « équipes d'inquisition moyenâgeuses ».

AFSANÉ BASSIR-POUR

IRAN : alors que les relations entre Paris et Téhéran sont relativement bonnes

## L'arrestation d'un homme d'affaires français demeure inexplicable

Les autorités iraniennes ont confirmé, mardi 24 novembre – sans fournir de motifs, – l'arrestation d'un ressortissant français, M. Raymond Labarbe, le mercredi précédent, à son domicile, à Téhéran.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Selon des sources françaises en Iran, où il était installé depuis une dizaine d'années, M. Labarbe « se sentait chez lui ». Il est « un Français d'Iran devenu homme d'affaires et non pas un homme d'affaires français installé en Iran », selon l'expression d'un diplomate. Comme il vivait seul, sa disparition n'a pas pu être signalée tout de suite. Informée par des voisins, l'ambassade de France s'est fait confirmer son arrestation par les autorités iraniennes. Mardi soir, celles-ci n'avaient pas encore donné suite à la demande d'exercice du droit de visite, faite par le consulat français. Les Iraniens ne contestent généralement pas ce droit, mais ne sont jamais très pressés de l'accorder.

La tentation est grande de relier l'arrestation de M. Labarbe à colli-

en France, de deux ressortissants iraniens, il y a quelques jours, et, en conséquence, de spéculer sur sa signification politique. Mais l'arrestation de M. Labarbe serait antérieure. Cela n'exclut évidemment pas que les autorités iraniennes puissent envisager un « échange », bien que « l'Iran ne soit pas systématiquement le Liban », selon un diplomate.

Les griefs retenus contre M. Labarbe peuvent être de tous ordres, fiscaux par exemple. Il serait hâtif de tirer des conclusions. C'est, en tout cas, la première fois depuis la reprise des relations entre Téhéran et Paris, en 1988, qu'un ressortissant français est arrêté. Fort d'une petite centaine de personnes, la communauté française est essentiellement composée d'hommes d'affaires.

L'arrestation de M. Labarbe intervient à un moment où les relations entre les deux pays sont plutôt bonnes, en dépit de l'affaire Ziad Sarhadi – ce ressortissant iranien dont l'extradition par la Suisse vers la France, au début de l'été, avait failli entraîner une rupture entre Bernes et Téhéran, qui réclamait sa libération immédiate. Lors de sa dernière visite à Paris, au mois d'octobre dernier, le vice-ministre des

affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, s'était contenté de réclamer l'accélération de la procédure judiciaire en cours. M. Sarhadi est accusé d'avoir été mêlé à l'assassinat, au mois d'août 1991, dans la banlieue parisienne, de l'ex-premier ministre iranien, Chapour Bakhtiar.

La France et l'Iran souhaitent donner à leurs liens un caractère pragmatique, et y ont réussi jusqu'à présent. On voit mal pourquoi il y aurait brusquement, aujourd'hui, un retournement de situation.

MOUNA NAÏM

Protestation contre le rapport de l'ONU sur la violation des droits de l'homme. – La radio d'Etat a dénoncé, mardi 24 novembre, le nouveau rapport de l'émissaire de l'ONU, M. Reynaldo Galindo-Pohl, sur la poursuite des violations des droits de l'homme en Iran (le Monde du 25 novembre), affirmant qu'il avait été rédigé « sur l'avis de certains pays » en fonction de considérations politiques. A son avis, « ce rapport est destiné à être un moyen de pression sur l'Iran », et la commission de l'ONU, n'est « qu'un outil politique entre les mains des grandes puissances ». – (AFP)

## Le droit pénal change



DALLOZ

En un seul volume, cette nouvelle édition est entièrement refondue et augmentée du Nouveau Code Pénal.

DALLOZ

CODE PÉNAL  
NOUVEAU CODE PÉNAL

DALLOZ  
1992-93



## ASIE

JAPON : deux importantes personnalités du Parti libéral démocrate impliquées

## Le scandale Sagawa révèle l'ampleur de la crise du système politique

La Diète japonaise vient de reprendre l'examen du budget. Interrompu pendant deux semaines par un boycottage de l'opposition. Celle-ci entendait forcer le Parti libéral démocrate (PLD), au pouvoir, à accepter l'audition de deux importantes personnalités issues de ses rangs, impliquées dans le plus récent des scandales secouant le Japon : l'affaire Sagawa Kyubin. MM. Noboru Takeshita, ancien premier ministre, et Shin Kanemaru, ancien vice-président du PLD et ex-leader de sa plus importante faction, seront entendus à ce sujet jeudi 26 et vendredi 27 novembre, l'un devant le Parlement et l'autre à l'hôpital, où il vient de subir une opération. Cependant, le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, vient de s'inquiéter de l'ampleur du discrédit qui frappe le système politique japonais.

TOKYO

de notre correspondant

Le déblocage des travaux du Parlement japonais a eu lieu comme approchant la date-butoir du 8 décembre pour l'examen du collectif budgétaire - indispensable pour que puisse être mis en place un ambitieux programme de relance économique (400 milliards de francs). Il a été rendu possible par l'acceptation par le PLD de la comparaison devant la Diète de l'ex-premier ministre Takeshita et de l'audition sur son lit d'hôpital (il a été opéré de la cataracte) de l'ancien « parrain » du camp conservateur, M. Kanemaru.

Cet épisode est loin, cependant, de marquer la fin de la crise politique déclenchée par le scandale Sagawa Kyubin. Car à la pratique courante au Japon, des dessous-de-table s'ajoutent, dans ce cas, les liens de politiciens avec l'extrême droite et les truands. Cette crise révèle, en outre, un réel vide du pouvoir. La majorité a multiplié les volte-face : elle a ainsi menacé de déposer une plainte contre le parquet qui avait révélé que sept de ses membres avaient offert 3 milliards de yens à un groupuscule d'extrême-droite, puis y a renoncé après que ses avocats eurent rappelé qu'une telle action portait atteinte au principe d'indépendance de la magistrature. Les conservateurs n'ont pas non plus renoncé aux manœuvres de diversion : ainsi ont-ils demandé la comparaison de membres de l'opposition sur lesquels pèsent des charges « mineures ». Autant de symptômes d'une absence de direction politique.

Une alternance au pouvoir n'en reste pas moins, à court terme, du domaine de l'utopie. Aussi est-ce une réorganisation du camp conservateur qui est à l'ordre du jour, ainsi qu'une réforme de ses pratiques. Selon M. Takeshita, professeur de science politique à l'université de Tokyo, « l'alternative pour les conservateurs est simple : la paralysie ou la réforme ».

Le récent retrait de M. Kanemaru, arbitre en coulisse du jeu politique, s'est traduit par une lutte ouverte pour le pouvoir au sein du clan qu'il présidait, celui de l'ex-premier ministre Takeshita, aujourd'hui de facto divisé en deux camps (le Monde daté 1<sup>er</sup> novembre). La majorité ne dispose plus, dès lors, d'un « centre de commandement unifié » écrit le quotidien Asahi. Cette situation engendre une confusion, qui affecte tout le jeu

politique. Le jour, à peu près inévitable, où se scindera le clan Takeshita (lui-même héritier de celui de l'ex-premier ministre Tanaka) qui depuis vingt ans gouverne le pays de l'intérieur du PLD majoritaire, le camp conservateur sera contraint à un douloureux réajustement, qui le conduira peut-être à émietter sur les forces centristes.

La relève n'est pas assurée

La gestion du pouvoir par le PLD, qui depuis près d'un demi-siècle domine la politique et l'administration, est entrée dans une nouvelle période. Il n'y a plus, en effet, de politiciens d'une stature comparable à ceux qui ont naguère dirigé le pays, capables de jouer les arbitres. Le retrait de M. Kanemaru marque, de ce point de vue, un tournant. Le premier ministre M. Miyazawa est certes un « ancien », ce qui compte au Japon. Mais il est paralysé, et certains rappellent le mot cruel de M. Tanaka à son égard : « C'est un bon secrétaire, rien de plus ».

Or, la relève n'est pas assurée. La nouvelle génération de conservateurs (dont beaucoup ont hérité des « fiefs politiques » de leurs pères, comme c'est le cas des figures montantes : MM. Hata, Hashimoto, Oguchi ou Ozawa) doit encore faire ses preuves : « L'enlèvement d'un nouvel ordre politique sera douloureux », estime M. Shigeo Hayasaka.

L'opinion publique réagit mollement. L'affaire Sagawa a quelque chose de trop familier : c'est le dixième grand scandale politique depuis la guerre. Certains ne cachent cependant pas leur indignation, dans des lettres aux journaux, devant l'impunité dont bénéficient les politiciens qui traitent sans gêne avec les truands : M. Kanemaru s'en tire ainsi avec une amende dérisoire pour avoir reçu illégalement une très forte somme de la société Sagawa.

Des mouvements encore embryonnaires dénoncent la corruption de toute la classe politique. Le Parti socialiste, première formation d'opposition, n'est pas lui-même dans une position confortable : certains de ses membres sont en effet impliqués dans l'affaire Sagawa, et son président, M. Tanabe, était le grand partenaire des manœuvres en coulisse de M. Kanemaru.

L'indignation de l'opinion publique est néanmoins tempérée par une bonne dose de pragmatisme : le PLD reste la formation qui a conduit le pays à la croissance économique, et l'opposition ne constitue pas une alternative. La stabilité sociale dont jouit le Japon, conjuguée à l'impact encore assez faible de la récession sur la vie quotidienne, confère l'échauffement des esprits. Le fossé ne s'en creuse pas moins entre politiciens et opinion publique, comme en témoigne une floraison de bandes dessinées véhiculant une critique mordante du système politique.

Ces mutations surviennent en plein changement de l'ordre mondial. La structure du pouvoir, aujourd'hui lézardée, est un sous-produit de la guerre froide : c'est parce que le Japon était dans une situation de dépendance, requérant la protection des États-Unis eux-mêmes confrontés à l'URSS, que ses dirigeants ont pu concentrer leurs efforts sur la reconstruction, puis sur la croissance économique. Déchargés des grands choix en matière de politique étrangère ou de sécurité, ils ont habilement géré la montée en puissance du pays, tout en s'adonnant aux manœuvres les plus douteuses.

Conjuguée à la prospérité une judicieuse politique de redistribu-

tion tempérant les effets négatifs du productivisme, ils ont acquis une sorte de monopole du réalisme. Ainsi, en dépit de quelques crispations, les électeurs les ont-ils maintenus au pouvoir. Les conservateurs ont pu ainsi se soucier avant tout des intérêts de leurs clans, en perfectionnant les mécanismes de la politique par l'argent - mère de la vénalité comme, souvent, de l'incompétence.

L'existence de ce que les Japonais nomment un « parti pour soi » (c'est-à-dire : plus au service d'intérêts personnels que de la nation) s'est traduite par une perte du sens éthique et une absence de vision pour guider le pays dans une ère nouvelle. « Les conservateurs campent sur les hauteurs du pouvoir mais ils ont perdu l'initiative », écrit le Nihon Keizai, quotidien des milieux d'affaires. A sa manière, la gauche a profité elle aussi des avantages de la tutelle américaine qu'elle dénonçait à grands cris. Sa situation d'opposant dénué de l'aide des contraintes du réalisme, et elle a pu se consacrer en priorité à la défense des idéaux de la Constitution pacifique.

Aussi n'est-il pas fortuit, poursuit le Nihon Keizai, que les défaillances du système apparaissent au grand jour, précisément lorsque la fin de la guerre froide convie le Japon à assumer davantage de responsabilités. Pris dans la tourmente, le PLD conçoit une réforme visant à éliminer les « méfaits du jeu de clans ». Simple palliatif, ou amorce d'évolution d'une situation qui paralyse les mécanismes de décision ? Quel qu'il soit, l'éclatement, plausible à terme, du clan Takeshita, le plus important au sein du PLD, contribuerait à redonner quelque fluidité au jeu politique.

PHILIPPE PONS

## AMÉRIQUES

CUBA

## L'Assemblée générale de l'ONU a condamné implicitement le renforcement de l'embargo américain

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Les États-Unis ont subi, mardi 24 novembre, une défaite inattendue, qui fera date dans la période de l'après-guerre froide : l'Assemblée générale des Nations unies a adopté un projet de résolution présenté par la Havane et demandant aux pays membres de « s'abstenir de promouvoir et d'appliquer des lois ou des mesures dont les effets extra-territoriaux portent atteinte à la souveraineté d'autres États ». Le texte dénonce sans la désigner explicitement la loi dite « Torricelli » adoptée par le Congrès et promulguée le 26 octobre par le président Bush, qui renforce et étend l'embargo économique, commercial et financier que les États-

Unis imposent depuis trente-deux ans à Cuba.

Cinquante-neuf pays membres, dont la France, l'Espagne, le Canada, le Mexique et la Chine, ont voté cette résolution, qui n'a cependant pas de caractère exécutoire. Trois pays (les États-Unis, Israël et la Roumanie) s'y sont opposés et soixante-et-onze pays, parmi lesquels la Russie la Grande-Bretagne et l'Allemagne, se sont abstenus.

L'ambassadeur cubain, M. Alcibiades Hidalgo Basulto, a chiffré à 32 milliards de dollars le coût total de l'embargo décrété à l'encontre de Cuba et a qualifié « d'abominable loi juridique et politique » le Cuban Democracy Act dont le député démocrate du New Jersey Robert Torricelli est l'auteur. Ce

texte interdit à toute filiale d'entreprise américaine installée hors des États-Unis de commercer avec Cuba et menace de représailles les pays tiers qui se livrent à des échanges commerciaux avec l'île. Dans le même esprit, tout navire ayant commercé avec Cuba se voit interdire l'accès aux ports américains pendant six mois. Le numéro deux de la mission américaine, M. Alexander Watson, a expliqué que l'embargo contre Cuba était « une réponse légitime » à l'expropriation, en 1960, par le régime de M. Fidel Castro, des biens appartenant à des citoyens américains et aux violations des droits de l'homme par ce pays, qui ignore les règles élémentaires de la démocratie.

SERGE MARTI

En visite à Paris

M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu souhaite jouer un rôle dans le processus de paix au Guatemala

Le Prix Nobel de la paix 1992, M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu, qui devait terminer, mercredi 25 novembre, une visite de trois jours à Paris, a déclaré qu'elle espérait « participer pleinement » au processus de paix destiné à mettre fin à trente années de guerre civile au Guatemala. Elle a précisé qu'elle ne pourrait se contenter d'un « rôle symbolique ».

Envisage-t-elle de participer directement aux négociations entre le gouvernement et la guérilla, suspendues depuis août ? M<sup>me</sup> Menchu, qui occupe des fonctions officielles au sein de la Représentation de l'Union d'opposition guatémaltèque, est restée vague à ce propos,

précisant que sa tournée en Belgique, en France et en Espagne (trois pays qui avaient activement soutenu sa candidature au Nobel) avait précisément pour but de recueillir, sur ce sujet, les avis des chefs d'État ou de gouvernement et des personnalités rencontrées.

M<sup>me</sup> Menchu a salué les efforts de Mgr Alfonso Quetzada Toruño, le prêtre guatémaltèque qui joue le rôle de médiateur dans ces négociations, auquel elle n'entend absolument pas se substituer.

M<sup>me</sup> Menchu, qui envisage de rentrer définitivement dans son pays en décembre - elle vit en exil au Mexique depuis 1981 - a par

ailleurs dénoncé l'« acte d'agression » commis lundi à Guatemala-Ciudad contre la Coordination nationale des veuves (COVAVI-GUA), dont les locaux ont été visités et le matériel volé. M<sup>me</sup> Menchu y voit un lien avec la préparation de la cérémonie de remise de son prix Nobel à Oslo, le 10 décembre, que la CONAVIGUA était chargée de coordonner. M<sup>me</sup> Menchu souhaite que la composition de la délégation guatémaltèque soit la plus large possible. Elle compte prochainement rencontrer le président Jorge Serrano à ce sujet.

M. J.

## A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

## Un rapport des Nations unies dénonce détentions et tortures

Sous le choc de l'Assemblée générale, un rapport de l'ONU s'alarme de centaines de cas de « détentions et d'arrestations arbitraires, de disparitions et de tortures » en Birmanie. Le texte note que des informations sont parvenues concernant 914 détentions arbitraires. Parmi les victimes figurent « des parlementaires, des dirigeants de parti, des écrivains, des étudiants, des entrepreneurs, des enseignants, des moines bouddhistes, des fonctionnaires, des agriculteurs et des marchands ambulants ».

L'ONU a aussi été saisi de plus de 100 cas bien documentés de tortures ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans le cadre d'activités ayant surtout pour but le recrutement forcé de soldats ou de travailleurs. Des « exécutions sommaires ou arbitraires » sont également mentionnées, notamment à

l'occasion de travaux imposés de portage. D'autres sont citées lors de déplacements forcés de personnes, parfois de villages entiers. Le document fait enfin état de disparitions touchant, en majorité, des membres de l'ethnie karène et des musulmans de l'Arakan.

L'ONU s'inquiète à ce propos du sort des quelque 250 000 musulmans qui se sont réfugiés au Bangladesh début 1992. En dépit d'un accord signé en avril entre Dacca et Rangoon, « le programme de rapatriement a été suspendu, les réfugiés refusant apparemment de retourner en Birmanie en l'absence d'une surveillance internationale adéquate ». - (AFP)

FRANCOPHONIE

## Le récipiendaire vietnamien du Grand Prix 1992 de l'Académie contesté

Une quinzaine d'intellectuels, écrivains, journalistes et personnalités françaises et vietnamiennes (11 viennent de signer un appel à l'Académie française) afin que cette institution reconsidère sa

décision d'attribuer le Grand Prix de la francophonie pour 1992 à M. Nguyen Khac Vien. Récompensé en qualité de poète et humaniste, le récipiendaire, déclaré des signataires, s'est en fait surtout signalé comme « chantre du régime tortionnaire de Hanoï », avant et après la victoire communiste de 1975.

M. Nguyen Khac Vien, écrivain les auteurs de ce texte, était chargé par les autorités de son pays « de séduire et de conditionner (...) les personnalités occidentales visitant le Nord-Vietnam » avant la réunification ; puis il a « continué à cultiver (...) le même mensonge stratégique » après 1975, occultant en particulier la répression qui a frappé les vaincus, et qui a fait près d'un million de victimes. Maintenir le Grand Prix à M. Nguyen Khac Vien serait, dès lors, rendre un « bien pire service » à la francophonie et aux « valeurs humanistes dont elle est porteuse », concluent les signataires.

(1) Au nombre des signataires figurent : Alain Besançon, Jacques et Claude Brody, Pierre Daix, André Glucksmann, Nguyen Ngoc Nga, Jean-François Revel, Olivier Todd, Tran Canh, Tran Van Tong, Thierry Wolton.

SOMALIE

## Un navire de l'aide internationale attaqué à la roquette

Un navire affrété par les Nations unies, le Mios L, battant pavillon panaméen et chargé de 10 000 tonnes de blé, a été touché, mardi 24 novembre, par une roquette tirée par des miliciens alors qu'il pénétrait dans le port de Mogadiscio. Aucun membre de l'équipage n'a été blessé par le projectile, qui a déclenché un incendie à bord. Le navire a fait demi-tour vers le large, où mouillent déjà trois autres bateaux, dont un bâtiment français chargé de riz, qui attendait de pouvoir décharger leur cargaison.

Deux autres navires ont, ces dernières semaines, essuyé le feu de miliciens jaloux de la « dîme » que prélèvent leurs rivaux sur chaque cargaison. Deux avions de l'ONU ont été récemment attaqués dans les mêmes conditions, tandis que les camions chargés de vivres envoyés vers le nord du pays sont régulièrement capturés. - (AFP, Reuters)

EN BREF

■ ALGÉRIE : pas de mise en liberté provisoire pour les dirigeants du FIS. - La Cour suprême a rejeté, mardi 24 novembre, la demande de mise en liberté provisoire des sept principaux dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), dont MM. Abbassi Madani et Ali Benhadj. Ceux-ci avaient été condamnés, le 15 juillet, à des peines de quatre ans à deux ans de prison ferme pour « but de recrutement forcé de soldats ou de travailleurs ». Des « exécutions sommaires ou arbitraires » sont également mentionnées, notamment à

de guerre civile. Les Khmers rouges s'opposent. - (Reuters)

■ COLOMBIE : décès du Père Garcia Herberos. - Le Père Rafael Garcia Herberos, qui avait négocié et obtenu en juin 1991 la reddition du chef du cartel de la drogue de Medellín, Pablo Escobar, est décédé à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, mardi 24 novembre, à l'hôpital de Bogotá. Défenseur des pauvres, il avait été surnommé « le Père tigre » pour avoir animé l'émission « La minute de Dieu » pendant trente-cinq ans à la télévision colombienne. Pablo Escobar est toujours en fuite après son éviction de la prison de luxe d'Envigado, près de Medellín, où il avait été incarcéré après sa reddition. - (AFP)

■ HAITI : l'Assemblée générale de l'ONU exige le retour au pouvoir de président Jean-Bertrand Aristide. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté par consensus, dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 novembre, une résolution exigeant le retour au pouvoir en Haïti du gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide (renversé par un

coup d'État en septembre 1991) et a invité les États membres à appliquer l'embargo décrété par l'Organisation des États américains à l'encontre d'Haïti. - (AFP)

■ MAROC : décès de l'ancien premier ministre, M. Mohamed Benhima. - L'ancien premier ministre, M. Mohamed Benhima, est décédé, lundi 23 novembre, à Rabat, à l'âge de 68 ans, à la suite d'une longue maladie. Chef du gouvernement de 1967 à 1969, il avait abandonné la vie politique au mois de mars 1979 alors qu'il était ministre de l'Intérieur. - (AFP)

■ SALVADOR : suspension de la démobilisation de la guérilla. - Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a annoncé, mardi 24 novembre, la suspension « jusqu'à nouvel ordre » de la démobilisation de ses troupes, qui avait repris vendredi et devrait s'achever le 15 décembre, selon le dernier calendrier négocié. Le FMLN justifie sa décision par le fait que le gouvernement du président Alfredo Cristiani « ne donne aucune garantie » que les paysans installés sur des terres dans les anciennes zones

de conflit ne seront pas expulsés une fois le désarmement de la guérilla terminé. - (AFP)

■ SUÈDE : profanation d'un cimetière juif. - Des vandales ont profané cinquante-deux tombes et peint des croix gammées dans un cimetière israélite de Stockholm, a annoncé, mardi 24 novembre, la police suédoise. Des dirigeants de la communauté juive de Stockholm pensent que cet acte de vandalisme est lié à la tenue d'une « conférence mondiale anti-sioniste » le week-end prochain dans la capitale suédoise, dans un endroit tenu secret par les organisateurs. A Jérusalem, le ministère israélien des affaires étrangères a demandé à la Suède d'interdire cette conférence. - (Reuters)

■ Un colloque sur l'Asie centrale. - Une journée d'étude est organisée, mardi 1<sup>er</sup> décembre, au Palais du Luxembourg, par le Centre d'analyse sur la sécurité européenne sur le thème : « Vers une nouvelle Asie centrale, enjeux et perspectives ». Inscriptions au (1) 47-53-89-25, avant le 27 novembre. (Gratuit pour les étudiants).

**36 17 Code SIRÈNE**

L'accès direct au fichier de toutes les entreprises et leurs établissements mais aussi de toutes les professions libérales, artisans, associations, administrations, collectivités territoriales, écoles, lycées...

**Un service de l'INSEE**

DOCUMENTATION GRATUITE : INSEE - Bureau 208 M - 18 Blvd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

**Jean RAMBAUD**

**D'AMOURS ET D'AUTRES**

Douze nouvelles par l'auteur de « RESTANQUES »

**Editions AUTRES TEMPS**

97, av. de la Gouffonne 13009 Marseille.



## EUROPE

Menace de pollution radioactive en mer du Nord

### Du césium-137 s'échapperait d'un sous-marin nucléaire soviétique naufragé en 1989

Le césium-137, un élément radioactif produit lors des réactions nucléaires, s'échapperait du réacteur d'un sous-marin nucléaire soviétique qui a coulé, le 7 avril 1989, en mer du Nord, et menacerait les côtes de la Norvège. C'est ce qu'affirme la chaîne de télévision américaine ABC, qui s'appuie sur une cassette vidéo et un rapport d'origine russe. Selon l'un des architectes du sous-marin naufragé, l'ingénieur Nikolai Nosov, qui a participé l'été dernier à une mission de contrôle, du plutonium provenant de deux torpilles du système d'armes du Komomoletsk menace également de se répandre sur les lieux du naufrage. Les dégâts infligés au bâtiment seraient tels que « des fuites pourraient avoir lieu en 1994 ou 1995 ».

Qu'en est-il exactement du naufrage de ce sous-marin soviétique ? Nul ne le sait. Mais une chose est sûre : le Komomoletsk et sa cargaison « cargaison » sont activement surveillés par les Norvégiens, qui n'ont pas, à ce jour, fait état de l'immersion d'une pollution catastrophique de leurs côtes par ces radionucléides. Quel qu'il en soit, le risque, si minime soit-il, n'est pas à prendre à la légère, car « on sait assez peu de chose sur la manière dont ces produits pourraient migrer dans ces zones-là ».

Le Komomoletsk a été victime d'un grave incendie, au large des côtes norvégiennes par 73° de latitude Nord, alors qu'il enregistrerait le bruit caractéristique – la signature – produit par les hélices et la machine des sous-marins adverses patrouil-

lant dans la région. Le feu, qui s'était déclaré alors que le sous-marin était en immersion à 50 mètres de profondeur, ne put être maîtrisé, et le bâtiment sombra bientôt par 1 800 mètres de fond avec quarante-deux hommes d'équipage dans une zone de canyons sous-marins envahis par une forte couche de vase.

Le bâtiment ayant percé le fond à une vitesse supérieure à une centaine de kilomètres à l'heure, il y a tout lieu de croire que le choc et la pression du milieu – la coque en titane de ce sous-marin d'attaque prototype de 5 700 tonnes pouvait, paraît-il, tenir jusqu'à 1 000 mètres de profondeur – ont provoqué des dégâts supplém-

entaires sur les installations du Komomoletsk. Le réacteur a-t-il beaucoup souffert comme les Russes le prétendent ? Les torpilles du système d'armes se désagrégeraient-elles maintenant et sont-elles récupérables par des sous-marins de poche ?

#### Les risques pour la chaîne alimentaire

Nul ne répond avec précision à ces questions, qui sont celles que d'autres ont posées lors du naufrage de plusieurs autres sous-marins, tant soviétiques qu'américains, ces trente dernières années. En l'absence de mesures précises de radioactivité faites sur la zone du naufrage, les spécialistes en sont donc réduits aujourd'hui à poser

des questions et formuler des hypothèses. Combien de temps faut-il, par exemple, à des radionucléides pour remonter de ces profondeurs et contaminer la chaîne alimentaire ? La seule chose, et c'est particulièrement rassurant, que les experts peuvent avancer en l'absence de mesures incontestables, c'est que les eaux profondes se mélangent en général très lentement avec les eaux de surface et constituent donc de ce fait une barrière biologique naturelle à ces radionucléides.

De plus, les amas de sédiments (vases) présents dans les gorges des canyons ont, de l'avis même des experts en radiologie marine, qui ont l'expérience des fûts de déchets immergés voici quelques années

dans les fosses océaniques, de remarquables propriétés de rétention. Ils pourraient donc piéger le césium, qui est très soluble, diffuse facilement et présente pour ces raisons une forte propension à contaminer la chaîne alimentaire. Quant au plutonium, qui est insoluble, les risques viennent avant tout d'une possible irradiation des tissus par suite d'une incorporation de matière dans l'organisme par voie respiratoire ou digestive.

Il y a donc tout intérêt à savoir si la faune marine peut-être fortement contaminée et, si oui, laquelle. S'agit-il d'espèces vivant à grandes profondeurs ou au contraire d'espèces consommées vivant en surface, ce qui accèderait alors la thèse d'une contamination importante des côtes et du plateau continental ? Toutes ces questions sans réponse aujourd'hui devraient bientôt donner lieu à des recherches approfondies. Une campagne européenne de mesures en mer du Nord, à laquelle participeront le CNRS, l'IFREMER et l'IPSN, doit d'ailleurs commencer ce mois-ci.

Plutonium, césium, antimoine et autres radionucléides seront alors traqués dans leurs moindres traces, mais ce n'est pas avant 1995 que commenceront les mesures dans les régions situées au-delà du cercle arctique, celles-là mêmes où repose le Komomoletsk. Nul doute que les chercheurs n'aient alors à cœur d'en savoir plus sur les environs immédiats de cette épave et sur les mouvements de ces courants marins qui baignent la mer du Nord et convolent peut-être des particules radioactives en provenance du scandaleux cimetière de déchets nucléaires ouvert voici trente ans par les Russes en mer de Barents et en mer de Kara.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

#### Une épave parmi d'autres...

Le sous-marin nucléaire soviétique K3, de la classe November, qui a sombré corps et biens dans l'océan Atlantique avec 88 hommes d'équipage le 12 avril 1970, est bien connu des autorités françaises. L'épave de ce bâtiment qui gît « au point delta » par 4 600 mètres de fond, à quelque 800 kilomètres au large des côtes bretonnes, n'est qu'un des nombreux sous-marins nucléaires soviétiques perdus dans l'Atlantique nord. Il serait, selon les informations dont on dispose, équipé de quatre armes nucléaires et pourrait présenter, du fait de la présence à bord de ces matériels contenant des matières radioactives et de ses réacteurs vraisemblablement détériorés par la formidable pression de l'eau à ces profondeurs, des risques de pollution locale. Mais l'éloignement et la très grande profondeur du lieu du naufrage devraient limiter les risques.

Quoi qu'il en soit, les Russes, si l'on en croit les déclarations faites à un journaliste de France 2 par l'amiral Nikolai Mornou, auteur d'un livre sur « la dramatique histoire des sous-marins nucléaires soviétiques », auraient effectué, jusqu'à très récemment, des patrouilles sur le lieu du naufrage. Par crainte d'une pollution à venir ou d'une tentative des Américains de récupérer discrètement, comme ils l'avaient tenté, durant l'été 1974, avec le navire d'exploration Glomar Explorer, des ogives nucléaires ou des morceaux de sous-marins pour voir le degré d'avancement des techniques de leurs adversaires ?

### M. Eltsine propose un « armistice » politique

Suite de la première page

Cette décision apparaît pourtant comme bien étrange pour quiconque a regardé la télévision ces derniers mois, et tout particulièrement ses comptes-rendus du conflit osséto-ingouche. L'émission incriminée, en fait, était plutôt une manière de sauver, tardivement, l'honneur d'une télévision qui, comme la plupart des autres médias, avait donné des semaines durant un défilé incroyablement pro-ossète des événements, justifiant par là l'intervention russe.

Au-delà du présent ponctuel, il est clair que M. Iekovlev était dans la collimateur depuis un certain temps. La télévision qu'il dirige, désormais appelée Ostankino, continue à diffuser sur l'ensemble de l'ex-URSS, ce qui présente un problème à peu près insoluble : il faudrait en théorie ne mécontenter aucun des dirigeants des Etats indépendants – qui, de plus en plus, refusent de contribuer au financement de la chaîne ex-sovié-

tique, – ne pas heurter non plus la susceptibilité des responsables des diverses Républiques autonomes, qui rattachent à l'autorité de Moscou, et en même temps ne pas oublier l'essentiel, qui est de ne pas déplaire au Kremlin.

La tâche est à peu près impossible, tout particulièrement à un moment où, sous la lourde patte du ministre (pourtant « libéral ») de l'information, M. Mikhaïl Poltoranine, les directives du pouvoir s'exercent avec de moins en moins de discrétion sur la plupart des médias : la télévision russe proprement dite, que M. Poltoranine citait tout récemment en exemple pour son attitude « constructive », mais aussi de grands journaux comme les *Izvestia*, qui se sont réfugiés dans le giron de Boris Eltsine pour échapper aux avances du président du Parlement, ou encore la *Komsomolskaya Pravda*, en crise depuis que son directeur prétend engager la rédaction dans la voie du « patriotisme éclairé ».

Handicap supplémentaire, M. Egor Iekovlev a une vieille réputation de non-conformisme. Son premier limogeage remonte à l'époque du régime secretiste à l'idéologie Mikhaïl Soslov, qui l'avait puni pour avoir publié une photo de femme nue dans la revue *Journaliste*. C'est aussi lui qui, à l'époque du gorbachevisme, avait transformé l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* en site marchande de la glasnost, au-delà même des intentions de M. Gorbachev. Sacrifier ce vieux briscard du journalisme ne peut donc que faire plaisir aux conservateurs et aussi aux nombreux ex-comunistes qui constituent l'actuel centre au Parlement.

#### Un os à ronger.

C'est un os à ronger, et il y en aura sans doute quelques autres, d'ici ou pendant le Congrès : « Il n'est pas exclu que nous devions perdre quelques membres du gouvernement », a déclaré lundi M. Eltsine. Bien entendu, le président russe a aussitôt ajouté que « le cours des réformes (serait) sauvegardé », et il a répété à de multiples reprises qu'il était hors de question pour lui de céder à la pression. Il n'empêche que après les grandes batailles (verbales) de la mi-automne, l'heure est de nouveau au compromis. Oubliés les cris d'orfraie des démocrates libéraux, qui s'alarmaient du « revanchisme » en marche et dénonçaient les noirs complots ourdis par le président du Parlement, M. Khasboulatov, ou encore les objectifs insavoués du président de l'Union civique, M. Volok. Le président Eltsine parle à nouveau d'un « armistice ». Reprenant l'expression qu'il avait lui-même lancée à la fin de l'été, il évoque une « pause de douze à dix-huit mois dans la confrontation politique ». Le secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, qui avait personnellement lancé en coulisse l'offensive contre MM. Khasboulatov et Volok, plaide désormais publiquement pour un accord entre le président et le Congrès, pour une « période de stabilisation ». On souligne officiellement que le programme « anti-crise » qui va être présenté aux députés a été élaboré à partir des propositions du gouvernement et de l'Union des industriels et des entrepreneurs (présidée par M. Volok).

On aurait tort d'en conclure que désormais tout « baigne », et que le Congrès se réserve plus aucune surprise. Bien des ambiguïtés, des incompréhensions subsistent dans les arrangements apparemment passés entre M. Eltsine et M. Volok d'une part (le second a accompagné le premier

dans son récent voyage en Corée-du-Sud), et entre M. Eltsine et M. Khasboulatov de l'autre (les deux hommes se sont beaucoup parlé ces derniers jours). En réalité, le compromis a toujours été hautement probable en matière économique : il a d'ailleurs commencé à s'esquisser dès le précédent Congrès des députés, au printemps dernier, qui avait été suivi par l'entrée au gouvernement de « spécialistes » conçus renforcer l'équipe du premier ministre en exercice, Egor Gaidar, et par un infléchissement très marqué d'une politique déjà jugée trop indifférente aux besoins des grandes entreprises et aussi, de la population. Tout est à présent affaire de dosage, qu'il s'agisse des hommes ou des mesures économiques. Et il sera d'autant plus difficile de réajuster un bon cocktail que, au sein du gouvernement comme au sein de l'Union civique, les opinions sont très diverses et pas toujours très claires.

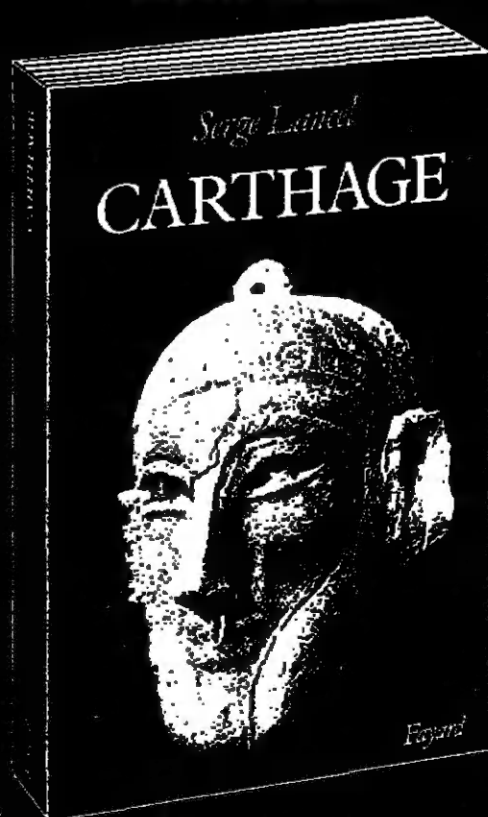
Mais il est de plus en plus évident que l'enjeu principal n'est pas là. Ce qui importe plus que tout à Boris Eltsine, c'est que le Congrès ne lui mette pas trop d'entraves, lui laisse la liberté d'impulsion qu'il affectionne tant, et donc lui permette de garder au moins une partie des pouvoirs d'exception qui arrivent précisément à leur terme au 1<sup>er</sup> décembre. L'affaire semble en bonne voie : le président du Parlement, M. Khasboulatov, apparemment oublieux de tous les outrages que lui ont fait subir il y a quelques semaines les amis de M. Eltsine, a pris mardi sa voix la plus douce pour se déclarer disposé à « essayer de convaincre les députés de protéger les pouvoirs extraordinaires ». Mais, bien entendu, M. Khasboulatov n'entend pas faire un marché de dupes. Il souhaite que le président accepte de ratifier une récente « loi sur le gouvernement » qui place les ministres sous le contrôle étroit du Parlement (une exigence que M. Eltsine pourra difficilement accepter). Et il voudrait aussi être admis à siéger au Conseil de sécurité à la place d'un de ses adjoints, M. Filatov, avec lequel il s'est brouillé depuis que ce dernier a fait alliance avec M. Bourboulis et ses amis.

On est là assez loin des grandes questions qu'on se pose en Occident sur l'avenir de la Russie et la stabilité du monde. Mais sans doute assez près du « vrai » problème qui se pose à M. Eltsine : pouvoir continuer dans ce pays fort agité, à gouverner à peu près tranquillement. D'autant plus tranquillement que les journaux et la télévision se comporteront de manière « constructive ».

JAN KRAUZE

### « C'était à Mégara, faubourg de Carthage, dans les jardins d'Hamilcar... »

Gustave Flaubert

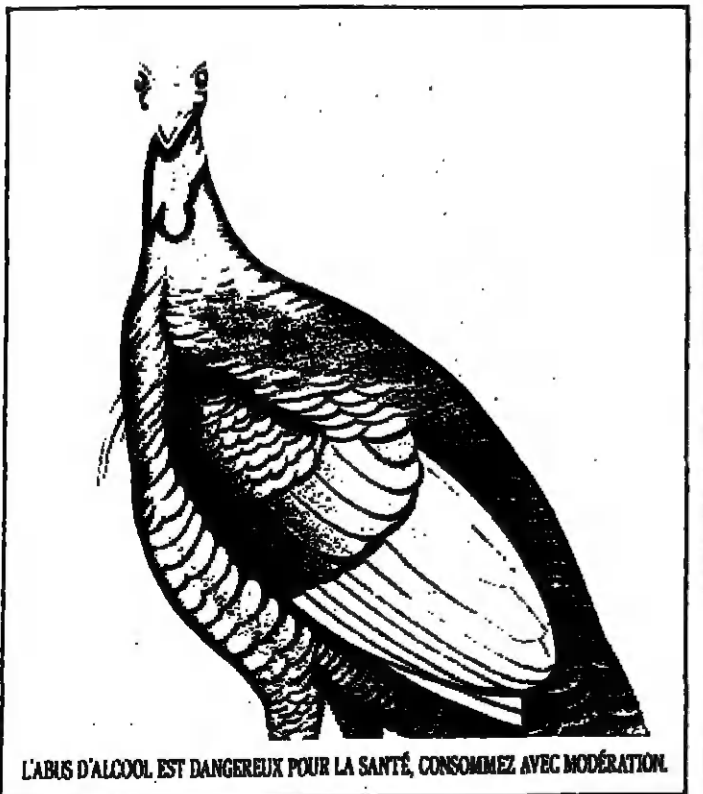


Un livre, un seul, remplace voyage et recherches, le Carthage de Serge Lancel.

Il faut lire la brillante étude de l'archéologue Serge Lancel sur la capitale punique pour découvrir que tout ce qu'on raconte sur Carthage est vrai.

Serge Lancel a consacré à Carthage une éclatante synthèse. Didon et Salammbô, par les mânes de Flaubert vous font dire leur satisfaction : elles vous demandent de placer cette Carthage de Lancel, par Ba'al Hammon et Tanit, sur votre chevet.

L'Histoire  
FAYARD



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.



## EUROPE

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : les élections législatives

Le Fianna Fail de M. Albert Reynolds  
victime des scandales liés à la corruption

Le déclin de la cote de popularité du premier ministre, M. Albert Reynolds, est l'élément dominant des élections législatives du mercredi 25 novembre en République d'Irlande. Le scrutin s'annonce difficile pour le parti du chef du gouvernement, le Fianna Fail (droite nationaliste), alors que les travaillistes sont en progrès.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

La politique irlandaise n'est pas parmi l'une des plus sophistiquées d'Europe. Le débat se concentre sur l'essentiel, fort éloigné de toute idéologie : comment obtenir ou conserver le pouvoir, par quelles alliances, quels compromis ? Cela donne une campagne « à l'ancienne », un peu fruste peut-être, mais efficace. A Dublin, chaque candidat a noté son marathon électoral par les derniers kilomètres de trottoirs, pour boucler le programme préétabli du *campaigning*, ce porte-à-porte parfois si désespérant.

Le reste se résume à des rencontres, dans les pubs, aux arrêts de bus, là où se crée un attroupement. Le débat se concentre sur les moyens de provoquer le « changement », et pratiquement pas sur son contenu. L'économie, certes, avec un chômage qui touche 20 % de la population active, peut difficilement être passée sous silence. Mais, en dehors du fait que la plupart des autres indicateurs économiques pourraient faire des envieux dans la CEE, il n'y a guère de polémique sur la stratégie à suivre : la verte Irlande est fermement ancrée à la Communauté.

La politique produit des hommes carres, rudes et efficaces, pas des tribuns. Le premier ministre, le *taoiseach*, M. Albert Reynolds, ressemble en cela à son prédécesseur, le légendaire Charles Haughey, à qui il a succédé en février dernier après avoir largement contribué à sa chute. Comme lui, c'est un *self-made man* devenu très riche. Mais si le premier gouvernement comme un politicien mais, le second père comme un homme d'affaires pressé. « Charlie » avait dû quitter le pouvoir parce qu'il avait usé jusqu'à la corde le soutien de ses amis du vieux parti Fianna Fail et que

la coupe des scandales, en troncant ses ans de carrière politique, était venue. Il s'était effacé parce que la petite formation des démocrates-progressistes avait menacé de rompre la coalition et de précipiter des élections qui s'annonçaient difficiles pour son parti.

« Charlie » a su cependant déamorcer bien des crises, souvent autour d'une franche explication et d'un verre. Son successeur, qui, lui, ne boit pas d'alcool, est moins porté au compromis : le 4 février dernier, les démocrates-progressistes ont claqué la porte du gouvernement et le premier ministre a annoncé des élections anticipées. Mais c'est lui qui a croulé la tombe de son propre gouvernement. Les Irlandais le savent et lui font grief de ce scrutin inutile, organisé le même jour que le référendum — à combiner blé et sur l'avortement. Mais c'est lui qui a croulé la tombe de son propre gouvernement. Les Irlandais le savent et lui font grief de ce scrutin inutile, organisé le même jour que le référendum — à combiner blé et sur l'avortement. Mais c'est lui qui a croulé la tombe de son propre gouvernement. Les Irlandais le savent et lui font grief de ce scrutin inutile, organisé le même jour que le référendum — à combiner blé et sur l'avortement.

## Le « tribunal du bœuf »

Rien ne serait arrivé sans le « tribunal du bœuf » : en 1987-1988, le *taoiseach* était ministre du commerce et de l'industrie et l'amir de Larry Goodman, milliardaire flamboyant et patron du groupe industriel de viande qui porte son nom. Principaux clients : l'Irak, l'Iran, des pays à risque. Le gouvernement proposait donc une assurance, sous forme de garantie de crédits à l'exportation, aux sociétés de ce secteur vital. Principal bénéficiaire : l'homme au marché, le groupe Goodman. En juillet, M. Desmond O'Malley, chef de file des démocrates-progressistes, devient ministre du commerce. Entre-temps, tous les témoins politiques sont entendus par le « tribunal du bœuf », notamment M. O'Malley et Reynolds. Le premier est déjà ulcéré par l'attitude du second qui, hostile à la cohabitation gouvernementale avec les démocrates-progressistes, fait tout pour les marginaliser.

M. O'Malley confie alors au juge Hamilton que M. Reynolds a favorisé les affaires de M. Goodman,

lequel a raflé la mise des crédits garantis. Le premier ministre rétorque que son ministre se montre « malhonnête » en l'incriminant. Cette escalade verbale précipite la crise.

Le Fianna Fail n'a pratiquement aucune chance d'obtenir la majorité au Parlement. Il est même probable que son capital de 77 sièges (sur 166) va être écorné. Il devra donc supporter une nouvelle coalition. Avec qui ? Un nouvel accord avec M. O'Malley paraît improbable, à moins qu'un nouveau *taoiseach* remplace M. Reynolds. Sera-t-il en position de se faire entendre, notamment des amis de « Charlie » Haughey, évincés du gouvernement par son successeur ?

Ce n'est que l'une des combinaisons politiques possibles. Le Parti travailliste, et surtout son chef, M. Dick Spring, qui sont en net progrès, vont également placer les anches très haut. Le Labour arrive en tête des sondages à Dublin (32 %), devançant le Fianna Fail (31 %) et reléguant le Fine Gael (droite modérée) de M. John Bruton à 13 %, même si, au niveau national, ce dernier conserve sa place de principal parti d'opposition (24 %), devant le Labour (22 %) et les démocrates-progressistes (6 %). M. Spring, don Quichotte pourfendeur de la « corruption », se veut aussi la voix des chômeurs. Pour lui, rien ne semble exclu, même pas le poste de *taoiseach*. Encore que l'arithmétique électorale, a priori, accorde, au mieux, un rôle de force d'appui au Labour. Et se pose la question de la cohabitation avec le Fianna Fail, le parti de M. Spring perdrait son aura politique.

Reste l'hypothèse de la « coalition euro-méditerranéenne », une alliance entre le Fine Gael (M. Bruton revendiquera alors le poste de premier ministre), les démocrates-progressistes et le Labour, unis pour barrer la route à M. Reynolds et à son parti. Les marchandages et les négociations commenceront au lendemain de la publication des résultats, jeudi soir, et la crise risque de traîner en longueur. Dans ce cas, qui sait ? Le *taoiseach* sortant pourrait peut-être faire appel à l'arbitrage d'un « spécialiste » : le vieux « Charlie ».

LAURENT ZECCHINI

ALLEMAGNE : après l'incendie criminel de Mölln

La police offre une forte récompense  
pour retrouver les assassins des trois Turques

Plus de 20 000 personnes ont manifesté, mardi 24 novembre, à travers toute l'Allemagne pour protester contre le racisme, à la suite de l'attentat dans lequel trois Turques ont trouvé la mort dans la nuit de dimanche à lundi. Le chef de la police criminelle (Kripa) du Schleswig-Holstein, M. Winfried Tabarelli, a indiqué que la commission spéciale mise en place pour l'enquête « ne dispose pas pour le moment d'aucun indice et enquête sur seize pistes possibles ». Un tract a été distribué mardi aux habitants de la ville où a eu lieu l'attentat (Mölln), les questionnant notamment sur des comportements suspects remarqués aux environs des deux maisons attaquées.

La police allemande a offert une récompense de 50 000 DM (environ 170 000 F) à quiconque fournira une piste permettant de retrouver les auteurs de l'attentat. Notre correspondant à Francfort, Eric Le Boucher, nous signale, d'autre part, que le groupe automobile Opel, filiale allemande de l'américain General Motors, a annoncé, mardi, qu'il offrait une récompense de 100 000 DM pour des informations conduisant à l'arrestation des assassins. Opel versera d'autre part 50 000 DM à la famille des victimes. La firme a expliqué qu'il s'agissait d'un « petit symbole de solidarité » d'une entreprise qui emploie de nombreux Turcs dans ses usines. Plusieurs autres chefs d'entreprise allemands se sont déjà mobilisés contre l'extrême droite. La semaine passée, M. Hilmar Koppert, le président de la Deutsche Bank, la première banque du pays, avait

rappelé les responsabilités historiques des Allemands et leur devoir de vigilance sur le racisme.

D'autre part, la police a procédé, mardi, à une rafle dans les milieux néo-nazis de Quedlinburg (ex-RDA), qui a conduit à l'arrestation de cinq jeunes gens. Une centaine de membres des forces de l'ordre ont fait une perquisition dans les appartements d'une vingtaine de néo-nazis soupçonnés d'avoir attaqué un foyer d'étrangers de la ville en septembre.

## Nicu Ceausescu a été libéré

BUCAREST

de notre correspondant

Nicu Ceausescu, le fils cadet du dictateur communiste Nicolae Ceausescu exécuté pour « génocide » en décembre 1989, a été libéré, mardi 24 novembre, pour « raisons de santé », bien qu'il soit aussi poursuivi pour « génocide » (1). Après un peu plus de mille jours de détention, Nicu Ceausescu, qui, très amaigri, souffre notamment d'une cirrhose du foie avec complication, a été discrètement évacué de l'hôpital de Jilava, la prison de la banlieue sud de Bucarest. Il y purgeait une première peine de cinq ans pour « infraction à la législation sur les armes ».

Même si le parquet a renoncé à faire appel de cette décision, la mise en « liberté surveillée » accordée par un tribunal de Bucarest le 20 novembre, ne doit pas le feuilletter judiciaire dont le fils du dictateur, âgé de quarante et un ans, a été la victime involontaire depuis son arrestation mouvementée, le 22 décembre 1989, jour de la chute de son père. Son procès chaotique

## L'ONU envoie des observateurs en Macédoine

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le Conseil de sécurité a accepté la recommandation de M. Boutros-Ghali concernant le déploiement d'une « équipe exploratoire en Macédoine ». Cette mesure répond au souhait de M. Kiro Gligorov, le président de la Macédoine, et de MM. Vance et Owen, coprésidents de la Conférence de Genève, qui demandaient le déploiement « immédiat » d'une équipe d'observateurs dans cette République de l'ex-Yougoslavie.

Sans demander l'avis du Conseil, le secrétaire général a informé son président de son intention de déployer douze personnes : militaires, policiers et personnel civil de la FORPRONU, à Skopje. Selon M. Boutros-Ghali, leur mandat serait d'inspecter la frontière de la Macédoine avec l'Albanie et la Serbie. Cette équipe devrait ensuite préparer un rapport sur le déploiement d'une équipe plus importante pour « renforcer la sécurité » en Macédoine. Selon un diplomate occidental, les membres du Conseil ont discuté pendant « plusieurs heures » de la question du nom de

l'ex-république yougoslave. Plusieurs acronymes dont ARYM (Ancienne République yougoslave de la Macédoine) ont été suggérés. Un diplomate grec qui requiert l'anonymat a déploré « l'indécision » de M. Boutros-Ghali qui a mentionné plusieurs fois le nom de « Macédoine » dans sa lettre au Conseil.

## Le « nettoyage ethnique » s'est intensifié

Dans une deuxième lettre adressée au président du Conseil, M. Boutros-Ghali fait état de soixante-trois cas de violations, en une semaine, de la résolution 781 interdisant les vols d'appareils serbes au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. Selon le secrétaire général, trente-neuf avions ont décollé ou atterri sur les terrains d'aviation supervisés par la FORPRONU. Certains membres du Conseil se disent « étonnés » par l'attitude des pays européens devant ces nouvelles violations des résolutions obligatoires du Conseil. D'autres disent tout simplement qu'ils attendent les instructions de leurs gouvernements. Des consultations à ce sujet devraient avoir lieu au sein du Conseil de sécurité avant la fin de la semaine.

Enfin, dans le cadre des débats sur les droits de l'homme à l'Assemblée générale, le troisième rapport sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie a été publié à New-York. Selon l'ancien premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans cette région, « le nettoyage ethnique s'est intensifié, et les Serbes en sont les premiers responsables ». M. Mazowiecki ajoute : « Les exactions arbitraires, les attaques terroristes contre les habitations et les lieux de culte ainsi que les prises d'otages » se poursuivent partout en Bosnie-Herzégovine mais aussi dans les zones protégées par l'ONU.

Selon le représentant de la Commission des droits de l'homme, il existe aussi des discriminations et des violations « très graves » dans les territoires contrôlés par le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine et « encore plus » dans le territoire contrôlé par les Croates bosniaques. Le rapport de M. Mazowiecki sera examiné, vendredi 4 décembre, à l'Assemblée générale de l'ONU.

A. B. P.

## La Macédoine n'abandonnera pas son nom

affirme le président Kiro Gligorov

Le président macédonien, M. Kiro Gligorov, a déclaré, mardi 24 novembre, que l'ex-République yougoslave n'abandonnerait pas son nom pour obtenir une reconnaissance internationale. Dans un entretien accordé à l'agence Reuters, il s'est prononcé en faveur d'une solution qui permettrait de conserver le nom « Macédoine » dans la nouvelle appellation, comme cela a été proposé par des négociateurs internationaux.

Au sommet de Lisbonne, en juin dernier, les Douze avaient fait droit aux objections de la Grèce et décidé de ne pas reconnaître la nouvelle République tant que le mot de Macédoine figurerait dans son appellation. « Le sommet européen d'Edimbourg en décembre modifiera sans doute la décision de Lisbonne et reconnaîtra la Macédoine sous son nom actuel », a déclaré M. Gligorov. « Jusque-là, la République de Macédoine restera en contact permanent avec la CEE pour trouver une juste solution menant à la reconnaissance internationale », a poursuivi le président. « Nous sommes prêts à nous engager par écrit sur l'inviolabilité des frontières, l'amitié et la coopération (...). Nous voulons la paix ; nous n'avons ni chars, ni avions », a-t-il encore déclaré en jugeant la position de la Grèce « irrationnelle ».

A Paris, où il a été reçu mardi par M. François Mitterrand, le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, a déclaré pour sa part : « J'ai demandé que la France nous aide pour que la décision prise à Lisbonne soit maintenue à Edimbourg (...). La décision du président était positive. » « Le président a dit à M. Mitsotakis que la France avait pris position à Lisbonne et qu'il n'y avait pas de raison d'en changer », a-t-on rapporté de source autorisée à l'Elysée.

## Des équipes des Nations unies commencent à réparer le barrage de Mojkovac



Plusieurs équipes spécialisées de l'ONU ont été envoyées d'urgence à Mojkovac (Monténégro) pour consolider un barrage sur un affluent du Danube et empêcher la retenue d'eau chargée de déchets toxiques de se déverser en amont de Belgrade, a annoncé, mardi 24 novembre, un responsable des Nations unies.

La Communauté européenne a de son côté déboursé 110 000 deus (670 000 francs) mardi, pour contribuer aux réparations.

D'importantes quantités de plomb, de zinc, d'arsenic et d'autres produits toxiques sont retenus par ce barrage en terre, qui a été gravement

endommagé lors des inondations du mois d'octobre. Les mines de plomb et de zinc situées non loin du barrage déversent leurs déchets dans la retenue d'eau.

Le barrage est situé sur la rivière Tara, qui se jette, au nord, dans la Drina, laquelle se jette dans la Save. La Save rejoint ensuite le Danube à hauteur de Belgrade. Si le barrage s'effondre, tout le réseau des rivières qui se jettent dans le Danube et des canaux alimentés par ce fleuve pourrait subir une pollution majeure, et à terme, c'est l'approvisionnement en eau potable de plusieurs pays qui est partiellement menacé. (AP)

ROUMANIE

## Visite du président Iliescu à Paris

Le président de Roumanie, M. Ion Iliescu, s'est entretenu, mardi 24 novembre, avec M. François Mitterrand à l'occasion d'une visite privée à Paris, par laquelle il souhaitait marquer la volonté de son pays d'entretenir des « relations privilégiées » avec la France.

Au cours d'une conférence de presse, mardi soir, M. Iliescu a critiqué la déclaration communiquée le 11 novembre à Budapest par le premier ministre hongrois, M. József Antall, et le président russe, M. Boris Eltsine, à propos des minorités nationales à l'étranger. Ce document, qui préconise notamment l'autonomie territoriale pour ces minorités, constitue « un danger pour l'équilibre dans la région », a dit M. Iliescu. Le président roumain a interprété ce geste de M. Eltsine comme « une concession aux forces » nostalgiques de l'ex-URSS et à l'armée russe.

Interrogé par ailleurs sur l'attitude de la Roumanie à l'égard de la Serbie, M. Iliescu a déclaré que le rétablissement des liens diplomatiques entre les deux pays était une priorité. Il a souligné que la Roumanie était prête à négocier avec la Serbie sur la base d'équité et de justice, et qu'elle était prête à accepter les propositions de la communauté internationale pour la réduction de sa puissance militaire.

dans les guerres de l'ex-Yougoslavie, en soulignant que « la Serbie est un allié historique et notre voisin le plus proche ». « L'expérience prouve que les dirigeants yougoslaves avaient raison quand ils avertissaient que si le principe du consensus des trois communautés en Bosnie était remplacé par le principe de la majorité, la guerre éclaterait », a cependant estimé le chef d'Etat roumain.

Le président Mitterrand et lui-même, a-t-il affirmé, ont une « position commune sur la politique de la Serbie ».

POLOGNE : protocole d'accord avec le FMI. La Pologne et le FMI « sont parvenus », mardi 24 novembre, à un protocole d'accord sur une ligne de crédit de 700 millions de dollars sur une période de quatre mois, a annoncé l'agence PAP. La signature de cet accord, très attendu car il va permettre à Varsovie de reprendre les négociations sur la réduction de sa dette commerciale, est prévue en janvier prochain. (AP)

GRANDE-BRETAGNE

## 1992, « annus horribilis » pour la reine Elizabeth

L'année 1992, au cours de laquelle la reine Elizabeth d'Angleterre et ses sujets devaient fêter dans la joie le quarantième anniversaire de l'accession au trône de la souveraine, est loin d'avoir tenu ses promesses.

L'incendie du château de Windsor n'est que le dernier maillon qui s'est abattu sur la famille royale, après les démentis conjugués de trois de ses quatre enfants. La souveraine, elle-même, en a convenu, avec un art consommé de la litote — et un humour méritoire — lors d'un banquet offert en son honneur à la City de Londres, mardi 24 novembre. « 1992, a-t-elle expliqué, n'est pas une année à laquelle je repenserais avec un plaisir sans mélange. Selon l'expression de l'un de mes correspondants les plus compatisants, c'est devenu une « annus horribilis ». J'imagine que je ne suis pas la seule à le penser ».

Tout en admettant que, « sans aucun doute », la critique est « bonne pour les gens et les institutions qui font partie de la vie publique », y compris la monarchie, la reine — allusion délicate aux débordements de la presse tabloïd — s'est permis d'ajouter que « cet examen minutieux peut être tout aussi efficace s'il est effectué avec une touche de gentillesse, de bonne humeur et de compréhension ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES



IBM, c'est toute la gamme.

PS/

## Plus de choix

C'est-à-dire plusieurs gammes de micros pour le bureau, la maison ou le voyage. Et pour tous les utilisateurs, du débutant au super-professionnel :

- le PS/1, la micro à domicile, simple à utiliser et conviviale. La solution est dans la boîte ;
  - les nouveaux PS/VP, des micros professionnels alliant normes du marché, qualité IBM et prix défiant toute concurrence ;
  - les PS/2 : une gamme d'élite pour diminuer le coût d'exploitation de l'entreprise, et lui fournir sécurité, évolution, performances et ergonomie ;
  - enfin, les nouveaux portatifs : une vraie gamme pleine d'innovations techniques, au service de ceux qui bougent.
- De quoi séduire les plus exigeants !

486SLC

## Plus de performances

Avec, notamment, le nouveau serveur multi-processeur intégré PS/2 295 à tolérance de

pannes : le premier "micro-mainframe" IBM. Et aussi, la nouvelle puce 486SLC2 à double fréquence d'horloge, qui multiplie par 2 ou 4 les performances des postes de travail PS/2 modèles 56 et 57.

Help  
ware

## Plus de services

Une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, un club utilisateurs, un magazine. Tout cela gratuitement pendant trois mois pour tout possesseur de micro IBM avec Helpware, les tout nouveaux services de la micro IBM. Et en plus, des offres de financement et de formation adaptées...

ISO

## Plus de confort

Les nouveaux écrans des PS/2 répondent déjà aux normes internationales ISO, obligatoires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Très bientôt, aucune entreprise ne pourra ignorer ces normes et le confort qu'elles apportent aux utilisateurs.

PS/1

## Plus facile

Avec le PS/1 : le micro de la famille, des PME et des professions libérales. Livré avec des applications et un système d'exploitation préchargés.

Outil convivial par excellence, mais aussi très performant avec ses nouveaux modèles dotés de processeurs i486SX et DX.

OS/2

## Plus de liberté

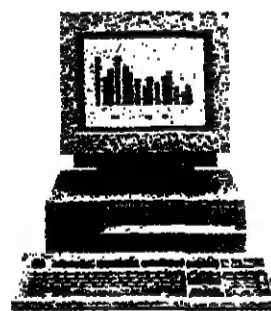
Les PS 386SX (et plus) peuvent accueillir le nouveau logiciel système OS/2 2.0. Vous pouvez alors choisir les applications DOS, Windows et OS/2 disponibles et en utiliser plusieurs simultanément à votre convenance, pour une convivialité de travail sans équivalent.

Pour toute information, appelez le 05.03.03.03. (appel gratuit).

# PLUS POUR MOINS



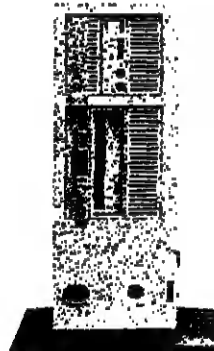
**8255 F HT\***  
(9790 FTTC)  
IBM PS/1  
Modèle III  
386SX 25MHz  
2Mo RAM  
Disque dur 85Mo  
Ecran VGA couleur  
DOS 5.0 Windows 3.1  
Works Windows  
Kit ease-of-use



**9350 F HT\***  
(11089 FTTC)  
IBM PS/VP  
6384 modèle C20  
386SLC 25MHz  
2Mo RAM  
Disque dur 80Mo  
Ecran VGA couleur  
Clavier, souris  
DOS 5.0 préchargé  
Cinq slots



**19000 F HT\***  
(22530 FTTC)  
IBM ThinkPad 700  
Modèle 9552-F00  
486SLC 25 MHz  
4Mo RAM  
Disque 80Mo amovible  
Pointeur IBM intégré  
DOS 5.0  
Station d'accueil (option)  
3,1 kg - Format A4  
Autonomie 3 heures



**23050 F HT\***  
(27337 FTTC)  
Serveur IBM PS/2  
Modèle 77 OUA  
i486SX 33MHz  
8Mo RAM  
212Mo disque SCSI (12 ms)  
Carte intégrée  
e XGA-2  
Clavier, souris  
OS/2 2.0 préchargé  
5 slots - 4 baies

\* Prix généralement constatés variant avec les prestations fournies.  
\*\* Helpware, PS/2, OS/2 et 486SLC sont des marques d'IBM Corp. i386 et i486 sont des marques de Intel Corp. Windows est une marque de Microsoft.

Pour en savoir plus sur les modèles de notre gamme, contactez les Distributeurs Agréés IBM (liste disponible par le 05.03.03.03 ou par 3616 IBM). Ou retournez ce coupon-réponse à : Point réponse IBM - Service 5000 - Cedex 50 - 92066 Paris La Défense.

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_

Je suis intéressé par : PS/1 ☐ PS/VP ☐ PS/Portables ☐ PS/2 ☐

**IBM C'est tout.**

LM 92039/11



## POLITIQUE

La déclaration du gouvernement sur les négociations du GATT

## La droite cherche à esquiver le piège tendu, selon elle, par M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy devait engager devant l'Assemblée nationale la responsabilité de son gouvernement, en vertu de l'article 49-1 de la Constitution, mercredi 25 novembre, sur une déclaration relative aux négociations du GATT. MM. André Lajoinie (PC), Alain Juppé (RPR), Laurent Fabius (PS), Jean-François Deniau (UDF) et Pierre Méhaignerie (UDC) devaient ensuite répondre au gouvernement. En proposant de soumettre aux députés le vote d'une résolution, déclarée irrécusable, mardi, lors de la conférence des présidents, la droite a cherché le moyen d'échapper au piège tendu, selon elle, par le premier ministre.

Le GATT ne sera pas un mini-Maastricht. C'est juré : l'opposition ne laissera pas le gouvernement semer la discorde en son sein. Ainsi les groupes de l'UDC, de l'UDF et du RPR de l'Assemblée nationale ont-ils cherché, mardi, à esquiver le piège qui, selon eux, leur est tendu par l'hôtel Matignon. L'accord posé d'ailleurs aux négociateurs français un mandat de fermeté vis-à-vis des États-Unis, l'opposition ne veut pas, pour autant, accorder sa confiance au gouvernement.

Elle a donc refusé, dans un premier temps, de se placer sur le même terrain que celui choisi par M. Bérégovoy, en réclamant l'utilisation du tout nouveau article 88-4 de la Loi fondamentale, issu de la révision constitutionnelle de juin, qui permet d'associer le Parlement aux affaires européennes via le vote de résolutions. La proposition que l'intergroupe UDF-UDC-RPR soumettait mardi à l'Assemblée rappelait que le projet d'accord

recentement signé est « contraire aux intérêts fondamentaux de la France comme de la CEE ». Elle incitait donc le gouvernement français à « demander une réunion exceptionnelle du conseil des ministres européens » et « à utiliser à cette occasion tous les moyens dont il dispose, y compris son droit de veto », afin d'obtenir des « garanties fondamentales ».

Il y avait quelque chose d'irréel dans cette requête de l'opposition. Car ses rédacteurs eux-mêmes étaient parfaitement conscients de l'irrecevabilité du recours à l'article 88-4 (lire encadré), ce que confirmait aussi la conférence des présidents. Mais la consigne était de féindre l'ignorance. Irrécusable ? Inapplicable ? « Arguments juridiques » s'effusaient en chœur, au nom de l'UDF, MM. Charles Millon, Alain Lamassoure et Jean-François Deniau. M. Millon ajoutait même que le gouvernement devait « accepter la primauté du politique » à travers

une « déclaration solennelle qui n'a pas de valeur législative ». Certains jugeaient toutefois la trouvaille peu à leur goût, tels M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), juriste sourcilieux, qui l'a vertement signifiée à son groupe, ou, du côté de l'UDF, MM. Philippe de Villiers (Vendée), André Rossi (Aisne) et Paul Chollet (Lot-et-Garonne), qui l'ont qualifiée de « farce ».

## Le PC prêt à voter la confiance

Désavoué sur le recours à l'article 88-4, l'opposition n'échappera donc pas à la question de confiance que lui soumet le gouvernement. Elle assurait qu'elle ferait dépendre son attitude de la déclaration de M. Bérégovoy. Et si celui-ci reprenait à son compte le contenu de la proposition de résolution signée par l'intergroupe UDF-UDC-RPR ? « Nous serons extrêmement réticents à accorder la confiance, même dans cette hypo-

thèse », indiquait M. Millon, qui se hâta au sein de son groupe à l'attitude maximaliste d'un courant - où l'on retrouve M. de Villiers - refusant toute caution à M. Bérégovoy, tandis que M. Hervé de Charette, par exemple, se disait plutôt tenté par le « oui » « à titre personnel ». Paradoxalement, le RPR indiquait qu'il se monterait fort accommodant si le gouvernement brandissait très explicitement la menace du « droit de veto » et réclamait la convocation « immédiate » du conseil des ministres européens. « Mais nous pensons que le gouvernement n'ira pas jusqu'à », prédisait M. Pons.

Les « européens » de l'UDC étaient, eux, plus réservés sur le droit de veto. « Nous sommes prêts à voter « oui » si la déclaration de M. Bérégovoy est proche de notre texte et si elle est limitée au seul dossier du GATT », affirmait toutefois M. Barrot, qui ajoutait, dans le même mouvement, que son groupe était « très attaché à l'union de l'op-

position ». Le gouvernement pouvait au moins trouver une source de réconfort dans l'attitude des communistes. M. André Lajoinie, président du groupe PC, annonçait en effet que son groupe était « prêt à voter la confiance » si la déclaration de M. Bérégovoy était limitée à « l'engagement ferme de rejeter l'accord du GATT » et si elle invoquait « le droit de veto de la France ». Ces conditions sont a priori proches de celles posées par le RPR, mais le PC, étant dans des dispositions politiques fort différentes, pourrait avoir une autre lecture de la déclaration de M. Bérégovoy.

Au PS, la solidarité avec le gouvernement était de mise. Elle devait être sans faille. Mais les élus socialistes des zones rurales exprimaient le souci de ne pas jouer « au coq gaulois » pour ensuite céder du terrain aux Américains. Bref, M. Bérégovoy n'avait pas droit aux effets de manche.

FRÉDÉRIC BOBIN

## Ne pas cautionner la politique du premier ministre

Suite de la première page

En vain puisque l'astuce imaginée par le groupe UDF (une proposition de résolution), en vertu du nouvel article 88-4 sorti de la dernière réforme constitutionnelle, n'avait aucune chance d'être retenue.

Cette partie de cache-cache politique ayant eu lieu, chacun allait bien être forcé de revenir, mercredi, à l'essentiel : la défense de l'agriculture française dans l'Europe et face aux Américains. Or, il semble bien que les multiples contacts qui ont eu lieu à gauche mais aussi à droite avec les représentants du monde agricole français aient dissuadé les uns et les autres de tirer trop sur les ficelles politiques pour tenter de dénouer le problème posé.

Mardi matin encore, MM. Jacques Barrot et Pierre Méhaignerie devaient s'entretenir

avec le président de la FNSEA, M. Luc Guyau. Jusqu'à présent, le message de ces dirigeants agricoles a été clair. Inquiets des excès de leur base, ils n'attendent pas des responsables politiques qu'ils contribuent à jeter de l'huile sur le feu. De la même façon qu'ils ne veulent pas que le gouvernement Bérégovoy tombe sur cette affaire, ils ne sont pas désireux d'anticiper sur les échéances politiques pour permettre à la droite de se saisir plus tôt que prévu du dossier. Enfin, s'ils attendent un message fort de la France à l'égard de Bruxelles, leur intention n'est pas non plus de casser l'Europe. Ils souhaitent seulement que la France retrouve une certaine marge de manœuvre pour se sortir de l'ornière dans laquelle elle se trouve.

Gouvernement et opposition s'apprêtaient donc, mercredi après-midi, à l'Assemblée nationale, à

imposer des limites à leurs querelles et à s'associer sur leurs petits calculs politiques. Dans sa déclaration, M. Bérégovoy devait ainsi être amené, indiquant-on mercredi matin à l'hôtel Matignon, à redire qu'il n'entend nullement solliciter un vote de confiance sur l'ensemble de sa politique, mais obtenir un mandat particulier de la représentation nationale pour défendre les intérêts de l'agriculture française, qui ne sont ni de gauche ni de droite. Le premier ministre comptait également envisager, avec quelques formes tout de même, la possibilité du recours au droit de veto, en affirmant, à tout le moins, son refus d'un vote à la majorité.

Dans leur proposition de résolution votée, les trois groupes de l'opposition réclamaient expressément que le gouvernement brandisse la menace de l'exercice de ce droit de veto au cours d'une réunion exceptionnelle du conseil des ministres européens. En réalité, le passage de cette résolution n'était qu'une concession des députés UDF au groupe RPR plus fortement accablé à cette exigence. M. Raymond Barre a été, par exemple, le premier à expliquer

mardi devant ses collègues contristes que la menace du droit de veto devait être utilisée avec précaution, « que la France devait éviter de se fermer toutes les portes pour ne pas voir s'accomplir l'irréversible ».

A Matignon comme dans une bonne partie des rangs de l'opposition, on voulait croire mercredi matin que la bonne foi nationale pourrait l'emporter sur la mauvaise foi politique. Pour l'opposition en tous cas, si elle a pu être convaincue, l'abstention n'était pas une solution. M. René Monory, est intervenu spectaculairement mercredi matin en déclarant sur RTL « qu'il fallait soutenir le gouvernement pour qu'il soit fort à Bruxelles ». Cet engagement du président du Sénat était peut-être de nature à ôter les derniers scrupules au sein du groupe UDF. Mais il est vrai que le soutien de l'opposition à M. Bérégovoy n'allait pas sans difficultés pour elle. Obstacles par leur rédaction, les élus ruraux ne sont plus disposés à la moindre concession à l'égard du gouvernement. La campagne de Maastricht a aussi laissé des séquelles. A quatre mois d'élections législatives, la tentation de la sur-enchère n'est pas facile à repousser.

DANIEL CARTON

Les Verts soutiennent le gouvernement. M. Lalonde veut le censurer. Les Verts ont adressé, mardi 24 novembre, une lettre aux présidents des groupes de l'Assemblée nationale signée de M. Dominique Voynet, MM. Gérard Galtier et Antoine Wechter, dans laquelle ils leur demandent de « soutenir le gouvernement dans sa politique de fermeté » afin de « défendre conjointement le monde rural et le rôle démocratique de l'Assemblée nationale ». En revanche, dans un entretien à Libération du 25 novembre, M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, affirme : « Il faut censurer le gouvernement. Il a, depuis le début, tout fait de travers. C'est à lui de définir une politique agricole, il a échoué à négocier au sein du GATT ».

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesquenne, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli  
Directeur de la rédaction : Jacques Guille  
Directeur de la gestion : Manuel Lucbert  
Secrétaire général : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fereczi, Philippe Hermon, Jacques-François Simon  
Anciens directeurs : Hubert Bonny-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-30-10

## L'affaire du sang contaminé

## Le Sénat a élu la commission chargée d'examiner la mise en accusation de M. Fabius, de M. Dufoux et de M. Hervé

Le Sénat a élu en son sein, mardi 24 novembre, les trente membres de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, de M. Georges Dufoux et de M. Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice (le Monde du 25 novembre).

Cette commission, constituée à la représentation proportionnelle des groupes, comprend : neuf sénateurs RPR, MM. Michel Caldaquès (Paris), Philippe François (Seine-et-Marne), Gérard Larcher (Yvelines), René-Georges Laurin (Var), Marc Lauriol (Yvelines), Paul d'Ornano (Français établis hors de France), Jacques Oudin (Vendée), M. Nelly Rodi (Yvelines), M. Jacques Naudy (Ardenne) ; quatre Républicains et indépendants, MM. Bernard Barbier (Côte-d'Or), Philippe de Bourgoing (Calvados), Charles Jolibois (Maine-et-Loire), Bernard

Seillier (Aveyron) ; six membres de l'Union centriste, MM. Pierre Fauchon (Loir-et-Cher), Jacques Golliet (Haute-Savoie), Bernard Guyonard (Paris), Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle), Bernard Laurent (Aube), Pierre Vallon (Rhône) ; deux membres du Rassemblement démocratique et européen, MM. Etienne Othily (Guyane) ; un non inscrit, M. Christophe Tarré (Nord) ; sept PS, MM. Jacques Bellanger (Yvelines), Gérard Delfau (Hérault), Claude Estier (Paris), Aubert Garcia (Gers), Paul Lorient (Essonnes), Jean-Pierre Masseret (Moselle), Franck Sérusclat (Rhône) ; un PC, M. Robert Vizez (Essonnes).

Présentés sur une liste unique, tous ont été élus dès le premier tour de scrutin, à une large majorité. Toutefois, l'auteur de la proposition de résolution, M. Huriet, est celui

qui a recueilli le moins de voix (175 sur 203 suffrages exprimés). La commission devait se réunir, mercredi en fin de matinée, pour élire son président et son rapporteur, et, surtout, définir ses méthodes de travail.

Selon quelle choisira ou non de procéder à des auditions et d'ouvrir ses réunions à la presse, la durée de ses travaux pourra varier de quelques jours à plusieurs semaines. Après un vote en séance plénière du Sénat, la proposition de résolution doit ensuite être transmise à l'Assemblée nationale.

Résolution de la commission chargée d'examiner la mise en accusation parlementaire de M. Bonchereux. La commission a été chargée d'examiner la mise en accusation parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député (non-inscrit) de la Charente, ancien maire (PS) d'Angoulême, a désigné, mardi 24 novembre, M. René Dosière (PS, Aisne) comme président et M. François Massot (PS, Alpes-de-Haute-Provence), comme rapporteur. La commission a convoqué pour le mardi 30 novembre le député de la Charente, qui n'est toutefois pas tenu de se présenter et peut se faire représenter par un de ses collègues. Si M. Boucheron ne défère pas à cette convocation, les députés se prononceront au sein de leurs commissions ou au sein de leurs commissions de la Haute Cour de Bordeaux, qui est l'auteur de la demande de mise en accusation. Les conclusions de la commission seront ensuite transmises à l'Assemblée nationale, qui devra se prononcer par un vote en séance publique. En décembre 1990, une commission ad hoc s'était déjà réunie pour examiner une demande concernant M. Boucheron, mais elle n'avait pas eu le temps de conclure avant la fin de la session parlementaire.

## A l'Assemblée nationale

## Le RPR, l'UDF et l'UDC refusent de participer à la commission d'enquête sur le sida

Les trois groupes de l'opposition RPR, UDF et UDC à l'Assemblée nationale ont annoncé, mardi 24 novembre, qu'ils refusaient de participer à la commission d'enquête parlementaire relative à l'état des connaissances scientifiques sur le sida, constituée à la demande du groupe socialiste. M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a indiqué que les trois groupes de l'opposition avaient « coordonné leur décision » de ne pas désigner de candidats à cette commission pour protester contre les conditions, selon lui « scandaleuses », dans lesquelles la proposition sociale a été déclarée recevable par le garde des sceaux, alors que celle des centristes a été rejetée. Seuls les

socialistes et les communistes ont désigné leurs candidats à cette commission d'enquête, dont le principe a été adopté vendredi 20 novembre en séance publique (le Monde daté 22-23 novembre).

M. Auroux, président du groupe socialiste, a souhaité que l'opposition « revienne sur son erreur et n'utilise plus ce drame à des fins politiques ». Il a également reproché aux sénateurs de l'opposition de vouloir « faire durer l'examen » de la commission ad hoc chargée de la mise en accusation de MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et de M. Georges Dufoux devant la Haute Cour, qui se transformerait, selon lui, « en commission d'instruction ».

## L'opposition face à la Constitution

En déclarant irrécusable la proposition de résolution déposée par la droite, le bureau de l'Assemblée nationale n'a fait qu'appliquer la Constitution.

La Constitution n'autorise pas l'Assemblée nationale à voter une résolution soutenant ou critiquant le gouvernement. Cette interdiction n'est pas absolue, mais l'expression d'une volonté clairement affirmée par les constituants de 1958. Instruits par l'expérience de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Républiques, ils ont tenu à retirer aux parlementaires le droit d'« interpellation » le gouvernement, droit qui, trop souvent, leur permettait de contraindre celui-ci à démissionner, sans qu'ils aient à prendre, formellement, la responsabilité de le renverser.

Il est donc permis aux députés et aux sénateurs de ne voter que dans des cas strictement limités : pour amender, approuver ou rejeter les projets ou propositions de lois, pour élire les différentes instances de leur assemblée, pour modifier les règlements de celles-ci, pour fixer leurs ordres du jour complémentaires (celui qui n'est pas fixé par le gouvernement), pour créer des commissions d'enquête, pour mettre en accusation devant la Haute Cour des ministres ou des anciens ministres, ou pour déclarer la guerre. Cette stricte limitation des possibilités des députés et des sénateurs fut un élément essentiel du « parlementarisme rationalisé » cher à M. Michel Debré, cheville ouvrière de la rédaction de la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

Ce n'est pas la première fois que cette règle constitutionnelle complique l'expression de la volonté de la représentation nationale. Lorsqu'en janvier 1991, M. François Mitterrand souhaita que le Parlement approuve son intention d'engager l'armée française dans la guerre du Golfe, et comme il ne s'agissait pas d'une « guerre » avec l'Irak, mais d'une opération « de police internationale » en application d'une décision du conseil de sécurité des Nations unies, M. Michel Rocard, alors premier ministre, n'eut d'autre solution que de demander à l'Assemblée nationale et au Sénat l'approbation « d'une déclaration de politique générale », en fait strictement limitée au conflit du Moyen-Orient.

L'utilisation ainsi faite de l'article 49 de la Constitution est, certes, à la limite d'un détournement de texte. En son alinéa 1, cet article dispose : « Le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale ». En son alinéa 4, il ajoute : « Le premier ministre a la faculté de deman-

der au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale ». M. Pierre Mauroy en avait déjà usé pour faire approuver, au Palais Bourbon, sa politique électorale, et M. Rocard, au Palais du Luxembourg, la position de la France sur les événements d'Europe de l'Est en novembre 1989.

Toutefois, lorsque le Parlement a modifié la Constitution pour la rendre compatible avec le traité de Maastricht, les députés et les sénateurs ont obtenu l'introduction d'un article 88 alinéa 4 qui indique : « Le gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au conseil des Communautés, les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative. Pendant les sessions ou en dehors d'elles, des résolutions peuvent être votées, dans le cadre du présent article, selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée ».

## Une tentative vouée à l'échec

C'est cette disposition que l'UDF a proposé de mettre en jeu, avec le soutien de l'UDC et du RPR. En fait elle ne peut pas s'appliquer à propos de la position de la France sur le volet agricole de la négociation sur le GATT.

D'abord il n'y a pas eu transmission d'un document par la commission de Bruxelles au conseil des ministres de la Communauté européenne, puis que les commissions ne doivent se prononcer que mercredi 25 novembre. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'un « acte communautaire », mais d'un relevé de protocole d'accord, qui ne prendra sa véritable forme juridique que lorsque sera achevée la négociation globale sur l'ensemble de la libéralisation du commerce mondial avec tous les pays concernés. De plus il n'est pas évident que, dans l'aspect strictement agricole, il y ait « des dispositions de nature législative ». Enfin le Conseil constitutionnel, obligatoirement saisi de par la Constitution, n'a pas encore validé la modification du règlement de l'Assemblée indispensable à la mise en œuvre de cette réforme de la loi fondamentale.

La tentative de l'opposition était donc juridiquement vouée à l'échec. Dire, comme l'inventeur de cette manœuvre, M. Alain Lamassoure, député UDF et parlementaire européen, que politiquement on fait ce qu'on veut, c'est raisonnable. Mais M. André Laignel, lorsque celui-ci, dans la passion de la victoire socialiste de 1981, avait lancé à l'opposition : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiques minoritaires ». De tels raisonnements ne peuvent avoir cours dans un État de droit.

THIERRY BRÉHER



## POLITIQUE

### L'examen des projets de loi sur la bioéthique

# Les députés veulent limiter strictement la procréation médicalement assistée

Les députés ont commencé, mardi 24 novembre, l'examen du projet de loi réglementant le don et l'utilisation des éléments et produits du corps humain ainsi que la procréation médicalement assistée. Ce texte, défendu par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, devait être adopté mercredi soir 25 novembre, comme les deux autres projets de loi relatifs à la bioéthique déjà examinés par l'Assemblée nationale. Au cours de la discussion, les députés ont tenu à définir strictement les conditions du recours à la procréation médicalement assistée afin d'éviter notamment l'utilisation de cette technique post mortem ou pour convenances personnelles.

Des trois projets de loi sur la bioéthique, le plus dérangeant est sans conteste celui qui modifie le code de la santé publique pour encadrer deux pratiques désormais courantes, l'utilisation des parties du corps humain pour les transplantations ou les greffes, et la procréation médicalement assistée (PMA). Ce texte dérange, trouble ou déstabilise, en mêlant intimement, au détour d'un article, la lutte pour la vie et le respect de la mort.

Une fois réaffirmés les grands principes adoptés dans le premier projet de loi examiné au cours des dernières séances, qui définait le statut du corps humain - le consentement, la gratuité et l'anonymat du don, - les députés ont fait l'expérience de cette difficulté, mardi matin, à propos des prélèvements d'organes. Ils ont tout d'abord indiqué que les prélèvements d'organes sur une personne vivante, dans une stricte logique thérapeutique et pour lutter contre d'éventuelles dérives « marchandes », ne peuvent se faire qu'au profit d'un des membres directs de la famille du donneur, sauf pour la moelle osseuse, qui se régénère presque immédiatement.

Ils ont ensuite supprimé les prélèvements sur les mineurs vivants - sauf pour la moelle osseuse au profit des seuls frères et sœurs. Puis les parlementaires ont abordé la question délicate du prélèvement sur une personne décédée, avec en mémoire la douloureuse affaire des prélèvements abusifs d'Amiens (1). Au-delà du « simple » don, c'est la question de l'autopsie qui a été abordée lorsque M. Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône) a souhaité interdire les prélèvements « à but scientifique ». M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne), rapporteur de la commission spéciale sur la bioéthique, a montré toute la difficulté de l'entreprise. « Dans une autopsie, on opère des prélèvements en disant qu'ils vont servir au diagnostic, mais cette démarche a toujours une connotation scientifique directe ou indirecte. (...) La recherche qui tend à élucider la mort d'un individu a nécessairement des retombées collectives », a-t-il poursuivi, en faisant référence avec beaucoup de précautions aux progrès accomplis grâce aux autopsies pour la connaissance du phénomène des morts subites de nourrissons.

#### Un fichier informatisé

Décidés, comme M. Jacques Toubon (RPR, Paris), à « ne rien voter qui renforce dans l'opinion l'idée que, lorsqu'on est victime d'un accident, on est à la merci d'un service d'urgence », les députés ont conservé le principe du consentement présumé pour les prélèvements après le décès du donneur, qui existe déjà dans la loi Caillaud, sans retenir l'expression de son vivant par la victime et dont la famille ou les proches peuvent témoigner. Les députés ont également retenu le principe d'un fichier national informatisé où s'inscriraient les personnes prêtes à offrir leurs organes.

Les parlementaires ont ensuite abordé la question de la conservation et de l'utilisation des tissus et cellules du corps humain. Ils ont permis « à titre exceptionnel » à des établissements privés d'opérer certaines transformations des tissus et cellules que le secteur public n'est pas capable de prendre entièrement

à sa charge, telle que la culture de la peau pour les grands brûlés, ou, auparavant, la confection des valves cardiaques. Ces établissements, compte tenu de la valeur ajoutée liée à ces pratiques délicates, ont, tout aussi exceptionnellement, obtenu la possibilité de réaliser des profits, dans des conditions strictes précisées par décret, étant donné le caractère gratuit des matières de base nécessaires à leurs préparations.

#### Le problème des embryons « surnuméraires »

En début de soirée, il restait encore aux parlementaires à étudier l'autre chapitre majeur du projet de loi : la procréation médicalement assistée (PMA) (2). Les députés ont précisé que cette technique est « destinée à répondre au projet parental d'un couple ». « L'homme et la femme », comme il est indiqué strictement dans le texte adopté, « doivent être vivants, consentants et en âge de procréer », ce qui exclut donc les PMA post mortem ainsi que les PMA décidées pour convenances personnelles. « Ce dont nous ne voulons pas, ce sont des enfants orphelins », a expliqué M. Toubon. Soucieux d'éviter une médecine de confort ou de complaisance, ils ont décidé que la PMA « a pour objet exclusif de pallier la stérilité dont le caractère pathologique a été médicalement constaté ou d'éviter la transmission à l'enfant d'une maladie particulièrement grave et incurable ».

Mais la commission spéciale ne s'est pas contentée d'encadrer ce processus de procréation artificielle. Aiguillonnée par M. Toubon, elle a également abordé « avec lucidité et courage » le délicat problème posé par les embryons « surnuméraires », c'est-à-dire les embryons réalisés en trop au cours des manipulations et que la science ne permet pas d'éviter pour l'instant. Les embryons qui ne feront pas l'objet d'un « projet parental » seront conservés pendant cinq ans au maximum à la demande du couple. En accord avec le gouvernement, les députés ont permis d'en transférer certains au profit de couples remplissant les conditions requises. Ils ont aussi autorisé, « à

titre exceptionnel » et avec le consentement du couple, des recherches scientifiques sur d'autres embryons.

Cette dernière disposition a profondément choqué M<sup>me</sup> Christine Boutin (UDC, Yvelines), qui, « bouleversée », a déploré « cette chosification, ce sommet de l'objection » de l'embryon que constitue la possibilité d'effectuer sur lui des travaux scientifiques. « L'embryon, c'est un être humain », a-t-elle clamé en vain dans l'hémicycle. Devant un ministre de la santé « admiratif et fier de participer à ces nuits », M. Toubon a justifié la démarche de la commission en déclarant que cette possibilité exceptionnelle ouverte à la science est « la seule solution pour résoudre les problèmes d'implantation et de nidification qui existent actuellement », et pour faire en sorte que ces embryons en trop n'existent

plus. « Ces dispositions ne portent en aucun cas atteinte aux principes que nous avons adoptés », a-t-il ajouté.

M. Mattei a mis un terme au débat en s'interrogeant judicieusement sur le profond déséquilibre qui existe entre « la solution de facilité », pour les couples stériles, que peut être la PMA, « rapide et sommaire », et l'adoption plénière, qui, elle, est particulièrement longue et compliquée.

Les députés ont enfin défini les conditions de prescription et de mise en œuvre du diagnostic prénatal qui ne figuraient pas dans le texte initial du gouvernement. Le diagnostic prénatal, qui ne concerne, dans la définition de la commission, que les activités de biologie moléculaire ou de cytogénétique - à l'exclusion donc de l'échographie, - « a pour but une intervention diagnostique ou théra-

peutique sur l'embryon ou le fœtus et ne peut avoir pour objet que de prévenir ou de traiter une affection d'une particulière gravité, dans l'intérêt de l'enfant à naître ».

GILLES PARIS

(1) En août 1991, au CHU d'Amiens, des organes avaient été prélevés sur la dépouille mortelle d'un jeune accidenté de la route sans que ses parents en soient avertis (Le Monde du 18 mai).

(2) Dans son rapport, M. Bioulac indique que les naissances par PMA concernent 1 % des naissances annuelles - dont deux mille inséminations artificielles par donneurs et deux mille cinq cents inséminations in vitro. Marginales, ces naissances sont extrêmement coûteuses, puisque « la venue au monde d'un enfant par fécondation in vitro peut atteindre 250 000 F ». Elles sont prises en charge pour une large part par la Sécurité sociale.

#### La crise antillaise

## Les producteurs de bananes durcissent leur mouvement en Martinique et en Guadeloupe

FORT-DE-FRANCE et POINTE-A-PITRE

de nos correspondants

La seconde journée de mobilisation des producteurs de bananes de Martinique, mardi 24 novembre, a été marquée par un net durcissement. A la suspension du trafic aérien par l'occupation des pistes des aéroports de Fort-de-France (Martinique) et de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) s'est ajouté le blocage des routes d'accès à ces deux villes par les transporteurs. Les planteurs de la Martinique leur ont apporté leur soutien en défilant des tracteurs sur un barrage établi à l'entrée de Fort-de-France. La pénurie de carburant se fait déjà sentir. Les responsables de la coordination agricole reprochent au gouvernement de ne pas les entendre, malgré les déclarations M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, selon lesquelles « de

nouvelles mesures seront annoncées dès cette semaine » en faveur des producteurs antillais.

Leurs revendications portent aussi bien sur des mesures de compensation des pertes, dues à la mévente de leurs produits, que sur l'élaboration d'une politique différente de régulation du marché français de la banane. A la veille de l'entrée en vigueur, en 1993, de l'organisation commune des marchés (OCM), les planteurs antillais accusent les producteurs africains, et notamment le Cameroun et la Côte d'Ivoire, d'être à l'origine de l'effondrement des cours - ils estiment leurs pertes à 210 millions de francs - en raison d'exportations massives effectuées en violation des quotas qui, depuis 1962, attribuent deux-tiers du marché métropolitain aux bananes antillaises et un tiers aux bananes africaines. Les planteurs locaux y voient la main des multinationales

américaines. En Guadeloupe, mais surtout en Martinique, les conseils généraux et régionaux, la plupart des syndicats professionnels et l'ensemble des partis politiques ont apporté leur soutien à l'opération « Ile morte » des planteurs.

M. Aimé Césaire, député (app. PS) et maire de Fort-de-France, a mis en cause « la responsabilité du gouvernement » qui, selon lui, « doit, dans les meilleurs délais, proclamer avec force qu'il tiendra sa promesse d'établir des licences d'importation pour mettre fin aux importations intempestives ». M. Jacques Chirac, président du RPR, et M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ont apporté, mardi, leur soutien aux producteurs antillais.

JEAN-MARC PARTY et EDDY NEDELJKOVIC



Isabelle Claravola, quadrille, dans une salle de répétition de l'Opéra Garnier

\*Marque déposée de Du Pont de Nemours

Regardez-la vivre. De quoi est faite sa vie? De LYCRA\*,

quand sur scène le confort de son justaucorps lui donne grâce et liberté de mouvement. Du film de SURLEN\*, qui protège les céréales qu'elle sème au petit-déjeuner. De CORIAN\*, quand elle fait admirer sa cuisine dernier cri. Ces produits découverts par Du Pont font partie de son confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à: Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cédex 07

**DU PONT**  
Tous les jours de nos vies



## GUERRES, INEGALITES, POLLUTIONS...

### ... SI VOUS ETES CONTRE, SIGNED POUR LES NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME!

**Pourquoi les Nouveaux Droits de l'Homme? La Déclaration des Droits de l'Homme a 200 ans. Depuis, la Terre a tourné 75 000 fois autour d'elle-même, avec de nouvelles guerres, de nouvelles inégalités, de nouvelles détresses: handicapés marginalisés, enfants maltraités, personnes âgées rejetées, intégrité génétique menacée, etc.**

**Sans que l'on touche à l'œuvre de 1789, ces nouvelles injustices exigent aujourd'hui des droits nouveaux, pour la sauvegarde de la liberté, de**

**la dignité et de l'intégrité de l'homme. C'est pourquoi, nous vous invitons à joindre votre signature à celle de milliers de personnalités pour demander à nos parlementaires - héritiers de ceux de 1789 - de reconnaître solennellement, par la loi, cette nouvelle génération de droits. Vous participerez ainsi à l'appel unanime de la France - patrie des Droits de l'Homme - pour faire entrer dans le droit, de nouveaux Droits de l'Homme. Soyez-en remercié.**

**Pierre BERCIS**

Président de l'Association  
Nouveaux Droits de l'Homme.

#### Ils ont déjà signé...

**PRESIDENT D'HONNEUR:** Léopold Sedar SENGHOR, de l'Académie française, ancien Président du Sénégal • **COMITE DE PARRAINAGE:** Présidente: Edmonde CHARLES-ROUX, écrivain; Adolfo PEREZ ESQUIVEL, prix Nobel de la Paix, président de Justice et Paix; Jaime PAZ ZAMORA, Président de Bolivie; Raúl ALFONSIN, ancien Président d'Argentine; Amine GEMAYEL, ancien Président du Liban; Pierre ROMAN, ancien premier ministre de Roumanie • **COMITE D'APPEL:** Présidente: Janine ALEXANDRE-DEBRAY, écrivain, présidente du festival d'Automne à Paris; Stello FARANDIS, secrétaire général du Haut Conseil de la Francophonie; Françoise GAILLARD, professeur de philosophie; Guy GEORGES, conseiller d'Etat; Gérard JAQUET, médecin, ancien ministre; Edmond JOUVE, professeur de droit; Claude OLIVIERI, universitaire; Jean PIERRE-BLOCH, président de la LICRA; Jean RABINOVICI, journaliste; Evelyne SULLEROT, sociologue • **PRESIDENTS DES COMMISSIONS NATIONALES CONSULTATIVES:** Paul BOUCHET, conseiller d'Etat, Commission Nationale des Droits de l'Homme; Jean-Pierre CHANGEUX, professeur au Collège de France, Comité National d'Ethique; Jacques FAUVET, Commission Nationale Informatique et Libertés • **ANCIENS PRESIDENTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ET ANCIENS PREMIERS MINISTRES:** Raymond BARRE, Jacques CHABAN-DELMAS, Laurent FABIUS, Pierre MAUROU, Louis MERMAZ, Pierre MESSMER, Michel ROCARD • **DIPLOMATES:** Zvonimir BALETIC, ministre de Croatie; Andrei GRATCHEV, conseiller de Mikhaïl Gorbatchev; Stéphane HESSEL, ambassadeur de France; Henri LOPES, sous-directeur à la Culture - Unesco; Gilles MARTINET, ambassadeur de France; Jiri PELIKAN, conseiller de Václav Havel • **PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX:** Maurice ARRECKX (Vr), Jacques BARROT (Haute-Loire); Alain CARIGNON (Isère); Charles JOSSELYN (Côtes d'Armor); Christian PROUST (Territoire de Belfort); Jean SAUVAGE (Maine-et-Loire) • **MAIRES:** Walter AMSALLEN (Bénarville); Philippe AUBERGER (Joligny); Jacques AUXIETTE (La Roche-sur-Yon); Marcel BARBIN (Thairé d'Aunis); Dominique BAUDIS (Toulouse); Alain BAYROU (Briancourt); Alain CARIGNON (Grenoble); Jacques CHABAN-DELMAS (Bordeaux); Georges CHEVRIER (Rambervilliers); Bernard CORNU (St-Martin-le-Vinoux); Philippe COURBOIN (Chantilly); Michel CREPEAU (La Rochelle); Georges DELBEQUE (Vézère); Maurice DELPLACE (La Garde); Jean-Louis DUMONT (Vendôme); Michel FORT (Le Vergeroux); Georges FRECHE (Mouppellier); Jean-Louis FROT (Rochefort s/ Mer); Claude GRENIER (Angoulême s/ Mer); Edmond HERVE (Rennes); Jocelyne JOSEPH (Chartron); Serge LAMAISSON (St-Germain-en-Laye); Joseph LECUYER (Ponthy); Noël MAMERE (Bègles); Bernard MARCHAND (Le Thou); Pierre MAUROU (Lille); Michel NOIR (Lyon); Pierre PENNE (Carré-le-Rouet); Michel PERICARD (St-Germain-en-Laye); Jean-Claude PORTEAULT (St-Jean-de-la-Ruelle); Roger QUILLIOT (Clermont-Ferrand); Jean-Marie RAUSCH (Metz); Michel RICART (Lognes); Michel ROLANT (Valbonne - Sophia Antipolis); Philippe SCHMIT (Longjumeau); Alain SPADA (St-Tropez); Catherine TRAUTMANN (Strasbourg); Robert VIGOUROUX (Marseille) • **COMEDIENS:** Louis ARBESSIER, Pierre ARDITI, Stéphane AUDRAN, Carole BOUQUET, Antoine BOURSEILLER, Jean CARMET, Nicole GOURDEL, Evelyne DANDRY, Mireille DARC, Micheline DAX, Danièle DELORME, Mylène DEMONGEOT, Sophie DESMARETS, Danièle EVENOU, Françoise FABIAN, Huguette FAGET, Brigitte FOSSEY, Ginette GARCIN, Daniel GELIN, Claude GENSAC, Annie GIRARDOT, Hippolyte GIRARDOT, Roland GIRAUD, Bernard GIRAUDAU, Roger HANIN, Robert HIRSCH, Marlène JOBERT, Michel LEBB, Josiane LEVQUE, Michaël LONSDALE, Sophia LOREN, Jeanne MANSON, Sophie MARCEAU, Giulietta MASINA, Médina MERCOURI, Marie-José NAT, Maria PACOME, Jean PIAT, Michel PICCOLI, Claude PIEPLU, Marie-France PISIER, Robin RENUCCI, Catherine RICH, Claude RICH, Michel ROCHER, Jean-Paul ROUSSILLON, Catherine ROUVEL, Jackie SARDOU, Michèle SIMONNET, Marina VLADY, Jacques WEBER, Lambert WILSON • **REALISATEURS - METTEURS EN SCENE - AGENTS ARTISTIQUES:** Joëlle ARRIGONI, Jean-Christophe AVERTY, Claude BERRI, Bertrand BLIER, Philippe de BROCA, Marcel CARNE, Alain CORNEAU, Georges CRAVENNE, Robert ENRICO, Federico FELLINI, Christine GOUZE-RENAL, Robert HOSSEIN, Marcel MARECHAL, Gérard OURY, Claude PINOTEAU, Yves ROBERT, Marc SIMENON, Bertrand TAVERNIER, Henri VERNEUIL, Andrzej ZULAWSKI • **MUSIQUE - AUTEURS-COMPOSITEURS - INTERPRETES:** Marcel AMONT, Isabelle AUBRET, Hugues AUFRAY, BARBARA, Michel BERGER (†), Plastic Bertrand, Pierre BOULEZ, Jean-Claude CASADESUS, Étienne DAHO, Bob DECOUT, Manu DIBANGO, Yves DUTEL, Henri DUTILLEUX, Miguel-Angel ESTRELLA, Jean FERRAT, Léo FERRE, Patrice FONTANAROSA, Michel FUGAIN, France GALL, Richard GOTAINER, Françoise HARDY, Jean-Michel JARRE, Marcel LANDOWSKI, Eddy MITCHELL, Marc OGERET, Michel SARDOU, Yves SIMON, Francesca SOLLEVILLE, Gilles VIGNEAULT • **PLASTICIENS-CHOREGRAPHES- PHOTOGRAPHES - CREATEURS:** Maurice BEJART, Ricardo BOFILL, CÉSAR, Robert DOISNEAU, Jean-Paul GODE, Daniel HECHTER, PIEM • **ECRIVAINS - EDITEURS:** Jorge AMADO, Nicole AVRIL, Jean-Claude BARREAU, André BERCOFF, Hector BIANCIOTTI, Pascal BRUCKNER, Renaud CAMUS, Marie CARDINAL, François CAVANNA, Françoise CHANDERNAGOR, André CHOURAQUI, Régine DEFORGES, René ETIEMBLE, François FEITO, Dominique FERNANDEZ, Antoinette FOUQUE, Irène FRAIN, André FROSSARD, Patrick GRAINVILLE, Benoîte GROUT, Henri GUILLEMIN (†), Paul GUIMARD, Paul GUTH, Gérard ISRAËL, Ismaël KADARE, Simone LACOUTURE, Jean LACOUTURE, Jacques LANZMANN, Amin MAALOUF, Antonine MAILLET, Predrag MATIJEVIC, Albert MEMMI, Erik ORSENNA, Gilles PERRAULT, Jean-Pierre ROSNAY, Ernesto SABATO, Yves SIMON, Philippe SOLLERS, Virgil TANASE, Françoise VERNY, Marina VLADY • **MEDIAS - PRESSE - COMMUNICATION:** Alain BOUGRAIN-DUBOURG, Claude BOURDET, Hervé BOURGES, Colette CHADUTEAU, Jérôme CLEMENT, Evelyne DASSAS, Georges DE CAUNES, Jean FERNIOT, Georges FILLIQUOUD, Jean-Louis FOULQUIER, Frédéric GRENDEL, Nicolas HULOT, Jean OFFREDO, Frédéric POTTECHER, André ROUSSELET, François SIEGEL • **JURISTES - HISTORIENS - MEDECINS - HOMMES DE SCIENCES:** Guy BRAIBANT, conseiller d'Etat; André BRAUNSCHWEIG, ancien Pdt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation; Léo HAMON, professeur de droit, ancien ministre; Paul LEGATTE, ancien membre du Conseil constitutionnel; Louis-Edmond PETITIT, Pdt de l'Institut de formation en droits de l'homme du barreau de Paris; Mario STASI, bâtonnier de l'Ordre des Avocats; Maurice BUTTIN, Jacques MIQUEL, Francis TERQUEM, avocats; Alain DECAUX, de l'Académie Française, Jean DELUMEAU, Jean ELLEINSTEIN, Michel VOVELLE, historiens; Jean-Claude CHERMANN, Jean-Paul ESCANDE, Henri LABORIT, Paul MILLIEZ, Alexandre MINKOWSKI, Luc MONTAGNIER, professeurs de médecine; René FRYDMAN, Albert JACQUARD, Jacques TESTART, généticiens; Patrick BAUDRY, Jean-Loup CHRETIEN, astronomes; Catherine DOLTO-TOLITCH, Félix GUATTARI (†); Julia KRISTEVA, psychanalystes; Michel CROZIER, Jean ZIEGLER, sociologues; Marc AUGÉ, Pdt de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales; Alain BOMBARD, biologiste; Jacques CHONCHOL, agronome, directeur de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine; Jean-Marie DROT, directeur de la Villa Médicis; Louis EYRAUD, vétérinaire, ancien parlementaire; Théodore MONOD, de l'Institut; Roland MORENO, inventeur; Haroun TAZIEFF, volcanologue; Paul-Emile VICTOR, exportateur-ethnologue • **SPORTIFS:** Gérard d'ABOVILLE, Florence ARTHAUD, Jacqueline AURIOL, Isabelle AUTISSIER, Marielle GOITSCHIEL, Raymond POULIDOR • **ORGANISATIONS - SYNDICATS - PERSONNALITES DE LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE:** Abbé PIERRE, Pdt d'Emmanuel; Patrick AEBERHARD, Pdt d'honneur de Médecins du Monde; Lucie AUBRAC et Raymond AUBRAC, grands résistants; Jos BIDECAIN, Pdt d'A.C.F.; Léon BOUTBIEN, médecin, Pdt de l'Union Internationale des Résistants et Déportés; Yves BUANNIC, Pdt d'Enfants du Monde-Droits de l'Homme; Claude CHEYSSON, Pdt de la Fondation de l'Arche de la Fraternité; Vénérique COUCCU, "Restos du cœur"; Azzeki DAHMANI, Pdt de France-Plus; Albert DECOURTAY, archevêque de Lyon; Geneviève DE GAULLE-ANTHONIOZ, Pdt de ATD Quart-Monde; Jean-Claude DELARUE, Pdt de l'ADUA; Elisabeth de MIRIBEL, secrétaire du Général de Gaulle, juin 1940; Harlem DESIR, S.O.S. Racisme; Gérard FENOY, secrétaire général de France-Amérique Latine; Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux; Bronislaw GEREMEK, historien, co-fondateur de Solidarnosc; Guy GILBERT, prêtre; France GUBLIN, Pdt d'Enfance et Partage; Jean KAHN, Pdt du CRIF; Jeanette LAOT, syndicaliste; Peter LEUPRECHT, directeur des Droits de l'Homme au Conseil de l'Europe; Edmond MAIRE, ancien responsable syndical; Jean-Luc MOUDENC, Pdt des Jeunes Démocrates Sociaux; Kendal NEZAN, Pdt de l'Institut Kurde de Paris; Charles PALANT, MRAP; George PAU-LANGEVIN, ancienne Pdt du MRAP; Jacques PELLETIER, médiateur de la République; Florence PRUD'HOMME, Alliance des Femmes; Bertrand RENOUVIN, responsable Nouvelle Action Royaliste; André SAINJON, syndicaliste; Hippolyte SOLARI YRIGOYEN, Pdt de la Commission des Droits de l'Homme de l'Union interparlementaire mondiale; Charles TILLON, grand résistant, ancien ministre • **CHEFS D'ENTREPRISES:** Alain AFFLELOU, Pdt Afflelou; Hélène AHRWEILER, Pdt du Centre National d'Art Contemporain Georges Pompidou; Michel ALBERT, Pdt, des AGF; Jean-Pierre AUBERT, Pdt du CIC-Paris; Jean-Michel BARBOU, Pdt Imprimerie Barthe; Christian BLANC, Pdt de la RATP; Georges BONIN, Gouverneur du Crédit Foncier; Yvette CHASSAGNE, Pdt honoraire de l'UAP; Pierre DELAPORTE, Pdt de l'EDF; Paule DUFOUR, Pdt du Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe; Pierre EELSEN, ancien Pdt d'Air-Inter; Philippe ESSIG, Pdt d'honneur de la SNCF; Louis GALLOIS, Pdt de l'Aérospatiale; Jean-Claude HALLE, Directeur de la Communication de la B.N.P.; François HEILBRONNER, Pdt du GAN; Dominique JAMET, Pdt de la Bibliothèque de France; Philippe LAURETTE, délégué général Europe et Entreprises; Lolk LE FLOCH-PRIGENT, Pdt de ELF; Jean-Jacques PIETTE, Pdt du Comptoir des Entrepreneurs; Antoine RIBOUD, Pdt de BSN-Gervais Danone; Jean-Cyril SPINETTA, Pdt d'Air-Inter; René TEULADE, ancien Pdt de la Mutualité Française; René THOMAS, Pdt de la BNP; Jacques VANDIER, Pdt d'honneur de la MACIF; Bernard VIDAL, Vice-Président du Groupe Amazonie...

...vous aussi, signez, pour la reconnaissance officielle des Nouveaux Droits de l'Homme.

NOM: \_\_\_\_\_

PRÉNOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

Merci de retourner ce bon à: Nouveaux Droits de l'Homme, 14, Cité Vaneau - 75007 Paris

Je signe  
pour les Nouveaux  
Droits de l'Homme

Signez ici ou par télécopie 3615 NDH

Je soutiens  
les Nouveaux  
Droits de l'Homme

CCF Paris 253608 F

**Nouveaux  
Droits  
de  
l'Homme**

BIENVENUE  
DANS LE C  
UNE ENT  
INNOVA  
DYNAMI  
PERFORM



## POLITIQUE

# Un entretien avec M. Louis Mexandeau

« L'administration française a été un instrument de la politique de collaboration de 1940 à 1944 » nous déclare le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, M. Louis Mexandeau est chargé, d'organiser les manifestations commémoratives de la Résistance de 1940 à 1995. A ce titre, il précise, dans l'entretien qu'il nous a accordé, la responsabilité qui incombe à l'administration française, sous le régime de Vichy, comme « instrument de la politique de collaboration », « rouage » de l'extermination des juifs organisée par les nazis et partie prenante de la répression dirigée contre les résistants.

« Quelle est la responsabilité de l'appareil d'Etat français, de 1940 à 1944, dans la collaboration avec l'occupant, la répression de la Résistance, la mise en œuvre des lois raciales déclinées par le maréchal Pétain et l'extermination des juifs décidée par les nazis ?

« L'ordonnance du 3 août 1944, signée par le général de Gaulle, date du 16 juin 1940 - veille de la nomination de Pétain comme président du conseil, chargé de l'administration - les premières décisions de « l'autorité de fait » se disant gouvernement de l'Etat français, qu'elle déclare « l'Etat français » et non « l'Etat de Vichy ». Dans les faits, à partir du 11 juin 1940, il y a eu des préfets, des magistrats, des gendarmes, qui exécutent les décisions du gouvernement de Vichy. Cela concerne principalement la partie non occupée de la France. Dans la zone occupée - sans parler de l'Alsace-Moselle, annexée, et du Nord-Pas-de-Calais, quasiment annexé - le régime de Vichy a été peu de temps. Ses lois ne sont pas appliquées. Ce sont les autorités d'occupation qui font la loi. Cela ne veut

pas dire que l'Etat français n'ait pas prêté la main à la mise en œuvre de leurs décisions.

« Cette administration - fonctionnaires, policiers, gendarmes et magistrats - a été un instrument de la politique de collaboration. Cela a été fait à différents degrés mais, incontestablement, une partie importante - de moins en moins importante à mesure que les années passent - de l'administration française a appliqué la politique de collaboration et s'est faite l'auxiliaire des Allemands. Il y avait des variations, mais l'intention générale était clairement celle-là.

### Réparation matérielle et réparation morale

« Est-ce que vous considérez que l'appareil d'Etat français a été partie prenante de l'extermination des juifs d'Europe ?

« Oui, il y a participé. Disons que l'administration a montré à la mauvaise côté qu'elle peut avoir, l'administration « bête et zélée », qui a souvent pris le dessus. On a établi des fichiers de juifs, on s'est agité de recenser du matériel, on a promis la réquisition, sans vouloir savoir qu'il s'agissait d'être humains menacés. L'administration a été un des éléments et a servi d'appui. C'est pourquoi elle était suspecte, notamment dans des régions comme la zone non occupée de la France. Dans la zone occupée, j'ai passé mon enfance, le Pas-de-Calais. Il y a eu une collaboration passive de l'administration, contrairement à ce qu'a été l'attitude d'habitants populaires et d'habitants du secteur public, comme les cheminots.

« Est-ce que la République doit réparation aux victimes du régime de Vichy ?

« Pour la France libre, la République n'a jamais cessé d'exister. Vichy n'a été qu'une « autorité de fait ». Une loi du 9 septembre 1944, préparée par François Mitterrand, alors ministre des anciens combattants, et présentée par Jean Coty, fixe le principe de la « réparation des préjudices subis, résultant d'actes commis à partir du 16 juin 1940 du fait de l'ennemi ou de l'autorité de l'Etat français ». Cela vise notamment, bien sûr, la milice, concerne les exécutions, les privations ou restrictions de liberté, la réquisition de main-d'œuvre pour l'ennemi, blessures, maladies, décès. Tout cela ouvre droit à pension pour les victimes ou leurs ayants droit.

« Les victimes d'une discrimination quelconque fondée sur la race, le sexe, la religion, la nationalité de juif ont eu à reconnaître leurs droits à réparation dès la fin de la guerre. C'est ainsi, par exemple, qu'a été instituée la loi d'indemnité politique, qui s'applique à ceux qui furent arrêtés, gardés à vue ou exécutés. Au-delà, la loi du 17 janvier 1986 a ouvert aux étrangers victimes de la déportation pour un motif d'ordre politique ou racial le titre de déporté politique, à la condition qu'ils aient acquis la nationalité française. Toutes ces victimes ont droit à la mention « mort pour la France ».

« Mais dans ces cas où la République doit réparation à ceux qui ont été victimes de la collaboration, comme dans le régime de Vichy, cela conduit la thèse selon laquelle la République n'aurait pas à répondre des faits de l'Etat français...

« La loi a prévu l'indemnisation du reclassement professionnel des fonctionnaires et des employés publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre (2 juin 1947). L'annulation des sanctions de spoliation a été prévue par une ordonnance Mendès France du 14 novembre 1944, pour les biens mobiliers et immobiliers. Cette ordonnance concernait toutes les personnes victimes de spoliation du fait de la guerre et précisait que cela incluait les spoliations résultant de la loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des juifs. Des lois complémentaires - le dernier étant de 1981 - prévoient le reclassement professionnel et la restitution des biens. Les personnes victimes d'interdits professionnels - enseignants, médecins, avocats juifs - ont bénéficié d'une indemnisation de carrière.

« Pour le deuxième point de votre question, il y a toujours un problème d'interprétation, car nous avions un ennemi. Les faits résultent, au départ, de la guerre et de la victoire de l'Allemagne. Si on qu'un gouvernement d'extrême droite, institué en France par un coup de main des forces armées de guerre de l'Allemagne, serait allé aussi loin ? La question est posée. L'Allemagne est toujours présente à l'arrière du tableau. C'est pourquoi l'assimilation entre l'Allemagne et la France est un peu rapide. Quelles que soient les responsabilités des collaborateurs de Vichy, ceux-ci n'étaient que les exécutants d'une politique dont l'épicentre était l'Allemagne nazie. C'est à qui a le plus vite exterminé, etc. On ne peut pas assimiler le statut des juifs, inacceptable discrimination entre les citoyens, et l'extermination programmée, d'une partie d'entre eux.

« Cependant, à partir du moment où, parmi les « victimes de guerre », dont votre ministère a la charge, certaines sont reconnues comme victimes non d'une puissance étrangère, mais de l'Etat français de Vichy, et qui ont subi une spoliation matérielle, qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'elles reçoivent une réparation morale ?

« Cette réparation morale est l'une des missions de ce ministère et se développe de plus en plus. Le travail de réparation matérielle, par la restitution de titres, etc., continue, bien entendu, mais le travail de mémoire se développe de plus en plus, avec un aspect commémoratif auquel nous nous associons ou dont nous prenons l'initiative : la Journée nationale de la déportation, ou le concours national sur la Résistance et la

Déportation. Les manifestations commémoratives ont lieu à l'occasion de la commémoration. Au-delà, le gouvernement a décidé de créer une mission interministérielle pour la commémoration du cinquantième de la Résistance, des débarquements et de la Libération, dont j'assume la présidence.

« L'internement a été complètement négligé. Nous allons inclure dans notre programme du cinquantième les camps - notamment celui du Vernet - où ont été internés, d'abord, les républicains espagnols et les communistes allemands ou autrichiens fuyant le nazisme, puis les juifs. Traiter l'internement, c'est traiter aussi, implicitement, de la collaboration et du rôle joué par l'administration, puisque sans celle-ci, sans la participation de la gendarmerie, il n'y aurait pas eu d'internement.

### Le rôle de Pétain

« Qu'est-ce qui s'opposerait à l'adoption de la proposition de loi de M. Jean Le Garrec, tendant à faire du 10 juillet, jour anniversaire du début de la rafle du Vél d'Hiv', une journée de la mémoire des victimes de Vichy ?

« On comprend une telle motivation, mais la multiplication des commémorations nuit à leur efficacité. Les associations d'anciens combattants, partenaires de ce ministère, sont à la recherche d'un anniversaire commun pour la fin de toutes les guerres. Le 11 novembre symbolise le plus universel, afin de donner plus de force à cette commémoration. Nous avons une journée à vivre, qui est celle de la déportation. Elle vit notamment par le concours, qui vise à entretenir la mémoire de cette époque dans les jeunes générations. On pourrait lui ajouter ce thème.

« C'est une course de vitesse qui est engagée entre la mémoire et l'oubli. Pour 1993, cinquantième de la Résistance, de l'extermination et du rôle de Jean Moulin, le voudrais qu'on rende hommage à des actions de résistance moins connues, plus humbles.

« On ne cultive pas le souvenir pour le souvenir, mais pour ce qu'il enseigne. Les manifestations commémoratives ne risquent-elles pas d'être brouillées par l'indulgence dont bénéficierait Pétain au plus haut niveau de l'Etat ?

« Je ne vois qu'il y ait une indulgence particulière pour

Pétain. Un pays doit tenir compte de son histoire. Mais ne pouvons-nous nier celle de 1914-1918, ne serait-ce que pour les terribles conséquences humaines qu'elle a eues. Cette guerre apparaît, aujourd'hui, comme une guerre civile inutilement sanglante, mais elle reste, pour les huit mille ou neuf mille survivants, un épisode marquant de ce siècle. La France a été victorieuse grâce à l'action de ses soldats et à celle d'un certain nombre de chefs, qui ont honoré cette année.

« Entre 1940 et 1944, les Français n'étaient pas aussi massivement pétainistes qu'on l'a parfois dit. Je ne puis pas oublier que le frère de Pétain, pendant la guerre, l'a empêché d'entrer dans sa maison natale à Cauchy-la-Tour, dans le Pas-de-Calais. Un envoyé de Vichy, venant en décembre 1940 dans le Nord, disait : « Le gaullisme et le communisme ont une puissance immense ailleurs. La mentalité de nos compatriotes du Nord est faite pour... » Il ne faut pas oublier non plus que sous le régime de Vichy, la solidarité avec les juifs, toujours insuffisante, bien sûr, a cependant existé.

« L'action de Pétain pendant la guerre mondiale est évidemment négative dans la mise en œuvre de la République, dans la politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Le régime de Vichy, qui l'on reproche, à coup, au président de la République doit être mis en regard de son engagement dans l'action de « gouvernement de l'Etat français ». Il faut quand même dire que le gouvernement de la République fait tout son devoir pour l'œuvre de mémoire et de réparation. François Mitterrand est allé à la cérémonie commémorative du Vél d'Hiv' le 11 juillet dernier. Bien sûr, on peut toujours faire plus, et il faudra faire plus.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BIENVENUE DANS LE CAPITAL D'UNE ENTREPRISE INNOVANTE, DYNAMIQUE, PERFORMANTE.

Vous pouvez devenir actionnaire de Rhône-Poulenc. Si les conditions du marché le permettent, l'Etat, principal actionnaire de Rhône-Poulenc mettra prochainement sur le marché au moins 6 millions d'actions en trois tranches : France, Etats-Unis, international.

10 % des titres seront réservés aux salariés anciens salariés du Groupe.

Aucune réservation d'achat ne peut être faite avant l'ouverture de l'Offre Publique de Vente (OPV).

Par ailleurs, seront réalisées des offres d'échange, contre actions, de titres émis antérieurement :

- 1 action contre un Certificat d'Investissement Privé (CIP)
- 1 action contre un Titre Participatif Série A (TPSA)

Grâce à ces opérations :

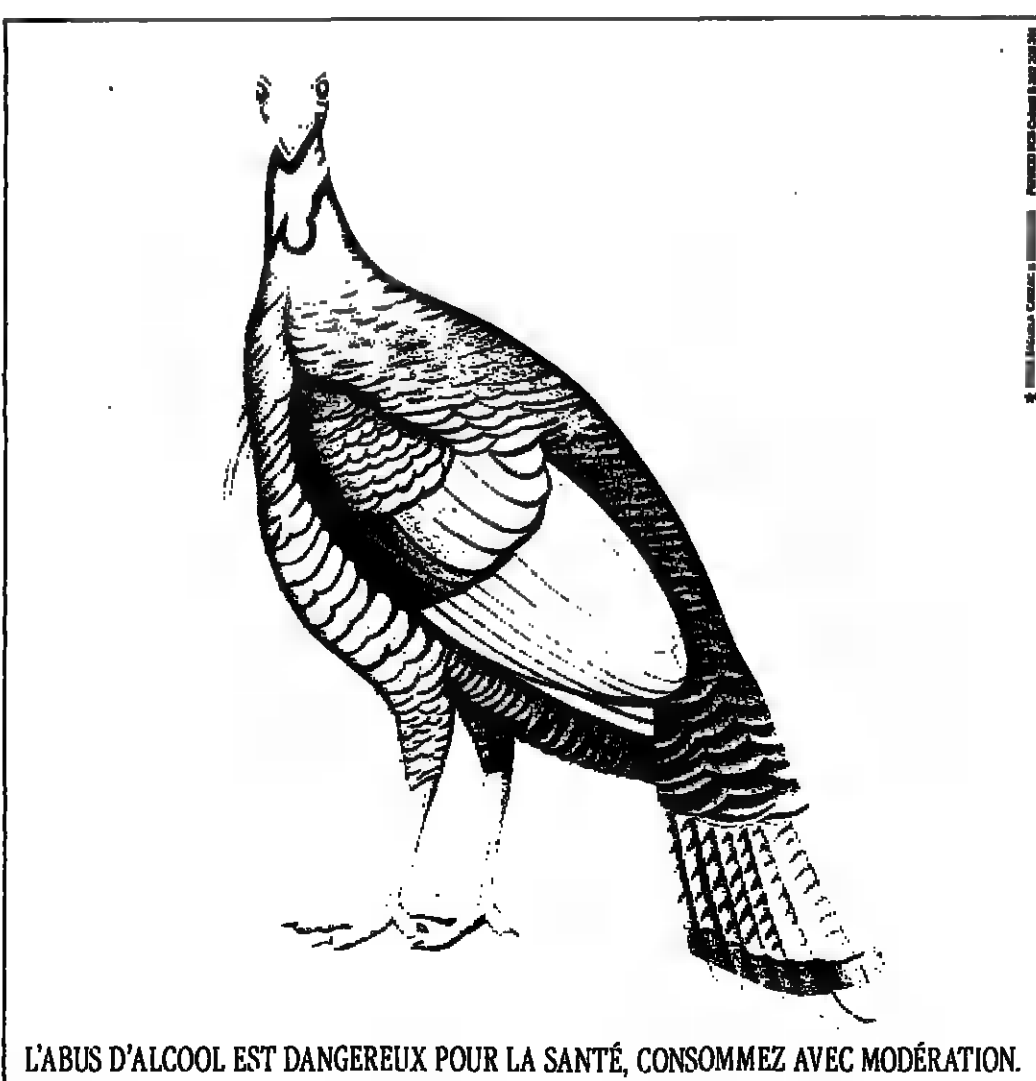
- Les investisseurs auront accès à un marché unifié et au meilleur liquidité.
- Rhône-Poulenc verra sa structure financière simplifiée et renforcée : son développement sera facilité.

Le document de référence enregistré par la Commission des Opérations de Bourse et publié dans la presse le 25 novembre 1992, sont disponibles auprès de la Société Générale, d'Indosuez et de la Bourse.

Toute information sur la Société et sur l'opération : MINITEL : 3616 CLIFF N° VERT : 06.00.75.00

BIENVENUE DANS LE MONDE DE RHÔNE-POULENC

**RHÔNE-POULENC**



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



## POINT / LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Définir  
l'innommable

Le Cour de cassation doit examiner, le jeudi 26 et vendredi 27 novembre, le pourvoi formé contre l'arrêt de non-lieu rendu le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris au bénéfice de l'ancien chef militaire Paul Touvier. C'est la notion même de crimes contre l'humanité qui sera à cette occasion au centre des débats de la Cour, huit mois après la ténacité déclinée par la décision de la chambre d'accusation.

Apparus dans le droit international pour la première fois lors du procès des dignitaires nazis à Nuremberg, cette qualification juridique a été introduite dans le droit français par une loi votée en décembre 1964. En 1985, un arrêt de la Cour de cassation dans le procès de Klaus Barbie précisait les contours juridiques du crime contre l'humanité en indiquant qu'il devait s'inscrire dans le cadre d'un « État pratiquant une politique

d'hégémonie idéologique ». La prochaine séance de la Cour de cassation dans l'affaire Touvier devrait marquer une nouvelle étape dans la définition du crime contre l'humanité, jugée « floue » par de nombreux juristes.

Le débat, qui s'est tenu cette fois-ci au sein de la Cour de cassation, a été marqué par la présence de l'histoire, la morale et le droit, à part intégrée dans une réflexion sur le génocide.

## Des clarifications successives

Il a fallu bien longtemps pour qu'un jour l'humanité s'aperçoive que certains comportements n'étaient pas seulement criminels à l'égard des individus. Il a fallu bien longtemps pour que l'on prenne conscience que les familles, des tribus, des ethnies, des nations pouvaient disparaître, anéanties par quelque chose qui apparaissait comme plus abominable que les conséquences des affrontements militaires.

Alors que l'histoire s'écrivait sous la forme d'une suite interminable de guerres toujours présentes, certaines, quelques fois s'élevaient pour crier leur honte devant l'insupportable. Pensez, philosophes, religieux ou hommes politiques dénonçaient ici la barbarie, les massacres, les tueries, les exterminations. Ce n'est que bien plus tard, en 1946, que fut créé le « génocide ». Mais, le 11 mai 1915, la France, la Grande-Bretagne et la Russie s'insurgeaient contre le massacre des Arméniens dans une déclaration évoquant déjà « les nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité ».

Les idées se rassemblaient progressivement, et bientôt ils furent la première loi mondiale permettant de poursuivre « jusqu'aux extrêmes de la Terre » les auteurs de crimes contre l'humanité ». Créée par l'accord de Londres du 8 avril 1945, la charte du tribunal militaire international de Nuremberg du 10 août 1945 donnait, dans son article 6, la définition du crime contre l'humanité en précisant qu'il était constitué « par l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation ou tout acte inhumain commis contre toute population civile ou pendant la guerre, ou bien par les persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces persécution, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne ou du droit international, ont été commises en suite

de persécution d'un individu ou d'un groupe de personnes appartenant à une race, à une religion ou à une nationalité ». Définition reprise par la résolution des Nations unies du 13 février 1948.

En France, une ordonnance du 28 octobre 1944 punissait les crimes de guerre ou militaires de violence « qui ne sont pas justifiés par les lois et coutumes de la guerre ». Elle fut complétée le 15 septembre 1946, mais que la notion de crime contre l'humanité soit ajoutée. Il fallut attendre la loi du 26 décembre 1954 pour que cette notion apparaisse dans le code pénal sous une forme souvent jugée trop laconique puisque la loi ne borne la définition que par la notion de « crime contre l'humanité ». Les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations unies du 13 février 1948 prenant acte de la définition de crime contre l'humanité telle qu'elle figure dans la charte du tribunal international du 10 août 1945, sont imprescriptibles par leur nature.

Le cas  
Barbie

Ce n'est pas néanmoins en des conséquences fondamentales, car si les crimes de guerre pouvaient bénéficier de l'oubli du temps, les crimes contre l'humanité restaient indéfectibles. Ainsi fallait-il, pour que l'abri des poursuites, n'ait commis « qu'un » crime de guerre, alors même que la polémique n'est pas réglée sur la définition relative des deux crimes. Déjà, devant le tribunal militaire de Nuremberg, François de Menthon, représentant de l'accusation en France, tenait cette parol : « L'autorité de la France pour faire de résistance, c'est légitime ; l'autorité infligée à cette femme un interrogatoire sans la torture, c'est un acte de guerre ; elle la déporte dans un camp d'extermination où l'utilise à des expériences médicales, c'est un crime contre l'humanité ».

D'une manière différente, on renvoyait Klaus Barbie devant le cour d'assises, la chambre d'accu-

sation de Lyon, le 10 octobre 1985, avait fait une distinction entre deux catégories de déportés du 11 mai 1944. Les uns entraient dans la catégorie des victimes de crimes contre l'humanité, les autres, « combattants de l'ombre », constituaient pour les Allemands, nazis ou non, indépendamment de toute idéologie, des adversaires dangereux à éliminer ». En tout en indiquant que « les moyens les plus atroces » avaient été utilisés, la cour estimait qu'elle ne trouvait devant un crime de guerre.

Cette décision fut cassée le 10 décembre 1985 dans un arrêt devenu célèbre par lequel la juridiction suprême donnait une définition du crime contre l'humanité en énonçant : « Constituent des crimes imprescriptibles contre l'humanité, au sens de l'article 6 de la charte du tribunal militaire international de Nuremberg (...) - alors même qu'ils seraient également qualifiés de crimes de guerre selon l'article 60 de ce code - les actes inhumains et les persécution, qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une minorité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition ».

La notion  
d'humanité

Tout semblait dit, même si M. Pierre Truche, alors procureur général de Lyon, critiquait l'arrêt. Mais, la notion de « crime contre l'humanité » n'est pas une notion absolue. Les populations civiles pouvaient être victimes de crimes contre l'humanité. Mais les zones d'ombre subsistent et, son exposé 1985, le conseiller rapporteur, M. Christian Le Guehret, avait lui-même relevé qu'il ne s'agissait pas de définir « une définition déf-

inition intemporelle du crime contre l'humanité ».

Par ailleurs, si le crime contre l'humanité est imprescriptible, que devient la notion d'imprescriptibilité ? La famille du M. Lakhdar Toumi, disparu en 1957 après avoir été torturé en Algérie par des militaires, et la famille du M. Abdelkader Yacoub, disparu à Paris après avoir été victime de persécution policière en 1958, avaient déposé une plainte pour crime contre l'humanité. Mais, dans leur arrêt du 29 novembre 1988, la cour leur répondait que la qualification de crime contre l'humanité, « qui implique un crime de droit commun commis dans certaines circonstances, et pour certaines motifs, ne permet pas de déroger aux règles de compétence et de procédure ordinaires, et que la loi n'a pas institué de disposition spéciale pour leur poursuite et leur jugement ». C'est notamment sur ces points que la cour a rejeté les plaintes déposées contre Georges Boudard, ancien commissaire politique d'un camp de prisonniers français tués par le Vietnam.

Aujourd'hui, c'est Paul Touvier qui invoque le crime de guerre et demande le fait que l'État victorien ait pratiqué une politique d'hégémonie idéologique en s'abritant derrière l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris. La Cour de cassation va trancher une fois de plus, et dans l'avenir le crime de guerre devra lever la plupart des ambiguïtés, répondant ainsi aux vœux du bâtonnier Ugo Ladrucci, disant en 1985 : « Il est important que l'avenir du crime de crime contre l'humanité soit clarifié de façon que chaque chef policier, chaque chef militaire, ne se fasse pas l'abri de la raison d'État ou d'un ordre reçu ».

MAURICE PEYROT

## 1964 : le Parlement unanime

En l'unanimité. En deux jours - les 16 et 17 décembre 1964 - l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté la loi introduisant la notion de crimes contre l'humanité dans le droit français. Il n'y eut alors ni longues discussions ni grands débats.

C'est que la presse pressait. Vingt ans après la capitulation allemande devant les armées alliées, le 8 mai 1944, la prescription n'était-elle pas émise pour poursuivre devant les tribunaux les auteurs et complices de ces crimes (les déportations, assassinats) ? Telle fut l'interrogation soulevée par l'abbé Louis Bellegou (SFIO), rapporteur de la commission de législation au Sénat, qui déclara à la tribune : « Une grande émotion s'est emparée du monde lorsque, il y a quelques temps, la République fédérale allemande faisait connaître qu'au 8 mai 1965 elle considèrerait, suivant sa législation interne, les crimes de guerre comme définitivement prescrits par l'expiration du délai de vingt ans ».

Les parlementaires, au nom de la morale, s'opposèrent à une telle possibilité. Le sénateur Louis Namy (PCF) en passant un frisson sur les bancs de la gauche, déclara : « Plus de cent mille criminels de guerre nazis sont donc libérés au 8 mai 1965 pour réapparaître au grand jour. Forts de la prescription des poursuites, ils sont prêts à se prévaloir de leurs services rendus au sein des formations nazies, à récupérer leurs biens bloqués dans les banques suisses et à grossir les rangs des revendeurs de l'Allemagne de l'Ouest ».

M. Charles Vallée (PCF) évoqua pour sa part les députés le rôle des ombres menaçantes du Reich allemand d'Auschwitz, le docteur Mengele, réfugié en Amérique du Sud, ou d'un M. Bormann. Paul Costa-Fleurbaey (Centre dém.), rapporteur de la proposition de loi au Sénat, déclara : « Les crimes de guerre ne peuvent être prescrits, car ils sont des crimes de droit international, et non de droit interne ».

Alors que des hypothèses ne pouvaient pas être exclues, la loi de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité fut votée. Chaque député, chaque sénateur, en déposant à la tribune, avait fait le geste de la main, le geste du « oui ».

Les preuves  
et la mémoire

Le temps, paradoxalement, avait été en aide aux juges pour mieux juger les inhumains. La loi de 1964 ne fut votée qu'à une mesure de quelques années. C'est pourquoi, dans les années 1960, les tribunaux ont pu se prévaloir de la loi de 1964 pour poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité. Mais, depuis, les tribunaux ont dû se prévaloir de la loi de 1964 pour poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité. C'est pourquoi, dans les années 1960, les tribunaux ont pu se prévaloir de la loi de 1964 pour poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité. Mais, depuis, les tribunaux ont dû se prévaloir de la loi de 1964 pour poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité.

Le 16 et 17 décembre, lors de sa séance publique, 471 députés sur 473 et 271 sénateurs sur 271 adoptèrent la proposition de loi soumise par le gouvernement. Deux jours plus tard, le député-maire de Jean Moulin, chef du Conseil national de la Résistance, était transféré du cimetière du Père-Lachaise au Panthéon. La République, représentée par le général de Gaulle et Georges Pompidou, portée par la main magistrale du général de Gaulle, soulignait son croyon rouge qu'elle n'avait pas.

LAURENT GRELSAMER

## Les dispositions du nouveau Code pénal

Nous publions ci-dessous les articles du nouveau Code pénal relatifs aux crimes contre l'humanité. Ces dispositions devraient être applicables à partir de l'année 1993.

Des crimes  
contre l'humanitéCHAPITRE I<sup>er</sup>

Art. 211-1. - Constitue un génocide le fait, en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé, par l'un des moyens suivants :

- atteinte volontaire à la vie ;
- atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique ;
- soumission à des conditions d'existence ou à des traitements de destruction totale ou partielle du groupe ;
- mesures visant à empêcher la reproduction de la race.

Le génocide est puni de la réclusion criminelle à perpétuité.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatifs à la période de prescription sont applicables au génocide prévu par le présent article.

## CHAPITRE II

Des autres crimes  
contre l'humanité

Art. 212-1. - La déportation, la réduction en esclavage ou la pratique systématique d'extinctions somatiques, d'enlèvements de personnes suivis de leur disparition, la torture ou d'actes inhumains, inspirés par des motifs politiques, philosophiques, religieux ou religieux et organisés en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile sont punies de la réclusion criminelle à perpétuité.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatifs à la période de prescription sont applicables aux crimes prévus par le présent article.

Art. 212-2. - Lorsque les crimes prévus par l'article 212-1 ont été commis en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé, les peines prévues par l'article 212-1 sont punies de la réclusion criminelle à perpétuité.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatifs à la période de prescription sont applicables aux crimes prévus par le présent article.

Art. 212-3. - La participation à un groupement d'actes ou à une entente tendant à la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de l'un des crimes définis par les articles 211-1, 212-1 et 212-2, est punie de la réclusion criminelle à perpétuité.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatifs à la période de prescription sont applicables aux crimes prévus par le présent article.

Art. 213-1. - Les personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article encourrent également les peines prévues par l'article 131-26 :

- 1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, selon les modalités prévues par l'article 131-26 ;
- 2° L'interdiction d'exercer une fonction publique, selon les modalités prévues par l'article 131-27 ;
- 3° L'interdiction de séjour, selon les modalités prévues par l'article 131-31 ;
- 4° La confiscation de tout ou partie de leur biens.

Art. 213-2. - L'interdiction du territoire français peut être prononcée à l'encontre des personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article.

Art. 213-3. - Les personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article encourrent également les peines prévues par l'article 131-26 :

- 1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, selon les modalités prévues par l'article 131-26 ;
- 2° L'interdiction d'exercer une fonction publique, selon les modalités prévues par l'article 131-27 ;
- 3° L'interdiction de séjour, selon les modalités prévues par l'article 131-31 ;
- 4° La confiscation de tout ou partie de leur biens.

Art. 213-4. - L'interdiction du territoire français peut être prononcée à l'encontre des personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article.

ger coupable de l'une des infractions définies au présent titre. Les exceptions prévues aux 1° et 2° de l'article 131-30 ne sont pas applicables.

Art. 213-3. - Les personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article encourrent également les peines prévues par l'article 131-26 :

- 1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, selon les modalités prévues par l'article 131-26 ;
- 2° L'interdiction d'exercer une fonction publique, selon les modalités prévues par l'article 131-27 ;
- 3° L'interdiction de séjour, selon les modalités prévues par l'article 131-31 ;
- 4° La confiscation de tout ou partie de leur biens.

Art. 213-4. - L'interdiction du territoire français peut être prononcée à l'encontre des personnes physiques coupables des infractions prévues par le présent article.

Art. 213-5. - L'action publique relative aux crimes prévus par le présent titre, ainsi que les peines prononcées, sont imprescriptibles.

(Journal officiel de la République française, 23 juillet 1992.)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-98  
Tél. : 206.806 F

Principaux membres de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaze, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

Financement par les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

PRINTED IN FRANCE

Impression  
de « Le Monde »  
12, r. M.-Gambourg  
94822 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-98  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif : FRANCE 506 F, SUISSE-ÉTR. 572 F, AUTRES PAYS 790 F

3 mois 1 250 F, 6 mois 2 120 F, 12 mois 3 980 F

1 an 1 280 F, 2 ans 2 060 F, 3 ans 2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande). Pour sous-abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à nous adresser leurs demandes deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tappez LEMONDE  
code d'accès ABO

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'écrire vos lettres en français et de les adresser à l'adresse ci-dessus.

221 100 02

PP-Paris RP

Le Monde



Jeudi 26 novembre 1988

# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

### Le « rodéo » mortel de Mantes-la-Jolie en correctionnelle

#### « Ces samedis soirs où y'a rien à faire »

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles, présidée par M. Jean-Michel Hayat, a condamné, mardi 24 novembre, à six mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve trois des quatre participants majeurs du « rodéo » tragique de la nuit du 8 au 9 juin 1987 à Mantes-la-Jolie. Le quatrième prévenu a été condamné à six mois de prison dont trois avec sursis. Cette virée en voiture volée s'était achevée par la mort d'une policière de trente-deux ans, Marie-Christine Baillet, écrasée contre son véhicule, puis de Youssouf Khaf, vingt-trois ans, tué par un policier.

Cela aurait pu être une audience correctionnelle ordinaire où défile le tout-venant des voleurs de voitures et des cambrioleurs de supermarchés. Mais les jeunes qui comparaissent devant le tribunal correctionnel de Versailles ne s'étaient pas contentés d'un samedi soir vrombissant, mais ils avaient conduit, au volant de voitures volées, dans la ZUP du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie. Cette nuit-là, ils avaient fait la fête, bu, dansé, et après de longues heures de conduite, ils s'étaient heurtés à un barrage de police vers 2 heures du matin.

#### Rancœur à l'encontre des policiers

La nuit du 8 septembre par Lhadi Setti, dix-neuf ans à l'époque, avait été une nuit de fête, de garde, de la police. Vingt minutes plus tard, un policier, qui venait d'assister à la mort de sa collègue, tuée d'une voiture volée, a vu le conducteur d'une Volkswagen qui poursuivait le « rodéo ».

« Rodéo ? Le mot est revenu comme un leitmotiv au cours de l'audience correctionnelle qui, en prélude aux procès criminels, ne jugeait pas des vols, et des meurtres. Les juges ont entendu les témoignages de

jeunes Marocains, à l'époque participant également au « rodéo », et ont été convaincus, selon les déclarations des policiers, que les conducteurs de la nuit du 8 au 9 juin 1987 à Mantes-la-Jolie, les forces de l'ordre ont voulu leur faire passer une nuit de « rodéo ». Ce scénario de la provocation, relativement classique, a été rejeté par la présence au Val-Fourré d'affiches d'inspiration marxiste proclamant sur un ton « rap » : « C'est pas dans les écoles, dans les lycées-ghettos, qu'on apprend qu'il faut bagner le pouvoir... » et s'achevant par un mot d'ordre net : « Plus de flics dans le quartier. Pas de quartier pour les flics ».

Les jeunes de la cité du Val-Fourré, secoués deux fois par la mort du jeune Adnan Ich, à une nuit d'asthme non soignée, ont commis une erreur de jugement à l'encontre des policiers. Mais les prévenus ont affirmé ne pas avoir eu connaissance de cette littérature, et ont déclaré, en outre, que la nuit du 8 au 9 juin 1987, ils n'avaient pas conscience de la gravité de leur conduite commune n'était pas le fruit d'un « hasard ». « Tout le monde voulait aller à une soirée, personne n'avait de transport. C'est malheureux, mais, à l'époque, l'un d'eux, qui était l'un de ses compagnons évoquait ces « samedis soirs où y'a rien à faire », où il était le seul à ne pas aller par la voie d'une voiture volée.

Ces fils d'ouvriers immigrés, employés - l'un de l'histoire - dans les usines automobiles de la vallée de la Seine, n'appartenaient pas au « noyau dur de délinquants » décrit à l'époque par la police. Certains avaient été « admonestés » par le juge des enfants. Ils étaient déjà experts dans l'art de faire démarrer des voitures volées, « cette petite délinquance qui trouble le plus l'ordre public », a rappelé le représentant du ministère public, M. Anne Le Dine, dans les réquisitions modérées devant les juges par un tribunal visiblement ébranlé à la fin de la nuit sur la braderie que traversait le Val-Fourré.

PHILIPPE BERNARD

## MÉDECINE

### La polémique sur les services d'urgence

#### Les cadres hospitaliers annoncent une journée nationale de grève

La polémique provoquée par la publication, dans le mensuel 50 millions de consommateurs, d'une liste noire de services d'urgence connaît un prolongement avec la décision prise par le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) d'organiser, le 15 décembre prochain, une journée nationale de grève, ainsi qu'une manifestation dans les hôpitaux.

C'est un euphémisme que de dire que les cadres du SNCH, national des cadres hospitaliers (1) ont apprécié la publication dans 50 millions de consommateurs d'une « liste noire » des services d'urgence des hôpitaux publics. Leur colère n'est d'autant plus grande qu'ils ont vu leur « service » à l'œuvre, à l'occasion de la mort du jeune Adnan Ich, ministre de la santé, ainsi que de la direction des hôpitaux. Pour le SNCH, c'est la « mauvaise gestion » du bilan de la nuit du 8 au 9 juin 1987, qui a entraîné la mort de Marie-Christine Baillet, et la mort de Youssouf Khaf.

Le syndicat dénonce le manque d'analyse sérieuse et la vérification des données. Le mensuel de consommateurs reconnaît, pour sa part, que ces établissements ont des « erreurs d'impression » (2).

M. Jacques Coz, président du SNCH, déclare « être profondément choqué » par les accusations qui ont été ajoutées aux commentaires de M. Kouchner, « portant un discrédit sur les services d'urgence ». « Les amalgames et les accusations de ce type, en matière de santé, peuvent être graves de conséquences », ajoute M. Coz. « Affirmer la population sans véritable explication et sans citer ses sources, lorsqu'on parle par exemple de « coupe-gorge » hospitaliers, relève de l'irresponsabilité ». Le SNCH reconnaît toutefois la « nécessité absolue » d'une réforme des services d'urgence depuis plusieurs années, et rappelle par les représentants des médecins traitants par les services hospitaliers.

Le Syndicat national des cadres hospitaliers a le dossier des urgences pour aborder une série de problèmes en fond, notamment le financement des hôpitaux publics. « Tous les ans, des dizaines d'hôpitaux publics constatent l'insuffisance de leurs ressources par les pouvoirs publics dans le cadre

du budget global alors que leur activité est en constante croissance, explique-t-on auprès du syndicat. Tous les établissements ont subi les contraintes des pouvoirs publics. Tous les ans, les représentants de l'Etat constatent leur incapacité à doter ces hôpitaux de moyens leur permettant de faire face à la politique affichée. Les ministres de la Santé ont toujours refusé de consacrer des crédits supplémentaires aux contraintes des services d'urgence ».

Selon les responsables du SNCH, il n'est pas digne de l'Etat de laisser des boues émissaires. « Il faut que cesse cette irresponsabilité ministérielle », a déclaré M. Coz, « que l'on donne aux hôpitaux publics les mêmes règles financières que celles dont disposent les hôpitaux privés ».

JEAN-YVES MAU

(1) Le SNCH regroupe 100 membres, soit 60 % environ des directeurs de services des hôpitaux publics. L'annonce de la journée nationale d'action du 15 décembre devait être faite mercredi 25 novembre, en présence des représentants des cadres hospitaliers CFDT et des cadres de l'Etat, ainsi que de l'Association nationale des praticiens hospitaliers.

(2) La revue 50 millions de consommateurs a publié, mardi 24 novembre, une liste corrigée de la liste des urgences des hôpitaux publics ou à éviter.

### Dans l'hebdomadaire « Der Spiegel »

#### Le gouvernement allemand est accusé d'« inertie » devant les risques de contamination du sang

Le magazine « Der Spiegel » a accusé le gouvernement allemand, dans son numéro du lundi 23 novembre, d'avoir réagi trop lentement devant les risques de contamination du sang. Le magazine a reproché au gouvernement allemand d'être resté « inertes » devant les risques de contamination du sang. Le magazine a reproché au gouvernement allemand d'être resté « inertes » devant les risques de contamination du sang. Le magazine a reproché au gouvernement allemand d'être resté « inertes » devant les risques de contamination du sang.

## ENVIRONNEMENT

### Après les inondations du Sud-Est

#### M<sup>me</sup> Ségolène Royal souhaite un renforcement de la sécurité pour les campings

« Contrairement à ce qui a été souvent suggéré, l'imperméabilisation des sols de l'urbanisation n'a pu intervenir que dans la catastrophe survenue le 22 septembre à la suite de pluies diluviennes, en Ardèche, dans le Drôme et la Vaucluse, et plus précisément à Vaison-la-Romaine, a souligné mardi 24 novembre, M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Celle-ci présentait, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, le rapport demandé au lendemain de la catastrophe à des experts pour en déterminer les causes et suggérer des mesures de prévention.

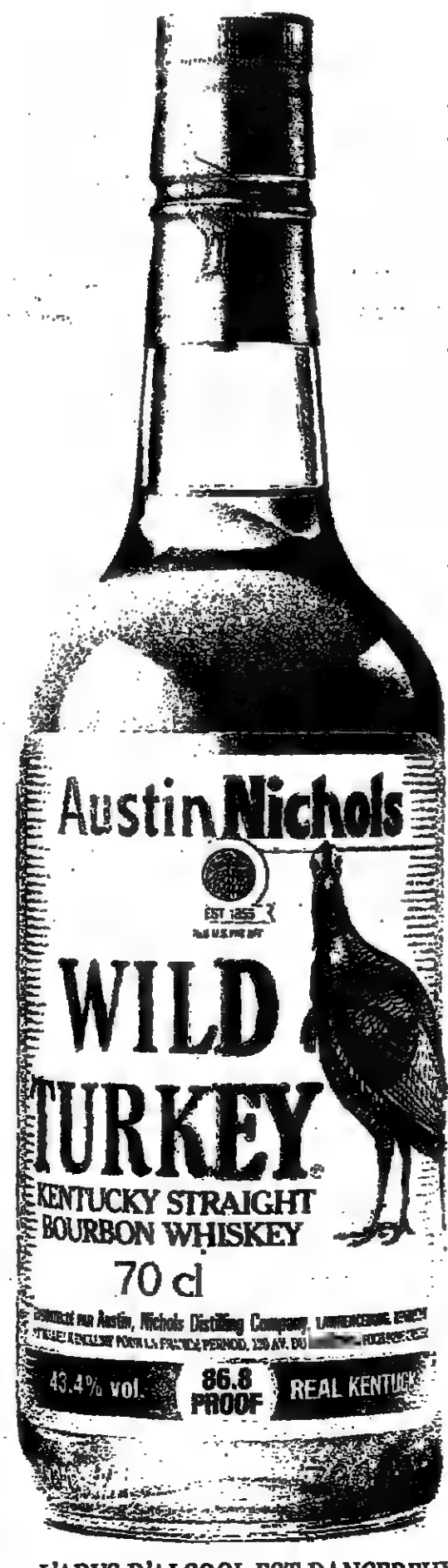
Selon le rapport, « à Vaison-la-Romaine, les pertes humaines et les dégâts matériels sont dus à la hauteur des eaux, et non à leur vitesse ». Fait rare, les phénomènes hydrologiques ont été observés ce jour-là. Il y eut tout d'abord des pluies torrentielles, puis un écoulement lent, et enfin, l'inondation des plaines à Bédarrides par exemple, des torrents d'eau impétueux et à grande vitesse. L'écoulement lent, « l'homme est impuissant pour maîtriser l'écoulement hydraulique de tels volumes d'eau, quand ils surviennent soudainement. Il peut, par ailleurs, limiter ses effets dévastateurs par une occupation établie avec discernement des terrains qui paraissent

susceptibles d'être inondés et en s'efforçant d'apprécier au plus juste les risques encourus », lit-on dans le rapport.

Parmi les suggestions formulées par les experts, M<sup>me</sup> Royal a mis en priorité celle concernant les campings. L'imperméabilisation de l'implantation de campings en bordure de rivières, le régime torrentiel qui se crée finalement irrégulier et peu souhaitable, car elle pourrait alors favoriser le camping sauvage, beaucoup plus dangereux. Le rapport recommande aux préfets de veiller à ce que les campings soient implantés dans des zones exposées aux risques. Les experts ont également étudié actuellement les moyens de donner aux préfets pour leur respecter ces consignes. De même, M<sup>me</sup> Royal a rappelé aux préfets qu'ils ont pouvoir d'intervenir pour éviter des constructions dans les zones exposées aux risques.

Le rapport souligne aussi la nécessité pour les services de météorologie et d'hydrologie de travailler ensemble et non en silos comme cela se fait actuellement. Les experts ont également pensé que les prévisions auraient certainement pu être améliorées si plus tôt le 22 septembre : « La mission prévue pour les services de météorologie et d'hydrologie n'a pas été suivie de la même manière que les formations initiales se continuent qu'à celui de la météorologie ou des activités opérationnelles ».

Ch. Ch.



BOURBON WILD TURKEY.\*

UNE FORMULE

JALOUSEMENT GARDÉE

PAR UNE DINDE SAUVAGE

DANS UN

COFFRE-FORT DE 70 CL.

WILD TURKEY

Kentucky Straight Bourbon

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



## Au conseil des ministres

détail, mais les grands aménagements d'un territoire ne se font pas à plusieurs départements. Autre problème : le projet du réseau de transports d'équipement : les POC ne pourront plus être appliqués à l'anticipation, car les communes devront être l'objet d'un vote du conseil municipal. Une zone verte pourra plus être déclassée qu'à la suite d'une véritable révision du POC.

Par ailleurs, le projet tend à mieux protéger les droits propriétaires et les promoteurs. Ainsi, lorsqu'un permis de construire

# Mort du général Michel Fourquet

responsabilités militaires succèdent les responsabilités militaro-industrielles, puis purement civiles. Si le Français moyen a peu le général Fourquet, la République gaullienne, elle a su le reconnaître.

24 novembre, par ses camarades et  
placé en garde. ■ Les trois toxico-  
manes ■ avaient, semble-t-il, parti-  
cipé à une soirée dansante samedi  
soir à Nancy. ■ Le couple ■ de la rue  
Jérôme Martin leur aurait vendu  
l'héroïne. Il n'aurait pas ■ seul,  
■ services des douanes de Nancy  
recherchent activement un certain  
« Djamaï ». Le substitut du procureur  
■ République ■ Nancy a  
lancé un appel à ■ personnes  
ayant pu se procurer de la drogue  
■ jours derniers.

□ Interpellation d'un couple ■ toxico-  
manes ■ soupçonné d'attaques ■  
maison ■ Deux jeunes toxicoma-  
nantes, Caroline Lorin, vingt-cinq

■ François Rosabois, vingt-six ans, ■ interpellés, vendredi 20 novembre, à Igny (Essonne). Ils ■ soupçonnés d'avoir attaqué trente-cinq personnes, ■ dans le département de la Seine-Saint-Denis, ■ en poste en région parisienne depuis le 8 août. Le montant global des différents vols, commis principalement ■ départements de l'Essonne ■ du Val-de-Marne, ■ estimé à ■ francs. Selon les enquêteurs, les deux toxicomanes, ■ de emploi ni domicile fixe, avaient besoin ■ 1 000 à 1 000 francs par jour pour ■ le drogue.

□ Douze ■ du prison régime ■ M. Habib ■ AIR - ■ M. Odile Persou, ■ ■ de la publication ■ Paris, a requis, ■ le 14 novembre, devant la ■ chambre ■ tribunal correctionnel ■ Paris, une ■ de douze ans d'emprisonnement contre M. ■ Ben Ali, ■ du président ■ de la République tunisienne, impliqué ■ un trafic international de drogue (le Monde du 19 novembre). Le requéreur ■

## RUGBY : après la démission de Robert Paparemborde

Dans la précipitation Robert Paparemborde, qui défend d'avoir voulu viser la place de président, a sans doute surestimé ses forces, et miné l'inertie légale des têtes de la fédération. Revenu d'Angleterre, Bernard Lapasset s'est rapidement assuré la fidélité de ses rivaux et, persuadé de vaincre, il a nommé ce comité directeur où Jean-Pierre Rives, qui sortait pour une fois de son rôle

• VOILE : la ~~course~~ autour du monde

Dans une mer très forte avec  
 ■ tempête, Jean-Luc  
 ■ Rallaye de Grande-Bretagne, mardi  
 24 novembre, diuile ■ Lanci-  
 Delta) ■ perdu ses premiers  
 ■ devenir ■ premier Français  
 ■ champion du monde ■ rallyes  
 ■ Largement en tête de ce champion-  
 ■ après ■ six victoires rempor-  
 ■ entre janvier ■ septembre, le  
 Français a ensuite abandonné une  
 ■ Fran-Remo (perte d'une  
 rallye) et ■ Cadillac (rupture ■  
 direction assistée).  
 ■ mondial, le Finlandais Juha  
 Kankkunen (Lancia Delta) devait  
 ■ battre l'Espagnol Carlos  
 (Toyota Celica), qui ■ la qua-  
 trième ■ dernière étape du Rallye  
 de Grande-Bretagne avec 1 mn 16  
 d'avance ■ son adversaire.

## Tutelle











# EDUCATION • CAMPUS

## Le prestigieux cocon d'Amos Tuck

Marketing et réseaux d'anciens élèves sont les principaux atouts des meilleures business schools américaines

### SOURCES

#### Autonomie limitée

Le Comité national d'évaluation (CNE) des universités poursuit son chemin. Avant l'automne 1993, il aura évalué 150 établissements d'enseignement supérieur. D'ici à juin 1995, soit dix ans après sa création, il espère avoir achevé un premier tour de France complet des universités françaises.

C'est sur la base de ces minutieuses observations que le CNE lance, dans son dernier rapport d'activité au président de la République, un vigoureux plaidoyer pour l'autonomie des universités (1). « Tous les interlocuteurs du CNE », souligne le rapport, « ont souligné que l'autonomie est aujourd'hui une condition sine qua non pour que les universités aient pu progresser depuis trois ans ». Entravées par une multitude de réglementations nationales et européennes, freinées par une tradition académique qui émette les réserves les plus défavorables à l'autonomie personnelle, les universités ne disposent toujours pas d'une marge de manœuvre d'initiative.

La CNE souhaite donc d'abord trois directions. Favoriser, tout d'abord, l'émergence d'une véritable stratégie des établissements et ne pas s'en tenir à une addition, souvent disparate, de mesures individuelles. Elle souligne, en second lieu, que l'autonomie de gestion est le problème majeur aujourd'hui. Il est temps que débouchent concrètement les réflexions engagées par la ministre de l'Éducation sur la réglementation comptable et financière, la mise en place de véritables analyses de coûts de gestion, conditions sine qua non du renouveau du gouvernement des universités.

#### Le testament de M. Jospin

Enfin le Comité national d'évaluation a résumé rapidement et globalement la gestion des personnels non enseignants des universités, qui souffrent de multiples maux : faiblesse des salaires, dégradation de la situation sociale, faiblesse des perspectives de carrière, etc. (2). Sur les dix dernières années, les plus jeunes ont vu leur statut, leur situation sociale, leurs obligations statutaires, leur situation de formation continue ou de perfectionnement se dégrader.

Vieilles antennes, le CNE revient également sur l'efficacité de la lutte contre l'échec, marquée en premier lieu, et il est évident, souligne-t-il, que toute organisation rénovée (soutien, modules, semestres d'orientation, etc.) ne peut être efficace qu'à un prix.

d'encadrement adéquat, une gestion administrative stabilisée, une meilleure répartition des amont sur les pré-requis et les crédits des étudiants.

A ces objectifs, M. Lionel Jospin en ajoute un autre dans la dernière livraison de la revue *Politique* de l'université (2). Il s'agit d'un bilan de son action pendant quatre ans, l'ancien ministre de l'Éducation nationale. L'ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, en ajoute un autre dans la dernière livraison de la revue *Politique* de l'université (2). Il s'agit d'un bilan de son action pendant quatre ans, l'ancien ministre de l'Éducation nationale.

Revenant sur le projet de rénovation des premiers cycles, qu'il avait lancé en janvier 1991, il a eu à cœur de souligner diverses résistances. Il ajoute, au même moment, que l'ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, en ajoute un autre dans la dernière livraison de la revue *Politique* de l'université (2). Il s'agit d'un bilan de son action pendant quatre ans, l'ancien ministre de l'Éducation nationale.

M. Jospin revient, de manière plus politique, sur le problème de l'autonomie. « Dans l'esprit de certains, situés le plus souvent à droite mais pas toujours, l'autonomie des universités est un transfert des compétences en matière d'enseignement supérieur vers les régions, comme si auparavant ces compétences étaient exercées par l'État », dit-il. Cette conviction, souligne-t-il, se nourrit d'abord de motifs budgétaires : « On dit que le transfert entraînerait un allègement de la charge de l'État. Pour avoir mérité à bien les négociations du plan 1992-1993, nous les collectivités locales, je sais quelles sont les limites du possible en matière de financement. Ce que l'État a investi, les régions n'ont pas pu le prendre à leur charge. On le voit, le transfert des compétences n'est pas une solution simple. »

(1) Rapport au président de la République, 1992, 32 p. (Comité national d'évaluation, 131, rue de la Harpe, 75005 Paris).

(2) *Politique*, n° 4, automne 1992, 174 p., 100 F (Éditions Quai-Voltaire, 68, rue de la Harpe, 75005 Paris ; tél. : 46-34-00-70).

#### HANOVER (NEW-HAMPSHIRE)

de notre envoyé spécial

Amos Tuck School of Business Administration, l'un des établissements les plus cotés de l'université de Dartmouth, on applaudit des deux mains. D'une part l'administration de ce célèbre collège de Nouvelle-Angleterre a su, à la fin novembre, qu'elle avait reçu un don de 130 millions de dollars (soit 130 millions de francs) provenant d'un ancien élève, le présent installé à l'Ohio. C'est la plus importante contribution reçue depuis la création de l'établissement. La Tuck School, qui a ouvert ses portes il y a quelque temps, profite de cette somme pour financer des programmes de recherche et de développement. D'autre part, le collège de Dartmouth vient de classer la Tuck School au premier rang parmi les écoles de commerce américaines (masters of business administration), au moment où cette formation a vu des affaires susciter quelques interrogations (le *Monde* du 5 novembre).

Créé à la place au palmarès des MBA, une école de management du New-Hampshire remporte une médaille spéciale pour « le mieux de ses étudiants, la façon dont la faculté s'occupe d'eux et la mobilisation de ses ressources ». Plus important encore, en ce temps de crise économique et de chômage, l'école a réussi à attirer des étudiants de la région de Hanover, ce qui est une véritable réussite. Plus important encore, en ce temps de crise économique et de chômage, l'école a réussi à attirer des étudiants de la région de Hanover, ce qui est une véritable réussite.

Les installations sont superbées, nous faisons beaucoup de sport et les week-ends dans la région de Hanover, ce qui est une véritable réussite. Plus important encore, en ce temps de crise économique et de chômage, l'école a réussi à attirer des étudiants de la région de Hanover, ce qui est une véritable réussite.

de notre envoyé spécial

suront les perspectives de carrière qui sont intéressantes ici », confie M. Alexander Fuchs, l'un des étudiants en MBA du Dartmouth College. « En entrant à la Tuck School, notre salaire moyen, compte tenu de l'expérience professionnelle antérieure (un seul élève, sur les 160 de la promotion, n'avait pas travaillé auparavant), est de 35 000 à 45 000 dollars par an. En sortant, au bout de deux ans de MBA, nous sommes assurés d'un minimum de 60 000 à 80 000 dollars. Comme base de départ, à l'âge de vingt-huit ou vingt-neuf ans, ce n'est pas mal », assure cet étudiant qui, à la fin de la carrière de consultant, a choisi la voie de la finance pour viser le secteur d'investissement d'une importante banque d'affaires new-yorkaise. En dépit des difficultés que connaît le secteur d'activité depuis les deux dernières années, en 1987 et 1989.

#### De père en fils

Chaque année, la Tuck School, qui est la plus ancienne business school américaine (elle a été fondée en 1900), reçoit environ 700 demandes d'admission (dont 100 provenant d'Europe et 200 du Japon), dont seulement 15 % (20 %) seront acceptées à l'issue d'un processus de quarante-cinq minutes. Le candidat, précédé par le dépôt d'un dossier circonstancié et complété par les recommandations, est sélectionné. « Nous sommes l'une des écoles les plus sélectives », admet M. Henry F. Malin, le directeur des admissions. « Mais c'est la condition de notre succès. En 1986, nous étions au onzième rang. Depuis l'année dernière, nous sommes au sixième, ce qui est une véritable réussite. »

Les critères d'admission ? « Le dossier, bien sûr, mais, naturellement, le père ou la mère de l'élève a été étudiant à Dartmouth, ça aide. De plus, si les parents sont de gros contributeurs au budget de l'école, ça aide encore plus. Enfin, si le candidat est un bon sportif, cela joue à son avantage. »

de notre envoyé spécial

également en sa faveur », ajoute crûment ce sélecteur-accordeur. « Nous sommes une université privée et nous petite butie constituée d'un petit nombre d'enseignants », souligne M. M. Edward A. Fox, le doyen de la Tuck School of Business. Cet établissement se rattache à l'Ivy League, un regroupement des six plus prestigieuses universités américaines (Yale, Harvard, Princeton, Columbia, Wharton, Dartmouth). « Nous avons ici le plus fort pourcentage d'étudiants étrangers, près du quart des élèves. Ils viennent de vingt-six pays. Mais nous maintenons des étudiants russes, israéliens, et nous développons nos relations avec la Slovaquie. De plus, le fait d'être à trois heures de New York et de Montréal nous permet un ancrage au Canada », explique-t-il. Cette ouverture vers l'étranger constitue un atout indéniable au moment où les business schools américaines sont vivement critiquées par les entreprises et s'internationalisent.

Officiellement, la Tuck School classe chaque année par ses magazines *Forbes*, *U.S. News*, *The Economist* et *Business Week* les universités américaines qui offrent le meilleur enseignement dispensé à Dartmouth. « Ces classements nous intéressent, ils nous irritent parfois, mais ils ne nous incitent pas à changer notre pédagogie », dit M. Fox. Plus nuancé, le spécialiste du recrutement reconnaît que la filière « finance » vers laquelle se destinent 37 % des étudiants de ce collège jusqu'à la fin des années 80 n'est pas la plus cotée.

#### 40 millions de dollars

Maintenant, nous dirigeons davantage vers l'industrie manufacturière. Cela répond à une opportunité économique du moment et peut-être au renouvellement du patriotisme économique conforme à l'ordre d'achat américain », explique M. Malin, dressant la liste des grands patrons.

de l'industrie ayant fait leurs classes à la Tuck School. Parmi ceux-ci figure un Français, M. Didier Pineau-Valencienne, le PDG de Schneider SA, qui, en 1991, a réussi à racheter la firme américaine Square D, qui, de l'avis général, est restée fidèle à son école.

La promotion permanente de l'image des activités du collège de Dartmouth sont la base de son succès. « Nous gérons un budget annuel d'une quarantaine de millions de dollars dont 25 % proviennent des contributions diverses », confie M. Lynn Hutton, vice-président et trésorier de l'établissement où les représentants des minorités ethniques (dont la moitié sont des étudiants d'origine asiatique) représentent 20 % des diplômés.

Parmi les contributions diverses figurent notamment les fonds recueillis grâce au marketing par l'association des anciens élèves à l'issue d'une campagne féroce, chaque promotion s'efforçant d'obtenir la première place dans une collecte de fonds qui dépasse maintenant les 10 millions de dollars par an. Un succès qui a incité l'INSEAD, l'établissement français spécialisé dans la délivrance des MBA, à venir étudier sur place les méthodes employées pour s'en inspirer à l'avenir.

Mais cette promotion permanente par les anciens élèves en cours d'études, tient à souligner M. Alexander Fuchs, « à organiser des programmes européens qui nous permettent de prendre forme », ajoute cet étudiant qui a investi près de 19 000 dollars par an, uniquement en frais de scolarité (auxquels il faut ajouter le coût du logement et autres dépenses, ce qui majore au moins de 50 % ces frais initiaux) pour obtenir son MBA. Tout en faisant preuve d'un touchant réalisme sur l'efficacité de son diplôme, « Je sais qu'une fois obtenu, le diplôme n'aura pas nécessairement répondu à mes attentes, mais j'en suis sûr, car j'en ai fait mon programme », dit-il.

SERGE MARTI

### COURRIER

#### Citations et audimat

En tant que membre fondateur de l'ADEST (Association pour la diffusion des études et des techniques), il m'est agréable de laisser passer les pages de notre magazine, le *Monde*, intitulé « L'audimat des labos » (le 26 novembre 1992).

En effet, on ne saurait confondre la citation dont fait l'objet un article scientifique avec un quelconque audimat. Un article est cité lorsqu'il est nécessaire à un autre chercheur pour étayer ses propos. La citation est donc un élément du processus de construction du savoir. C'est une « dette » reconnue à l'auteur. Lorsqu'un article de Luc Montagnier parait en 1983, établissant la spécificité du virus du SIDA, on cite plus de 1 355 fois, ce n'est pas, comme le suggère votre correspondant, que Luc Montagnier a plus de 1 355 « amis » qui lui renvoient l'ascenseur ! En réalité, ce chiffre est celui d'un article est

un « marqueur » de la structuration des connaissances en cours, imparfait certes, mais reposant sur les déclarations des chercheurs eux-mêmes et un des seuls dont nous disposions à ce jour (avec l'analyse statistique des mots associés par les publications).

Il est utilisé par les scientifiques eux-mêmes. Bien sûr, ce genre de calcul, effectué sur une base d'environ 3 000 journaux internationaux les plus cités, ne repose que sur quelques journaux en langue française. Les articles paraissant dans ceux-ci sont en effet moins cités à cause de la barrière de la langue. Il ne faut donc pas inverser le raisonnement, en disant qu'on exclut a priori les langues non anglaises.

Si la prise en compte des citations conduit les chercheurs à s'orienter vers les domaines où les bonnes publications sont très citées, c'est que les enjeux y sont élevés. C'est un critère, chacun restant libre de privilégier d'autres dimensions (le transfert des connaissances, par exemple). Qui s'en plaindrait ?

JEAN-PIERRE COURTIAL (Nantes)

#### Redressement de l'école publique

Je ne peux laisser passer sans réagir une phrase de l'article paru page 12 du *Monde* daté jeudi 12 novembre 1992, consacré aux « Écoles publiques prioritaires ». L'auteur de l'article, le politologue des ZEP, a écrit : « L'école publique n'est pas une priorité ». Cette affirmation relève de l'évidence de la désinformation, car l'auteur de l'article n'a pas repris d'anciennes polémiques.

Initiée par mon prédécesseur Alain Savary, la politique de l'école publique a été poursuivie par moi-même, que j'ai assumé à la fonction de ministre de l'Éducation nationale. Dès le 4 septembre 1984, lors de la conférence nationale sur l'école, j'ai clairement indiqué que la politique des zones d'éducation prioritaires resterait au cœur de mon action et elle l'a été de 1984 à 1986, même si le budget dont je disposais était plus serré que celui dont je dispose maintenant.

Les successeurs à partir de 1988. Il est vrai que j'ai remplacé cette politique consistant à « donner plus à ceux qui ont moins » par un cadre national réaffirmant les valeurs et les missions de l'école.

Le 28 septembre 1984, à Belfort, lors d'une journée de travail consacrée à ZEP, à laquelle j'étais allé, j'ai déclaré : « Il ne peut s'agir que de la priorité d'avoir un niveau d'exigences inférieur au reste du système éducatif. L'acquisition des apprentissages fondamentaux doit être la préoccupation des enseignants. Les priorités, je souhaite que l'effort poursuivi avec rigueur, en ce qui concerne la maîtrise de notre langue. C'est la base de tout et c'est la responsabilité des professeurs. »

Je rappelle les valeurs et des missions de l'école ne plaît pas à tout le monde mais reste à mes yeux au principe du principe de l'école publique.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

### LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Mondes de voir »

## EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de 40 ans de confrontation avec l'Union soviétique, les États-Unis ont perdu la première bataille et perdu la seconde.

Être la superpuissance ? L'Amérique a-t-elle atteint son apogée ? Sur les décombres sociaux, douze ans de néolibéralisme et de déreglement, l'architecture du nouvel ordre mondial se prépare, sous la pression de l'opinion, le privilège sa reconstruction interne. Quels sont les enjeux internationaux ? Quels sont ses handicaps ? En quoi le rayonnement de la culture ?

« Mondes de voir » est le repère de l'actualité du prochain

hôte de la Maison Blanche.

## ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

### UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE. LE « MONTESCAULIEN AMÉRICAIN ». TEXTE INTÉGRAL, traduit, commenté, traduit par André Pélissier, docteur en lettres, maître de l'Académie. L'Europe de l'ère : monarchie, constitution, libéralisme, guerre. Le libéralisme : l'instrument utopique : les finalités, l'art de la guerre, la vie de l'esprit, la philosophie religieuse, relations internationales : l'éducation. UNIVERSE EN ÉLÈME (MONTAGNIER) UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'authenticité de l'original : titres et illustrations par Holbein, Albrecht, Dürer, Goya, Picasso, etc. Cadeaux : carte de l'Europe, Notes, Tables, Lexique, Index. 780 pages. LE LIVRE A OFFERT : 200 F. Bédouin Paris et chez l'éditeur. Par poste, commandez par C.C.P. A. Pélissier 1482, 81 Z. Lib. ou par chèque ou mandat libéré en France francs à l'ordre de A. Pélissier, 16, avenue des Fêtes F. 93110 LA MAISON-LENE. Livré par retour, emballage à votre adresse. Pour savoir comment commander, appelez 20 F. Tél. : 20-65-25-16. Délivré sur commande.

**L'INTERNATIONAL, NOTRE METIER.**

• EPSCI, école du Groupe ESSEC

- Une des 3 meilleures écoles françaises de formation aux affaires internationales (En 1991 : 2000 pour 150 places)
- Quatre années d'études après le baccalauréat
- Programme bi-national double diplôme (Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande)
- Admission par concours, en mai 1993 : banque d'épreuves écrites communes S.E.S.A.M.E. (Session d'Epreuves Spécifiques à l'Admission au Management Européen international)

EPSCI - Groupe ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise CEDEX - Tél. : (1) 34.43.30.00

S.E.S.A.M.E. regroupe : CESEM (Groupe ESC Reims) - EBP FRANCE (Groupe ESC Bordeaux) - EPSCI (Groupe ESSEC) - ESC (Groupe ESC) - ESPME (Groupe ESC) - CESEM Méditerranée (Groupe EIA) - IFI (CCI Rouen)

Enrichissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État







Jeudi 11

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 11 novembre 1992 19

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES Bel immeuble récent 85 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	191, av. Jean-Jaurès SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	6 672 + 907	PIÈCES 172 m², 5 <sup>e</sup> étage	139, bd du Général de Gaulle AGIFRANCE - 44-86-45-45	887 + 2 673
PIÈCES 74 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41	8 712 + 1 217	PIÈCES 79 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	4 803 7 510 + 980 5 407	STUDIO bel imm. 39 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	PUTEAUX 8, rue Ampère SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	3 550 + 558
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 86 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	57, rue Curial SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	5 150 + 1 442 3 708	4 PIÈCES 81 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	PUTEAUX 1, rue Volta AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 111 + 980 3
PIÈCES m², 5 <sup>e</sup> étage balcon	18, rue Dupont-des-Loges LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	18 511 + 1 700 12 150	<b>78 YVELINES</b>			PIÈCES m², 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-CLOUD 11, rue des Gîtes-Cepte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 083 + 1 500
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			PIÈCES m², 2 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quater, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 111 + 1 137 5 457	4 PIÈCES 110 m², RC sur parc	SAINT-CLOUD 128, bd de la République SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
5 PIÈCES dont 3 chambres 144 m², 3 <sup>e</sup> étage	85, bd Malesherbes GCI - 40-16-28-69 Frais de commission	16 500 + 1 836 655	3 PIÈCES 80 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand GIGIMO - 49-00-88-99 Honoraires de location	1 111 + 1 111 4 982	PIÈCES m², 1 <sup>er</sup> étage parking	SURESNES 22, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 111 + 1 500
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>		
5 PIÈCES 117 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	8-10, rue de la Chapelle AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 259 + 1 540 8 012	5 PIÈCES imm. très bon standing 101 m², 2 <sup>e</sup> étage dble parking	44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	7 500 + 500 5 400	STUDIO 29 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	ÉPINAY-SUR-SEINE 74, rue Ph.-Dartigues SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	2 650 + 384 1 908
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO 56 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 1 218 3 700	STUDIO 27 m², 3 <sup>e</sup> étage	MONTREUIL 70, rue de Lagry GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	2 295 + 380 182
4 PIÈCES 86 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	80, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 511 + 1 111 8 666	2/3 PIÈCES 51 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	5 100 + 410 283	5 PIÈCES 100 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	NOISY-LE-GRAND 21, rue du Clos-Gagnier LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	4 050 + 1 434 3 185
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 48 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	COURBEVOIE 2, av. du Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 470 + 1 111 3 111	<b>94 VAL-DE-MARNE</b>		
5 PIÈCES 186 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	37, av. de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 011 + 1 880 15 014	2 PIÈCES 52 m², 6 <sup>e</sup> étage poss. parking	COURBEVOIE 81, galerie des Dames SAGGEL VENDÔME - 42-66-81-06 Frais de commission	200 + 1 111 3 111	PIÈCES 88 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	CACHAN 34, av. Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 110 4 340
3 PIÈCES 86 m², 3 <sup>e</sup> étage	89, rue de Louvois LOCARE - 40-61-88-00 Frais de commission	7 245 + 1 111 6 180	4/5 PIÈCES 115 m², RC	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis SOLVEG - 40-67-06-99 Honoraires de location	7 000 + 500 5 320	3 PIÈCES 70 m², RC terrasse 19 m²	NOGENT 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 165 + 650 5 774
3 PIÈCES 87 m², 4 <sup>e</sup> étage	18, rue Tiphaine LOCARE - 40-61-88-00 Frais de commission	6 000 + 798 5 210	2 PIÈCES 51 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 000 + 510 4 000	3 PIÈCES 88 m², 6 <sup>e</sup> étage parking, balcon	SAINT-MANDÉ 31-33, av. de la République LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	5 723 + 1 130 5 130
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 77 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 800 + 730 5 111	2 PIÈCES 58 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	VINCENNES 27, rue du Petit-Père AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 120 + 663 3 643
STUDIO 28 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	60-62, rue Henri-Martin GCI - 40-16-28-68 Frais de commission	5 283 + 882 282	4 PIÈCES 88 m², RC parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 800 + 602 5 111	3 PIÈCES 74 m², RC parking	VINCENNES 2, rue J.-Daguerre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 987 + 745 4 287
4/5 PIÈCES 118 m², 6 <sup>e</sup> étage	78, rue de la République GIGIMO - 49-00-88-99 Honoraires de location	20 000 + 3 325 14 111	3 PIÈCES 103 m², 1 <sup>er</sup> étage	GARCHES 6, rue du Regard GIGIMO - 49-00-88-99 Honoraires de location	5 111 + 700 4 324			
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 103 m², 1 <sup>er</sup> étage	NEUILLY 9, bd Jean-Pierre AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	10 488 + 1 550 8 482			
5 PIÈCES 121 m², 2 <sup>e</sup> étage	11, rue Faraday AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 500 + 1 850 8 885						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX  
GESTION

CIGIMO  
GROUPE GTF

gerer  
Le Service Immobilier



LOC INTER  
Tél. : 1 15 14 97

AGIFRANCE  
CRÉDIT CASSA DEI DEPOSITI

LOCARE  
CONSEIL EN IMMOBILIER

SOLVEG  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

SAGGEL  
VENDÔME  
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90



## ÉCONOMIE

## BILLET

## Pas de reprise en vue

L'activité économique a progressé en France durant l'été. L'INSEE a publié, mardi 24 novembre, les comptes du troisième trimestre qui font apparaître une augmentation de 0,4 % du PIB (produit intérieur brut) en juillet et septembre par rapport aux trois mois précédents. Une progression qui, dans une année, correspond à un rythme annuel de 1,5 %. Les chiffres d'entreprise, qui tentent de rendre compte de la situation de l'économie réelle, confirment la fiabilité des statistiques. Les patrons de nombreuses PME ont des attentes positives pour l'avenir, mais ils doutent de la fiabilité des statistiques. Les patrons de nombreuses PME ont des attentes positives pour l'avenir, mais ils doutent de la fiabilité des statistiques.

Une chose est vraie : depuis plusieurs années, les résultats de l'économie française ont été décevants. Les entreprises ont dû faire face à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du franc, à une hausse des coûts de production, à une stagnation de la demande intérieure, à une dépression de la construction, à une dégradation de la situation des services publics, à une dégradation de la situation des services publics.

Le regard de plus près, on s'aperçoit d'ailleurs que même avec un léger gonflement des ventes, la consommation des ménages (+ 0,9 %, ce qui est beaucoup) n'est pas suffisante. Les autres secteurs de la croissance, qui ont resté en panne, les investissements surtout, qui ont continué de reculer, ont pour le huitième trimestre consécutif.

Que va-t-il se passer ? Aucune reprise n'est en vue pour les cinq ou six prochains mois. Ce trimestre même que nous n'avons pas touché le point bas du cycle, le pire est à venir. Une hypothèse qui inquiète tout le monde, mais qui n'est pas la crise de l'immobilier n'a pas fini de faire rage.

ALAIN VERNHOLLES

## Les élections prud'homales du 12 décembre

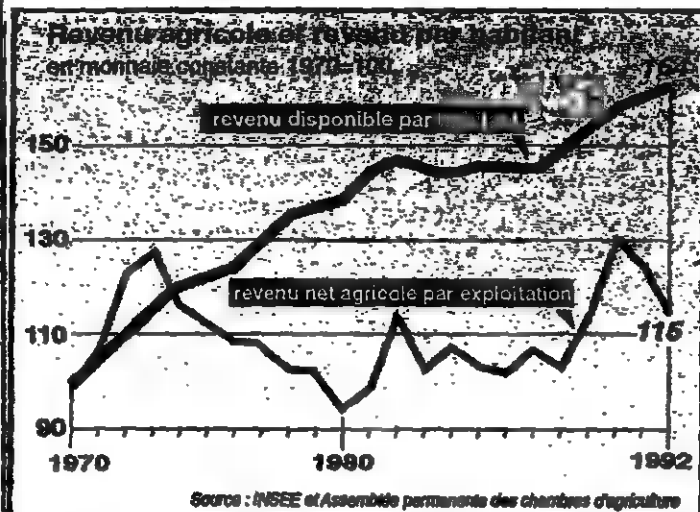
## Les organisations d'employeurs lancent un appel à la participation

À la suite du Comité de liaison des décideurs économiques (CLIDE), le CNPF, le CGPME, la FICP, ainsi que l'UNAP (artisans) et l'UNAPL (professions libérales) ont lancé, mardi 11 novembre, un appel aux employeurs pour qu'ils participent à l'élaboration des élections prud'homales du 12 décembre.

Lors d'une conférence de presse, les animateurs du CLIDE - qui préparent des « Entreprises Plus » dans 271 conseils de prud'hommes, regroupant plus de 7 300 candidats - ont réaffirmé leur attachement à cette forme de « justice paritaire » et sur « l'acte de citoyenneté d'entreprise » que constitue la participation au vote.

M. François Porigot, président du CNPF, a appelé les employeurs à « par leur savoir » afin de renforcer la « crédibilité » des juges patronaux. En 1987, les listes présentées par cinq organisations avaient recueilli 92,12 % des voix dans le collège employeurs mais seulement 34,06 % des inscrits s'étaient rendus aux urnes.

## Le revenu agricole s'éloigne de la moyenne



Les statistiques de l'évolution du revenu agricole en 1992, publiées le 24 novembre par l'INSEE, montrent un recul de 5,8 %, en termes constants, par rapport à 1991. Du coup le « décalage » par rapport au revenu disponible de la moyenne des Français s'accroît, après une période de recul.

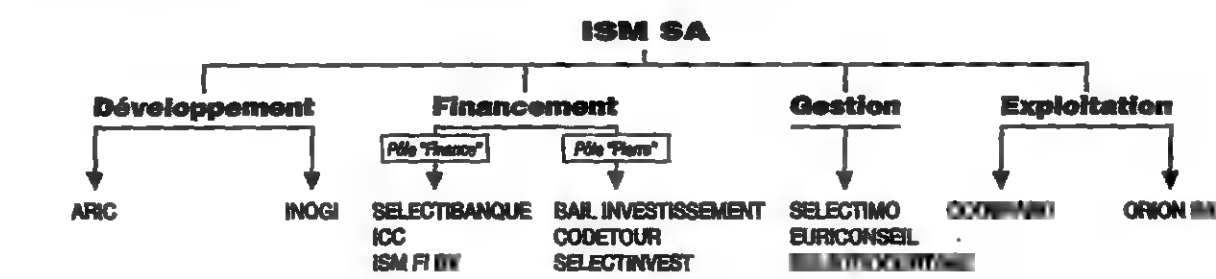
Dans ses derniers prévisions, l'INSEE note aussi que les subventions d'exploitation reçues par l'agriculture ont augmenté de 44,3 % par rapport à 1991 et représenteront près de 14 % du revenu.

Enfin, le commerce extérieur agroalimentaire s'est sensiblement amélioré après un recul l'an dernier. L'excédent des échanges atteignait fin août 34,7 milliards de francs contre 27,2 pour la période correspondante de 1991.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration d'ISM SA s'est réuni le 5 novembre 1992 sous la présidence de Michel HEMAR. Les Conseils d'Administration des sociétés du Groupe sont tenus au cours des mois d'octobre et novembre. L'activité et les prévisions de résultats pour l'exercice en cours, des quatre métiers intégrés à l'entreprise exercés par le Groupe ont été examinés :



La complémentarité de chaque outil du Groupe s'est révélée un facteur déterminant de la bonne performance de l'ensemble des activités économiques et de la crise immobilière que traverse le pays.

Les activités cotées qui exercent le métier de financement ont géré au plus près leurs portefeuilles et ont renforcé leur présence sur le marché du crédit à court terme, en cours et, selon leurs spécialités, d'acquisition d'immeubles professionnels à rendement locatif élevé qui se sont présentées en France et au Royaume-Uni.

SELECTIBANQUE (F240)		BAIL INVESTISSEMENT (F273)	
Engagements bruts totaux au 30.09.92	6 519 MF	Engagements bruts totaux au 30.09.92	5 401 MF
Nouveaux engagements totaux au 1.01.92 au 30.09.92	159 MF	Nouveaux engagements totaux au 1.01.92 au 30.09.92	355 MF
Résultat net prévisionnel 1992	126 MF	Résultat net prévisionnel 1992	238 MF
Rappel du dividende global 1991 par action	13,42 F	Rappel du dividende global 1991 par action	74 F
CODÉTOUR (F273)		SELECTINVEST (F273)	
Engagements bruts totaux au 30.09.92	2 800 MF	Engagements bruts totaux au 30.09.92	841 MF
Nouveaux engagements totaux au 1.01.92 au 30.09.92	251 MF	Nouveaux engagements totaux au 1.01.92 au 30.09.92	37 MF
Résultat net prévisionnel 1992	90 MF	Résultat net prévisionnel 1992	15 MF
Rappel du dividende global 1991 par action	21,50 F	Rappel du dividende global 1991 par action	27,50 F

\* Pourcentage de droits de vote détenus au 31.12.92 par ISM SA.

\*\* Pourcentage de droits de vote détenus au 31.12.92 par SELECTIBANQUE.

La collecte des SELECTINVEST enregistre, comme pour l'ensemble du secteur SCPI, une baisse sensible sur les neuf premiers mois de l'année : elle devrait néanmoins atteindre 2 240 millions pour l'ensemble de l'année, dont 1 100 millions affectés à l'acquisition de nouveaux biens.

Le volume d'affaires de la chaîne ORION devrait atteindre 2 273 millions pour l'année en cours, en augmentation de 11 % sur l'exercice précédent : le bénéfice de l'exercice sera 240 millions pour l'ensemble de l'année, dont 110 millions affectés à l'acquisition de nouveaux biens.

La chaîne de parkings CODEPARC devrait réaliser un chiffre d'affaires de 2 100 millions en progression malgré la baisse de la consommation intervenue dans ce secteur : le résultat net prévisionnel devrait également marquer une hausse significative.

Dans ces conditions et compte tenu de l'exercice rigoureux avec lequel ISM SA a exercé aussi son métier de promoteur, elle devrait dégager cette année un résultat net global consolidé d'au moins 1 200 millions, ne comportant pratiquement pas de profits exceptionnels et marquant donc une nouvelle progression.

## Les producteurs européens de vins contre l'accord du GATT

STRASBOURG

de notre correspondant

La Conférence européenne des régions viticoles, qui s'est tenue mardi 24 novembre, a adopté une résolution de « s'opposer à tout projet d'accord du GATT, qui constitue une grave menace de déséquilibre du marché, principalement dans le secteur des vins de table, déjà en difficulté ». Dénouant la « politique malhonnête » de la Communauté, l'organisation, créée par Edgar Faure en 1987 dans le cadre de l'Assemblée des régions d'Europe, a demandé l'interdiction des aides à l'exportation de vins de toutes origines vers les Douze et a préconisé « le principe de la préférence communautaire, élément indispensable d'une politique viticole européenne cohérente ».

M. Jacques Blanc, président de la Conférence et de la région Languedoc-Roussillon, a déclaré : « L'indispensable d'orienter l'organisation commune du marché vitivinicole vers une gestion plus décentralisée, au niveau régional, des mécanismes d'intervention, notamment en ce qui concerne l'ar-rachage ».

M. B.

## Un entretien avec M. Hans Peter Stihl

« Les Français oublient qu'ils ne sont plus un pays agricole », nous déclare le président des chambres de commerce et d'industrie de la région de Stuttgart.

Les relations économiques allemandes multiplient les appels auprès du gouvernement de Berlin pour qu'il intensifie sa pression afin d'obtenir un aménagement de la position française sur le GATT. M. Hans Peter Stihl, président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT), qui représente plus de 3 millions d'entreprises allemandes de l'industrie et des services, souligne dans un entretien avec le correspondant de l'« Uruguay Round ».

FRANCKFURT

de notre correspondant

« Quelles seraient les conséquences d'un veto français à l'accord de Washington ? »

« Elles seraient très lourdes. La conclusion des négociations du GATT est primordiale pour l'économie de l'industrie allemande. Les Français doivent être avertis que l'Allemagne dépend de ses exportations : elles assurent un tiers de son produit national. Une guerre commerciale mondiale, en particulier avec les États-Unis, serait dramatique. Nous avons besoin d'une liberté d'échanges de services. »

« Mais l'intérêt est le même en France. Je regrette de voir comment les Français oublient qu'ils ne sont plus un pays agricole. La France est un pays industriel qui exporte l'Allemagne et même plus pour le secteur des services. Une guerre commerciale pénalisera tout autant. Entre une guerre commerciale et une crise de la Communauté, choisissez plutôt la dernière. L'agriculture peut éviter les deux ! Ni les agriculteurs français, ni les agriculteurs allemands n'accepteront, bien entendu, l'accord de Washington. Ils vont protester, encore une fois, il faut choisir entre les deux. »

## Un fardeau déjà trop lourd

« Accepterez-vous qu'on augmente la part française des aides communautaires en échange d'une acceptation par Paris de l'accord ? »

« Non. Rappelez-vous que les subventions agricoles sont des taxes prélevées sur l'industrie et les services. Et la France est trop lourde. »

« Faut-il accepter la main-tien de signer le volet agricole, alors que les autres négociations ne sont pas achevées ? »

« Les Américains sont très intéressés par les services, mais ils ont bougé. Ils doivent désormais avancer plus. Sinon, bien entendu, c'est l'échec des négociations, y compris celles concernant l'agriculture, qui échouera. Le GATT doit parvenir à un accord équilibré. »

Propos recueillis par ÉRIC LE BOUCHER

## Dans un rapport d'information

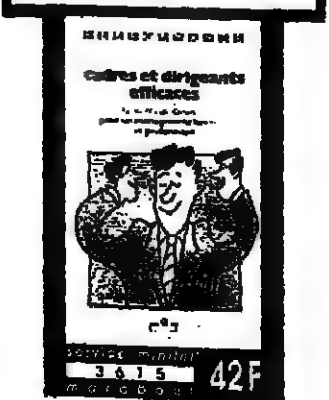
## Le sénateur Roland du Luart propose un « programme pour l'alternance »

M. Roland du Luart, sénateur (UDF) de la Sarthe, a rendu public mardi 24 novembre, le rapport d'information demandé par la commission finances sur le bilan de la politique agricole depuis 1988 et les négociations du GATT.

M. du Luart note par exemple une « hausse excessive des cotisations sociales agricoles ». En dépit de cette hausse, il estime que le gouvernement « laisse » à l'agriculture un retardement d'environ 10 % de la France à trouver. A propos du GATT, il indique que le compromis de Washington est « inacceptable, car il ne tient pas compte de la capacité exportatrice de l'agriculture française ».

Présentant un « programme pour l'avenir de l'alternance », le sénateur suggère par exemple la réduction du nombre de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, la recherche de nouveaux débouchés (biocarburants, politique forestière plus volontariste), l'allègement des charges, notamment en supprimant complètement les aides sur les propriétés non bâties, la création d'activités nouvelles pour les plus handicapés.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT





Intel Inside

# Nos ordinateurs intègrent les technologies les plus récentes.



GRID MFP/466+. Caractéristiques : **Processeur** à 66 Mhz • **mémoire cache** 1 Ko, disque dur de 240 ou 480 Mo • **RAM** interne 4 Mo de RAM extensible à 16 Mo • **Contrôleur graphique** Super VGA et accélérateur Windows • **OS** 3.1 installé • **MS DOS 5.0** • **Prêt pour MS OS/2 et UNIX** • **mot de passe à double niveau**.

I l n'y a pas de mystère à cela. Nous nous sommes toujours cherché à être les meilleurs.

Lorsque nous nous sommes lancés dans l'aventure à Fort Worth au Texas, c'était la qualité qui faisait la différence. Plus encore aujourd'hui les ordinateurs que nous commercialisons répondent à cette exigence de qualité.

Progressivement nous sommes devenus le troisième constructeur d'ordinateurs aux Etats-Unis.

Aujourd'hui nous sommes arrivés en Europe avec une gamme complète de produits de haute qualité (notamment les GRID MFP).

La gamme des PC GRID MFP allie puissance et rapidité. Equipés d'office d'un contrôleur graphique Super VGA et d'un accélérateur pour Windows leur potentiel graphique est illimité. Les GRID MFP apportent aussi souplesse et liberté : leur mémoire interne et leur disque dur sont facilement extensibles, sans parler de leurs emplacements pour cartes longues.

Pour en savoir plus sur les nouvelles technologies que nous vous proposons, n'hésitez pas à nous contacter.

- ☐ Je veux en savoir plus sur les GRID MFP.
- ☐ Je veux en savoir plus sur les produits Tandy Grid.
- ☐ Contactez-moi.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Renvoyez ce coupon à TANDY GRID

**TANDY GRID**

U.S.A. 209 92502 RUEIL-MALMAISON Cedex. Tél. : (1) 47-52-22-22.



ALLEMAGNE +33-1-47 52 22 22 • BELGIQUE +32-2-725 22 11 • DANEMARK +45-48-14 11 • ESPAGNE +34-1-382 14 48, +34-3-451 58 • FINLANDE +358-1910-755 11  
FRANCE +33-1-47 52 22 22 • GRANDE-BRETAGNE +44-81-597 65 11 • PAYS-BAS +31-76-23 03 11 • SUÈDE +46-8-590 11 00 • SUISSE +41-1-741 01 11



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Alors que M. Clinton annonce un sommet national sur l'économie

## L'indice de confiance des consommateurs américains enregistre une forte remontée

La Bourse de New-York a inscrit de nouveaux records, mardi 24 novembre, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a également enregistré une avance, de 25,11 points en clôture. Cette progression des valeurs américaines s'explique surtout par l'espoir suscité après la publication des statistiques relatives à la confiance des consommateurs américains qui semble repartir à l'avant après une longue période de baisse puis de stagnation. M. Bill Clinton, le président élu, a annoncé de son côté qu'il organiserait les 14 et 15 décembre à Little-Rock un sommet national sur l'économie.

NEW-YORK

de notre correspondant

En début de séance, le marché avait pris connaissance d'une augmentation (3,9 %) la plus importante depuis un an) des commandes de biens durables annoncées par le département du Commerce pour octobre, et un regain d'optimisme était perceptible sur le

parquet, en dépit des commentaires prudents des spécialistes qui remarquent le niveau encore faible des commandes en carnet, qui demeurent à leur plus bas depuis quatre ans après treize mois de baisse consécutive. De son côté, la National Association of Manufacturers (NAM), le syndicat de l'industrie manufacturière, relevait l'essentiel de la progression d'octobre provenait de l'aéronautique, après l'achat d'appareils civils, et de pièces détachées destinées à la maintenance d'avions militaires. L'indice de confiance des consommateurs a augmenté de 11 points par rapport au mois précédent pour atteindre 65,3, ce qui constitue un tournant important après les douze mois de baisse qui ont débuté en juin. A l'approche de la fin d'année, la confiance des consommateurs a été saluée comme un bon signe de la confiance des consommateurs. Trois semaines après l'élection de M. Bill Clinton à la Maison Blanche, les Américains semblent prêts à reprendre prudemment le chemin de la croissance, mais certains observateurs font valoir que cette reprise de la confiance est habituelle au lendemain d'une élection présidentielle, quel que soit le candidat.

Ventes de voitures en baisse

Cette prudence a été confortée par l'annonce des ventes de voitures aux États-Unis pour la période du 11 au 20 novembre dernier. Les ventes de voitures particulières des trois grands (General Motors, Ford, Chrysler) et des fabricants japonais vendant aux États-Unis, ont régressé de 1,3 %.

157 unités (hors exportations) durant cette période, et seule la hausse de 14,4 %, à 116 171 unités, des camionnettes (minivans, pick-ups) a permis d'afficher une progression de 4,8 %, par soldes, pour l'ensemble des véhicules.

En revanche, la publication de l'indice de confiance des consommateurs est jugée beaucoup plus encourageante. Cet indice, qui mesure la confiance des consommateurs, a augmenté de 11 points par rapport au mois précédent pour atteindre 65,3, ce qui constitue un tournant important après les douze mois de baisse qui ont débuté en juin. A l'approche de la fin d'année, la confiance des consommateurs a été saluée comme un bon signe de la confiance des consommateurs. Trois semaines après l'élection de M. Bill Clinton à la Maison Blanche, les Américains semblent prêts à reprendre prudemment le chemin de la croissance, mais certains observateurs font valoir que cette reprise de la confiance est habituelle au lendemain d'une élection présidentielle, quel que soit le candidat.

Il reste qu'en novembre, toujours d'après le Conference Board, 16,7 % des personnes interrogées, contre 13,5 % le mois précédent, exprimaient un avis plus confiant quant aux perspectives d'emploi dans les six mois à venir, la période prise en compte par le baromètre de confiance.

Le déclin des entreprises n'est pas terminé, loin s'en faut, leurs dégraissements. Au lendemain de l'annonce par le conglomérat industriel et financier Westinghouse de la suppression de 2 000 emplois au sein du groupe, sur une durée de deux ans, un autre géant, Boeing, indiquait le 24 novembre qu'il comptait une nouvelle baisse de production, de 10 % sur ses chaînes de montage d'appareils 757 et 767. Le groupe de Seattle a ainsi contraint de supprimer à court terme 2 500 emplois à partir d'effectifs qui atteignaient plus que 25 000 personnes pour l'ensemble de ses activités dans le monde, le 11 novembre.

SERGE MARTI

Changeant sa stratégie de privatisation

## Le gouvernement allemand accroît de 12 milliards de marks ses aides aux nouveaux Länder

M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, a présenté mardi au Bundestag un projet de budget de taille : les aides fédérales versées aux régions de l'Est augmentées de 12 milliards en 1993. Elles devaient représenter plus de 91 milliards de marks dans la version précédente du budget. Pour l'instant, aucun financement n'a été trouvé pour ces dépenses.

Pour soutenir l'activité dans le bâtiment, les aides au logement seront de 5 milliards de marks afin de favoriser la construction de logements sociaux. Le déclin des entreprises n'est pas terminé, loin s'en faut, leurs dégraissements. Au lendemain de l'annonce par le conglomérat industriel et financier Westinghouse de la suppression de 2 000 emplois au sein du groupe, sur une durée de deux ans, un autre géant, Boeing, indiquait le 24 novembre qu'il comptait une nouvelle baisse de production, de 10 % sur ses chaînes de montage d'appareils 757 et 767. Le groupe de Seattle a ainsi contraint de supprimer à court terme 2 500 emplois à partir d'effectifs qui atteignaient plus que 25 000 personnes pour l'ensemble de ses activités dans le monde, le 11 novembre.

Le gouvernement réfléchit à un dispositif qui favoriserait les produits fabriqués à l'Est. D'autre part, le gouvernement

opère un véritable tête-à-tête avec la stratégie de privatisation. Suivant une revendication de l'opposition sociale démocrate, il a décidé de ne pas privatiser les entreprises non rentables.

La Trouhand, l'organisme fiduciaire chargé des privatisations, ne devait auparavant que gérer les affaires courantes des entreprises à vendre. C'est un changement complet en faveur d'une "politique industrielle", qui signifie que l'Etat restera actionnaire d'un nombre considérable d'entreprises pendant un certain temps indéfini.

Un tel renversement était rendu nécessaire par le refus des investisseurs de l'Ouest. Mercedes a récemment renoncé à Krupp, une usine de camions, et a rompu les négociations avec EKO, l'écroulement de la conjoncture à l'Ouest a entraîné l'abandon de leurs projets. La Trouhand emploie encore 190 000 personnes dans 3 500 entreprises à privatiser.

ÉRIC LE BOUCHER

## ÉNERGIE

Ouverture de la conférence de l'OPEP à Vienne

## Le marché pétrolier malade de la surproduction

Les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se retrouvent à partir de mercredi 26 novembre à Vienne (Autriche). Alors que la surproduction de pétrole est patente, le marché attend de la conférence un signal clair, seul susceptible de stopper l'effritement actuel des prix du brut.

VIENNE

de notre envoyé spécial

L'OPEP est malade. L'un de ses membres - l'Émirat arabe unifié - ne cesse de réclamer qu'il n'a qu'une hâte : quitter l'Organisation et produire son pétrole brut. Le Liban s'interroge (le Monde du 21 novembre), et le ministre libanais des mines et de l'énergie, M. Ghannouj Karassé, a déclaré qu'il ne peut pas le déplacer à Vienne, a annoncé par avance son intention de quitter la capitale libanaise sans attendre la fin de la réunion de l'OPEP.

Malaise diffus, inquiétant mais qui sanctionne l'impuissance à stopper la chute des cours du brut sur les marchés internationaux. A la mi-novembre, le « panier » de brut OPEP, un cocktail de sept pétroles qui sert de référence à l'Organisation, affichait péniblement 18,8 dollars le baril. En un mois, il a perdu près de 1 dollar, ruinant ainsi l'objectif des 21 dollars que s'étaient assignés les Treize.

Le problème est ailleurs

Non pas que la demande pétrolière fléchisse. L'hiver aidant, elle devrait, au contraire, légèrement augmenter (de 1 %) au dernier trimestre dans les pays de l'OCDE, estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Quant aux stocks, leur niveau était dans l'OCDE, à la fin septembre, un peu plus que l'an passé à pareille époque.

Le problème est ailleurs. Il tient à l'incapacité de l'Organisation de respecter ses propres engagements. Lors de la précédente conférence, en septembre à Genève, l'OPEP, faute de pouvoir s'entendre sur un plafond de production, s'était fixé une « part de marché » de 24,2 millions de barils/jour pour le quatrième trimestre. A peine fixé, ce « vrai-faux plafond » a volé en éclats, l'OPEP produisant actuellement 25 millions de barils/jour.

« En temps normal, un accident de ce genre se produit à la raffinerie de Total à Rotterdam », dit le prix du fioul en Europe. « Mais là, ils n'ont pas le choix. C'est la preuve que le marché est surprovisionné », note M. Peter Bogin, du cabinet de consultants Cambridge Energy Research Associates.

Les responsables de l'engorgement du marché ne sont pas légion. Le Koweït a sa part de responsabilité.

Déjà, de toute discipline par ses pairs, le Koweït vient de réduire son niveau d'extraction d'avant la guerre de 1,5 million de barils/jour et n'en tend pas en rester là. L'Irak, qui n'a pas signé l'accord de septembre, est sur une pente identique. Téhéran jure être à la veille de pouvoir produire en continu 4 millions de barils/jour (contre une moyenne de 3,2 millions de barils/jour en 1991). Quant à l'autre mastodonte de l'OPEP, l'Arabie saoudite, son niveau d'extraction est évalué à 8,4 millions de barils/jour (près de 30 % de mieux en deux ans).

« Il suffirait de réduire la production de 640 000 barils par jour, moitié-moitié entre les Iraniens et les Saoudiens, pour faire grimper les prix », fait valoir un trader présent à Vienne. Solution de sagesse, difficilement imaginable dans l'immédiat tant l'animosité qui grandit entre les deux pays, les grands producteurs de l'OPEP. Du coup, chacun avance ses pions.

Tout en réclamant avec constance une réduction drastique du plafond d'extraction de l'OPEP, Téhéran pousse les feux de sa production. L'Arabie saoudite, lancée elle aussi dans des investissements pétroliers de plusieurs milliards de dollars, ne tout déséquilibre du marché, explique la dégringolade actuelle par les rumeurs d'un prochain retour de l'Irak sur la scène pétrolière, et fait savoir qu'elle n'a aucune intention d'accepter la moindre diminution de sa production, via l'hebdomadaire spécialisé Middle East Economic Survey (MEES). De l'Arabie saoudite, de Vienne.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## COMMUNICATION

« Décès du spécialiste du Gotha princier, Arnaud Chaffanjon. — Le journaliste et écrivain Arnaud Chaffanjon est décédé d'une longue maladie, dimanche 22 novembre, à l'âge de soixante-trois ans. Grand reporter à l'hebdomadaire Point de vue-Images du monde de 1980 à 1990, il a consacré sa plume aux alcaïques royales, en expliquant que ce n'était pas « par hasard » à l'espèce humaine qu'il appartenait d'être « une « éthnie ». Autour de nombreux ouvrages consacrés au Gotha princier, à l'histoire, à l'art et au contemporain — Napoléon et l'univers impérial, Grande famille, l'histoire de la France, Le petit Gotha illustré, etc. — Arnaud Chaffanjon était chroniqueur à l'Europe 1.

PARIS  
LE GOLFE  
3 VOLS  
PAR  
SEMAINE.



Gulf Air vous propose 3 vols par semaine depuis Paris à destination du Golfe, vous offre de nombreuses correspondances dans la région du Golfe et au delà.

Que soit première classe, classe affaire, ou classe économique,

vous voyagez toujours confort, raffinement et notre hospitalité traditionnelle contribue à faire de votre voyage une expérience agréable.

Découvrez le plaisir de voyager

— Gulf Air style —



- POUR PLUS D'INFORMATIONS CONCERNANT LES ITINÉRAIRES ET LES SERVICES OFFERTS, CONTACTEZ VOTRE AGENCE LOCALE LA COMPAGNIE GULF AIR AU 47237070.

Grandes manœuvres  
sur les retraites

Le projet de loi sur les retraites, présenté par le gouvernement, a suscité de vives réactions. Les syndicats et les associations de retraités ont dénoncé une réforme qui réduirait les pensions et augmenterait les cotisations. Le gouvernement, quant à lui, insiste sur la nécessité de réformer le système des retraites pour assurer sa viabilité à long terme. La loi prévoit notamment une réduction de 10 % des pensions pour les retraités nés après 1955, et une augmentation de 10 % des cotisations pour les salariés nés après 1955. Ces mesures sont destinées à réduire le déficit du régime des retraites, qui s'élève à 100 milliards de francs par an.

Les chimistes  
les ré

Les chimistes ont obtenu une victoire importante lors de la négociation de leur convention collective. Ils ont obtenu une augmentation de 3,5 % de leur salaire, ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de travail. Cette victoire a été saluée par les syndicats et les associations de chimistes.

Le ministre de l'Énergie a annoncé que le gouvernement envisageait de réduire la production de pétrole de 640 000 barils par jour, moitié-moitié entre les Iraniens et les Saoudiens, pour faire grimper les prix. Cette mesure est destinée à réduire le déficit du régime des retraites, qui s'élève à 100 milliards de francs par an.

Le ministre de l'Énergie a annoncé que le gouvernement envisageait de réduire la production de pétrole de 640 000 barils par jour, moitié-moitié entre les Iraniens et les Saoudiens, pour faire grimper les prix. Cette mesure est destinée à réduire le déficit du régime des retraites, qui s'élève à 100 milliards de francs par an.



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

### Grandes manœuvres sur les retraites

Suite de la première page

Le Fonds de solidarité assurera le versement du minimum vieillesse, mais les droits consentis au cours des périodes de chômage ou de préretraite (pour les prestations sociales de l'Etat) et les versements relatifs au nombre d'enfants ou aux pensions de service national. Son financement proviendra pour 33,6 milliards de francs de la contribution sociale généralisée (CSG), consacrée jusqu'à présent aux allocations familiales. Le reste sera apporté par l'Etat, qui finance le minimum-vieillesse.

#### Gestion patrimoniale

Outre qu'elle peut au préalable d'une certaine cohérence, cette réforme répond aux demandes répétées de la plupart des partenaires sociaux. Mais il s'agit d'une opération blanche, qui n'apporte ni plus ni moins de ressources. Elle ne modifie pas d'un iota les règles de calcul des retraites. Elle ne touche pas les années 70 (ouverture des droits sur la base des meilleures années), ni les années 80 (ouverture des droits sur la base des meilleures années), ni les années 90 (ouverture des droits sur la base des meilleures années). Elle ne touche pas les années 70 (ouverture des droits sur la base des meilleures années), ni les années 80 (ouverture des droits sur la base des meilleures années), ni les années 90 (ouverture des droits sur la base des meilleures années).

D'abord, ce qui se passe en place ouvre la voie à une gestion patrimoniale des retraites, services par la «Sécu». En lui-même,

le Fonds de solidarité ne présente qu'une utilité restreinte. Cependant, en identifiant ce qui relève de la solidarité, il place patronat et syndicats devant leurs responsabilités. Les autres prestations (240 milliards de francs) directement au versement de cotisations. Ils au mot, les partenaires sociaux ne pourront donc plus se réfugier derrière le prétexte bien commode des «charges indues». Pour les pouvoirs publics, l'intérêt d'un tel «compromis historique» saute aux yeux : renvoyer au CNPF et aux confédérations syndicales la gestion des dépenses (structurellement, les dépenses relatives par le Fonds de solidarité seront beaucoup moins déficitaires que les autres prestations...).

Ainsi l'enthousiasme n'est guère présent dans les rangs patronaux et syndicaux. Les premiers redoutent de se voir priver de leur droit de veto sur les éventuelles hausses de la cotisation-retraite des employeurs. Les seconds ne souhaitent guère allonger la durée d'activité ou réduire la baisse du calcul des pensions, même s'ils admettent le principe de ces dispositions, à terme, inévitables.

Mais le gouvernement s'est engagé sur ce chemin. Or, aucune loi n'a été votée, aucune négociation n'a été menée. La réforme est donc restée à l'état de projet. Les partenaires sociaux se sont portés pas plus mal. La CGT et Force ouvrière sont les plus hostiles au projet.

gouvernement alors que les cotisations se disent... mais l'ensemble de multiples objections. La CFDT, qui vient d'accéder à la présidence de l'assurance-chômage, revendique ainsi une prise en charge par l'Etat des cotisations et des demandeurs d'emploi par l'UNEDIC.

L'autre dimension politique du Fonds de solidarité est plus immédiate. En transférant les excédents chroniques des allocations familiales vers les retraites, le gouvernement va enjoliver la présentation, en décembre, des comptes de la Sécurité sociale, qui, si rien n'est fait, enregistreront un déficit de 30 et 40 milliards de francs en 1993. Mais cela ne sera pas suffisant. L'éventualité d'une augmentation de la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés (qui porterait à 12 milliards de francs) est de plus en plus évoquée, de préférence à une revalorisation de la CSG, instrument mal aimé. Mais qui, aux yeux de M. Pierre Bédaride, présente le double inconvénient d'être d'essence racaridienne et de déléguer un rôle du Parlement.

#### Budgetisation rampante

Quitte à augmenter la prélevement sur les revenus des Français, les dépenses sociales de M. Bédaride, ministre des affaires sociales, ne désespèrent pas au Parlement, à vaincre l'opposition de Matignon et d'obtenir une prestation spécifique au profit des personnes âgées dépendantes.

À la fiscalisation officielle des dépenses de retraite entamée par le Fonds de solidarité s'ajoute par ailleurs une budgétisation rampante. En effet, le déficit cumulé de 1990, 1991 et 1992 (environ 15 milliards de francs) est «digéré» grâce aux avances consenties par le Trésor et comptables de la «Sécu». Une

technique forcément provisoire, mais qui... sur le déficit... l'Etat. En... le budget s'apprête à restituer rétroactivement aux régimes sociaux... fonds prélevés au titre de la... sur le tabac.

L'autre grand rendez-vous de l'automne aura lieu début décembre à l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé). Loin de la tutelle de l'Etat, patronat et syndicalistes vont devoir ajuster les dépenses et les cotisations pour les trois prochaines années. Afin de s'adapter aux difficultés engendrées par le contexte économique et social, l'ARRCO propose notamment de fixer un taux de cotisation unique de 11,4 % qu'aujourd'hui les entreprises peuvent déterminer leur contribution à l'intérieur d'une fourchette (entre 4 % et 8 % du salaire plafonné à 12 150 francs par mois). Etalée sur six ans, cette mesure permettrait de faire rentrer 15 milliards de francs.

Une telle hypothèse suscite de profonds remous au sein du CNPF, où les représentants des entreprises et de certains secteurs ont difficilement refusé de leur cotisations. La croissance des prélèvements obligatoires subie depuis dix ans par les entreprises au titre de régimes complémentaires a été mentionnée par le CNPF, soulignant non sans amertume certains patrons, qui entendent se finir avec une «fuite en avant». Mais cette situation n'est pas sans susciter un conflit d'intérêts. Accroître les cotisations de l'ARRCO — et, par conséquent, les droits des futurs retraités — ne peut en effet qu'enrichir les caisses de pension par capitalisation, un marché de gestion qui n'est pas au plus haut point des succès.

Un autre de ces négociations débouchera sur une loi qui, au-delà de l'ARRCO, pourrait régulariser l'AGIRC (la caisse des cadres) et porter sur les autres régimes sociaux à gestion patrimoniale. De quoi dramatiser encore un peu plus le débat sur les retraites, que la France semble décidément incapable d'élucider avec un minimum de sérénité.

JEAN-MICHEL NORMAND

Souhaitant une extension de l'amendement Lamassoure

### Le président de la RATP demande une plus forte pénalisation financière des grévistes

Le PDG de la RATP, M. Christian Blanc, a souhaité, mardi 24 novembre, devant l'Association des journalistes ferroviaires, que l'amendement Lamassoure, voté en 1987, soit étendu à la Régie. Cette disposition, qui s'applique à la fonction publique, prévoit qu'un arrêt de travail doit être pénalisé financièrement par la retenue d'une journée de salaire même si la grève n'a duré qu'une heure.

«Il est curieux que l'on puisse faire grève sans que cela coûte rien», a déclaré le PDG de la Régie en expliquant que les dernières grèves de deux heures en moyenne par agent et par jour occasionnaient moins de deux jours de retenue de salaire pour des semaines.

L'application de l'amendement Lamassoure aux agents de la RATP favoriserait une attitude responsable des syndicats et «clarifierait la situation», a déclaré M. Blanc.

La semaine dernière, le député UDF des Pyrénées-Atlantiques avait demandé au gouvernement d'étendre cet amendement à la RATP et à la SNCF.

«Ce qui s'est passé ces derniers jours ne relève pas de l'action syndicale mais du putschisme», a estimé M. Blanc. Il insiste à régler les problèmes en termes de respect de la loi, sur la base d'un vainqueur et d'un vaincu. Le patron de la RATP a également relancé l'idée d'un service minimum garanti avec un service assuré à 100 % aux heures de pointe. Faute d'avoir pu parvenir par la négociation syndicale entre juin et septembre, il s'est déclaré favorable à la voie législative.

Le ministre des transports, M. Jean-Louis Bianco, avait souligné, le 18 novembre, l'insuffisance d'une loi sur le service mini-

mum si celle-ci n'était appliquée.

M. Blanc a aussi l'intention de revoir le protocole 1970 à l'origine d'une multiplication des syndicats au sein de l'entreprise. «Ce protocole a émietté la vie syndicale», a-t-il estimé. L'on compte aujourd'hui vingt-six syndicats dans l'entreprise publique.

Il s'est déclaré favorable à des regroupements syndicaux et à une plus grande décentralisation avec «moins d'armée mexicaine».

M. L.

### Les Douze rejettent le plan sidérurgique espagnol

Le plan de restructuration de la sidérurgie espagnole n'a pas été adopté, mardi 25 novembre à Bruxelles, par les ministres de l'industrie de la CEE, au moment où la crise de l'acier traverse une crise très grave dans la Communauté européenne.

«Une majorité d'Etats membres n'approuvent pas ce plan», a déclaré le ministre belge des affaires économiques, M. Melchior Wathelet. Seul l'Italie a soutenu l'Espagne, qui propose de supprimer 9 800 emplois, mais en prélevant 4,5 milliards d'euros (29,5 milliards de francs) d'aides d'Etat à des groupes sidérurgiques, CSI et Sidor, ce qui est contraire aux règles de la CEE en la matière.

La majorité des Etats membres se sont rangés à l'avis de la Commission européenne qui a estimé que le plan espagnol est viable, mais que la relation entre l'intensité de l'aide et l'étendue de la restructuration n'est pas adaptée.

Troisième année consécutive de crise

### Les chimistes allemands poursuivent les réductions d'effectifs

Pour la troisième année consécutive, les trois grands groupes chimistes allemands (Hoechst, BASF et Bayer) présentent des résultats à forte baisse sur les neuf premiers mois de l'année. Cette chute, avec pour la première fois une baisse des ventes, amène souvent les chefs d'entreprise à limiter leurs investissements et à poursuivre les réductions d'effectifs qu'ils avaient envisagées ou parfois déjà entreprises en 1991.

Le président général de la fédération du patronat de la chimie allemande, M. Karl Molitor, est formel : quelque 10 000 emplois seront supprimés d'ici un an dans ce secteur. «Il est clair que la baisse de 2 % à 3 % des effectifs», affirme-t-il dans une interview au quotidien *Berliner Zeitung* du 23 novembre. Alors que les négociations salariales débutent le 11 décembre avec les syndicats, le responsable estime que l'objectif d'égalisation des salaires versés en Allemagne de l'Est avec ceux de l'Ouest n'est plus réalisable à court terme.

Cette dégradation intervient au moment où, à l'image des autres secteurs d'activité allemands, les trois grands chimistes (Hoechst, BASF et Bayer) annoncent des

résultats en forte baisse pour les neuf premiers mois et n'anticipent pas de redressement. Trois groupes sont avancés pour expliquer cette poursuite de la dégradation : le ralentissement conjoncturel, qui s'est amplifié au troisième trimestre, la concurrence de plus en plus vive des pays asiatiques pour certains produits, comme les plastiques ou la chimie de base, entraînant une baisse des prix, et l'appréciation du deutschemark face aux autres monnaies, notamment le dollar.

#### Coûts de restructuration

Au cours de l'année 1991, Hoechst a vu ses bénéfices en recul de 13 % du fait d'un effet janvier et septembre, à 1,537 milliard de deutschemarks, alors que son résultat d'affaires a baissé de 2 % (34,1 milliards de deutschemarks). Le géant allemand attribue ses difficultés non seulement à la conjoncture mondiale, mais aussi aux coûts de restructuration de sa filiale Roussel-Uclaf.

La contre-performance pour BASF est encore plus violente, avec un recul de près de 45 % de son bénéfice net imputé pour les trois premiers trimestres de 1992. Le résultat d'affaires a baissé de 1,083 milliard de deutschemarks de janvier à septembre, pour un chiffre d'affaires de 34,202 milliards de deutschemarks.

Quant à Bayer, il a annoncé, lundi 23 novembre, un bénéfice de 15,8 % de son bénéfice, à 2,224 milliards de deutschemarks, pour un chiffre d'affaires en baisse de 2,4 % à 31,7 milliards de DM.

Face à ces difficultés, les chimistes allemands, qui ne prévoient pas d'amélioration en 1993, ont décidé de poursuivre la contraction de leur effectif. Aux 6 200 emplois supprimés cette année, Bayer se prépare à en ajouter 3 000 de plus, sur un effectif global de 118 000. Chez BASF, le nombre d'employés devrait revenir, d'ici à 1994, à 117 000, contre 123 600 aujourd'hui, soit 7 600 suppressions d'emplois. Quant à Hoechst, qui compte 78 700 personnes dans le monde, il prévoit une réduction de son effectif de 1 000 à 10 000.

Enfin, contrairement à ses deux concurrents, Bayer sera le seul chimiste à augmenter ses investissements l'an prochain. Il devrait consacrer 10 % aux 3 milliards de deutschemarks prévus en 1992. Si, comme Hoechst, les chimistes diminuent, les dirigeants de BASF ont appelé que l'application de la loi sur la protection de l'environnement entraîne un coût annuel de 1,1 milliard de deutschemarks pour le seul site de Ludwigshafen.

DOMINIQUE GALLOIS

### ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Contre des garanties

### Le Cocom en faveur d'un assouplissement des exportations vers l'Est

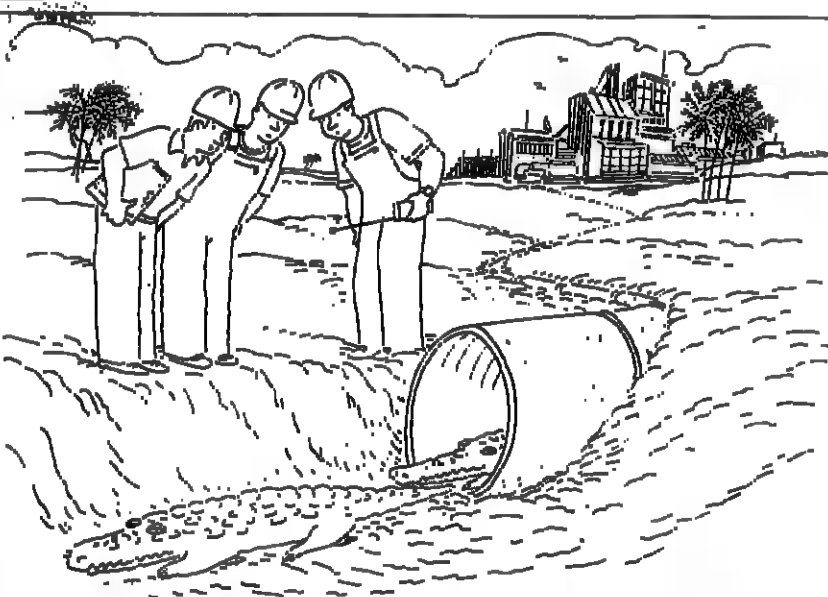
Le Comité de coopération pour le commerce multilatéral des exportations (Cocom) a prononcé, mardi 24 novembre, en faveur d'une libéralisation des exportations occidentales de haute technologie vers les pays d'Europe centrale et orientale. Mais, en échange, le Cocom a demandé à ces pays de s'engager à ne pas utiliser ces techniques à des fins militaires et de les soumettre à son tour à des procédures de contrôle à l'exportation.

Pour la première fois, les dix-neuf membres du Cocom — organisme de la guerre froide — se réunissent, lundi 23 et mardi 24 novembre, à Paris, avec des représentants des pays ex-communistes visés jusqu'ici par ces restrictions à l'exportation. Parmi les sources proches de la délégation française, la plu-

part des pays invités ont approuvé la restriction qui leur était proposée, consistant à «échanger un assouplissement des procédures d'exportation contre des garanties de l'usage civil et de la non-reexportation des produits considérés». Mais, la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord ne s'ont pas prononcés sur ces propositions.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES



## DANS UN MONDE DE RISQUES INDUSTRIELS, NOUS INTÉGRONS L'IMPRÉVU.

Le Réseau Eurisys identifie et analyse, dès la conception de votre projet, les risques de dysfonctionnement potentiel pour garantir la fiabilité et la sûreté de votre installation. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation et information, essais et assistance technique.

EURISYS

INGÉNIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

11 rue Georges Pompidou, Montigny-Le Bretonneux, 78181 SAINT-QUENTIN-EN-VELINE (CEDEX) TEL. 01 08 01 01

(Publicité)

**COMPTAGE INTERVIEW**

Daniel Filipacchi : moi-même sommes heureux de vous communiquer les résultats de l'N°4 d'INTERVIEW : 217 000 exemplaires.

Incontestablement, le lancement d'INTERVIEW s'avère être l'événement presse de l'année 1992 !

Face à la morosité ambiante qui transforme peu à peu en une culture de la crise, pourquoi ne pas annoncer un succès quand cela est un ? Toutes les sources sont bonnes à dire.

Encore faut-il le prouver. INTERVIEW est inscrit au contrôle OJD et le mois de mars prochain, nos chiffres seront les chiffres.

Bien à vous.

Thierry ARDISSON







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 NOVEMBRE

Cours relevés ■ 13 h 30

[illegible]

**COMPTANT** (selection)

**SICAV** (sélection)

24/11

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emulsion Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emulsion Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emulsion Frais incl.	Rachet net
Obligations			C.I.T.A.M. (B)	2506	2507	Promoteur (B)	389	389	Acti-on	153 97	188 78	Fin-Associations	38 83	38 83	P.V. Associations	3803 42	3803 42	Fin-Associations	3803 42	3803 42
Emp. Ind. 8,25 %	104 16	3 88	Comptex	685	685	Publicis	522	506	Andr-gam	7888 83	7888 48	Fond-Cap	44 43	43 77	Pharm	2704 72	2704 72	Pharm	2704 72	2704 72
10,00% Ind. 8,25 %	104 12	13 44	De Industral	3389	3389	Recherches	177 89	177 89	Amplifon	809 01	891 27	Procedur	238 31	234 78	Quart	130 76	127 57	Quart	130 76	127 57
Emp. Ind. 15,45 %	104 12	13 44	Cy-Lyon Almat	300	306	Rosier	131	125 30	Assed	1182 45	1182 45	Procedur action C	880 70	829 36	Radiolux	888 95	888 95	Radiolux	888 95	888 95
Emp. Ind. 12,25 %	104 12	13 44	Comcor	010	000	Recher	196	180 50	Assed	387 37	387 37	Procedur action D	812 82	811 24	Revolux	181 80	181 80	Revolux	181 80	181 80
10,20% nom 8%	105 10	7 25	Com-Mat-Pro	13 20	13	S.A.C.I.C.	175	169	Assed	1031 52	1031 52	GAIN Transact	3243 92	3188 42	Rentatex	8318 77	8289 11	Rentatex	8318 77	8289 11
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04	Genstat	1594 1	1594 08	Rentatex	1181 81	1181 81	Rentatex	1181 81	1181 81
10,20% nom 8%	110 10	4 88	Cy-Lyon (Cst)	172	172	S.A.F.I.C.A.	108	108	Assed	1722 92	1694 04									

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché clos











Les tensions au sein du système monétaire européen

## Les marchés financiers internationaux testent la résistance du franc

Depuis la mise en flottement de la couronne suédoise jeudi dernier qui a ravivé les tensions au sein du système monétaire européen, en fait, le franc, les marchés financiers internationaux testent la résistance des monnaies qui sont rattachées à la devise allemande. Les plus menacées sont la livre irlandaise et la couronne danoise, mais la faiblesse a entraîné un relèvement du taux d'intervention des Banques centrales intéressées. C'est le menu fretin, monnaie mineure, qui est le plus menacé. Ce dernier n'est pas vraiment attaqué. Toutefois, les étrangers tentent leur chance, notamment les Américains. Vendredi dernier, le dollar du New York, qui était retombé deux jours auparavant à moins de 3,37 F, poussait une pointe à 3,39 F pour revenir à dessein de 3,38 F lundi matin et remonter vigoureusement aux envi-

rons de 3,40 F l'heure actuelle, niveau auquel la Banque de France a montré qu'elle intervenait. Du coup, le jeu s'est calmé, le franc revenant à moins de 3,39 F mercredi 25 au fin de matinée.

Aux yeux des opérateurs internationaux, la situation n'est pas facile. Si la Banque de France d'Allemagne n'abaissait pas à nouveau son taux d'intervention, actuellement fixé à 8,75 %. Mais les dirigeants ont réaffirmé ces jours-ci : la Bundesbank n'a pas l'habitude de se laisser dicter la politique par les marchés, d'autant que la monnaie allemande a progressé de 10,3 % en rythme annuel au mois d'octobre, contre 3,5-3,6 % l'année précédente. C'est un objectif, certes, mais on a fait gonfler par les achats de francs effectués en octobre pour soutenir le monnaie, les francs allemands ont été revendus à la Banque de France,

mais Francfort on n'a d'autant plus vigilant que la progression des crédits à l'exportation. Ajoutons que la crise du GATT rend la position de la CEE, très inconfortable dans le CEE, ce qui accroît les tensions.

Mais on voit mal comment une deuxième offensive contre le franc pourrait être menée après l'été des attaques. La Banque de France, on le sait, peut tirer sur les réserves qu'elle a auprès de la Bundesbank, ce qui est de nature à décourager la spéculation. En attendant, la Banque de France a montré le jour d'aujourd'hui à Paris. Ces derniers, qui étaient restés à 1/4 % la semaine dernière sur le jour le jour, sont remontés à 1/3 % et dépassent 10 % à un mois. Cette remontée pourrait compromettre les efforts du gouvernement pour réduire le coût du crédit en France.

FRANÇOIS RENARD

Après avoir déboursé 3,55 milliards de francs pour La Cinq

## Hachette ouvre une nouvelle ère avec Matra

La fusion des groupes Matra et Hachette devrait être réalisée le 29 décembre, après finalisation de ses modalités financières par les actionnaires des deux entités. Mais en préalable, l'opération mardi 24 novembre, les dirigeants de Matra et d'Hachette ont fait le point sur le futur de La Cinq. Son règlement permet d'élire un « maître définitif » de l'investissement audiovisuel du groupe, selon l'expression d'un communiqué en la direction de M. Jean-Luc Lagardère.

Le passif de la chaîne - à hauteur de francs prévus - a pourtant été réduit : les producteurs ont réglé leur dette à Hachette, le groupe de

M. Silvio Berlusconi, investisseur aux côtés d'Hachette à hauteur de 25 %, a abandonné sa créance de 375,8 millions de francs, l'action engagée par Hachette par France Télévision a été rejetée et les dettes problèmes pendants, ceux de la chaîne française de production (TF1) et de l'investissement de France (TF2) passeront devant les tribunaux le 27 novembre et le 7 décembre.

### L'au-faute de gestion

L'opération de La Cinq aura coûté 3,55 milliards de francs au groupe Hachette. Ce chiffre inclut les 100 millions de francs qu'Hachette devra verser au liquidateur de

la chaîne, au titre de « l'insuffisance d'actifs résiduels », du fait d'un jugement rendu le 23 novembre par le tribunal de commerce de Paris. Ce dernier explique que la « condamnation » à payer 100 millions de francs à la hauteur des dettes restant en comptabilité de passif, qui correspondent aux 10 % de capital détenu par Hachette) mais il a une « sanction » et « apaisement ». Mais il n'en est pas moins le tribunal a écarté le groupe M. Lagardère, en indiquant que la reprise de La Cinq n'est pas la même que celle de la chaîne.

Le même projet élaboré par Hachette, au titre de son origine, par les services d'appréciation et de conservation, note le tribunal, qui a été la décision gouvernementale de La Cinq et son évolution massive insuffisance d'actifs. Le tribunal conclut qu'Hachette, « dirigeant, concepteur, porteur et réalisateur d'un projet aussi déséquilibré, a commis une faute de gestion caractérisée en l'absence d'une évaluation et d'une poursuite d'une aventure qui ne pouvait que se conclure par la ruine définitive ».

Les dirigeants d'Hachette ont pris acte de ce passif, qui souligne que la chaîne de 3,55 milliards de francs avait été provisionnée en 1990-1991 dans les comptes du groupe. Et ils ont pu présenter le 24 novembre les modalités de la capitalisation d'Hachette, menée avec la BNP et le Crédit lyonnais, et les parties prenantes pour la fusion avec Matra. La recapitalisation d'Hachette portera sur un montant de 2,8 milliards de francs. Elle se fera par le biais d'une augmentation de capital pour 900 millions de francs (au prix unitaire de 76,30 francs), d'une émission d'obligations (600 millions de francs) et d'un placement en TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée) pour 1,3 milliard de francs. Les parties prenantes pour la fusion Matra-Hachette sont de 13 actions Hachette pour 5 Matra, soit un rapport d'échange par action de 2,6.

Le 29 décembre, la société holding de Matra et d'Hachette, MMB, devra prendre le nom de Lagardère Groupe. Le dépit de ce changement et le fait que la société en commandement par action qu'il devrait adopter, le gérant de Lagardère Groupe, M. Jean-Luc Lagardère, devra désormais compter avec la présence des banques devenues, à l'occasion de la fusion de La Cinq, des actionnaires privilégiés.

D. G. et Y.-M. L.

## Le Français en retard d'une fenêtre

Plus voisins d'outre-Rhin les changent trop vite pour nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, la loi sur les attractions, ISO-FRANCE-FENETRES vous propose la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner en clarté. Garantie dix ans. Gratuit. Magasin d'exposition 111, rue Lafayette (109) - Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18. Grenoble : 76-41-17-47. Paris : 05-05-18-15.

Avec un solde positif de 3,2 milliards de francs en octobre

### Nouvel excédent de la balance commerciale

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire en octobre avec un solde positif de 3,2 milliards de francs. Les exportations ont atteint 110,57 milliards de francs le mois dernier, contre 105,7 milliards en septembre, soit une progression de 2,8 % en un mois. Les importations quant à elles ont moins augmenté (+0,5 % en un mois) s'inscrivant à 105,4 milliards de francs contre 104,9 milliards en septembre.

Après correction des variations saisonnières, l'excédent n'est plus que de 1,6 milliard de francs, soit 3,5 milliards en septembre, les exportations ayant atteint 100,4 milliards de francs et les importations 98,9 milliards. En un an, les ventes à l'étranger diminuent de 8,5 %, les importations de 3,7 %. Depuis le début de l'année, c'est-à-dire sur les dix premiers mois, le commerce extérieur de la France est excédentaire de 23,8 milliards de francs alors qu'au cours de la même période de 1991 il avait été déficitaire de 27,4 milliards de francs.

En octobre, les échanges de produits agroalimentaires ont excédé de 3,1 milliards de francs. En revanche la balance des produits manufacturés a été déficitaire de 1,6 milliard en octobre. Les échanges commerciaux ont excédé de 6,2 milliards de francs. Par pays, les échanges commerciaux ont excédé avec l'Allemagne (2,6 milliards), les États-Unis (2,3 milliards) et le Japon (2,6 milliards).

À la suite d'arrêts de travail

### Le trafic SNCF perturbé sur le réseau régional et banlieue

Le trafic de la SNCF est diversément perturbé en raison des arrêts de travail de la section des syndicats CFDT et CGT qui protestent contre le projet de budget de la SNCF adopté mercredi 25 novembre au conseil d'administration.

En Ile-de-France, un arrêt de travail a entraîné sur cinq sur les lignes de la banlieue et sur quelques perturbations sur les lignes de la gare Saint-Lazare. Le RER de la ligne B et D est arrêté à Paris. Les trains sont en trois (sans interconnexion avec le Nord), la ligne C est en deux (sans interconnexion avec le Nord), la ligne D est en quatre, le trafic régional est perturbé dans les régions de Marseille, de Lyon, de Nantes, de Lille (un train sur quatre), de Strasbourg (un train sur cinq). Sur les grandes lignes, le trafic est normal pour les TGV et les trains classiques à l'exception de la ligne de la gare de Paris à la gare de Calais (un train sur trois) et de la ligne de la gare de Paris à la gare de Lille (un train sur trois).

Le FLN-CANAL historique revendique l'attentat contre le palais de justice d'Aix-en-Provence. Le FLN-CANAL historique a revendiqué, mardi 24 novembre, l'attentat commis la nuit précédente contre le palais de justice d'Aix-en-Provence. L'explosion a causé des charges de dynamite ayant gravement endommagé ce monument historique (le Monde du 25 novembre). Les dégâts sont estimés à 10 millions de francs.

VIETNAM : incident diplomatique avec une frégate française. - La frégate française Nivose a écouré, mercredi 25 novembre, un séjour « de courtoisie » initialement prévu pour trois jours dans le port vietnamien de Haiphong. A l'arrivée du navire, la veille, les autorités de Hanoï ont demandé que la Nivose arborât leur drapeau à son mât, ce qui, selon le commandement du bateau, n'est pas prescrit par les règles internationales. La partie vietnamienne a vu dans cette affaire un refus de reconnaître la souveraineté vietnamienne. Cette visite était la première à Haiphong depuis la fin de la présence française en Indochine, en 1954. (AFP)

Au conseil des ministres

## La France montrera sa détermination dans les ultimes négociations du GATT

affirme M. Roland Dumas

« Le président de la République a apporté son soutien au gouvernement et à son entière confiance dans son action », a indiqué M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le Parlement, en rendant compte au conseil des ministres du mercredi 25 novembre, qui a été suivi d'un conseil restreint consacré aux négociations du GATT. En demandant au conseil des ministres de l'autoriser à assumer la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur la position prise par la France sur l'accord intervenu à Washington, M. Roland Dumas a expliqué qu'il devait aux députés un vote de confiance « sur le point précis », M. Mermaz.

Le porte-parole du gouvernement a ajouté que le premier ministre avait déclaré que la France n'est pas prête et que « si les intérêts vitaux étaient en jeu, la France se donnerait les moyens de faire valoir ses droits », comme l'a déclaré M. Dumas et lui-même l'avait expliqué à l'occasion du débat sur la révision de la Constitution, au cours duquel il avait affirmé que, pour lui, le compromis de Luxembourg restait utilisable (le Monde du 24 novembre). Le ministre des Affaires étrangères

a ajouté que « la France manifeste sa détermination jusqu'à la fin du processus [des négociations du GATT] ». Bruxelles mais également Genève.

Le conseil des ministres a aussi approuvé le projet de loi réformant le code de l'urbanisme (lire page 14), celui créant un fonds de solidarité pour l'assurance-vieillesse et celui permettant d'assurer un contrôle des fabrications de produits agricoles. Les ministères de guerre, des « trésors nationaux », de la médecine et des stupéfiants, qui ne bénéficieraient pas de la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne. Le conseil a aussi entendu une communication de M. Michel Vauzelle sur la coopération européenne en matière de justice.

M. Hubert Curien a fait le point sur le programme de recherche sur le génome humain. M. Mermaz a affirmé qu'il s'agissait là probablement du thème le plus important examiné par le conseil et a ajouté que M. Mitterrand a tenu à souligner l'apport considérable de la recherche française en cette matière. Enfin, le conseil a autorisé le premier ministre à repousser la responsabilité du gouvernement sur l'approbation par l'Assemblée nationale du collectif budgétaire pour 1992.

A l'occasion du débat sur le GATT à l'Assemblée nationale

## Des agriculteurs manifestent à Paris et en province

À la veille du débat à l'Assemblée nationale, mercredi 25 novembre, sur le traité agricole du GATT, des manifestants ont eu lieu dans plusieurs villes de province.

A Toulouse quelques dizaines d'agriculteurs ont, à l'appel de la Coordination rurale, distribué des tracts et grillé des châtaignes, qu'ils ont distribués aux passants. A Clermont-Ferrand, à l'appel du CDJA, une centaine de paysans ont enflammé des pneus et défilé symboliquement l'avenue des États-Unis, l'appelant « avenue des États-Bannis » en « avenue des Hauts-Bannis ».

Martyrs du GATT. D'anciens rassemblements ont eu lieu à Châteaubriant, Alençon, Evreux, Brest, le Pas-de-Calais, FOSSEA et LITVA. Ils ont prévu de bloquer dans la matinée du 25 novembre l'autoroute Paris-Brest. Enfin, un millier de paysans attendus à Paris près de l'Assemblée nationale, à l'appel de la Confédération paysanne et la Coordination rurale. Plusieurs délégations départementales de la FICRA avaient été à leur d'assister à la séance de l'Assemblée nationale.

A. Lo.

## Mort de l'organiste Xavier Darasse

Le compositeur et organiste Xavier Darasse est mort le 24 novembre, à Toulouse. Il avait 65 ans.

Né à Toulouse, le 3 septembre 1934, dans une famille de musiciens, Xavier Darasse apprend la musique très jeune. En 1952, il entre au Conservatoire de Paris, dans la classe de l'organiste Jean Durail. Il reçoit le prix d'harmonie, fugue, contrepoint, composition, analyse et orgue. En 1964, il obtient un second Grand Prix de Rome de composition.

Dès 1962, Xavier Darasse ne limite pas son action à l'interprétation et à la composition. Il devient producteur de France-Musique, pour laquelle il réalise, pendant treize ans, de nombreux émissions. Refusant les divages, il se passionne pour la musique ancienne, baroque, classique et romantique que pour le répertoire contemporain, qu'il joue en public et enregistre sur disques. Les traités de musique ancienne n'ont pas plus de secrets pour lui que les œuvres contemporaines.

Xavier Darasse aime partager son savoir, faire découvrir les musiques qui le passionnent : il devient, de 1973, responsable musical du Centre culturel de Toulouse, ville où il occupe un poste de professeur d'orgue au Conservatoire. En 1969, il

position. Il est nommé professeur au Conservatoire national supérieur de Paris, puis à celui de Paris. Il en devient le directeur en 1991. Cette nomination est considérée comme un honneur de dialogue avec l'État. Le compositeur, d'interprète allait de pair avec ses talents de pédagogue, de conférencier et de critique.

Xavier Darasse laisse une œuvre abondante pour orgue et pour orchestre. Il a créé des pièces de compositeurs anciens Boucourechliev, Jean-Pierre Guézec, Betsy Jolas, Gilbert Amy, Pierre Bartholomé, Antoine Lisné, Franco Donatoni, Charles Chayné. Certaines lui sont dédiées.

### Guy Ligier vend son écurie de formule 1 à Cyril de Rouvre

Maire de Chaumont (divers droite) est président de la Financière Robur. M. Cyril de Rouvre a été nommé, mercredi 25 novembre, président-directeur général de la société Ligier Robur. Il a ainsi devenu actionnaire majoritaire.

Après seize ans de présence en formule 1 où ses pilotes ont remporté huit victoires en grands prix, Guy Ligier, âgé de 58 ans, décide de se retirer « définitivement » de son écurie, qui devrait conserver les mêmes partenaires techniques et financiers, ainsi que le matériel Robur pour 1993.

### Un métier : Scénariste de cinéma.

Depuis vingt ans, l'ESEC forme des professionnels de l'audiovisuel. Elle produit et réalise, avec des étudiants, des films de fiction et documentaires primés dans les festivals internationaux. Elle ouvre, en janvier 1993, le premier enseignement au métier de scénariste professionnel de cinéma et de télévision.

L'école internationale des images et des sons ESEC  
21 rue de Citeaux 75012 PARIS 43 42 43 22

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Bioéthique : humaine ; usage ; Cour ; tous ; quelq'un ; 2

### ÉTRANGER

La vie de M. Mitterrand en Israël ; La crise du système politique au Japon ; Le séisme-137 s'échapperait d'un sous-marin nucléaire soviétique naufragé en 1989 ; La situation en ex-Yougoslavie ; République d'Irlande : législatives ; 6

### POLITIQUE

La déclaration du gouvernement sur les négociations du GATT ; L'affaire du sang contaminé ; Le sur la bioéthique ; Un M. M. Mexand ; 10

### SOCIÉTÉ

Le « rodéo » mortel ; Mantes-la-Jolie en correctionnelle ; Les hospitaliers ; Journée nationale de grève ; M. Séguin Royal soutient un renforcement de la sécurité pour les campings ; M. souhaite créer des « directives territoriales d'aménagement » ; Rugby : après la démission ; Paparabonde ; bizier entraîneur du XV de France ; Mort du général Michel Fourquet ; 14

### ÉDUCATION + CAMPUS

Le lycée ; Lycées ; préservatif ; Étudiants au rendez-vous européen ; Le prestigieux d'Amos Tuck ; 15 à 17

### ARTS + SPECTACLES

Transmusicales de Rennes ; Sonic Youth, rock de jeunesse ; To rave : d'estater, Le Mexique ; La de la résistance ; Opéra subaquatique ; Grenoble ; Yumi Nara, le chant de la sirène ; 29 à 40

### ÉCONOMIE

Les producteurs européens et l'accord du GATT ; Un entretien M. Peter Stihl président des chambres de commerce et d'industrie allemandes ; L'indice de confiance des consommateurs américains enregistre une forte remontée ; Le gouvernement allemand accorde 12 milliards de marks aux entreprises ; Le président de la RATP ; une plus forte pénalisation ; 22

Le président de la RATP ; une plus forte pénalisation ; 22

### Services

Abonnements ; 12  
Annonces classées ; 18 et 19  
Carnet ; 26  
Météorologie ; 24 et 25  
Météorologie ; 27  
Motocyclisme ; 26  
Météorologie ; 26  
Météorologie ; 27

### LE MONDE

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles »  
folioté à 40  
Le numéro du « Monde »  
du 25 novembre 1992  
a été tiré à 470 000 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

### « Le Monde des livres » :

#### L'audacieuse hypothèse de Carlo Ginzburg

L'historien italien Carlo Ginzburg décrit, avec une érudition virile, les croyances et les pratiques d'une religion agraire primitive et universelle. André Boucher, il est le plus poétique de la rupture et l'engagement, soi, Reverdy, fondateur, c'est pour trouver sa voix propre. Georges Balandier, le sociologue américain William Johnston, cherche à comprendre pourquoi nos sociétés modernes se livrent avec une telle ferveur au culte des commémorations.



Je n'ai jamais voulu jouer comme d'autres bassistes, dit Kim Gordon. Il nous restait quelque chose de la démarche punk : si tu as envie de jouer, joue, sans te soucier d'apprendre, même si c'est avec deux doigts.

# ARTS • SPECTACLES



Sonic Youth : Thurston Moore, Kim Gordon, Steve Shelley, Lee Ranaldo.

## R E N N E S les Transmusicales

### GÖTEBORG

de notre envoyé spécial

La salle de l'association des étudiants de Göteborg renvoie Sonic Youth à des temps révolus. Avec sa fresque beige et marron célébrant les grandes découvertes de la physique et de la mécanique (dont le roulement à billes SKF), illuminé par de grosses boules de verre suspendues au plafond, l'endroit évoque les lieux de concerts improvisés que fréquentait le groupe avant... Avant de signer un contrat avec une major du disque (en l'occurrence Geffen, filiale du groupe MCA, lui-même propriété du japonais Matsushita), avant de se retrouver, par un étrange caprice des flux du rock and roll, au centre de la scène musicale, alors que Sonic Youth s'était toujours tenu dans les marges d'une constance qui l'avait fait adorer.

Fondé au début des années 80, le quatuor, aujourd'hui composé de Thurston Moore (guitare, chant), Kim Gordon (basse, chant), Lee Ranaldo (guitare, chant) et Steve Shelley (batterie; benjamin du groupe qu'il a rejoint en 1985), a fini par imposer une musique étrange qui doit autant aux accès de colère frénétiques du punk qu'aux explorations minimalistes de certains compositeurs contemporains. Ces deux dernières années, le groupe a vu arriver à ses côtés une génération de musiciens anticonformistes qui ont forcé l'entrée de l'industrie du disque et du spectacle. On trouve parmi ces nouveaux « alternatifs » (aux États-Unis, le terme s'entend qu'en sens artistique et est dépourvu de connotation politique) aussi bien les Pixies de Boston que les groupes de Seattle, Nirvana ou Pearl Jam. Aux Transmusicales de Rennes, Sonic Youth recevra l'hommage dû à son grand âge et à sa perpétuelle jeunesse en concluant une soirée qui présentera quelques membres de la famille : Cell, le premier groupe que Sonic Youth a recruté pour le label Geffen, Magnapop, concitoyens d'Athens, Georgia de REM; les très jeunes gens de Pavement, qui pratiquent une pop déginginée d'une fraîcheur surprenante; et Sugar, le groupe de Bob Mould, fondateur de Husker D.D., l'autre grand groupe alternatif des années 80.

A Göteborg, Sonic Youth a réuni quelques-uns de jeunes gens enthousiastes mais de très évidente fraîcheur convertis aux joies du rock bruitiste. Les morceaux les plus connus des plus récents. Du coup, le groupe est libéré des attentes du public et donne un concert étrange, libre et gracieux,

## SONIC YOUTH ROCK DE JOUVENCE

Les Transmusicales de Rennes ont pour vocation, généralement accomplie, de mettre en évidence les tendances les plus pointues des musiques populaires contemporaines. La douzième édition, qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 5 décembre 1992, cultivera bien sûr le champ d'action traditionnel du festival, le rock. En mettant en vedette Sonic Youth, précurseurs de la vague violente qui secoue en ce moment le rock américain, les Transmusicales se décernent un brevet de bonne conduite, mérité, pour avoir présenté dès l'année dernière, Nirvana descendants directs de Sonic Youth. Depuis un moment, le rap fait partie de la programmation du festival qui, cette année, remonte en amont du genre avec les Last Poets et essaie de voir plus loin avec les expériences de DC Basehead. Enfin, le phénomène house music, même s'il est souvent mal vu dans les cercles rock, ne pouvait échapper à l'emprise rennaise. Les Transmusicales connaîtront donc leur première rave.

un peu désincarné, tant que le chaos électrique puisse l'être. Au fil des deux heures, on découvre la force principale de Sonic Youth : la complémentarité de ses membres. Thurston Moore – à la ville porte-parole du groupe – adopte à la scène un comportement très « rockiste », il secoue sa guitare violemment, en arrache des accords martelés à coups de moutinets (souvenirs fugaces de Pete Townshend) et quand il chante (ce qui est trop rare) il découvre une voix chaleureuse qui s'élève au-dessus d'une musique plus pop. Kim Gordon, longs cheveux blonds, mère supérieure de toutes les vagues du rock américain, chante d'une voix étranglée.

Lee Ranaldo, grand blond caché derrière une frange, se charge des passages sardoniques et des vocaux à la manière de Lou Reed. Derrière, Steve Shelley assure l'ancrage rythmique, d'une frappe puissante et agile, tout au moins pendant la première partie des morceaux. Car, lorsque les guitares s'enflamment d'interminables parties de feedback, de larsens, de tripotage de potentiomètres, la musique leur échappe. Ces moments valent moins pour l'anarchie qui règne que par les brusques retours en ordre qui leur succèdent.

Il fut un temps où Sonic Youth ne jouait que son dernier disque en date. Aujourd'hui, le groupe se livre aux usages et propose un panorama de ses dix ans de carrière. Et l'on s'aperçoit que, dans la musique, existe un groupe de rock capable, rigoureux, qui résiste consciemment à la facilité, mais ne refuse pas systématiquement l'accès à la musique.

En Europe, Pavement assure la première partie de la soirée de Sonic Youth. Pavement, qui est le groupe qui joue à grand fracas, Thurston Moore parle dans la loge commune. De la genèse de Sonic Youth, réunion new-yorkaise de quatre étudiants en arts qui se rencontrèrent au moment où la new wave jetait ses derniers feux : « Après l'université, nous avons décidé de faire de la musique. Nous nous sentions assez proches de la musique contemporaine, de John Zorn ou du minimalisme, par des garage bands (groupes privés) dans les années 60 des banlieues occidentales à partir de 1965) américaines des années 60. »

A cette époque, Sonic Youth fréquentait Glenn Branca, libéral d'une musique électrique qui associait les sons du rock (guitares électriques) à la méthode de la musique contemporaine. Le groupe ne savait pas vraiment jouer de ses instruments et déploya de grands efforts afin de ne pas

apprendre. « Je n'ai jamais voulu jouer comme d'autres bassistes », dit Kim Gordon. Il nous restait quelque chose de la démarche punk : si tu as envie de jouer, joue, sans te soucier d'apprendre, même si c'est avec deux doigts. » Pour éviter de retomber dans les ornières de ses aînés, Thurston Moore et Lee Ranaldo utilisent des guitares électriques d'une douzaine de façons différentes, avec deux cordes sur la même note. « Ce qui m'évite de tomber dans les conventions. À la revanche, je ne garantis pas l'efficacité de mon jeu. » Il nous arrive de refaire une chanson que nous avons déjà enregistrée. C'est sans doute pour ça que le groupe procède par réactions internes : un très anarchique Daydream Nation a succédé Goo, premier album sur Geffen, sans doute le point maximum de proximité avec Sonic Youth et le rock classique. Puis est venu, l'été dernier, Dirty qui a été enregistré pour démontrer que le groupe n'avait rien renié de son aventurisme.

Malgré ses origines élitistes, Sonic Youth ne trouve précipité, vers 1984, au milieu du mouvement hardcore. Dans cette tribu minoritaire, qui voulait maintenir à l'écart tout l'apogée de la simplicité extrême du punk, Sonic Youth trouvait sa place sans se conformer tout à fait aux canons du clan. « Il se trouve que c'était très intéressant », se rappelle Moore. La musique contemporaine est trop académique, coupée de la vie. La vie se joue dans un univers de très jeunes gens, dans vagues et primitifs. Kim Gordon poursuit : « Avec eux nous avons appris à tourner. Nous avons réalisé que, à défaut d'accès à la radio, nous pouvions accéder à elle grâce à nos concerts. »

Sonic Youth tourne avec Black Flag X, les groupes anarchisants de la scène punk auxquels les lie une relative connaissance d'âge (Thurston Moore définit le fonctionnement du groupe par le terme « communisme », un très bon mot pour un Américain). Petit à petit, le travail intense du groupe porte ses fruits. Ses disques, distribués par des labels indépendants, commencent à se vendre. Soixante mille exemplaires de Daydream Nation, le dernier album enregistré avant la signature avec Geffen, ont été diffusés. Ce retour à la scène commençait à pénétrer la conscience des dirigeants de l'industrie du disque.

THOMAS SOTINEL  
Lire la suite page 30



## TRANSMUSICALES

« RAVE O TRANS »  
nuit de la dance music

La France est longtemps restée au second plan de la culture musicale. Les jeunes s'étaient appropriés les rythmes neufs sortis des clubs noirs de Chicago, les stylisant à leur manière, mais dans l'effacement de ces hymnes à la sensualité un tremplin pour leur imagination. La house a bâti son succès en réaction au conformisme du rock, à la prétention de ses stars, à la passivité de ses spectateurs, à la dureté des temps et à l'individualisme yuppie.

A partir d'une musique de dance music, elle a développé le minimalisme de l'instrumentation et la mise en bouche par les disc-jockeys (DJ) de thèmes rythmiques et mélodiques. Les Anglais ont adopté avec une énergie excentrique et rebelle une façon alternative de créer la musique tout entière, mêlant aux plaisirs corporels. L'élitisme des night-clubs et leur législation ne pouvaient convenir à ces musiciens dionysiaques justement baptisés raves. Ils déplaçant les pistes de danse dans des lieux insolites (entrepôts, usines, champs en pleine campagne...) permettant parfois d'accueillir plus de dix mille personnes, les raves accédèrent au rang de phénomène de société en Grande-Bretagne.

La house music aurait pu être une mode londonienne, elle est devenue en cinq ans une mode de profonde mutation. La France n'en a pas perçu la caricature, une musique robotique et sans âme, ni le scandale, la consommation d'ecstasy (E). L'accumulation d'interdits (la house a été bannie sur certaines radios; la police a interdit les raves organisées par les Britanniques dans le nord de la France), des disques mal distribués arrivés au compte-gouttes ne firent qu'augmenter l'incompréhension. Jusqu'à ce que des artistes comme Manu Casana, musicien venu du rock, ou Luc Béragnol (alors journaliste rock à l'Express) organisent enfin les premières raves parisiennes.

Pour convaincre les sceptiques, elles s'installent d'abord dans la nuit du centre-ville - la Boy ou La Luna. A la fin de 1989, quelques centaines de curieux se réunissent dans des lieux inattendus comme le bar du Champigny ou le Collège d'Aubervilliers. En 1990, les organisateurs se structurent en associations, Rave Age, Transmusicales, qui rassemblent chaque semaine plus d'un millier de ravers appelés « libérer leur corps et leur esprit ». Deux ans après, le nombre des adeptes est tel qu'il n'est pas rare de voir les soirées (« Overground Highways », « Beatitude », « Even Heavens »...) jouer la nuit entière. Les quatre mille à cinq mille ravers se rassemblent alors chaque week-end à Paris. La province n'est pas en reste. Les expériences se répètent avec succès, attirant souvent plus de monde que la plupart des concerts de rock. Le bouche à oreille suscite un engouement qui semble se

TO RAVE:  
S'EXTASIER  
DÉLIRER

A l'initiative de Manu Casana, qui a importé ce type de soirée d'Angleterre en France, les Transmusicales de Rennes vont connaître leur première « rave party ». Phénomène de masse, les raves réunissent chaque semaine dans toute la France des milliers de danseurs qui s'extasient dans l'amour de la dance music. Célébrations hétéroclites, musique synthétique : les raves et la house music ont fait surgir de nouveaux comportements dans le public chez les jeunes.

développer en profondeur. Les Français, à leur tour, vibrent de nouvelles sensations. Dans la description de ces soirées nocturnes, les mots transe, possession, décollage, (ou trip) reviennent souvent. Les esprits plus ou moins bien intentionnés verront là les effets de l'E, la drogue généralement associée à cette musique - comme le LSD fut au psychédéisme, - censée provoquer une libération intérieure. Mais la chimie n'a souvent rien à voir là-dedans. Si l'E a beaucoup circulé dans les raves anglaises, la France a été relativement épargnée, préférant se rabattre sur les « drinks », des boissons vitaminées inoffensives. Dans une rave réussie, tout doit concourir à l'épanouissement d'un dépassement jubilatoire.

D'abord mise en condition, les manières un peu initiatiques de prendre connaissance des rites grâce à de petits livres (flyers) au Minitel (3615 RAVE), de se rendre dans des lieux excentrés, souvent par des services

de taxi spécialement mis en place. Une façon en somme de sélectionner la motivation. La cérémonie ensuite, où l'originalité de l'espace (le décor (souvent vidéo), la sophistication des éclairages (stroboscopes, images fractales, laser...) et les machines à fumée, la puissance titanique de la sono sont autant de facteurs qui amplifient l'effet d'une judicieuse programmation musicale, qui peut durer sans peine jusqu'au petit matin. La magie de la rave tient à l'évidence de ses rythmes et ses manipulations quasi chamaniques des variations du b. p. m. (beats per minute, qui définissent l'intensité de l'effet demandé. La moyenne se situe autour de 100 b. p. m.). Les contraintes de la danse (refrain, couplet, concision), les effets de l'ecstasy (refrain, couplet, concision), les effets de l'ecstasy (refrain, couplet, concision) et les effets de l'ecstasy (refrain, couplet, concision) sont les sons et les fréquences les plus importantes.

La house cultive à la fois un besoin de dévouement narcissique et une énergie collective qui met le spectacle sur la piste de danse. Mais elle d'ailleurs ne pas y résister : subie passivement, la rave peut tourner au cauchemar, la musique paraît insupportablement répétitive, les ingrédients de la fête dévoilent le ridicule de leurs artifices et les danseurs levant bêtement leurs bras se font pourrir par les fumées des fous rires.

Si seuls des amateurs, au sens noble du terme, ont pu susciter de tels événements, leur succès grandissant a exigé de plus en plus de savoir-faire. Une soirée sérieusement conçue exige un budget d'environ 150 000 F, et pourtant les bénéfices ne sont pas rares, attirant de plus en plus d'opportunistes, mais aussi des organisateurs soucieux de professionnalisme. L'association Fantom est née en janvier 1992 et, en trois fêtes mémorables (la dernière a réuni plus de quatre mille personnes), elle a acquis une excellente réputation. Membre d'un collectif d'une dizaine de passionnés, Soizick en livre la philosophie. « Nous sommes dix copains dont pas mal d'artistes, très joueurs et fêtards, qui, une nuit de 1991, ont flashé sur une rave géante à la Défense. Nous nous sommes répartis les tâches en nous assurant bien que tous les problèmes légaux sont réglés. Il est très difficile de trouver des lieux satisfaisant à toutes les normes de sécurité et les autorisations sont longues à obtenir, surtout depuis la catastrophe de Furiani.

Contrairement à certains, nous n'annonçons jamais une rave avant d'être certains de l'endroit. Nous n'avons jamais de problèmes de violence, le public - très varié - vient là pour s'éclater et s'ouvrir aux autres dans des ambiances très cool. L'avenir ? L'esprit rave s'exprime dans plusieurs types d'expression artistique. Nous travaillons beaucoup le décor, les volumes, la vidéo. L'année prochaine, nous voulons accentuer cet aspect culturel et présenter ces nouveaux artistes à un plus large public. »

Manu Casana est sans doute le grand initiateur de la culture en France. Cet ancien musicien punk a vu à Londres le vœu d'exporter chez nous ces disques d'un nouveau genre, d'organiser à Paris les premières parties et de fonder en 1990 le doyen des labels house indépendants français, Rave Age Records. Il a été chargé par les Transmusicales de l'agencement de la première rave rennaise. Etais-il difficile de s'insérer dans un monde de rock ? « Pas de problèmes, les gens des Trans se sont bien pliés aux exigences du genre. Même si au départ il n'est pas évident d'expliquer des techniques rock que la sono utilisée pour Sonic Youth ne sera pas suffisante, que sa configuration est différente et doit entourer les danseurs, etc. Nous avons aussi réussi une programmation très évolutive qui ira des danceurs planétaires de The Orb à la dynamique plus dure de The State, pour finir sur le plus extrémiste d'Underground Resistance. »

La variété des ambiances, une progression par paliers constituent le secret des raves les plus réussies et sont le signe qu'elles sont animées par un bon DJ. Comme le dit Didier Lestrade, journaliste spécialiste (Libération), pionnier et militant de la dance, « on nous inflige trop souvent de véritables rouleaux compresseurs. J'ai l'impression que les gosses d'aujourd'hui cherchent la gratification instantanée, et viennent danser pour se vider rapidement de leur énergie. Une nuit doit se développer, faire monter et descendre les gens, jouer avec eux comme de la pâte à modeler. Les meilleurs clubs savent tenir les danseurs pendant dix heures. Les DJ capables de le faire sont ceux qui ont le plus d'expérience et le plus de culture musicale. »

Les hommes derrière les platines sont bien ceux qui tirent toutes les ficelles, les véritables stars de ce mouvement. Parce qu'ils connaissent mieux que quiconque les ingrédients nécessaires à la danse et à la manipulation de leur public, il était logique que les DJ finissent par intervenir directement dans l'élaboration de la musique. D'abord en mettant en valeur les éléments les plus efficaces des disques des autres par le remixage et la production - la plupart des remixeurs vedettes sont des DJ actifs en phase perpétuelle avec l'actualité. Les progrès technologiques leur ont permis de concevoir leurs propres produits, même à leur naissance il y a un nouveau courant - la house. Ils complètent maintenant leur collection de disques d'une panoplie d'ordinateurs. Sampler, séquenceur et synthétiseur composent le matériel de base.

Le sampler, échantillonneur en français, est une mémoire qui enregistre n'importe quel son et le retient ou le modifie au gré de l'utilisateur. Le synthétiseur est

## The Last Poets

Les mots  
d'avant le rap

« THE LAST POETS : c'est un titre, un écrit lors du séjour de Hugh Masekela, trompettiste remarqué, à New-York, en 1965. Masekela est venu d'Afrique du Sud où Willie Kgotsoitile. C'est à la Columbia University que Kgotsoitile a composé The Last Poets. Nègres d'Afrique du Sud et Noirs américains avaient alors mal à se dire. Les choses ont tellement changé ? The Last Poets, Kgotsoitile n'y allait pas par le dos du poète : c'est clair, aux temps du blues et des poètes, les derniers, allaient succéder celui du poète. Le pouvoir au bout du fusil.

Quelques années plus tard, à New-York, un groupe, un commando jusqu'aux dents, de tambours et de voix vocales, en poste aux retours, dans les rues et les ghettos. Ils ont écrit le nom de The Last Poets. Comme individus, ils se nomment Abiodun Oyewole, Gylan Kain et Felipe Luciano (mais savait-on comment ils se nommaient quand on est tombé sur eux, scandant leur Niggers Are Scared of Revolution au coin de la 95<sup>e</sup> Rue, par un après-midi d'août de juin 7). Ils scandent, déclament et respirent avec force de leur cru. Ce sont des textes très crus. Ça parle de la révolution, de sexe et de drogue, ça reprend, en version violente, les grandes formes rythmiques et vocales des preachers (les prédicateurs noirs), c'est la version gauchiste des joutes du ghetto (les « dirty rhymes »), ça reprend tout ce qui se reverse tout, avec une allégresse nuptiale, une vigueur, une énergie qui... - au fait que sont-elles devenues ?

Bien plus loin si l'on veut, il y a les groupes d'hommes, la femme africaine, le tambour interdit dans les plantations parce qu'il en dit trop long et fomenté les révoltes. Bien plus près, il y a le funk, le soul, James Brown et la transe, la poésie grinçante du ghetto, la gaieté de l'ivresse et le goût de chiffrer, de coder, de changer la langue, que l'on trouve aux Antilles, en particulier où il y a des déclassés. En 1970, les Last Poets sont nés à

enregistrer. Gylan Kain et Felipe Luciano refusent. Refus du mariage, de la diffusion, du marché, de la récupération. Irréductibles à l'incubation... Oyewole reforme donc un groupe avec Abiodun Pudim, Omar Hassan et Nilesa et percussions. Leur premier disque, chez Douglas Records, est un énorme succès populaire, pochette éloquent, devant des poubelles dans la rue (la photo est la peine floue). Les intégraux de l'intérieur. On s'y retrouve dans Run Nigger, cours par un nègre, tous ceux qui se font tirer comme des lapins par les boulangères de Reno. « Les nègres (niggers) ont peur de la révolution », « The niggers », « New York, New York » (un des plus beaux poèmes urbains de la ville), on enregistre en 1971.

La vie des Last Poets leur ressemblait. Un les méprisait. On les fustigeait. On voulait les descendre pour des brouilles. On les pistait dans les motels abandonnés. Run Niggers !

Kain et Luciano créent de leur côté The Original Last Poets. On les voit dans Right On, le film de Herbert Chazha. D'autres tris se forment. Bill Lantieri dans l'affaire. Ce sera cependant un autre bus, celui d'Amiri Baraka (le Roi Jones) dans le Spirit House de Newark. On peut songer aux beatniks et à leurs lectures musicales, plus anecdotiquement au duo de Philippe Brun et du surréaliste Soupault et, bien sûr, au bo-bop de Gillespie. Ce ne sont que champs magnétiques. Mais il y a Last Poets figurent en tête de l'arbre généalogique de l'on voit sur la pochette intérieure du premier disque de Galiano, le signe de la piste est clair. Pour eux, qui ne cherchaient qu'à disparaître, se retrouver en fondateurs du rap est une ironie de plus. Tomber sur leur disque aujourd'hui, ce qui peut sortir des torpéurs et l'énergie des consensuelles, ce serait quoi ? L'avenir : ce serait une chance. Mais il faut le savoir, ils ne laissent pas tranquille.

FRANCIS MARMADE

SONIC YOUTH  
ROCK  
DE JOUVENCE

Suite de la page 29

« Nous n'avions pas signé avec une major parce que l'objectif paraissait irréalisable et que personne ne nous l'avait demandé », explique Thurston Moore ; Kim Gordon ajoute : « Jusqu'ici, les groupes indépendants qui l'avaient fait, ils étaient ou les Replacements, avaient eu le regretter. Mais les Pixies commencent à vendre des disques et surtout le succès de REM a fait réaliser à ces gens que le marché des college radios (radios universitaires), le rock alternatif existait et qu'il suffisait de l'exploiter. »

Sur l'intermédiaire de son manager (nous sommes aux Etats-Unis), le groupe fait alors savoir en 1989 qu'il est prêt à s'abandonner aux sirènes capitalistes. C'est le plus prompt qu'il n'aura pas à le regretter. Pas tant parce que Sonic Youth va rencontrer un succès extraordinaire. Mais parce que le groupe, bon camarade, va recommander à la fin de la série des disques des jeunes gens un groupe de Seattle qui ont déjà enregistré un premier album pour le label indépendant Sub Pop : Nirvana.

Visiblement, le succès du trio de Kurt Cobain (4 millions d'albums vendus aux Etats-Unis) a marqué les grands de Sonic Youth. Au bout de quelques minutes de conversation, le mot Nirvana finit toujours par surgir. Kim Gordon : « Nous leur avons donné des bandes Nirvana, de Dinosaur Jr (recruté depuis par le groupe Warner). Nirvana d'autres offres et ils sont venus chez Geffen parce que



مكتبة الأص



un **electronique** qui produit des **manipulables** en créant des sonorités nouvelles ou en restituant celles d'instruments traditionnels. Le séquenceur (sou- de la marque Atari) **l'ordinateur central** qui pilote l'ensemble, c'est par lui que tout se superpose. Ces machines font **la fois** fonction d'instruments de musique et de studio d'enregistrement. Leur miniaturisation et leur prix relativement bas en font un matériel domestique aussi appelé **home studio**.

Comme le confirme Charles Hurbier, musicien (ex-Dr Mix and the Remix), producteur de nombreux titres dance et propriétaire du studio Mix-It, « la plupart des musiciens dance réalisent leurs disques chez eux. Le matériel est de plus en plus performant. Les prises acoustiques sont de plus en plus rares. Ils arrivent dans nos **studios** avec **un produit fini** sur disquette et **un besoin de nous** pour le **mixage**. Par son accessibilité et les vertus de **l'instant composing**, le **home studio** libère les imaginations et multiplie le nombre de créa-

teurs potentiels. Il modifie les manières de façonner et de consommer la musique, et suscite quantité **d'albums**.

Convertis aux raves avec quatre ans de retard, les Français se sont mis à la composition et à la production, assimilant **la grande vitesse** les dizaines de modes et courants (**garage, deep, techno, ambient...**) nés de la house originelle. Car, contrairement à une idée reçue, la dance aujourd'hui est multiple, capable de satisfaire des publics différents pour **des types d'ambiances variées**. Quelques artistes ont œuvré en défricheurs : Laurent Garnier, DJ internationalement reconnu, auteur il y a un an d'un EP (45 tours longue durée) intitulé **As I Am** chez **FNAC Music**; **Electrified**, auteur dès 1990 d'un mini-bit underground, **I Love You** (Rave Age Records). Mais l'effervescence du mouvement apparaît maintenant au grand jour puisque, en l'espace de trois mois, quatre maisons de disques ont publié des compilations **made in France**.

Dans l'ordre **paru** **Union Recording** **Delabel, Respect For France** chez **FNAC Music**, **Rave : Lation** **BMG** **un nouveau**, tout beau **Techno Nostrum** **Rave Age**. Ces disques **comblent** une quarantaine **de personnalités** **d'horizons** : **Laurent Garnier** **Roudoudou**; ex-rockers **Patrick Vidal** (ex-Marie **Garçons**), **Pills** ou **Zip Zing** (ex-Métal urbain); **musiciens** pop comme **Dalcant** **Arnold Turboust**; quelques journalistes aussi comme **Nick Kent** (**Spectral Evidence**), **Laurence Romance** (**Euphoria**) et **Jay Remi** (**Alphabet**) qui témoignent que la France n'a pas encore engendré de **phénomène** **spontané**.

On distingue plusieurs **travaux** **de ces premiers** essais : la recherche **de l'ambiance** d'une house française à potentiel international (**Pills** et l'ensemble du catalogue **FNAC**); des essais pop plus ou moins réussis (**Dalcant** et **Strong SA** se distinguant par leurs **accroches**); des **travaux** **house** (sur **Rave** :

**Lation**) lorgnant vers la musique new age et son ambition (**Deus Ex Machina**) ou sa prétention (**Triggerville**, **Sly Wysiwyg**); l'énergie tonique **la techno** (culminant **150 b. p. m.** sur **Techno Nostrum**). Pas encore de son français, donc, même si certains le veulent déjà « romantique », « sophistiqué », « mélodique », entre la dureté nord-européenne et la sensualité de la house italienne. **Les maladresses** évidentes cotoient **bonnes surprises**. Manque surtout l'urgence d'un parti pris radical **décisif** **rendu** certains titres étrangers si irrésistibles. **Le tuteur** **mal au**.

Peut-on croire à la viabilité commerciale de **artistes**? Les chiffres **de ventes** de ces compilations sont **modestes**, moins **de cinq mille exemplaires**. En Angleterre, l'explosion **la** **s'est appuyée** sur le dynamisme du secteur indépendant. En France, **les** **capables** **relayer** un courant underground **fragile**, malgré l'éclosion de quelques fanzines (**Eden, Even Heavens, Techno Trans**) et **magasins** **disques spécialisés** (**TSF, BPM**). Les maisons **disques** qui se sont lancées dans la dance font le pari de développement de carrières. Mais le simple reste le support le mieux adapté à la dance et l'on parle plus volontiers de carrière de labels, les unités de production supplantant **les artistes**.

Pourtant Didier Lestrade est pessimiste. « A la fin des années 70, la France était un des leaders mondiaux de la dance music avec des producteurs comme Jacques Morali (**Village People**) **François** (**Kraftwerk**), **des artistes** comme **Patrick** **ou Space**. Les gens qui s'en occupaient à l'époque ont disparu. Le rock a mis trente ans à se faire comprendre et accepter en France, **ce sera** **de vieux rockers** qui tiennent les médias et les maisons de disques. Ils détestent la dance music. »

Parce que les disques ne s'écoulent ni à la radio ni **soi**; **que** la dance reste le dernier genre à privilégier le support **simple**, elle **reste** un enjeu mineur pour l'industrie du disque **les médias**. **ses méthodes**, son vocabulaire commencent à se répandre par contagion. Une génération **musiciens** dont l'éducation s'est faite en dansant **les raves** commence à produire : **Neneh Cherry**, **Massive** en Grande-Bretagne, **Dominique Dalcant** en France. C'est sans doute là que l'onde de choc des raves laissera les traces les plus **visibles**.

STÉPHANE DAVET

« Rave o Trans ». Le 5 décembre à minuit à **Salle** omnisports de Rennes avec **Underground Resistance**, **Pills**, **The Orb**, **808 State**, **Juan Trip**, **DJ** : **Pascal R**, **DJ Jack**, **DJ Lewis**, **DJ Trevor Fung**, **Frankie Bones**, **Mad Mike**.

nous y étions. Ce n'est pas tant l'ampleur du succès qui m'a surpris que sa rapidité, mais je me doutais que ça marcherait très bien parce que leurs chansons sont tellement accrocheuses et que Kurt est un grand chanteur. C'est très bien de voir de la bonne musique se vendre aussi bien que du Michael Jackson, sans campagnes de publicité, simplement parce que les gens aiment ça. »

Geffen a consacré ces bons et loyaux services en élevant le groupe au rang de **talent scout** (éclaircur de talents) moyennant rétribution. Pour Moore, il ne s'agit pas de compromission : « Nous ne ferons rien de plus que d'habitude. Quand **un jeune** **groupe** qui nous plaît, quand **des amis** **font** **la** **musique** selon nos goûts, nous le signalerons à Geffen. Pour nous, le premier devoir politique a toujours été de

**la musique** au premier plan, d'aider d'autres groupes et d'utiliser le peu de pouvoir que nous avons au service de la communauté. »

A la différence d'autres **généralistes** dans l'histoire du rock and roll, celle qui défie ce temps-ci en Amérique ne peut se définir musicalement (elle va des ballades raffinées du REM aux agressions **du** **rock industriel** de Nine Inch Nails). En revanche, **peut** **quelques signes** d'unité idéologique : l'écologie, le féminisme (pour la première fois dans l'histoire du rock, les femmes ne font pas que de la figuration), l'antiracisme. Le tout **incarné**, **deux** **étés** **passés**, dans **les** **tournées** **Lollapalooza** qui réunissaient rockers radicaux et rappers. Sur **Dirty**, on **trouve** **deux** **chansons** **politiques**, **la** **de** **la** **première** - **Against** **the** **Machine** - se passe **de** **commentaire**, le second **Swimsuit** **Issue** a été écrit par Kim Gordon après l'affaire Anita Hill-Clarence Thomas. « C'est un **moment** **d'amusement** - brusquement **s'est** **entendre** **gens** **serieux** **parler** **la** **télévision** **de** **poils** **pubiens** **dans** **du** **Coca-Cola**. En **temps** **les** **procès** **pour** **harcèlement** **se** **multiplient**, jusque chez Geffen. Et d'autre part, en rejoignant **les** **musiciens**, nous sommes **exposés** **au** **terrorisme** **des** **secrétaires**, **de** **ces** **filles** **qui** **parlent** [elle prend une voix effrayante **niaiserie**] « Bonjour, **qu'il** **vous** **connait**? »

C'est sans doute là le secret de la jouvence de Sonic Youth. Une capacité d'étonnement, d'amusement et d'indignation jamais épuisée. Chacun de leur côté, ils sont en quête de musiques nouvelles, **des** **manières** **nouvelles** **la** **musique**. Thurston **vient** **de** **produire** **l'album** **d'un** **groupe** **lyonnais**, **Deity** **Guns**, pendant que Kim Gordon chantait sur celui de **Lucie** **Pendant** **que** **la** **parlait**, on entendait **terrible** **enregistré** **Boredoms**, un groupe japonais que Sonic Youth a emmené en tournée aux Etats-Unis. Logiquement **les** **quatre** **musiciens** **dont** **les** **généralistes** **loin** **de** **coïncider** **communient** **tous** **dans** **l'admiration** **de** **Neil** **Young**. Avec **Canadien**, ils partagent un amour immodéré pour la guitare électrique, un goût pour l'inconfort musical qui font d'eux **des** **vrais** **nomades** **du** **rock**.

THOMAS SOTINEL

Le 28 novembre au Théâtre du Moulin, à Marseille. Le 29 au Zénith, avec Cell et le 4 décembre aux Transmusicales de Rennes avec Cell, Pavement, Magnapop et Sugar.

## Agenda

Plus de soixante groupes et artistes. Un chanteur nubien sexagénaire au disque prometteur qui mêle les ondulantes arabes aux pulsations africaines (Ali Hassan Kuban), un cirque américain qui, dit-on, pourrait donner des soucis à Archaos **au** **Royal** **Deluxa** (Jim Rose Circus). Un groupe mexicain, une princesse africaine de Paris, un duo nîmois et, bien sûr, beaucoup de rap, énormément de rock et une rave. Ce sont les Transmusicales et leur cortège de décibels et de stimuli en tout genre. Sélection des moments les plus prometteurs du programme :

Corman et Tuscadu : le duo nîmois donne son **Pestacle** inspiré de musique de films passées au filtre de leurs idées très particulières (du 1<sup>er</sup> au 5 décembre, MC Mars, à 18 heures).

Princesse Erika, Alliance Ethnik, Sens Unik : la reine des nuits africaines de Paris, un groupe local et des rappers suisses tourneront dans les quartiers périphériques de Rennes.

Rosebud Party : trois groupes du label indépendant rennais. Chelsea, vieux routiers de la pop nouvelle, désormais, Katherine, être étrange qui chante les charmes de Jeannie Longo, et 13th Hole encore inconnu de ce côté du Couesnon (le 4 décembre à 16 heures à l'Ubu).

Nuit autour du rap : avec DC Basehead et les Last Poets, mais aussi Disposable Heroes of Hip-Hop et Suicide (le 4 décembre à minuit à la Cité).

★ Du 1<sup>er</sup> (avant-première du **Pestacle** de Corman et Tuscadu) au 5 décembre à Rennes. Tél. : 99-31-12-10.



DC Basehead

## Le rap et alors ?

DC Basehead est étonnamment mince, pas très grand. Incroyablement juvénile, même pour ses vingt-trois ans. Rien à voir avec les **du** **rap**, **Chuck D**, ou les **Cube**. Ce qui tombe bien, DC Basehead, de son vrai nom Michael Ivey, fait profession d'anticonformisme sur la scène de la musique noire américaine d'aujourd'hui.

Aspirant artiste (il a pensé **de** **comics**, avant de choisir la musique), issu d'une famille de la classe moyenne, il évoue ses crimes tranquillement : « Ma famille m'a toujours aidé. Je n'ai jamais désiré de **drogue**, **je n'ai** **jamais** **tue** **quelqu'un** **et** **ce** **ne** **me** **fait** **rien** **pas** **en** **plus** **que** **je** **n'ai** **envie** **de** **chanter** **qu'il** **fallait** **crever** **les** **salopes** **quand** **je** **parle** **des** **blanches**. » Il dit ça avec un sourire en coin, pour mieux marquer qu'il ne veut pas moraliser, mais qu'il refuse la morale à rebours des sectateurs du gangsta rap.

D'autant qu'il sait que beaucoup de gros durs qui font semblant **de** **sortir** **des** **ghettos** **du** **même** **milieu** que lui. Simplement, Michael Ivey, garçon introverti, ne s'est pas lancé dans la musique pour épater les copains. Il s'est très discrètement acheté une guitare **parce** **que** **personne** **ne** **se** **sauvait** **plus** **de** **guitars** **dans** **la** **musique** **noire** **et** **a** **commencé** **à** **composer** **des** **chansons**. Ses parents, sa petite amie, étaient toujours convaincus que le jeune homme poursuivait ses études de cinéma à la Howard University (l'une des meilleures universités noires du pays) de Washington. En fait, Ivey enregistrait discrètement un disque, grâce à un studio seize pistes installé dans une cave de la ville. « Je ne voulais pas montrer les résultats

avant d'en être sûr. » Résultat : une collection de chansons bringuelantes et séduisantes, collision entre la science toute nouvelle d'un guitariste amateur et l'expérience d'un vétéran du hip hop (qui reste de toute façon la source première de la musique de DC Basehead), commentaire ironique sur la vie en banlieue, chronique d'amours adolescentes et **du** **bière**. Résultat assez réussi pour convaincre un label local. Pressé à trois mille exemplaires, le disque a attiré l'attention de la presse rock blanche, **des** **magasins**, **Imago**, une filiale du groupe BMG, a sorti dans le monde entier... **Plays With Toys** («... joue avec des jouets», jeu de mot pastichant les accroches des pochettes de disques qui annonçaient les exploits des grands virtuoses, «... plays the Stradivarius »).

DC Basehead est devenu un vrai groupe : avec section rythmique et guitariste, qui a tourné en première partie des Beastie Boys. Michael Ivey prend son relatif succès très calmement : « Il est impossible de vaincre les préjugés des radios noires et des stations de télévision. S'ils voient ou entendent une guitare, ils classent ça sous l'étiquette rock noir et n'en veulent pas. » Il a trouvé son public du côté des circuits universitaires, sur les college radios. Mais il ne se sent pas non plus investi d'une mission historique. Michael Ivey reconnaît sa **envers** **des** **gens** **comme** **Public** **Enemy** et refuse **de** **se** **frapper** **la** **cause** **de** **la** **composition** **de** **[son] public**. Il vient de terminer l'enregistrement de son second album.

T. S.



LE MEXIQUE  
au Centre Georges-PompidouMEXICO  
FAIT DE LA  
RÉSISTANCE

Spécialiste des vastes rétrospectives consacrées à des cinématographies nationales, le département cinéma du Centre Georges-Pompidou, dirigé par Jean-Loup Passek, présente, jusqu'au 1<sup>er</sup> février, un panorama du cinéma mexicain. Cent quarante films dessinant le portrait d'un cinéma oublié par les distributeurs français et la plupart de nos cinéastes, des documentaires de l'époque pré-révolutionnaire aux œuvres de la nouvelle génération d'auteurs, de l'immense domaine des comédies du milieu du siècle à leurs avatars récents. Le Mexique est pourtant l'un des rares territoires où le cinéma, qui porte les traces d'une révolution tourmentée avec les pouvoirs publics, demeure commercialement vivace et artistiquement innovant.



« Alla en el Rancho Grande », de Fernando de Fuentes, 1936.



« La Tarea » ■ Jaime Humberto Hermosillo, 1991.

On s'en va répétant, à l'envi et malheureusement à raison, que le cinéma latino-américain se meurt, que le cinéma latino-américain est mort. Qui se souvient des splendeurs brésiliennes des années 60, des beaux surissements du cinéma cubain, des espoirs inspirés à plusieurs reprises par des réalisateurs argentins, ne peut que porter le deuil de toutes ces images sans descendance, victimes de la dette extérieure, de la dictature, de la mainmise d'Hollywood sur les circuits de distribution, de l'engorgement des petits écrans dans les télévisions.

Pourtant, un « village » résiste encore, tirant parti de ses conditions particulières : solide passé historique, fidélité d'une part importante du public à des genres locaux, tradition de soutien – parfois excessif – de l'État. Avec une moyenne de quatre-vingt-cinq films par an durant la dernière décennie (une soixantaine, en 1992), le cinéma mexicain représente largement plus que l'ensemble des autres cinémas latino-américains, et les 92 titres sortis en 1991 ont attiré environ 40 % des 270 millions de spectateurs que comptent le pays. Une proportion supérieure à celle atteinte par le cinéma français en France.

Curieusement, les plus connus des films tournés au Mexique sont signés d'un Russe (*Que viva México* ! splendeur inachevée rêvée par Eisenstein en 1932) et d'un Espagnol, Luis Buñuel. Ce dernier y réalisa vingt films entre 1946 et 1964. *Los Olvidados* reste le plus célèbre mais, à côté de films de commande plus ou moins visiblement marqués par son empreinte personnelle, et de « petits » films aux charmes plus discrets (*Susana la perversa*, la *Montée au ciel*, la *Vie criminelle d'Archibald de la Cruz*), *El Nazarín*, *l'Ange exterminateur* et *Simon du désert* sont des étapes majeures de l'œuvre de Buñuel.

Malgré ces gloires étrangères, le cinéma mexicain se confond avec l'histoire du pays. Importé par un jeune opérateur français, Gabriel Veyre, il devient témoin et arme de la première révolution du siècle, qui éclate en 1910. Répandus à travers le pays par les projectionnistes itinérants tandis que des salles se construisent dans la capitale, les documentaires de l'époque (surtout les premières années) reflètent et alimentent cette période de convulsions entre reportage, propagande et superstition (tout le monde veut figurer sur l'écran). Exemple rare de symbiose entre le cinéma et l'histoire au présent.

À partir des années 30, le cinéma mexicain se développe en réaction contre les stéréotypes racistes véhiculés par les films hollywoodiens – même si bon nombre de ses réalisateurs ont été formés aux États-Unis. Nourri de folklore, de chansons et d'héroïnes féminines alternativement mères exemplaires (incarnées pour l'éternité par Sara García) et créatures aguichantes (Dolores del Río ou Ninón Sevilla, sans oublier la *Dona María Félix* qui fut les unes et les autres absolument), avec le renfort de comiques (Tin Tan, Cantinflas), il trouve bientôt sa forme la plus populaire avec la comédie *ranchera*. Sa mode est lancée par *Alla en el Rancho Grande* de Fernando de Fuentes, film qui ouvre en 1936 les portes des marchés hispanophones aux images mexicaines.

Le genre évolue, sans se tarir, vers un décor plus urbain et une imagerie plus laïve – les « sexy comedies ». Les vedettes sont désormais des stars de la télévision. Il sera concurrencé par les films d'action, généralement situés dans le milieu des trafiquants de drogue. Ce cinéma commercial connaît un sous-genre particulièrement médiocre (en partie responsable du grand nombre de titres produits dans les années 80), destiné aux Latino-Américains émigrés aux États-Unis. Il est

voit de disparition : les salles spécialisées qui programmaient ces films, du Texas à la Californie, étaient devenues un terrain de chasse trop facile pour la police de l'immigration nord-américaine.

Mais la période récente a surtout été marquée par l'évolution des rapports entre le cinéma et l'État. L'intervention économique et politique, vieille comme l'indéboulonnable parti au pouvoir, avait connu son sommet avec la présidence d'Écheverría (1970-1976). Dès sa prise de fonctions, il nommait son propre frère à la tête du secteur. La puissance publique occupait alors une place-clé dans la production, la distribution et l'exploitation. Elle contrôlait studios, réseaux de diffusion, salles, publicité (jusqu'à la société d'esquimaux glacés !), avec les avantages (défense corporatiste et résultats quantitativement impressionnants) et les inconvénients prévisibles (bureaucratie, manque d'initiative et d'attention aux goûts du public, corruption).

Les gouvernements suivants amorcent une volte-face qui ira s'amplifiant. Deux événements dramatiques ponctuent le changement qui se dessine au tournant des années 80. Le 26 juillet 1979, en réponse aux protestations des cinéastes et techniciens rétifs à la réduction des aides publiques, la police investit le studio Churubusco, le plus grand d'Amérique latine : arrestations massives, tortures, nombreux emprisonnements, en partie confirmés par un tribunal. Le 24 mars 1982, l'incendie de la Cinémathèque de Mexico, mortelle pour des milliers de films et des dizaines de milliers d'ouvrages. Accident tragique, mais aussi effet indirect de la gabegie et de l'irresponsabilité, et symbole extrême de la « remise à zéro » qui s'amorce.

La période suivante (1983-1988, sous la présidence de Miguel de la Madrid) voit la création d'un nouvel organisme public du cinéma (Incine), qui peu à peu confiera la totalité des interventions dans ce domaine. Son action demeure cependant ligotée par la dépendance politique. Il faudra attendre l'actuelle législature, celle du président

Salinas, pour que, – après les demandes répétées des professionnels, les organismes publics du cinéma passent de la tutelle du ministère de l'Intérieur à celle du ministère de la Culture.

Surtout, l'époque est désormais au libéralisme économique triomphant, qui se traduit par la privatisation des sociétés de production, du circuit des salles, de l'un des deux grands studios et d'une partie du second. La conséquence en est une diminution importante du nombre de films produits, la faillite de beaucoup de petites entreprises vivantes à l'abri du sombrero étatique et la chute d'un millier de salles en 1989-90.

Ignacio Duran, actuel directeur général d'Incine, plaide pour l'efficacité et la souplesse accrues de ce redéploiement : « Nous ne voulons plus être responsables des films, mais seulement aider ceux qui en ont besoin. Notre aide consiste en un soutien financier à la production, et en une promotion à l'étranger. La quantité de films produits a considérablement baissé en 1991 (elle s'est effondrée à 38 titres), cette année nous reverrons à une centaine de films, ce qui est le bon niveau. La plupart de ces titres peuvent exister selon le mécanisme naturel de l'industrie ; ils sont, pour la plupart, produits par les deux grands pôles commerciaux que sont le département cinéma de la télévision privée Televisa et l'importante compagnie nommée Association des producteurs indépendants.

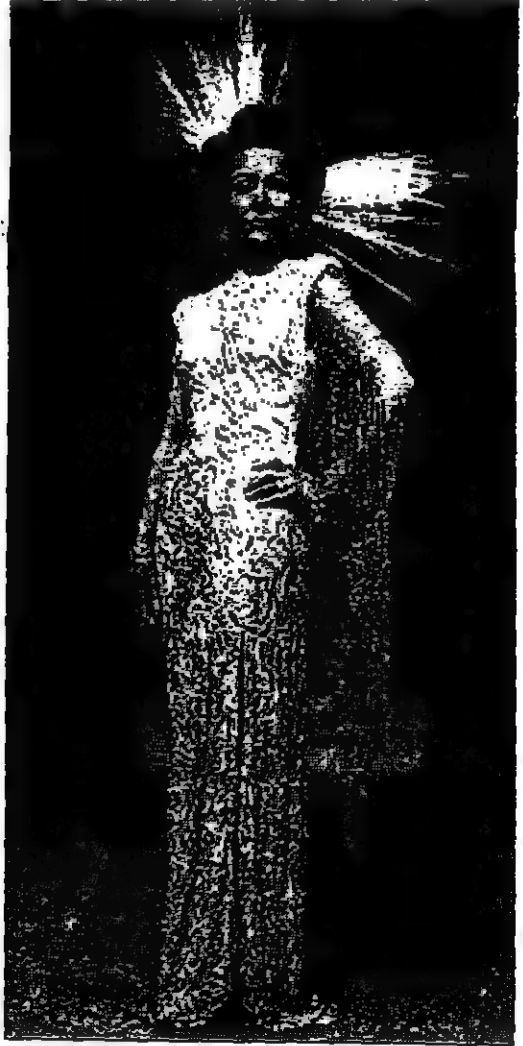
Leurs films sont surtout des comédies musicales dans la grande tradition des rumberas qui restent très populaires, des comédies légères et des films bâtis autour d'une vedette. Incine n'intervient que sur dix ou douze productions, apportant jusqu'à 60 % du budget de premiers films et d'œuvres d'auteurs, dont la plupart des réalisateurs sont devenus producteurs. Nous les aidons également un peu au stade de la distribution, s'ils n'ont pas trouvé mieux sur le marché. Quelques-uns des meilleurs films récents, comme *Danzon* (1) de María Novara, la *Femme de Benjamin de Carlos Carrera* ou *Angel de fuego* de Dana Rotberg, ont bénéficié de ce soutien. »

Trois titres qui, outre leur qualité, ont en commun d'être des premières ou deuxième œuvres. Deux sont signés par des femmes, longtemps exclues de la réalisation. La liberté de ton, de ces films, tire parti de l'atmosphère créée par la sortie, en 1989, de *Rojo Amanecer*, de Jorge Fons, qui, en évoquant crûment le massacre de la place des Trois-Cultures en 1968, a brisé les tabous de la censure politique. Les jeunes cinéastes de cette génération montante sont issus des deux écoles, le Centre universitaire d'études cinématographiques et le Centre de capacité cinématographique géré par Incine. Ils sont les héritiers des créateurs quinquagénaires dont la rétrospective de Beaubourg permet de se faire une idée. En attendant que leurs films trouvent ici la reconnaissance et la diffusion qu'ils méritent.

On a pu voir en France l'étonnant « faux documentaire » sur la révolution mexicaine *Read, Mexico insurgente* (1970) de Paul Leduc, entrevoir son superbe *Latino Bar* (1990). La sortie de *Frida, nature vivante* (1984), consacré à l'artiste peintre Frida Kahlo, compagne du grand fresquiste Diego Rivera, amie de Trotski et de Breton) est prévue prochainement.

Mais si la connaissance de l'œuvre de Leduc reste incomplète, que dire de celle de ses pairs ? De Felipe Cazals qui, avec *la Pomme de discorde*, signalait en 1968 l'irruption d'une narration moderne dans le cinéma mexicain, et de l'audacieux Arturo Ripstein qui détournait les canons du film noir dans *Prisonnier de la nuit* (1978) puis mettait le mélo au service des ses obsessions. Que suit-on de Jaime Humberto Hermosillo, prolifique avocat de toutes les transgressions – de la brûlante *Passion selon Berenice* (1975) à l'humoristique et agaçant *la Tarea*, grand succès populaire de 1990 ?

Le cinéma mexicain, qui ne s'exporte plus guère qu'en Argentine et Cuba, seuls pays d'Amérique latine où subsistent des réseaux de distribution nationaux (il s'exporte aussi un peu en Espagne), mérite d'être vu de par le monde (2). Il a aussi à affronter de nouveaux dangers chez lui : la signature des accords NAFTA



Dolores del Río dans « La Tarea » d'Emilio Fernández, 1944.

Washington, Ottawa et Mexico créant le « grand marché nord-américain » promet d'attirer au sud du Rio Grande de nombreux tournages hollywoodiens ravis de coûts très inférieurs. Elle ouvre aussi la porte à la minime des majors sur les salles, avec comme perspective l'invasion de films yankees. L'un des derniers cinémas survivant encore, commercialement et artistiquement, à l'uniformisation planétaire aurait alors vécu.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) L'unique film mexicain distribué en France cette année (*Latino Bar* de Paul Leduc) étant un film hispano-vénézuélien.

(2) Le récent accord de coproduction signé entre Incine et le Centre national du cinéma français devrait permettre de faciliter les passerelles entre les écrans des deux pays.

★ Comme il en a pris l'habitude, le Centre Pompidou publie, à l'occasion de cette rétrospective, un remarquable (et très bien illustré) ouvrage de référence qui, sous la direction de Paulo Antonio Paranaguá, présente des analyses historiques, esthétiques, économiques du cinéma mexicain, ainsi qu'un dictionnaire des principaux réalisateurs et des principaux films. *Le Cinéma mexicain*. Cinéma pluril, 334 pages, 260 F.

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة أمية" (Library of the Umayyads).



**Tous les films  
nouveaux**

de Derek Jarman, avec Steven Swaddington, Andrew Tiernan, Tilda Swinton, Nigel Terry, Jerome Flynn, Jody Graber. 1 h 30.

Une adaptation très personnelle de la pièce de Marlowe, par le sulfureux réalisateur de *Lost of England* et *Carravaggio*.

VD : Reflet Logos I, handicapés, 5- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, Dolby, 5- (43-59-35-14) ; Parmanis, 14- (43-20-32-20).

**La Fille de l'air**  
de Maroum Bagdadi, librement inspiré du roman de Nadine Vaujour...  
avec Béatrice Dalle, Thierry Fortmeu, Hippolyte Girardot, Roland Bertin, Jean-Claude Dreyfus.  
Francis (1 h 46).

Transposition, sur le mode du thriller, de l'histoire de Nadine Vaujour, qui fit évader son mari de prison en hélicoptère.

Forum Homen, handicaps, doily, 1  
 45-08-57-57 35-75-83-93; Rand-  
 caps, doily, 2; 42-38-83 33 36-65  
 70-23; Publicis Saint-Germain, 9 (42-  
 22-72-80); Gaumont Marignan-  
 Concord, 3; 43-59-92-82; U. G. C.  
 Biarritz, doily, 4; 45-62-20-40 36-85  
 70-81; Pathe Francais, doily, 3; 47-  
 70-33-65; U. G. C. Lyon Bardile, 12;  
 43-43-58 38-65-70-84; Gaumont  
 Cinemas, his for Favart's his, 13; 47-  
 07-58-63; 45-62-20-40 36-65-  
 35-40-40; Cinematheque, 14; 43-25-  
 12-06; Gaumont Comptoir, doily, 1;  
 48-28-82-27; Pathe Clichy, doily, 1;  
 45-22-47-94; La Gambetta, doily, 20;  
 46-35-10-38 35-65-71-44.

**Le Jour de l'éclipse**  
de Alexandre Sokourov.  
avec Alexei Ammenichanov, trim Sokolova.  
Soviétique (2 h 15).  
L'expérience intérieure d'un jeune médecin russe installé dans un village perdu d'Asie centrale.

**La Nuit du défi**  
de Michael Ritchie,  
avec James Woods, Louis Gossett Jr.,  
Oliver Platt, Heather Graham, Randall  
Tex Cobb, Thomas Wilson Brown.  
Américain (1 h 37).

Un escroc de haut vol tente l'arnaque du siècle dans une ville entièrement dévouée à la boxe et aux paris sur les matches.

VO : Fort Horizon, handicapsés, dobló, 1\* (45-08-57-57 38-85-70-53) : 14 Julest Odson, dobló, 8\* (43-25-59-53) : George V, dobló, 8\* (45-62-41-46 38-70-74) : Sept Parmassiens, 14\* (43-20-32-20).  
VF : Rex, dobló, 12\* (42-36-82-93 38-65-70-23) : U. G. C. Montparnasse, dobló, 6\* (46-74-34-94 38-95-70-14) : Paramount Opéra, handicapsés, dobló, 9\* (47-42-56-31 38-65-70-19) : U. G. C. Lyon Bessille, 12\* (43-43-01-59 38-65-70-84) : U. G. C. Gobelins, 13\* (45-61-94-95 38-85-70-45) : Mistral, dobló, 14\* (36-65-70-41) : Pathe Wepier II, handicapsés, 18\* (45-22-47-94).

de Christine Pascal,  
avec Richard Berry, Anémone, Marie  
Kleiber, Lucie Phan, ■■■■ Préchac,  
Claude Muret.  
Espace 11 h 45

Christine Pascal trouve le ton juste pour aborder le plus difficile des sujets : l'histoire de la relation qui se noue entre des parents et leur fille condamnée par une maladie incurable.

Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33); Ciné  
Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-  
52-36); Gaumont Haute-fessille, handi-  
capé, 4<sup>e</sup> (44-33-79-38); Gaumont  
Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (43-59-04-87);  
Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8<sup>e</sup>  
(43-87-35-43 38-85-71-88); Gaumont  
Gobelins (ex Favette), 13<sup>e</sup> (47-07-  
55-88); Gaumont Alsia, 14<sup>e</sup> (38-65-  
75-14); Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup>  
(38-65-70-38); Gaumont Convention,  
15<sup>e</sup> (48-23-42-27); La Gambetta, 20<sup>e</sup>  
(45-38-10-98 38-65-71-44).

de Roger Donaldson, avec Willem Dafoe, Mary Elizabeth Mastrantonio, Mickey Rourke, Samuel L. Jackson, M. Emmet Walsh, James Rebhorn.  
Américain (1 h 41).

VO : Forum Orange Express, handicapes,  
doily, 1- (42-33-42-28 36-65-70-87) ;  
Gaumont Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ;  
Gaumont Ambassade, 8 (43-69-19-08  
86-65-75-08) ; Gaumont Grand Ecran  
Milla, doily, 13 (45-80-77-09).  
VF : Bretagne, 6 (36-65-70-37) ; Pathe  
Francaise, 9 (47-70-33-88) ; Le Gam-  
betta, 20 (46-38-10-88 36-65-71-44).

de Emile Ardolino, avec Whoopi Goldberg, Maggie Smith, Larry Kertel, Kathy Najimy, Wendy Makkena, Mary Wickes. Américain (1 h 40).

VO : Fernan Horizon, handicapés, THX, 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-104

38-65-70-81).  
 WF: R. ex. dolby, 2- (42-38-83-83 38-85-  
 0-23); U. G. C. Montparnasse, dolby, 8-  
 46-74-94-94 38-85-70-14); Paramount  
 Opéra, dolby, 9- (47-42-56-31 38-85-  
 0-18); U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12-  
 43-43-01-88 38-85-70-84); U. G. C.  
 Jobelina, dolby, 13- (45-81-94-95 38-

**Monica Vitti** **« l'Eclipse »** présenté au Festival **Antonioni** **Saint-Etienne**

de Otar Iosseliani,  
avec Narda Blanchet, Pierrette Pompon  
Bailhache, Alexandre Tcherkassoff.  
Thamar Tarassachvili, Alexandre  
Liebemann, Lika Olivier.  
François (1 et 55).

Comique et mélancolique, inventif et attentif, Iosseliani est le furet qui passe de l'un à l'autre, improbable et hilarant personnage issu de la province française, des contes de fée et de ses souve-

de Michel Langlois,  
avec Gérard Jugnot, Suzanna Flor  
François Périé.  
François (1 h 30).

Pour faire réfléchir sa femme, il a même écrit un livre, *Le divorce, ça change tout*. Pour s'en faire une idée, voici ce qu'il a écrit en tête de divorce, un homme l'emmène rendre visite au pape.

Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12)  
14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; Gaumont  
Haute-Seine, 6- (45-33-79-38)  
Gaumont Ambassade, handicapés, 8-  
(43-59-19-08) ; 8- (43-75-08) ; U. G. C.  
Blaritz, 8- (45-82-20-40) 36-65-70-81)  
Gaumont École, 8- (47-70-32-09) ; 1- (47-70-32-09)

[illegible]

de Laurent Chevallier,  
avec Mamady Keita,  
Franco-guinéen (1 h 07).  
Au plus près de la musique du grand  
joueur de djembe Mamady Keita, une  
histoire de tambour et d'exil, d'apprentis-  
sage et de partage, un documentaire à  
mille lieux du diocésanisme et de l'écologie.

à Trois Luxembourg, 6-11-1981-77  
48-70-431; Trianon, (48-08-  
62-68).

de Abbas Kiarostami, avec Farhad Kheradmand, Ferya Paevar, les habitants de Roudbar, Rostamabad, Iranien (1 h 31).

Un homme et ses fils partis à la recherche de deux enfants après le séisme qui endeuilla l'Iran en 1990 découvrent au cours de leur voyage la vie même, et c'est tout simple, et c'est superbe.

VO : Utopia, 5- (43-28-84-88).

de Alexandre Rockwell,  
avec Seymour  Steve Buscemi,  
Jennifer Beals, Jim Jarmusch,   
Kane.

Parodie et autobiographique, le récit des débuts d'un jeune cinéaste new-yorkais acquiesce avec un truanisme chaleureux à un petit film de bonne compagnie.

**VO :** Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-08) ; Les Trois Luxembourgs, 6- (46-33-97-77) ; 33-65-70-43) ; L'Entrepôt, handicapés, 14- (45-43-41-53).

de Cyril Collard,  
avec Cyril Collard, Romane Bohringer,  
Carlos Lopez, Corinne Blus, Claude Winter,  
René-Marc Bini,  
François (2 h 10).

Les garçons et les filles, l'amour et la peur, les belles images et celles mal ficelles, l'ondu embarque tout à la fois dans son filon un urgence, essentiel, boulevardant.

Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 27 (47-42-30-33) ; 14 Juilliet Odéon, doly, 8 (43-26-59-83) ; Gaumont Marignan-Concordia, doly, 8 (43-26-59-83) ; Gaumont Bourse, doly, 11 (45-47-90-91) ; Gaumont Capucines, 11 (45-47-90-91) ; Gaumont Victoria, 12 (43-43-04-67-36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins (ex Favourite), 19 (47-75-59-89) ; Gaumont Alésia, 14 (38-65-75-14) ; Gaumont Perrinase, 14 (43-35-65-75-14) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-65-75-14) ; Gaumont St-James, 14 (43-35-65-75-14) ; Pathé Wapler 11 (43-45-22-47-94).

de Hal Hartley,  
avec Robert Burke, William Sage, Karen  
Silas, Elma Löwensohn, Martin Donovan,  
Mark Chandler Bailey.  
Américain (1 h 44).

VO : Saint-André-des-Arts II, 6\* (43-25-30-25) ; Elysées Lincoln, 8\* (43-53-14) ; La Bastille, 11\* (43-07-48-60).

La sélection « **Champion** »  
a été établie par :  
**Jean-Michel Frodon**

## Duras à l'écran

La Cinémathèque française poursuit au Palais de Chaillot l'intégrale de l'œuvre filmée, de Marguerite Duras aux 100 journées entières, des arbres, le Camion, les deux Aurélia Steiner, Césarée, l'Homme Atlantique, les Enfants, deux films de ses scénarios, Héros mon amour, d'Alain Resnais et sa longue absence, d'Henri Colpi.

Les 11<sup>es</sup> journées cinématographiques du **Contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples** se **invitent le tugal. D'Arcueil à Vitry-sur-Seine,** **torze lieux de projection présentent une** **vingtaine de films de** **grands réalisateurs portugais d'aujourd'hui, José** **Monteiro, Manuel de Oliveira, João Botelho, Paulo Rocha...** **et des expositions, des de danse et**

**Non** ~~l'avalanche de~~ nouveautés (pas ~~riches de~~) **Oglaia** ~~l'un du~~ sont déjà hors jeu.

sorties) augurait mal à cette semaine, condamnant la plupart des titres à une mort aussi rapide que certaine, mais la grève du métro a **changé** bon nombre de spectateurs. Sans parler d'un **lundi-catastrophe** (du au dimanche 11 novembre), qui a permis à peine 40 000 spectateurs dans les 45 salles de Paris-Préfecture. Aucun film apparu sur les écrans le 11 novembre n'obtient donc un score aussi **bas** : **« The Company of Strangers » Les Eaux dormantes** (voir la note précédente) a **claté** ! **« La Puissance de l'ange »** (voir l'article) Même

Moins le moins mal loti, Une équipe d'acteurs commun, qui se consacrent à un succès de 35 000 francs vingt-sept. Beau fixe un peu proche calme plat à 75 000 francs. Intentionne, malgré sa palme d'or à Cannes, est, lui, réduit à un maigre 11 000 francs douze salles. par se distinguent par documentaire : près 100 000 entrées pour 15 écrans. Djembéla ne fait trop figure, que plus de 720 000.

Malgré une nombreuse tournée en France, il a 20 000 tickets, 14 000 francs bon la nuit et 100 000 francs près de 170 000 passagers. Parmi les productions françaises les années, de l'Amant le pré- français enregistre, à leur échelle, les 100 000 francs un honnête 170 000 francs en cinq semaines, il 100 francs en hiver qui vient de passer la barre de 100 000 francs en douze



**THE BIRMINGHAM ENCODING**

**UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL**  
MEL GIBSON, GLENN CLOSE,  
ALAN BATES...  
Un film de Franco Zeffirelli.  
Une musique de Ennio Morricone.

C'est impeccable de bout en bout  
 Shakespeare n'a pas à rougir de Zelfirelli.  
 (Le Canard Enchaîné)

Depuis en VF+VO ST  
 STEREO HiFi 129

**OFFICE CASINO**

# VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

## RIVE DROITE

**CHARLOT ROI DES COQUILLAGES** T.J. 12, place Clichy, 9<sup>e</sup> 48-74-49-64, Jusqu'à 1 h.

La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons cuisis sur mesure.

## RIVE GAUCHE

**NOS ANCIENS LES CAULONS** 44-33-64-07 et 64-17 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> Climatise!

Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumeurs et non fumeurs

**LE BESTIOT DU PORT** 5<sup>e</sup> Flm. Mardi midi réserv. 40-51-1111

Mern-carte de poissons, cité par la chronique gastronomique : ■■ F. Ragout de homard au jus de calamars et... vne unique sur Notre-Dame. Jusqu'à minuit.

**LE MAHARAJAH** 43-■■■■

L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Maubert, T.L.I. de 12 h à 23 h 30. ven., sam., jous, 1 h. CADRE LUXUEUX. Entr. 160 F. Salon : marjans, cocktails, réception.

**L'ARBUCI** 44-41-14-14 25, rue de Buci, ■■

T.L.S. 3 h

Unique! Brochet de poissons, de viandes, ■■ desserts. Sélection, par le président des sommiers, de petits vins du pays... qui claudent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.

**LE PROCOPE** 43-26-99-20 T.J. 13, rue de l'Anacarde-Comédie, 6<sup>e</sup> Jusqu'à 1 h

Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux plats de coquillages. Choix ■■ idées-du-rizot.

**RESTAURANT THOUMEUX** 47-45-49-73 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30, SALONS CLIMATISÉS.

DINERS AVANT SPECTACLES

**L'ESPACE CHAMPAGNE** 40-30-00-27 110, Galerie de Valois, 1<sup>er</sup> F/Dim.

Le RENDEZ-VOUS de 18 h à 22 h dans les jardins du Palais-Royal. Jous, 20 h Foraine à 125 F avec coupe de champ. Menu champagne 290 F (champ. de marque comp.). Jusqu'à 22 h 30.

SOUPERS APRÈS MINUIT

## LES GRANDES MARCHES

au PIED DE L'IMPÉRA-BASTILLE

Le point de rencontre du quartier

HUITRES - POISSONS

Plus traditionnels

DÉCOR « bagarre de luxe » au rez-de-chaussée

Ambiance club à l'étage

appréciable pour les repas d'affaires

T.J. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin

6, place de la Bastille. 43-42-90-32

PARKING SOUS L'OPÉRA

# HAMLET

EN VIDEOCASSETTE

**UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL**

MEL GIBSON, GLENN CLOSE,  
ALAN BATES...

Un film de Franco Zeffirelli.

Une musique de Ennio Morricone.

C'est impossible de bout en bout  
Shakespeare n'a pas à rougir de Zeffirelli.  
(Le Canard Enchaîné)

Disponible VHS 50 ST  
STEREO HIFI 129

**OFFICE** CARLO

EN VENTE PARTOUT



## THEATRE

## Spectacles nouveaux

## Les Aiguilles et l'opium

de Robert Lepage, avec Robert Lepage et Robert Caux. Robert Lepage, le rouquin glorieux du Québec, bricoleur d'images magiques, sur scène, en personne.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. A partir du 25 novembre. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le samedi à 18 heures. Tél. : 42-74-42-19. 70 F et 90 F. Dernière représentation le 30 novembre.

## Cinq d'affraction

avec Degliame, Jean-Michel Robeco, Agnès Laurent, Georges Peller, Catherine Mouchet, Jean-Daniel Paris et Didier-Georges Gabily.

Des comédiens ont choisi des textes non dramatiques, non littéraires. Des témoignages, des lettres, des confidences, ils les ont adaptés à la scène, répétés pendant trois semaines et les jouent en alternance. Bastille, 78, rue de la Roquette, 11. A partir du 30 novembre. Du mardi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-87-42-14. De 65 F à 150 F.

## Conversation sur la montagne

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Patrick Piquet, avec Jérôme Kircher. L'étranger dans le village. Un paré dans la mare.

Théâtre ouvert-jardin d'Ivry, 4 bis, cité Varon, 19. A partir du 1<sup>er</sup> décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-86-74-40. 75 F et 95 F.

## L'Ecole des mères ; les Acteurs de bonne foi

de Molière, mise en scène de Claude Stratz.

avec Viviana Alberti, Madeleine Assas, Lyla Aubert, Patrick Corinne, Corinne Coderey, Laurent Daubusse, André Faure, Thierry Frémont, Vanessa Lami et Laurence Montandon.

Le mariage chez Marivaux est prétexte à une mise en scène des sentiments et de leurs hésitations, une mise au jour des demi-mensonges et des vérités fuyantes. Jeu subtil, un rire cruel.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 27 novembre. Du mardi au samedi à 20 h. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 25 F à 120 F.

## Fin de partie

de Samuel Beckett, mise en scène de Charles Tordjman, avec Philippe Fretun, Daniel Martin, Gilles Barlier et Jean-Claude Perrin.

Dans une chambre abandonnée, sur une terre désertée, un aveugle et un (presque) paralysique s'affrontent. Le rite de la dernière chance.

Scènes, A partir du 25 novembre au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h. Tél. : 46-61-36-67. De 60 F à 110 F. Dernière représentation le 29 novembre.

## L'inquiétude

de Valère Novarina, mise en scène de Mark Shatzinger, avec André Marcon.

Le langage de Novarina, sa poésie échappée, vivent dans la voix et le corps d'André Marcon, comme s'il était né avec.

Athénée-Louis-Jourvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jourvet, 9. A partir du 28 novembre. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 90 F à 140 F.

## Les Nuits de la coïté

d'Arnand Belacoun, mise en scène d'Antonio Cauchols, avec Antonio Cauchols, Karine Bekkiza, Fanny Laplace, Anne Raphaël, Jean-Yves Beltrac, Gérard Besume et Laurent Langouet.

Le théâtre à venir reviendrait-il sur le marché ?

Scènes, 63, bd de Belleville, 11. A partir du 1<sup>er</sup> décembre. Du lundi au samedi à 20 h 15. Tél. : 43-87-51-55. 55 F et 70 F.

## Les Pieds dans l'eau

d'André Breton, mise en scène de Jean-Pierre Goussier, avec Jean-Pierre Goussier, Loretta Cavotta, Dominique Volande, Muriel et Olivier Seladin.

Retour de Jérôme Deschamps et de ses merveilleux shurris, fétiles et feignasses, roublards et dépassés, qui vivent sur un toit et rêvent de musique. Avant le spectacle, visite d'une exposition pas comme les autres.

Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. A partir du 1<sup>er</sup> décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-03-39-03. 130 F et 170 F.



« L'Ecole des mères », mise en scène de Claude Stratz, à Aubervilliers.

## La vie est un songe (en espagnol)

de Calderón, mise en scène d'Antonio Díaz-Florian, avec en alternance David Ayala, Daniel Benabou, Cécilia Blot, Jean-Louis Desplanches, Hazem Elmandy, Thierry Fida, Hervé Guéhen, Jean Guise, Yvon Jancet, Christian Jancet, Thomas Jancet, Jean-Louis Jancet, Lucien Jancet, Lucien Jancet, Freddy Rojas et Frédéric Théron.

En version originale, les mésaventures du prince Sigismond, marié à une jeune femme depuis son enfance à cause d'une prédiction maladroite.

Cartoucherie-Épée de bois, route du Champ-de-manœuvre, 12. A partir du 28 novembre. Le dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-39-74. Durée : 2 heures. 80 F et 110 F.

Cartoucherie-Épée de bois, route du Champ-de-manœuvre, 12. A partir du 28 novembre. Le dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-39-74. Durée : 2 heures. 80 F et 110 F.

Clô international, 21, bd Jourdan, 14. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 17 heures. Tél. : 43-88-81-54. De 55 F à 95 F.

Carmen Paradis de Corinne Coulin, mise en scène de Louis Bourgeois, avec Corinne Coulin et Serge Faudou.

Elle s'appelle Carmen et travaille dans un dancing de Boulogne. La vie à cet endroit est un jeu de cache-cache.

La Vieille Grille, 1, rue de la Vieille Grille, 1. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

## Le Chevalier d'Olmedo

de Lope de Vega, mise en scène de Louis Bourgeois, avec Jean-Marc Bury, Denis Lavant, Evelyn Loria, Isabelle Candelier, Patricia Diner, Victoria Ferrer, Christian Clermont, Francis Frappet, Nicolas Pignat, Michel Walstra, Guy Perrot, Fernando Secant, Bernard Montlouis, Ivonne Bodocchini, Guy Le Coq, Rodie Kallan, Bertrand Schmitt et Jean-François Pilette et Nathalie Rives (musiciens).

Les amours contrariées d'un chevalier épris d'Olmedo et de la femme de ses rêves. Il montra car il est espagnol.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Vendôme, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

## Le Dernier Quatuor d'un homme sourd

de François Carpentier, mise en scène de Louis Bourgeois, avec Pierre Carrière, Dominique Chevillier, Catherine Germain, Jacques Hecq, Raphaël Almonet et Nathalie Werberges.

Pour-on raconter l'état d'âme et d'esprit d'un homme en interprétant la musique qu'il a composée, par un homme sourd ?

Clô international, 21, bd Jourdan, 14. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 18 h 45. Tél. : 43-88-81-54. De 55 F à 95 F. Dernière représentation le 30 novembre.

## Le Jugement dernier

de Bernard-Henri Lévy, mise en scène

## La Dispute

de Molière, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Pierre Marais, Hélène Fata, Joëlle Schuller, Jean-Jacques Simonian, Valérie Veyron, Stanislas Nordey, Eric Lequigne, Delphine Elst, Emmanuel Costes, Bertrand Bessard et Julie Poulton.

Qui, de l'homme ou de la femme, a inventé le tabouin amoureux ? Une expérience menée avec quatre enfants sages n'apportant pas de réponse, mais dévoilant la fascination éternelle de l'amour, et de la trahison.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-César, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-43-50-51. De 40 F à 100 F.

## Les Atrides

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Akerman, Duccio Bellugi, Juliana Carneiro da Cunha, Grégoire Gaudin, Myriam Mitrakou, Catherine Schaub, Myriam Boulay, Stéphane Pail, Sergio Canto, Laurent Clément, Daniel Domingo, Evelyn Fagnan et Lucie Lecomte.

La trahison et la douleur sont les thèmes de l'Atride, de la malédiction qui les pousse aux meurtres et aux transgressions les plus abominables. De l'espérance de vengeance jusqu'à l'état de droit dans une suite de spectacles épiques, lyriques, magiques.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-manœuvre, 12. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

## Exécuteur 14

d'Adel Hattin, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Georges Châtaignier. Un cri de révolte contre l'abominable.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-César, 93000 Saint-Denis. Du mardi au dimanche à 20 h 45. Tél. : 43-43-00-50. De 40 F à 100 F.

## Félicité ou le Merveilleux Théâtre d'art et de science du docteur de Groningue

de Françoise Thyron, mise en scène de Michel Valmer, avec Pierre-Yves Chaplain, Margy Berdy, Jean-Christophe Grégoire, Olivier Jeannel, Gérard Maja, Daniel Soulier, Françoise Thyron et Jacqueline Labou.

Deux archéologues voguent vers l'Angleterre. Il leur arrive tout de choses qu'ils n'ont pas jusqu'à leur destination.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-06-67-63. De 80 F à 120 F.

## Le Jugement dernier

de Bernard-Henri Lévy, mise en scène

de Jean-Louis Martinelli, avec Pierre Vaneck, Arielle Combaie, Gladio Casademus, Jacques François, Armand Maffre, Alain McIlroy, Beppe Clerici, Man-Yan Hor et Jean-Yves Chataillon.

Un écrivain, une déesse et quelques témoins privilégiés de notre siècle.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-08-49-24. De 40 F à 250 F.

## Macbeth

d'Émile Zola, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aubert, Michel Augoust, Christian Bouillotte, Gilles Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Jay, Isobel Karajic, Gérard Lardoux, Xavier Paroy, Sylvain Thibault et Marie Verd.

Quand l'homme réécrit Shakespeare en l'honneur de son pays, quand l'homme, avec une férocité implacable, poursuit et radicalise la passion du pouvoir.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-08-43-60. De 50 F à 140 F.

## Monsieur Klebs et Rozalie

de René de Obaldia, mise en scène de Jacques Rouy, avec Jacques Rouy, Anne Jacquemais, Nadia Baratin, Jean-François Guillot et Pierre Dumas.

Les amours d'un savant et de sa créature, une Ève électronique. Auront-ils des enfants ?

Théâtre 14 - Jean-Marie Serres, 20, av. Charles-Sauvage, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77. De 55 F à 110 F.

## Mortadela

d'Alfred Aron, mise en scène de l'auteur, avec Haydee Alba, Didier Guédy, Marlu Marini, Adriana Peguerolas, Pilar Robollar, Alma Rosa, Martine Lepage, Oscar Soto, Frédéric et André.

En passant de la rive droite à la rive gauche, des boulevards de Montmartre à la rue de la Gaité, les souvenirs d'Aron se sont encaillés.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-César, 93000 Saint-Denis. Du mardi au dimanche à 20 h 45. Tél. : 43-43-00-50. De 40 F à 100 F.

## Félicité ou le Merveilleux Théâtre d'art et de science du docteur de Groningue

de Françoise Thyron, mise en scène de Michel Valmer, avec Pierre-Yves Chaplain, Margy Berdy, Jean-Christophe Grégoire, Olivier Jeannel, Gérard Maja, Daniel Soulier, Françoise Thyron et Jacqueline Labou.

Deux archéologues voguent vers l'Angleterre. Il leur arrive tout de choses qu'ils n'ont pas jusqu'à leur destination.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-06-67-63. De 80 F à 120 F.

## Le Jugement dernier

de Bernard-Henri Lévy, mise en scène

**AVATAR**  
d'après Théophile Gautier  
mise en scène Thierry Atlan

"Mise en scène, décors, costumes parfaits... Un vrai mélange de romantisme, d'intelligence, d'humour."

M. Cournot - LE MONDE  
"Délicieuse satire... ironie, mystère, envoiement"

L. HELLER - LIBÉRATION

42 26 47 47

**Exposition**  
**Les Enjeux de l'Espace**  
du 27 nov. au 15 déc. 92

Rencontres discussions  
**Les enjeux politiques** : l'Espace, 27 novembre à 20h30. **Les enjeux scientifiques** : 4 décembre à 22h. **Les enjeux de sociétés**, 11 décembre à 20h30.

Avec : Pierre Joxe ministre de la Défense, Jean-Daniel Levi directeur général du CNES Agence française de l'Espace, Roger Lesgards président de la Cité des Sciences et de l'Industrie, Michel Tognini cosmonaute.

Renseignements et réservations : culture Boris Vian - B.P. 43 - 91942 Les Ulis Cedex  
Tél. 01 69 17 10 00

LES ULIS

**LES PARAVENTS**  
Jean Genet

13 nov. au 16 déc. 49 80 18 88

**THEATRE DE L'ATELIER**  
VANECK  
Gisele C.  
FRANÇOIS  
**LE JUGEMENT DERNIER**  
Bernard-Henri LEVY  
mise en scène  
Jean-Louis MARTINELLI  
A. MEFFRE  
Alain MAC MOY  
CLERICI  
Man-Yan JAMES HOR  
Jean-Yves CHATELAIS  
LOCATION 46 06 49 24

**Centre Dramatique De Bretagne**  
**Home**  
de David Storey  
Adaptation  
Marguerite Duras  
Mise en scène  
Philippe Froger  
27 nov / 19 dec  
RENNES  
LA PARCHEMINERIE  
99 79 47 63

**la dispute**  
MARIVAUX  
Mise en scène de Stanislas Nordey  
du 17 novembre au 13 décembre  
**Exécuteur 14**  
42 43 17 17  
TGP  
Texte et mise en scène  
ADEL HAKIM  
JEAN-QUENTIN CHATELAIN  
du 4 novembre au 5 décembre

**COMMUNE**  
l'école des mères  
les acteurs de bonne foi  
mise en scène Claude Stratz  
du 27 novembre au 9 décembre  
marivaux  
tél 48 34 67 67

Danse contemporaine  
Séance 1  
**ODILE DUBOC**  
**GEORGES APPAY**  
**MADELEINE CHICHE**  
Samedi 28 novembre  
21 heures  
Félicité Poil-Paon  
45 BEZONS  
Tél. : 39-82-20-88  
Les de danse  
en Ile-de-France

recital  
**EUGEN INDJIC**  
piano  
Chopin - Schumann - Prokofiev  
JEUDI 11 DECEMBRE 1992  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Location : 49 52 50 50  
Prix des places : de 80 à 290 F



# DE LA SEMAINE

**Opéra équestre**  
de Bartabas, mise en scène de l'auteur.  
La compagnie hommes affronte la compagnie des femmes. Un violon, des chevaux, des musiques qui s'unissent. Un rituel en l'honneur du Centaure.  
Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 33000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 200 F.

**Les Paravents**  
de Jean Goussier, mise en scène de Marcel Maréchal.  
avec Dora Doll, Michèle Grélier, Valérie Lang, Michelle Marquis, Lucie Péron, Fabienne Péron, Gisèle Tourat, Jean-Paul Bordes, Michel Demassieux, Martine Maréchal, Bernard Niseille, Serge Pauthe, Olivier Picq et Pierre Tardif.  
Une pièce étrange qui se passe chez les Algériens puis au pays des morts. Là où tous doivent se rencontrer.  
Maison des arts, place Salvador-Allende, 34000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 heures, la dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-50-18-58. 100 F à 120 F.

**Passacaille**  
de Bruno Meyerson, mise en scène de l'auteur.  
avec Philippe Cousin, Elisabeth Moreau et Geoffrey Carey.  
Derniers jours pour une symphonie visuelle faite d'objets, de mystère, de poésie.  
Cité internationale, 21, bd de la Chapelle, 14. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 45-89-51-54. De 55 F à 95 F.  
Dernière représentation le 28 novembre.

**Le Polygraphe**  
de Marie Perle et Robert Lepage, mise en scène de Robert Lepage.  
avec Marie Perle, Pierre Brasseur, Jean-Pierre Laroche et Pierre Brasseur et...  
Tandis que Robert Lepage se confie au Centre Georges-Pompidou, ses complices nous racontent une terrible histoire de police et de cinéma. Humour et...  
Théâtre du Centre, Renaud-Berault, av. Franklin, 8. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-56-40-70. De 100 F à 140 F.  
Dernière représentation le 28 novembre.

**Les Rustres**  
de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Savary.  
avec Catherine Arditi, Michel Berto, Jacques Boudet, Nelly Charrier, Roger Jendly, Daniel Laloux, Dominique Lavant, Alain Liot, Hélène Mignot, Eric Ruf, Isabelle Brisset, Ivo Poyade et Olivier Roussier.  
Goldoni était féministe. Du moins ne se refusait-il pas d'aimer les femmes. Il admirait leur courage et leur liberté d'esprit.  
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-51-15. 100 F et 140 F.

**Samedi, dimanche et lundi**  
d'Edouard de Filippo, mise en scène de François Pédit.  
avec Dominique Raynaud, Raymond Gélome, Hubert Deschamps, François Lalande, Ahmed El-Mechaie, Teco Celio, Agathe Chouchan, Vincent Colombo, André Darnet, Annie Grégorio, Stéphanie Guérin, Jean-Paul Lahore, Stéphanie Pilonca, Steve Suisa, Frédérique Weidinger et Eric Lévain.  
Le cinquantenaire du déjeuner dominical et familial complètement perturbé par la jalousie. Ce n'est pas triste.  
Théâtre Silvia Monfort, 106, rue Brancion, 15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-51-10-56. De 26 F à 120 F.

**Vu du pont**  
d'Arthur Miller, mise en scène de Jacques Monod.  
avec Michel Cretton, Catherine Rouvel, Pierre Bianco, Denis Feu, François Font, Bernard Lapasset, Jacques Mornas et Michèle Mouton.  
Le rêve américain de deux générations d'immigrés italiens, à Brooklyn.  
Théâtre 13, 24, rue Dantel, 13. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 45-55-52-22. 60 F et 110 F.

**La Cantatrice chauve**  
d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Luc Lagarce.  
avec Emmanuelle Béarnachewitz, Olivier Acher, Isabelle Herberthmeyer, Jean-Louis Griffield, François Berreux et Elisabeth Mazav ou Marie-Paul Sirvent.  
La base de l'absurde revue par un tendre

Pierrot lunaire. Le charme s'ajoute à rir. Le spectacle est également...  
le 1<sup>er</sup> décembre au... (66-52-52-64) avant d'arriver à Paris.  
Théâtre Sorano, 35, allée Jules... 31000 Toulouse. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 51-25-68-57. De 80 F à 120 F.  
Dernière représentation le 28 novembre.

**Le Pleure-misère**  
de Raimu O'Brien, mise en scène de Marie Vassières.  
avec Dominique Collignon-Maurin, Laurent Maréchal, Michel Mathieu, Emmanuelle Stocli et Marie Vassières.  
Chronique d'un village irlandais plein de rêves, de whisky, de pittoresque.  
Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 61-42-33-95. 90 F.  
Dernière représentation le 28 novembre.

**Strasbourg**  
**Le Fantôme amoureux**  
de Philippe...  
avec Jean-Marie Villégier, Bruno Ricci, Pauline Basso, Michel André, Marie Perle, Splimann, Pierre Mermas, Vincent Sémont, Sylvie Moustier, Didier Nivert et Jonathan Duverger.  
découvrir les secrets du théâtre baroque.  
Théâtre national, 1, rue... 67000 Strasbourg. Le... à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

**Rennes**  
**Home**  
de David Storey, mise en scène de Philippe Frogier.  
avec Alain Kowalczyk, Serge Le Lay, Yvette Polier, Gilles Roussin et Erik Vandaele.  
Ils se sont enfermés pour échapper au monde. Ils n'échappent pas au regard des autres.  
Théâtre de la Paroissierie, rue de la... 35000 Rennes. Les mardi, vendredi... à 20 h 30. Tél. : 98-30-38-01. De 20 F à 100 F.

**Bordeaux**  
**Personnages avec passé**  
de Claude Bourgeys, mise en scène de Jean-Louis Thamin.  
avec Arnaud Giovaninetti, Michel... et Thierry Biane.  
Le fils est amoureux du jeune amant de sa mère, et veut mourir. Il est à l'âge du...  
Centre dramatique national, 3, pl. Pierre-Boncompagni, 33000 Bordeaux. Du... à 20 h 30. Tél. : ...

**Nîmes**  
**Terra incognita**  
de Georges Lévandier, mise en scène de l'auteur.  
avec Anne Ahern, Gilles Arbous, Louis Boyler, David Burstein, Christophe Delachaux, Marc Hernandez-Rodriguez, Sergio Leguina-Rodriguez, Sylvie Orler, Annie Perret, Patrick Plesant, Fernando Rubio-Sanuel, Marie-Paule Trystam et Gérard Barreaux, Mario Casarín-Díaz, Ambrosio Henrique et Patricia Ayala (musiciens).  
Le Mexique... avec la musique...  
Théâtre de Nîmes, 8, rue Fraque, 30000 Nîmes. Les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 66-36-12-11. De 80 F à 130 F.

**Brest**  
**Un Grand Meaulnes**  
d'après Alain-Fournier, mise en scène de Wladyslaw Zorko.  
avec Damien Bouvet, Davor Dujmovic, Jean-Pierre Holtebaq, Patrick Le Mauff, Jacques Paliet, Marc Proulx, Nicolas Remond, Irène Vavikova, Philippe Vincant et Sini Zorko-Bronart.  
Le... qui s'entrevoient pour le plus grand bonheur du...  
Le Quart Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, Clemenceau, 29000 Brest. Du... à 20 h 30. Tél. : 95-44-10-10. De 60 F à 130 F.

**Dijon**  
**Une envie de mer sur le bout de la langue**  
de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur.  
avec Jean-Christophe Soniffait, Daniel Briquet, Lucie Decaillet, Gil Lagay, Gérard Lacombe et...  
Un soir, à la porte d'une... le monde fragile de Durringer.  
Théâtre du Centre, rue Monge, 21000 Dijon. Les... et jeudi à 19 h 30, le samedi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et 105 F.  
Dernière représentation le 28 novembre.

**La sélection « Théâtre »**  
a été établie par Collette Godard.

## DANSE

### Paris

**Compagnie Dominique Bagouet**  
*So Schwell, One Story as in Falling*  
Une nouvelle incarnation de Dominique Bagouet sur la *Canzone BWV 24* de Bach, entremêlée des bruits industriels de bonastrie qui ont bercé son enfance.  
*One Story...* est la pièce qu'a...  
Triana Brown pour les *Jeux de la Bagouet*.  
Opéra de Paris-Garnier, du... au 28 novembre, 19 h 30. Tél. : 41-41-81-11. De 20 F à 180 F.

**Jacques Nadi/Theâtre Jol**  
*Les Bachelors d'Europe (I)*  
*Tempio IV*  
Le... « absurde », grimpant et drôle de Nadi, qui emprunte à Kantor, au... muet, au cirque, mais... son ton lui personnel. *Les Echelles*... d'une ravissante musique jouée en... par des... hongrois.  
Théâtre de la Ville, (1) du... au 5 décembre.

les (2) du 8 au 12, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. F et 130 F.

**Compagnie Fattoumi-Lamoureux**  
*Si l'on que l'on aime (2)*  
Un quatuor dédié à Mozart, le duo qui lança les Fattoumi-Lamoureux et leur première... d'élargissement jusqu'au quintette : le parcours de deux... chorégraphes qui sont aussi... leurs camarades, des...  
Gharcourt, Le Filles (1) le 26 novembre, du 28, 20 h 30. Tél. : 30-62-82-61. De 65 F à 95 F.

**Biennale du Val-de-Marne**  
1, 2, 3, 4  
Suite de la série « Un solo, un duo, un trio, un quatuor » par soirée, consacrée par la Biennale à la jeune... chorégraphie. Cette semaine : Michel Kelemenis, Schmid et Pernet, Michel Mouradian, Mouradian (1) ; Gitta Barbet, Jean-Paul Gilly, Catherine Langlade et Mourad Belkour (2).  
(1) Vitry-sur-Seine, Théâtre Jean-Vilar, le 27 novembre, 20 h 45. (2) Vitry-sur-Seine, Théâtre, le 28, 20 h 45. Tél. : 46-96-17-04. 70 F et 110 F.

**Rea de danse en Ile-de-France**  
Suite et fin : Guizex, Piollet et Paré avec *Eventail III* à Sèvres le 27, Ris-Orangis le 28, Evreux le 29. Georges Appart avec le *Conte du tailleur* à Bezons le 28. Jean-François Duroure avec le *Sable et l'Écume* le 27 à Sannois et le 28 à Herblay. Peter Goss avec *Circumambulation* et *The Other Side* le 29 à Saint-Michel-sur-Orge le 28. Mathilde Monnier avec le ne vois pas la femme cachée dans la forêt le 26 à Aubray-sous-

Rea, Vitry-sur-Seine à Epinay-sur-Seine le 28, Jean-Claude avec les *Auranches* à Mity-Mity le 28.  
Des... et...  
Régions

**Cannes**  
**Festival international**  
Sous l'impulsion de son nouveau directeur Yorgos Loukos, le huitième Festival prend un virage... l'ailé, vers davantage de créations : deux... chorégraphes à la... internationale en lançant... chorégraphie, avec la première venue en France de la Compagnie Ralph Lemon et la Phoenix Dance Company. La reine... (Brown) est... présente, comme le Nederlands Dans Theater III de Jiri Kylian et de Sylvie... de Lyon et de Paris. Pour montrer qu'on... se sépare, on ouvre... Giselle (dans la... jolies... de Pierre Lacotte, avec le... de Nancy), la laquelle... dans le... romantique de Maryse Delente...

**Mauberge**  
**Bill T. Jones/Arnie Zane Company**  
... *Continuum*... D...  
... *Water*, An...  
Un... explosif d'humour, d'énergie, d'émotion, d'angoisse, d'effroi... danseurs déchaînés. A...

**La Manège**, 26 novembre, 20 h 30. Tél. : 27-55-65-40. 60 F.

**Rennes**  
**Bouvier/Obadia**  
... (1)  
... on grand secret  
... les... majeures... deux chorégraphes qui, après dix... et un... pittoresque de la danse contemporaine française, se main...

**Ballet national de Nancy et de Lorraine**  
... *Le Balcon*...  
Programme haut de gamme, avec l'immortel... de Fokine, la romantique... de Balanchine. Plus... en connaissons pas encore la 7<sup>e</sup>... de Pierre Lacotte, une... musique de... En prime, un... de... que.

**Bordeaux**  
**Nederlands Dans Theater**  
... *Le Balcon*...  
... les... plus... de... Jiri Kylian, puissamment aidé ici par...  
Théâtre, les 25, 26 et 27 novembre à 20 h 30, le 28 à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 66-48-55-54. De 40 F à 150 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Masc.




**“Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ?”**

avec l'astrophysicien  
D. Kamath invité de l'émission “La nuit des...”  
ici, il cite Leibniz. Téléphone N° 2223.

**“Tant qu'il y aura des femmes pour faire les tomates, la vie vaudra d'être vécue”.**

Entretien avec Jean... à l'occasion de la sortie de son... “Beignets de... vertes”  
Téléphone N° 2228.

La meilleure façon de choisir est de faire sa propre opinion. Télévision, radio, cinéma, livres, arts, musique, théâtre, actualité, chaque mercredi, Téléràma est un lieu de rencontres et de confrontations.

**Téléràma**

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN

## Régions

### Toulouse

**La Cantatrice chauve**  
d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Luc Lagarce.  
avec Emmanuelle Béarnachewitz, Olivier Acher, Isabelle Herberthmeyer, Jean-Louis Griffield, François Berreux et Elisabeth Mazav ou Marie-Paul Sirvent.  
La base de l'absurde revue par un tendre







مكتبة الأصوات

## DE LA SEMAINE



«Faust» dans la mise en scène de Jorge Lavelli en 1975 à Garnier. Reprise à l'Opéra-Bastille, le 27 novembre.

### Tournées

#### Southside Johnny et Sonny Landreth

La hoboerie d'Asbury Park (par opposition au roi de ces lieux, Bruce Springsteen) a réuni ses Jukes et recommencé à faire chanter son rhythm'n'blues bien gras. En première partie, l'excellent guitariste Sonny Landreth.

Le 27 novembre, Nancy, Terminal Sport. Le 28, Paris, Elysée-Montmartre.

#### Les Nègresses vertes

Dernières dates d'une tournée presque exhaustive. A la fin, les excuses pour ne pas avoir essayé la recette Nègresse (folle, professionnalisme, métissage, et originalité) ne seront plus acceptées.

Le 26 novembre, Vannes, Parc des expositions. Le 27, Brest, Parc des expositions de l'océan. Le 28, Mayenne, Salle polyvalente.

#### James

Finalement, le succès commercial de James n'aura pas atteint les proportions espérées. Tant mieux, ce groupe sincère, presque mystique, y aura sans doute sauvé son âme.

Le 26 novembre, Bordeaux, le Kiboutz. Le 27, Toulouse, Salle des fêtes de Portet-sur-Garonne. Le 28, Montpellier, Rock'n'roll Odéon. Le 30, Lyon, le Tensin. Le 1<sup>er</sup> décembre, Besançon, le Montjoye. Le 2, Strasbourg, Salle de la Source.

#### Willy DeVille

L'héritage de Bronx est en pleine forme. Bien entendu, Willy DeVille se balade du Mexique à La Nouvelle-Orléans, de l'Hudson au Mississippi.

Le 27 novembre, Thonon, Maison des Arts. Le 28, Paris, l'Olympia. Le 30, Grenoble, le Samsum. Le 1<sup>er</sup> décembre, Lyon, le Transbordeur.

### Les Casse-Pieds

«Steak Your Body». Comment résister à cette injonction ? Les Casse-Pieds se sont fait une spécialité de grossir les déformations que la traversée de la Manche ou de l'Atlantique inflige au rock'n'roll. Ils sont drôles et ce sont de vrais rockers.

Le 26 novembre, Marseille, MJC de la Corderie. Le 27, Avignon, l'Armatan. Le 28, Dijon, le Forum.

### Chanson

#### La Java des mémoires

En une centaine de chansons ou extraits d'airs populaires, six comédiens chanteurs balisent le paysage de la France populaire avec un certain humour. La chronologie est quelque peu bouleversée, la mise en scène aurait pu mieux faire, mais l'ensemble prouve une fois de plus qu'on les connaît toutes.

Le 26, 28 et 27 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre, 21 heures ; le 28, 18 heures et 21 h 30. Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-06-16-50. Location France. De 90 F à 150 F.

#### Michel Jonasz

Michel Jonasz tel qu'en lui-même. Excellent chanteur, il passe en revue les tubes de naguère (*Lucille, Joueur de blues...*). Les chansons d'aujourd'hui (tirées de l'album *Oh est la source*, chez WEA). Il bénéficie du soutien actif de musiciens heureux (dont quatre «pointures» américaines), et d'une mise en lumière (d'Alain Longchamp) exceptionnelle.

Le 25, 26, 27 et 28 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-06-50-00. De 170 F à 240 F.

### Eric Larcene

Le Toulousain frondeur s'attaque au public parisien, après une première entreprise de séduction au petit Théâtre du Tourtour l'an passé. Un album, *Plaisir d'offrir, joie de recevoir*, le premier (Toulousain), et une carrière de chanteur à bâtir sur les fondations de ses aînés : Higelin, Létard, Persone.

Le 25, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

### La Tordue

On les avait vus au printemps, au Sentier des Halles, petite salle souvent pionnière. Ce groupe de quatre garçons sait créer une atmosphère un peu noire, néo-réaliste rigoureuse, entre Nègresses vertes et rappel de Marianne Oswald, avec humour et gags. A suivre dans la même veine de chanson française revue et corrigée années 90, la Compagnie Négaires au Sentier des Halles (à 20 heures). Tél. : 42-36-37-27.

Le 26, 27 et 28, Berry, 19 heures. Tél. : 43-57-51-55.

### Tournées

#### Jacques Higelin

Inextinguible Jacques qui n'a pas fini d'épuiser les charmes de l'Hexagone, après une saison passionnante de collaboration avec les chorales locales, les premières parties amies ou exotiques. Chaque concert est l'égal de l'autre et, pour cela même, n'a rien à voir avec le précédent. Car Jacques ne perd jamais le fil du rythme, de la parole et de l'improvisation.

Le 26 novembre, au Théâtre de Bourg-en-Bresse. Le 27, au Théâtre de Gap. Le 28, Saint-Chamond, salle Aristide Briand. Le 29, Viroflay, Théâtre du Moulin. Le 1<sup>er</sup> décembre, Argentan, salle Jean Villot. Le 2, Clamart, Centre culturel Jean-Arp.

#### Etienne Daho

Le plaisir d'une aventure plus audacieuse que les circonstances ne l'exigent : au lieu de se reposer sur des requins de studio, Daho s'appuie sur un vrai groupe, prenant le risque de l'approximation, gagnant en joie de jouer ce qu'il perd en précision.

Le 26 novembre, Lyon, Hall Tony Garnier. Le 27, Maisons-Alfort, Palais des sports. Le 28, Reims, Parc des expositions. Le 30, Troyes, Espace Argence.

#### Nilda Fernandez

Nilda est un magicien à la voix caressante, qui jongle entre l'Espagne de ses origines et la France de son quotidien. Il met en scène avec subtilité les ambiances décalées de chansons qu'il n'hésite pas à chanter sans micro, *Madrid, Madrid, De Lyon à Barcelone*, le charme est certain, l'endosse est en prime.

Le 27 novembre, La Roche-sur-Yon, Théâtre municipal. Le 28, Saint-Barthélemy-sur-Adour, Théâtre de l'hôtel de ville. Le 1<sup>er</sup> décembre, Sarcelles, Forum des Châteliers. Le 2, Dijon, le Forum.

### Musiques du monde

#### Andrés Ramos

Ce jeune homme de dix-sept ans chante le tango comme s'il en avait vécu tous les drames, tous les amours.

Du 25 au 28, Troisième de Buenos Aires. 22 h 30, Tél. : 40-26-28-58.

#### Ranganayaki Rajagopalani

Selon la tradition de la musique savante du sud de l'Inde, la veena saraswati, un luth à la sonorité profonde, est un instrument qui permet le dialogue intime avec les dieux, plus précisément avec le déesse

Saraswati qui régit la connaissance et la musique. Ranganayaki Rajagopalani est la dernière représentante du style de Tanjore.

Le 26, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

### Musique de Java

Irwan Purnama  
Asap Kosasih  
Endang Sukandar

Un style de musique de chambre encore pratiqué à l'ouest de Java. De grandes cithares à dix-huit cordes, des flûtes de bambou, un chant tout en finesse créent une atmosphère magique.

Le 27, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

### Pays baltes

Début d'un cycle consacré aux pays baltes. L'ensemble Raza, un groupe de femmes de Setu, pratique l'art de la polyphonie.

Du 1<sup>er</sup> au 8 décembre, Maison des cultures du monde, 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30.

### Festival

#### Musicales de Bastia

L'ouverture des cinquièmes Musicales de Bastia sera placée sous le signe de Mozart (entre autres : Michel Portal, clarinette). Mais c'est ensuite à la chanson et aux musiques du monde que ce festival fera la part belle. Le 2 : Dominianna, Patricia Pelt, Angélique Kidjo et Mann Dibenango. Le 3 : Jean Vasca et Michel Fugain. Le 4 : A. Filletta. Le 5 : les Nouveaux Polyphonies corse. Le 6 : les Nouveaux Polyphonies corse. Tél. : 95-32-55-91.

### Tournées

#### Salif Keita

Salif Keita, Malien, chanteur huraire, ex-patron des Ambassadeurs, à qui l'on doit quelques beautés évidentes de la musique africaine moderne. Aujourd'hui passé à un style plus international, il a gardé la voix, perdu un peu de cœur, mais le miracle se produit encore.

Le 26 novembre, Marseille, Espace Julien. Le 28, Montpellier, Salle Victoire II.

#### Angélique Kidjo

La Béninoise ne se réfère à aucune tradition nationale, sa musique parle de l'Afrique, mais est le résultat d'une cuisine toute personnelle. Voilà pourquoi les puristes la montrent du doigt. Les autres se rendront au charme, à l'énergie de cette femme irrésistible.

Le 26 novembre, Nantes, la Bouche d'air. Le 27, Rouen, le Trianon transatlantique. Le 1<sup>er</sup> décembre, Marseille, espace Julien. Le 2, au Musical de Bastia.

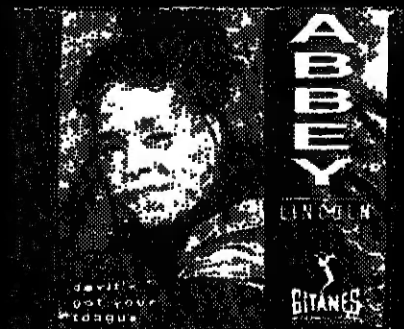
#### Francisco Ulloa

Fabuleux accordéoniste venu de Saint-Domingue, champion de la vélocité sur le piano à bretelles, maître irrésistible de la danse version Carabes, avec tous ses mélanges, la salsa et le resto. Un personnage bouillonnant. Et charmeur avec tout ça.

Le 25 novembre, Amiens, la Lune des cimes. Le 27, MJC de Cesson. Le 28, MJC de Carre.

La sélection  
«Classique» a été établie par  
Alain Lompech.  
«Jazz» : Francis Marmande.  
«Rock» : Thomas Sotinel.  
«Chanson» et  
«Musiques du monde» :  
Véronique Mortaigne.

# NON ABBEEY LINCOLN NE CHANtera PAS AVANT LES 14, 15, 16, 17 DECEMBRE 92



Abbey Lincoln présente  
The Merry Dancer avec :  
The Noel Singers, Steve Lacy, Rodney Kendrick.  
Nouvel album : 'Devil's got your tongue'  
CD/K7 513 574 - 2/4  
En concert à 21h à l'Auditorium du Châtelet  
Réservations minitel 3615 Châtelet  
Tél. : 40.28.28.40

avec  
**France Inter**







# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Palmarès de l'année

Édition 1992

Pour la troisième année consécutive, Deutsche Grammophon regroupe en un coffret de cinq disques compactes, la quasi-totalité des enregistrements distingués par les revues spécialisées. L'affaire de l'année? On serait tenté de le penser, les œuvres sont données intégralement (à de rares exceptions près) pour un prix équivalent à celui des séries les plus économiques (300 F environ). Et les interprétations méritent toutes, à une exception près, leurs récompenses. Sont notamment incluses dans ce coffret, et en version intégrale, la *Deuxième* de Mahler par Bernstein, la *Troisième* de Brahms par Giulini, *El Salón México* de Copland par Bernstein, le *Chant des parcs* de Brahms par Abbado, le *19<sup>e</sup> Concerto* de Mozart par Haskil et Frisay, les *Capricci* de Schumann par Kempff, la *Berceuse* de Chopin par Pollini, *Ah! Perfido* de Beethoven par Stiller, la *Huitième Sonate* de Prokofiev par Gavrilov, la *Deuxième* de Scriabine et la *Sonate Hob. VII* de 1946 par Fagorich, des *Variations pour violoncelle et piano* de Beethoven par Maistry et Argerich, deux lieder de Schubert par Fassbender, la *Sonate pour violoncelle seul* de Ligeti par Haimowitz, des extraits de la *Clémence de Titus* par Gardiner et de la *Fille enchantée* de Mozart par Frisay, de *Salomé* de Strauss par Stiller et Sinopoli, de l'*Ange de feu* de Prokofiev par Neeme Jarvi (interprétation vraiment insuffisante), de *Pelléas et Mélisande* de Debussy par Maria Ewing, François Leroux et Abbado, du *Crépuscule des dieux* de Wagner par Matti Salminen, le *Met* de New-York, direction James Levine (cette fois-ci, plus que convainquant) etc. Ce coffret, joliment présenté, est un cadeau idéal.

Un coffret de 5 CD Deutsche Grammophon 437 621-2.

#### Schubert

400 lieder

Deutsche Grammophon (Sony), Gerald Moore (Naxos).

L'un des grands projets de l'histoire du disque, avec l'intégrale Stravinsky par Stravinsky (Sony), celles des cantates de Bach par Leonhardt et Harnoncourt (Teldec), des sonates de Scarlatti par Scott Ross (Erato), avec l'intégrale Mozart (Philips), le Livre d'or de l'orgue français réalisé par André Isoir (Isor), et bien sûr, avec la première intégrale des sonates pour piano de Beethoven réalisée par Schnabel au cours des années 30 (EMI). Pour la première fois rééditée sur disques compactes, cette somme n'est pas à écouter de façon stakhanoviste, mais à découvrir peu à

pen. Cela pourra prendre une ou deux années, voire davantage. Le pire serait, en effet, de ne pas accorder toute l'attention nécessaire à l'art de Fischer-Dieskau et de Gerald Moore, de ne pas considérer chacun de ces lieder de Schubert comme une grande œuvre. Avant que ces deux musiciens ne s'en emparent, la plupart de ces mélodies n'étaient que des signes sur du papier (certains ne peuvent d'ailleurs toujours être entendues que dans cette interprétation légendaire). Le géant Atlas portait le monde sur ses épaules. Dietrich Fischer-Dieskau et Gerald Moore portent l'univers du lied.

Un coffret de 21 CD Deutsche Grammophon 437 214-2, 1600 F environ. Les disques compactes sont répartis en trois coffrets de carton et glissés dans des pochettes de papier. Cette réédition reprend la présentation de l'édition originale réduite au format compact. Une innovation qui pourrait avantageusement être étendue à l'édition de tous les coffrets.

A. Lo.

### Jazz

#### Mike Stern

Standard

Mike Stern est un guitariste qu'on aimerait aimer. Il a un fond liquide, une douceur d'expression, un vrai penchant pour le lyrisme bluesy qui donne à ses interventions une couleur personnelle. Très authentique. Son apport aux uns et aux autres est indéniable. Le meilleur exemple est probablement le groupe de réinvention, en 1981, de Miles Davis. Pourtant, Mike Stern se note aimablement parfois dans un excès de grâce et de suavité. De ce point de vue, les standards ne pardonnent pas et sont de puissants révélateurs.

Et ce disque, avec Bob Berg et Al Foster, au lieu d'être le poème attendu est simplement plaisant. A quoi bon? 1 CD Atlantic Jazz 756 78 2419.

#### Roy Haines

When it's Happy, it's Happy

Roy Haines, le batteur préféré d'une époque qui n'en manque pourtant pas (Max, Kenny, Philly et les autres - Elvin c'est une autre paire de baguettes), signe un disque tranquille et carré, parfois un peu pesant. On peut toujours rêver à Rollins dans *Brown Skin Girl* (le rythme lui irait comme un gros gam) et que David Kikoski soit un pianiste reconnu à sa juste dimension. Mais ce monde n'est pas fait, il s'en faut.

1 CD Dreyfus 191 151.

F. M.

### Blues

#### John Lee Hooker

Boom Boom

John Lee Hooker fut l'un des premiers grands anciens à bénéficier du traitement régénérant à base d'administrateurs. *The Healer* et *Mr. Lucky*, ses deux derniers albums, le présentaient tel un grand-père recevant l'hommage de sa descendance directe - Robert Cray, Buddy Guy - ou lointaine - Carlos Santana - Bonnie Raitt. *Boom Boom* compte avec cette méthode. Ici Hooker est accompagné du groupe de Cray tout au long de l'album, soutenu par Jimmie Vaughan à la guitare. L'exactitude, le luxe confortable de *Mr. Lucky* sont partis avec les superstars. Et l'on entend revenir tout ce qui n'a empêché John Lee Hooker de devenir un exemple au même titre que Muddy Waters ou Howlin' Wolf : la sauvagerie, le refus des formats (douze mesures, connais pas : John



La Cumparsita depuis l'origine.

D.R.

Lee Hooker fera durer ses complets aussi longtemps qu'il lui chantera, l'absence de technique.

On entendra sur ce disque *Hittin' the Bottle Again*, exemple indéniable de blues. Le martèlement des chaussures sur le sol du studio, la guitare National caressée d'une main distraite et la voix qui sort de profondeurs insondables, d'années passées à travailler pour pouvoir chanter, à boire pour oublier, à se débrouiller plus ou moins bien avec les femmes (*Boom Boom* est la relation sardonique d'un crime passionnel). Et cette voix dit un nouveau blues. Celui de l'homme qui passe par la porte de derrière pour que personne ne sache que - cirrhose ou pas, avec ou sans cancer - il boira, parce que la dernière descente est exténuée. Sur le reste du disque, John Lee Hooker continue, comme à son habitude, à faire la nique aux petits jeunes, mais, pendant quelques minutes, il ose aller là où on ne s'aventure que rarement, surtout armé seulement d'une guitare et de croquis.

1 CD Virgin/VIMF 263-213.

T. S.

### Rock

#### Les Garçons Bouchers

Vacarmellito ou le Homme bruyant

François Hadji-Lazaro dirige deux groupes : Pigalle et les Garçons Bouchers. La réputation croissante du premier, le succès de son hybridation rock-chanson réaliste a fini par obscurcir totalement l'astre des Bouchers. D'aucuns s'y seraient résignés, pas Hadji-Lazaro, qui a décidé de ressusciter les Garçons Bouchers en écrivant leur meilleur album à ce jour.

Produit avec plus de soin que d'habitude, mieux joué, *Vacarmellito* garde quand même quelques-uns des défauts qui ont fait la réputation des Garçons Bouchers : collage brutal d'éléments musicaux qui n'ont rien à voir entre eux (guitares saturées et vieilles à roue, mélodies rurales et arrangements post-punks), précipitation et textes adolescents (*Tout se dégrade*, critique radicale de la société que l'on interdirait bien aux plus de quinze ans et demi). On préférera les odes au vin (*Hommage au doux nectar*), la chronique parisienne (*Paris-Provence*, très proche de l'atmosphère des chansons de Pigalle) et les irrutions drolatiques dans la sphère privée (*Ferme la gueule et fais le*).

Bouchers Productions/Island 514 150-2.

T. S.

(C'est juste un constat, frappé trop fort, à l'ancienne manière), des naïvetés dans le pluriel. Mais ce premier album est aussi l'occasion d'explorer un univers encore en gestation, où le détachement gère l'angoisse (« Juste quelquefois, quand j'ai pas vite! À coup sûr, ça m'emmène vers toi! Ça m'a fait du froid, je m'en sors très bien! Je manque de rien »), où la guitare (slide, électrique, acoustique) joue le rôle principal.

1 CD Columbia 472175.

V. Mo.

### Musiques du monde

#### La Cumparsita

Vinco voces immortal

Ce disque est une merveille. A condition bien entendu d'aimer la *Cumparsita*! Et cette compilation peu commune regroupe vingt et une versions de cette marche estudiantine née à Montevideo pendant le Carnaval de 1916, et devenue l'un des thèmes les plus fameux du répertoire du tango argentin.

Un jeune compositeur timide, Gerardo Mattos Rodrigues, proposa ce thème un soir à Roberto Firpo, une star du tango en tournée. Le chanteur ne « crut » à la *Cumparsita* qu'au cinquième appel. L'album nous restitue cette première version (Roberto Firpo y su cuarteto, 1916) : l'empreinte du rythme initial de défilé n'y est pas tout à fait estompée.

Les années passent, le plus célèbre de tous les tangos gagne des paroles (sombres). Carlos Gardel (1927) le chante. Anibal Troilo (1943) le joue. Osvaldo Pugliese (1959) le réécrit. Le plaisir s'achève ici avec une vision plus sophistiquée du Sexteto Mayor (1974). *La Cumparsita*, ses longues supplications au violon, au chant, sur les accords

tranchants du bandonéon, traverse le siècle avec aisance.

1 CD EMI 797519. Distribué par IHL.

#### Violeta Parra

Violetando la guitarra (1)

Las últimas composiciones (2)

Rédédition heureuse, celle de ces seize titres en forme d'hommage à la grande chanteuse chilienne, disparue en 1967. Paru en 1958, l'album avait permis au Chili de redécouvrir la richesse de son folklore. Grande inspiratrice de la chanson populaire et révolutionnaire du continent sud-américain, aux côtés de l'Argentin Atahualpa Yupanqui, mort cette année, Violeta Parra est une figure emblématique de la résistance aux inégalités et aux dictatures. Elle fut aussi une représentante inébranlable de l'art de son peuple, sillonnant l'Europe et le continent américain avec sa seule guitare, ou encore fondant le Musée de musique populaire chilienne à l'université de Concepcion. Mazurka, valse, punteada, polka, tirées du folklore (sauf deux titres de sa composition), sont chantées par Violeta Parra, de sa voix haute, claire, qui flirte avec la naïveté avec un art inégalé. L'enregistrement a gardé une fraîcheur peu commune, avec ces mots tranchés d'accords de guitare.

La même livraison, fournie par un importateur qui a décidé de se pencher de plus près sur les trésors de la musique sud-américaine, malheureusement sortie de mode, nous offre quatorze compositions de Violeta Parra, dont certaines telles *Gracias a la vida* ou *Volver a los 17* ont ensuite fait le tour du monde. L'album initial date de 1966. La voix s'est réchauffée, guitares et percussions s'ajoutent au dépouillement initial.

(1) 1 CD EMI CMI 799018. Distribué par IHL.

(2) 1 CD IRT 7141001. Distribué par IHL.

V. Mo.

### « 900 », le nouvel album de Paolo Conte

## Les sources du futur

L'E Novecento, ce vingtième siècle heurté, est une drôle de créature qui terrorise Paolo Conte sans jamais l'abattre. Une série vivante d'images contradictoires qui finissent par dessiner une fresque où des soleils grinçants, trop forts, et de lourds nuages noirs se décalent au fur et à mesure qu'ils passent. Le poète est un magicien au regard affûté, tirillé par ses souvenirs, assez en tout cas pour ressusciter des bribes d'un siècle sur le point de se noyer dans un autre temps. C'est-à-dire que ce siècle finissant où nous vivons? Des morceaux d'antan, à la paysanne : « On dit que dans les maisons des femmes pâles/penchées sur leur vieille Singer, couvent/ Des cache-poussière en percale. » Des prémices d'un monde à venir : « La paille voltigeait dans l'air jaune/ Au-dessus du royaume des aigles/ Où l'avion scintille... Où l'avion scintille comme les yeux/ Des enfants qui - vagabonds - / Le regardaient à travers les carreaux... » etc. » etc. » etc.

Novecento, la chanson qui ouvre ce nouvel album de Paolo Conte, recueille toutes les obsessions, toutes les blessures de l'avocat d'Assi. 900, l'album, renoue avec les envies poétiques de l'auteur, celles du temps béni de *Una Giornata al Mar*, composé dans la période où Paolo Conte n'était pas encore à la mode, lorsque, auteur-compositeur déjà connu, il venait à peine de se résigner à chanter (1974). Pour *Parole d'amore scritte a macchina*, paru en 1990, Paolo Conte avait fait le pari du rythme. Il y avait invité des choristes phéniciens, et le tout swinguait comme dans les folles années 30.

Novecento est un album bien plus italien. Le jazz y est (Gong-Ho, fantôme jubilatoire, avec introduction à l'ukulele et solo de tuba, de Chick Webb), mais, plus encore, ces airs d'accordéon qui naviguent entre drame et gaieté, ces fanfares légèrement dégingandées (Novecento, ou encore *Una di queste notti*, comptine

où il est question du bonheur fugace). Comme au cinéma.

Bien sûr, le plus grand inventeur du siècle, c'est le jazz. L'illustration de couverture, dessinée par Paolo Conte, figure un grand Noir dégingandé au piano. Au verso, Paolo, le vrai, allume une cigarette de fin de soirée dans une loge. « Quelle décadence que la réalité... » Moustaches, miroir, yeux plissés, univers égaré, mais fruste. A mi-album, plus nostalgique que jamais, le piano de Paolo suit le mouvement de rebroussement, cette fois non plus sur le siècle, dont Paolo Conte s'est toujours demandé ce qu'en retiendrait la postérité.

Six mois de préproduction, un été d'enregistrement campagnard, sous l'exclusive direction du maestro Conte, seize musiciens de premier ordre : le soin apporté à l'entreprise donne à ce 900 des allures de bijou scintillant. Au milieu de cet ensemble d'instruments acoustiques savamment enchevêtrés, les percussions, presque abandonnées au profit de la guitare rythmique sur *Parole d'amore*, reprennent leur droit (blues, slow, mambo, pop...). Une seule concession est faite aux synthétiseurs aériens (*I giardini pensili fanno fatto il loro tempo*), mais c'est pour permettre à Paolo d'imposer un solo de kazoo (sifflet) aussi rugueux que la voix du chanteur dans le rôle de l'ours mal rasé.

900 commence philosophiquement. La poésie, la musicalité des mots ne le quittent pas un instant. Il se termine en dérision : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es/ Ne me le dis pas, Ne me le dis pas/ Avec la brillante du Bengale/ Sur la tête, présente-toi. » Les cheveux gominés ont encore de beaux jours devant eux.

#### VÉRONIQUE MORTAIGNE

\* 1 CD CGD 4509-91033. Distribué par Carrère Music.

Izzy Stradlin and the Ju Ju Hounds  
remontent sur les planches

LE 2 DÉCEMBRE A L'ÉLYSÉE MONTMARTRE (19H30)

Disponible en CD et K7

Une des bonnes nouvelles de cette rentrée  
(T.S. - LE MONDE)



OPÉRA SUBAQUATIQUE  
à GrenobleYUMI NARA  
LE CHANT  
DE LA SIRÈNE

Événement ruisselant au Festival des « 38<sup>e</sup> Rugissants » au soir du 4 et du 5 décembre : les trois bassins de la piscine d'Echirolles, près de Grenoble, seront transformés en boîte à musique pour Crysallis, l'opéra subaquatique de Michel Redolfi. L'audition se fait en nageant, pour un public en maillot de bains, recevant le son par tout le corps à travers l'élément liquide. Les instrumentistes jouent des bronzes acoustiques et des percussions, munis de bouteilles de plongée. Yumi Nara est la voix unique de cet opéra, elle chante immergée jusqu'à la poitrine, assise au fond des eaux dans une bulle de plastique. Forte de ses deux cultures – occidentale et japonaise, – aguerrie par un parcours accidenté dans la création d'œuvres du siècle – Ohana, Eloy, etc., – cette soprano à la voix unique raconte, du début, sa traversée.



Yumi Nara : des couleurs dans la voix.

« Il paraît que cet opéra subaquatique sera une première mondiale, sourit Yumi Nara. Je plonge, j'entre dans ma bulle, je chante dans un micro, le public flotte, il reçoit le son par les os. J'ai fait l'expérience de cette écoute subaquatique, c'est assez étonnant, la surface de l'eau intensifie le son. Je suis très bien, dans l'eau. Pour me préparer, j'ai pris tous les samedis des cours de plongée dans la piscine de l'Ecole polytechnique. J'ai appris le style canard : la plongée à angle droit. J'ai pour me surveiller un professeur de plongée, un médecin et son assistant. Redolfi est un type qui aime l'efficacité.

« Je ne peux pas chanter avec des bouteilles, je dois garder la bouche libre. J'espère que, dans ma bulle, j'aurai assez d'oxygène. Il paraît que, quand ça manque, on ne s'en aperçoit pas tout de suite et qu'on s'évanouit. Il va falloir me prévoir un système d'alarme. Mon mari s'inquiète, tout le monde s'inquiète, sauf moi. Il y aura des lumières, une scénographie. Crysallis sera aussi un opéra onirique.

« Les baignoires, au Japon, c'est obligatoire. Tous les Japonais aiment ça. Dans les maisons, autrefois, les systèmes de chauffage étaient défectueux, on se chauffait dans l'eau avant de dormir. Quand je prends mon bain, mon chat vient me surveiller. Il tombe parfois.

« Dans ma tête, je parle en japonais. Je suis venue en France parce que j'aimais Debussy et Fauré. Dans la musique de Debussy, je vois de l'ombre et des lumières, j'entends les frissons du vent, je retrouve ce sens de la nature propre à la vieille culture japonaise. Quand je chante Debussy, j'adopte bien sûr les techniques vocales occidentales. Mais je garde une pensée libre. C'est peut-être cette liberté qui me permet d'interpréter franchement les compositeurs vivants. Ils disent que j'arrive d'instinct à réaliser ce qu'ils ont imaginé. Que j'ai des couleurs dans la voix.

« Yorisuné Matsudaïra m'a dit : « Voilà trente ans que j'attendais la chanteuse dont je rêvais. Cette chanteuse, c'est toi. » Vous ne connaissez pas Matsudaïra en France, ou plutôt, vous l'avez oublié (1).

Karajan, Boulez, ont dirigé ses œuvres dans les années cinquante et soixante. Mais il a quatre-vingt-cinq ans, il est plus âgé que Messiaen, qui lui a dédié ses *Haikais*. Il était pianiste, il a introduit le dodecaphonisme au Japon, il est le premier à y avoir joué Satie. Mais il est pudique, aristocrate, il a décidé de se retirer du monde. En 1989, quand je suis revenue au Japon chanter Debussy et Satie, il était là. Ça l'a décidé à se remettre à composer. Il a écrit beaucoup de mélodies et un opéra cyclique sur *le Dit du Genji*, une histoire galante sur le texte d'une femme écrivain du onzième siècle. Les femmes, à l'époque, étaient fortes et libres. Le mariage n'existait pas. Elles se choisissaient un compagnon pour la nuit, il partait avant l'aube. Cette époque parle à mon imagination.

« Je n'aime pas les femmes abandonnées, je préfère les femmes qui abandonnent. Les femmes qui se plaignent me font horreur. C'est sans doute pour ça que je n'apprécie pas l'opéra. *Carmen*, j'aimerais bien, mais ce n'est pas dans ma voix. J'ai les aigus, le grave, pas le timbre. Et puis, pour chanter l'opéra, il faut passer des auditions. Je préfère composer mes récitals moi-même, construire un programme, avoir un rôle plus créatif que celui d'une simple interprète.

« J'ai créé énormément d'œuvres contemporaines, je le fais moins maintenant. La vie est trop courte. Les créations demandent que l'on travaille énormément. Alors, je donne des récitals. J'ai des projets : un disque qui associera le *Pierrot lunaire* aux chansons de cabaret de Schoenberg avec l'Ensemble Musique Nouvelle, j'aimerais en faire un spectacle. Avec Claude Conforti, qui avait mis en scène mon spectacle sur Satie, à l'Opéra-Comique, l'an dernier, je vais faire en décembre un *Satie et le Groupe des Six*. Je chanterai, il récitera des textes. On tournera au Japon. Les Japonais apprécient beaucoup Satie. Ils aiment ce qui s'exprime avec très peu de mots et qui contient beaucoup de sens.

« J'ai grandi dans une famille de musiciens traditionnels. Mon grand-père était un grand maître de chant shi-gin, mélange de chanté et de parlé. Il a

fondé une école, il enseignait à deux mille élèves du monde entier. Il était catholique, il avait vécu vingt ans en Amérique latine. Je suis baptisée.

« Tous les dimanches, j'allais à la messe dans une petite église sans vitraux. Les chœurs, l'orgue, le curé qui chantait : j'étais émerveillée. On chantait le grégorien en latin. Et puis il y a eu le tango. Mon grand-père avait ramené beaucoup de disques d'Argentine. Tous les samedis, mes parents donnaient une surprise-partie. Nous dansions le tango et le charleston. J'imaginais le ciel bleu, les grands horizons. Un jour, au lycée, pendant le cours de musique, le professeur nous a fait entendre Maria Callas dans *Tosca*. J'avais dix-sept ans, j'ai eu le coup de foudre, je l'ai imitée comme je pouvais. Et j'ai cherché où je pouvais aller pour apprendre ce genre de musique.

« Pour entrer à l'Université musicale, il fallait passer un concours. J'ai chanté « *Vissi d'arte, vissi d'amore* » de *Tosca* et un air de la *Comtesse des Noies de Figaro*. J'ai été reçue. Tout de suite, je me suis ennuyée. Il fallait faire beaucoup d'exercices bizarres. Je n'ai jamais su chanter que de façon naturelle. Je suis passée dans la classe de composition. En fin de quatrième année, j'ai entendu pour la première fois de la musique française. J'ai à nouveau été émerveillée. Mon professeur m'a dit que ma voix était faite pour la mélodie française. Alors, j'ai passé le concours franco-japonais pour la mélodie et j'ai obtenu la bourse qui m'a permis de venir en France.

« Je suis entrée, première nommée, dans la classe d'Irène Joachim au Conservatoire de Paris. Après trois mois, je n'avais plus de voix. Il fallait chanter en mettant sa langue bizarrement. Le résultat était ces voix fausses et fermées, placées dans le nez,

typiques de la technique française. En plus, les professeurs ne s'occupaient vraiment que des élèves en fin d'études. Je me sentais plutôt abandonnée.

« Je crois qu'on ne peut pas vous imposer un professeur, qu'on a le droit de choisir. Je me suis donc retrouvée dans la classe d'Olivier Messiaen. Une nouvelle fois, j'avais quitté le chant pour la composition. J'ai appris comment on fait la musique, et qu'un interprète doit respecter une partition.

« De l'examen attentif des œuvres vient l'interprétation. C'est la musique qui indique les silences, les couleurs, c'est là que l'on rencontre l'auteur. Lui, possède le génie. L'interprète est quelqu'un d'ordinaire. Il faut beaucoup de modestie et de respect pour que la rencontre se passe bien.

« Si on ne vit pas naturellement, à quoi bon chanter ? Petite, j'étais faible, chétive, mes parents n'ont pas cru que je survivrais. Quand j'ai commencé le chant, j'étais enrhumée la moitié de l'année, je prenais des médicaments sans arrêt. Un jour, vers vingt, vingt et un ans, j'ai pensé que c'était dans la tête, j'ai décidé de guérir et d'être forte.

« Et c'était effectivement dans la tête ! Dès que je suis venue en France, je me suis sentie bien. J'étais tellement malheureuse au Japon. Je chantais pour la publicité et la variété. Il n'y a pas de place pour une chanteuse professionnelle là-bas. Le Japon possède une ou deux troupes d'opéra, qui donnent Verdi ou Puccini. Mais les chanteurs exercent tous un autre métier. Ils doivent payer pour chanter. Si j'avais voulu, par exemple, interpréter le rôle-titre de *Madame Butterfly*, il aurait fallu que j'achète pour cent mille francs de billets. Après, je me serais chargée de les vendre moi-même, à des élèves ou à des amis fortunés. La règle veut qu'à l'Université chaque élève achète dix billets quand son professeur donne un concert. C'est obligatoire. Et ça marche toujours comme ça. Les grandes entreprises privées préfèrent se payer la Scala qu'une troupe japonaise. Le résultat, c'est que, sorti de la musique traditionnelle, il n'y a pas de vrai public au Japon.

« Maintenant, je surveille ma voix, je la fais contrôler par un professeur deux fois par an, mais je ne la protège pas. Je dors beaucoup, je mange une nourriture équilibrée. Je serais pleinement heureuse si j'avais un timbre plus sombre. J'ai un tempérament dramatique, mon timbre a la légèreté d'un soprano lyrique. Mais mon professeur me dit qu'avec l'âge ma voix est en train de changer. Après tout, j'arriverai peut-être à chanter *Carmen*... »

Propos recueillis par  
ANNE REY

(1) Yumi Nara a enregistré des œuvres vocales de Matsudaïra sur un CD ALM Records uniquement distribué au Japon. Sont vendus en France : une intégrale des mélodies et des chansons de café-concert de Satie, avec Jeff Cohen au piano (Fontes Records) et *Harumi de Messiaen*, avec Jay Gottlieb (Adda). La chanteuse interprète cette dernière œuvre avec le même pianiste, le 14 décembre, au Studio de l'Opéra Bastille.

## Rugir à Grenoble

L'UTHERIES bizarres, cinéma expérimental, musiques nomades, rencontres du jazz, du rock et de la musique savante : les « 38<sup>e</sup> Rugissants » de Grenoble veulent rajouter et renouveler l'image du festival d'avant-garde. Cette année, l'ouverture se fait le 1<sup>er</sup> décembre sur les instruments électroniques et acoustiques de Laurent Bigot et François Raulin, sur *Poitrine* de Carlo Rizzo interprété par des handicapés mentaux du groupe de percussions de Treffort (2 décembre), sur les bricolages baroques de *The Day We Forgot* (David Moss, Axel Otto, Franck Schulte, le 3). Avant la création mondiale du *Crysallis* de Michel Redolfi, les 4 et 5. Des prestations plus classiques de l'Orchestre des Pays de Savoie avec l'Ensemble vocal Stravaganza (le 7), ou du Quatuor Arditi (le 9), cotoient ensuite, notamment, les Catalans du groupe Gringos (création française, le 11) et la reprise du *Noir de l'Étoile*, version de concert de l'œuvre de Gérard Grisey à base de retransmission acoustique de signaux astronomiques (12 décembre). Autant dire que les fes-

tivités commenceront dans l'eau et se termineront dans les étoiles.

Émergence quasi parfaite de la politique de Jack Lang en matière de mélange des genres musicaux et d'abolition des frontières culturelles, les « 38<sup>e</sup> Rugissants » ont été créés il y a quatre ans par Benoît Thiebergien, un guitariste de jazz et un compositeur. Le festival raporte de jeunes créateurs en résidence (Franck Royon Le Mée en 1990), leur demande de travailler pour des semi-professionnels ou des amateurs (en lison éventuelle avec le Conservatoire), tient à la gratuité de certains concerts à 18 h 30 et veut, à en croire son jeune directeur, « casser l'isolement de la création contemporaine, se mettre à l'écoute des compositeurs, favoriser leur insertion dans la vie sociale et culturelle ». Membre fédérateur entre la Maison de la culture, le Centre national d'art contemporain, le Musée de la peinture et telle ou telle institution ou structure d'accueil locale, cette manifestation distribue un budget annuel de 2 millions de francs, versés par l'État, la ville de Grenoble, la région et le département.

A. R.

## MYSTIFICATION

ou les Catins  
de monsieur Diderot  
d'après Diderot  
mise en scène  
Jacques Weber  
avec  
Jean-François Balmer  
Christine Murillo  
Pierre Gerard  
Cécile Paoli  
Agnes Regolo



## LES RUSTRES

de Goldoni  
mise en scène  
Jerome Savary  
avec  
Catherine Arditi  
Michel Berto  
Jacques Boudet  
Nelly Glatier  
Roger Jendly  
Daniel Laloux  
Dominique Lavanant  
Alain Libolt  
Hélène Mignot  
Eric Ruf



Télérama

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT France Inter